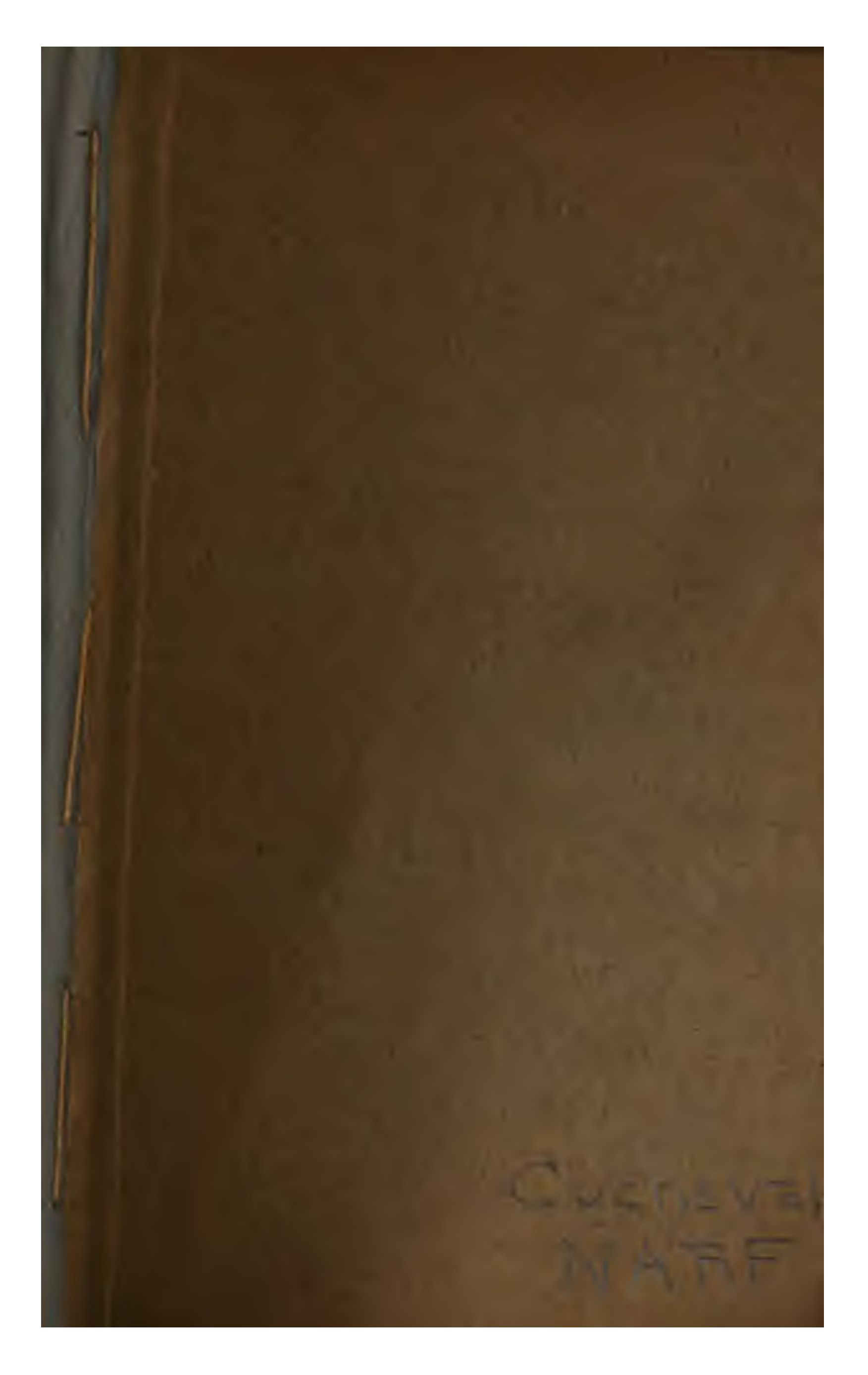


HISTOIRE

DE LA PRESSE

EN ANGLETERRE ET AUX ÉTATS-UNIS

TYPOGRAPHIE DE CH. LAHURE
Imprimeur du Sénat et de la Cour de Cassation
rue de Vaugirard, 9

HISTOIRE

DE

LA PRESSE

EN ANGLETERRE ET AUX ÉTATS-UNIS

PAR

M. CUCHEVAL-CLARIGNY

ANCIEN RÉDACTEUR EN CHEF DU CONSTITUTIONNEL

> « He who, speculating on the British Constitution, should omit from his enumeration the mighty power of public opinion, embodied in a free press, which pervades, and checks, and perhaps, in the last resort, nearly governs the whole, would give but an imperfect view of the government of England. » (*Canning.*)



PARIS

AMYOT, ÉDITEUR DES ŒUVRES DE NAPOLÉON III

ET DE LA SEMAINE POLITIQUE

8, RUE DE LA PAIX

1857


LENOX LIBRARY
NEW YORK

HISTOIRE

DE LA PRESSE

EN ANGLETERRE ET AUX ÉTATS-UNIS.

CHAPITRE PREMIER.

Origine des journaux. — Époque de leur établissement. — L'*English Mercurie*. — Naissance d'une opinion publique. — Les nouvelles la main. — Nathaniel Butter. — Le premier journal anglais. — La *Gazette de France* et les *Newes*. — Les correspondances politiques. — Les journaux et le théâtre.

« Mon enfant, tu as fait fortune, dit un personnage de comédie, il est temps d'avoir des ancêtres. » Depuis que les journaux sont devenus une puissance, on leur a créé toute une généalogie. Le moyen âge même a paru pour ces parvenus une origine trop récente, et c'est à Rome, en attendant la Grèce, qu'on a placé leur berceau. Au premier jour, quelque érudit, renchérissant sur ses devanciers, retrouvera dans

des inscriptions de prétendues traces des journaux de Sparte et d'Athènes. Malgré l'autorité du docteur Johnson, malgré l'autorité plus considérable encore d'un des hommes les plus savants et les plus ingénieux de notre temps, on ne saurait voir des journaux dans les *acta diurna* de l'ancienne Rome. C'est avec aussi peu de fondement qu'on a fait naître les journaux à Venise : cette opinion repose uniquement sur l'étymologie du mot gazette, qui est incontestablement un mot vénitien. Au temps des guerres contre les Turcs, le gouvernement de Venise, pour satisfaire la légitime curiosité des citoyens, faisait lire sur la place publique un résumé des nouvelles qu'il avait reçues du théâtre de la guerre, et on donnait une petite pièce de monnaie, appelée *gazetta*, pour assister à cette lecture, ou pour prendre connaissance de ce qui avait été lu. De là, disent les étymologistes, le nom de gazettes appliqué aux feuilles volantes contenant des nouvelles, lorsque ces feuilles furent imprimées et livrées au public. Rien ne semble plus naturel et plus satisfaisant qu'une pareille conjecture; par malheur, on ne trouve en Italie aucune trace de ces feuilles imprimées. Quant aux lectures faites par ordre du gouvernement sur la place publique de Venise, elles avaient lieu probablement dans toutes les républiques italiennes, et certainement à Florence, ainsi que l'atteste une collection de docu-

ments manuscrits conservée dans la bibliothèque de cette ville.

Ces documents, pas plus que les *acta diurna*, n'ont aucun rapport avec les journaux. De tout temps et en tous pays, les gouvernements ont eu besoin de porter leurs lois et leurs actes à la connaissance du public. Ici on a fait publier des bans au son du tambour et par l'office du crieur public, ailleurs on a fait à des époques régulières des lectures à haute voix; ailleurs encore on a eu recours à des inscriptions, tantôt gravées sur la pierre, tantôt tracées sur des tablettes mobiles. Depuis l'invention de l'imprimerie, on se sert presque uniquement d'affiches apposées sur les murs. Les moyens ont différé, le but a toujours été le même. Inscriptions, proclamations, lectures publiques, ne sont que des voies diverses employées par les gouvernements pour mettre la multitude au courant de ce qu'il était indispensable qu'elle sût. Ce sont, si l'on veut, des publications officielles; ce n'est pas là ce qu'on entend par des journaux.

Le journal est fils de l'imprimerie : il est impossible sans elle. Rapidité de publication, périodicité régulière, faculté de se multiplier à l'infini, condensation d'une foule de matières dans un étroit espace, toutes ces conditions, qui sont l'essence même du journal, ne pouvaient être réunies quand l'imprimerie n'exis-

tait pas. C'est donc dans les temps modernes, et encore à une date assez récente, qu'il faut placer la naissance des journaux. Les Anglais ont de bonne heure revendiqué pour leur pays l'initiative de ce genre de publication; mais leurs prétentions reposaient sur une fraude d'érudit, dont personne ne peut plus être la dupe aujourd'hui. On conserve au *British Museum*, au milieu de la collection de vieux journaux la plus complète qu'il y ait au monde, trois feuilles imprimées avec ce titre *the English Mercurie*, portant les numéros 50, 51 et 54, et la date de 1588. Il est question dans une de ces feuilles du départ de l'invincible *Armada*, dans une autre d'un engagement entre sir Francis Drake et la flotte espagnole, et de la capture du vaisseau *le Saint-François*, commandé par don Pedro de Valdez. A la fin du siècle dernier, Chalmers rencontra ces trois feuilles dans les recherches qu'il faisait au *British Museum*, et ne conçut aucun doute sur leur authenticité. Dans la biographie[1] d'un grammairien et d'un journaliste écossais publiée en 1794, il fit honneur de l'invention des journaux à l'Angleterre et au règne d'Élisabeth, et il expliqua, par la terreur profonde qu'avait inspirée *l'Armada* aux Anglais, le recours à un nouveau mode de répandre les nouvelles. Sur la foi de Chalmers, toutes les

1. Chalmers's Life of Thomas Ruddiman. London, 1794, in-8.

encyclopédies, tous les dictionnaires, tous les auteurs qui ont eu occasion de parler des journaux ont, depuis cinquante ans, fait remonter au règne d'Élisabeth l'apparition de la première feuille périodique. En 1839, un employé du *British Museum*, M. Thomas Watts, s'avisa enfin d'ouvrir le précieux volume qui contenait l'*English Mercurie*, et le premier coup d'œil le convainquit que le prétendu journal de 1588 était l'œuvre d'un faussaire. Les caractères d'impression étaient manifestement de la seconde moitié du XVIII[e] siècle, et la distinction entre les *u* et les *v*, entre les *i* et les *j*, absolument inconnue aux imprimeurs du XVI[e] siècle, était partout soigneusement observée. A part même ces indices matériels, l'examen du texte ne pouvait laisser aucun doute. Le faux journal donne à sir Francis Vere le titre de chevalier plusieurs mois avant que cet officier l'eût reçu d'Élisabeth; il emploie des mots qui n'étaient point encore en usage au XVI[e] siècle; il fait remporter une victoire par Drake un jour où l'amiral anglais courut au contraire le plus grand danger d'être pris par les Espagnols. M. Watts, dans une brochure[1], démontra péremptoirement la fraude dont Chalmers avait été la dupe, et des recherches subséquentes lui ont permis d'at-

1. *A letter to Antonio Panizzi, Esq., etc., on the reputed earliest printed Newspaper, the English Mercurie*, 1585. *By Thomas Watts, of the British Museum. London*, 1839.

tribuer au second lord Hardwicke la responsabilité de cette supercherie littéraire.

Le journal est né presque simultanément en Angleterre, en France, en Hollande, sous l'influence des mêmes causes. La controverse religieuse, si ardente au XVIe siècle, trouva dans l'imprimerie un instrument à la fois et un aliment. Les gros livres, trop longs à écrire, trop longs surtout à lire, firent place aux petits traités courants qu'il était facile de répandre. Les traités eux-mêmes furent supplantés par les manifestes, les proclamations, les satires, imprimés sur des feuilles isolées et habituellement d'un seul côté, qu'on obtenait à bon marché, qu'on se passait sous le manteau, et qu'au besoin on affichait pendant la nuit. Les partis, pour enflammer le zèle ou soutenir l'ardeur de leurs adhérents, faisaient imprimer et distribuer la relation des avantages qu'ils avaient obtenus. C'est par des circulaires de ce genre, cachées dans des selles de cheval, dans la doublure d'un manteau de voyage, que les protestants de France apprenaient les victoires de leurs coreligionnaires d'Allemagne, et ils usaient à leur tour du même moyen. L'usage devint bientôt général d'imprimer sur des feuilles séparées et de vendre à bas prix les relations de tous les événements remarquables, de tous les faits propres à affriander les lecteurs. On devait être naturellement conduit à réunir plusieurs événements sur

la même feuille ou dans le même cahier, et le jour où l'industrie d'un homme, encouragée par la curiosité croissante du public, donnerait un titre uniforme à ces feuilles volantes, établirait entre elles un ordre de succession, et leur assignerait un retour périodique, la gazette, le journal seraient créés.

Si l'on s'attache à la question de priorité, les dates semblent être en faveur de la Hollande et de l'Angleterre. De très-bonne heure, dès les dernières années d'Élisabeth et les premières de Jacques I[er], on trouve en Angleterre un grand nombre de feuilles volantes et de placards, intitulés *News* (Nouvelles) et contenant le récit d'événements qui s'étaient accomplis en Angleterre ou sur le continent. Dans ce dernier cas, le titre indique presque toujours que les nouvelles offertes au public sont traduites de l'original hollandais, et ce soin, de la part des éditeurs anglais, suffirait seul à décider à l'avantage de la Hollande la question de priorité. Si l'on songe aux rapports journaliers qui existaient alors entre l'Angleterre et la Hollande, à l'étroite alliance qui unissait les deux peuples depuis que les Pays-Bas s'étaient soulevés contre Philippe II, on ne sera pas surpris de voir un usage hollandais passer en Angleterre. A partir de 1619, un imprimeur du nom de Nathaniel Newberry fit paraître fréquemment des relations des pays étrangers sous le titre

uniforme de *News;* la périodicité manquait seule à ces publications pour en faire des gazettes. Trois ans plus tard, ce progrès fut accompli : le 23 mai 1622, Nicholas Bourne et Thomas Archer mirent en vente une feuille intitulée *les Nouvelles hebdomadaires*. Le titre complet[1] était : *les Nouvelles hebdomadaires* d'Italie, d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, etc.; c'était un sommaire plus encore qu'un titre. Le second numéro, celui du 30 mai, et plusieurs des suivants portent la mention ordinaire, *traduit de l'original hollandais*, qui constate l'emprunt fait au pays voisin. Les numéros semblent s'être suivis régulièrement; mais si le nom de l'imprimeur ne change pas, celui des éditeurs change presque avec chaque numéro : c'est tantôt Nicholas Bourne et Thomas Archer, tantôt Nathaniel Newberry et William Sheffard. Il semble que plusieurs éditeurs se soient entendus pour faire, chacun à son tour, les frais de cette publication. Le 25 septembre 1622 paraît enfin le nom de Nathaniel Butter. Celui-ci était un ancien papetier

1. The 23 of May. The Weekly Newes from Italy, Germanie, etc. London : Printed by I. D. for Nicholas Bourne and Thomas Archer. The 30 of May. Weekly Newes from Italy, Germanie, Hungarie, Bohemia, the Palatinate, France and the Low Countries. Translated out of the Low Dutch Copie. London : Printed by E. A. for Nicholas Bourne and Thomas Archer, and are to be sold at their shops at the Exchange, and in Pope's-head Pallace, 1622.

dont les affaires avaient mal tourné, et qui, pour vivre, s'était mis à faire des brochures et à compiler des nouvelles. Ses premiers écrits remontent à l'année 1611. Peu à peu il était devenu auteur de nouvelles à la main, c'est-à-dire que, moyennant salaire, il adressait par écrit aux gens le récit des événements du jour : c'était alors une profession fort répandue. A partir du 25 septembre, le nom de Butter figure régulièrement et en première ligne sur chaque numéro des *Weekly News*, mais il est toujours joint au nom de quelqu'un des libraires dont nous avons parlé. Il est probable que les libraires faisaient les frais de la publication, et que Butter était chargé de la rédiger pour leur compte. Par un changement qui paraît aujourd'hui tout simple et qui était pourtant une révolution, Butter faisait imprimer ce qu'il s'était jusque-là borné à écrire; il mettait à la portée de tout le monde ce qu'il avait adressé à un petit nombre de personnes. Il est à remarquer qu'à partir du jour où le nom de Butter figure sur les *Weekly News*, les mots *traduit du hollandais* disparaissent du titre, ce qui constate l'originalité de la rédaction; et chaque exemplaire qui paraît de semaine en semaine porte, outre la date de sa publication, un numéro d'ordre, ce qui met hors de doute la périodicité du recueil.

Les *Weekly News* étaient donc un vrai journal dans le sens où nous prenons aujourd'hui ce mot. Ce

premier-né de la presse anglaise était loin d'avoir les dimensions formidables des journaux actuels. Un seul numéro du *Times* ou du *Chronicle* contient plus de matière que les *Weekly News* n'en donnaient en une année. C'était une petite feuille in-quarto, imprimée sur un papier très-grossier, qui contenait à la file les uns des autres et sans aucune liaison les événements importants ou singuliers arrivés sur le continent : une victoire du comte de Mansfeld en Allemagne, un sacrilége à Bologne, un assassinat ou un empoisonnement à Venise, un grand incendie à Paris. Il n'est jamais fait la moindre allusion à ce qui se passe en Angleterre, et les événements du continent sont l'objet d'un simple récit, sans aucune réflexion. Sous ce rapport, les *Weekly News* ne diffèrent en rien des feuilles volantes qui les avaient précédées; mais c'était déjà une grande nouveauté que cet intérêt qui s'attachait aux nouvelles du dehors. Un siècle plus tôt, ce que nous appelons la politique extérieure, était l'affaire des rois uniquement et de leurs ministres; les peuples y demeuraient absolument étrangers, et nul ne prenait souci en France de ce qui pouvait se passer en Angleterre ou en Espagne. Les guerres de religion mirent fin à cette indifférence mutuelle; il y eut désormais, à part les rivalités des souverains, un intérêt commun entre les nations. La querelle qui se vidait par les armes

en Hollande ou en Allemagne était la querelle de tous les protestants et de tous les catholiques : chaque bataille, chaque prise de ville mettait une moitié de l'Europe dans la joie et l'autre moitié dans la douleur. Les nouvelles, même des pays les plus lointains, furent dès lors pour toutes les classes l'objet d'une ardente curiosité; la propagation rapide et régulière de ces nouvelles devint un besoin public, surtout dans un pays comme l'Angleterre, placée à l'extrémité de l'Europe et isolée du continent par la mer. Il n'est donc pas surprenant que l'époque de la guerre de Trente ans soit aussi celle de la naissance des journaux.

C'est en 1631 que parut le premier journal français, la *Gazette* de Théophraste Renaudot. On sait quelle est sur l'origine de la *Gazette* la tradition généralement admise. Le célèbre généalogiste d'Hozier était en relations suivies avec des savants et des personnes attachées aux diverses cours d'Europe; ses nombreux correspondants le tenaient au courant de ce qui se passait dans les pays qu'ils habitaient, et d'Hozier communiquait toutes ces nouvelles à son ami Renaudot, médecin du roi, qui en amusait ses malades. Renaudot ne se bornait pas à débiter les nouvelles, il les mettait par écrit et en faisait plusieurs copies qui circulaient par la ville, et ces copies furent bientôt si recherchées, que Renaudot pensa à

les faire imprimer et à les vendre. Cette anecdote, qui ne s'appuie sur aucun témoignage précis, peut être vraie; mais elle a le tort de présenter comme une nouveauté et même comme un fait accidentel une chose fort commune à cette époque. Renaudot n'est pas le premier qui ait fait commerce de nouvelles; longtemps avant qu'il connût d'Hozier, longtemps même avant qu'il quittât la province, il y avait à Paris même, et plus encore à la Haye, des écrivains dont le métier consistait à rédiger des gazettes manuscrites et à les adresser régulièrement aux gens qui consentaient à payer pour les recevoir. Il existe des collections considérables de ces gazettes manuscrites expédiées par des écrivains français, pendant les premières années du XVII[e] siècle, à leurs correspondants des provinces et de l'étranger. Renaudot, praticien sans clientèle, qui avait à Paris la réputation d'un empirique plutôt que d'un médecin et qui était souvent réduit aux expédients, avait le génie des affaires. C'est lui qui imagina de créer à Paris les *bureaux d'adresses*, qui tenaient à la fois de nos cabinets d'affaires et de nos bureaux de placement, et de s'en faire attribuer le privilége avec le titre de maître général. Qu'il ait ou non écrit lui-même des nouvelles à la main, il eut le premier en France l'idée de remplacer l'écriture par l'imprimerie. Richelieu, à qui Renaudot demanda l'autorisation de publier et de

vendre ses nouvelles, s'empressa de l'accorder; il fit même de l'impression de la *Gazette* un privilége, ce qui garantissait Renaudot de toute concurrence, mais ce qui mettait aussi son journal dans la dépendance directe du gouvernement. Le premier numéro de la *Gazette* parut le 1er avril 1631, et ce recueil, rédigé après Renaudot par le fils de celui-ci, s'est continué sans interruption jusqu'à la Révolution. Le succès de la *Gazette* fut immense. Le caractère officiel du recueil, l'exactitude et la variété de ses informations étaient autant de conditions de réussite. Paris et la province s'arrachèrent la *Gazette*, et il n'était hors de France aucun personnage considérable qui pût s'en passer. Le roi Louis XIII était un des lecteurs assidus de la *Gazette*, et on a même prétendu qu'il y avait écrit quelquefois. Ce qui est hors de doute, c'est que Richelieu fournissait des notes et des renseignements à Renaudot, lui communiquait les faits qu'il avait intérêt à ébruiter, et lui confiait par extraits ou en totalité les pièces diplomatiques et les documents dont il voulait porter le contenu à la connaissance du public. Si insignifiante qu'elle nous paraisse aujourd'hui, la *Gazette* de Renaudot avait en son temps une portée politique dont les gouvernements étrangers s'alarmaient. « Je ferai, dit Renaudot en 1636, la prière aux princes et aux États étrangers de ne perdre point inutilement le temps à vouloir fermer le passage

à mes nouvelles, vu que c'est une marchandise dont le commerce ne s'est jamais pu défendre, et tient cela de la nature du torrent, qu'il se grossit par la résistance. »

Par la régularité extrême de sa publication, qui ne souffrit jamais aucune interruption, par sa circulation européenne, par l'abondance et le choix de ses matières, la supériorité de sa rédaction et le nombre de ses correspondances, la *Gazette* de Renaudot répond à l'idée que nous nous faisons d'un journal beaucoup mieux que l'œuvre de Nathaniel Butter. Par malheur, ce recueil, qui dut plusieurs années d'éclat à la protection de Richelieu et. à la direction d'un homme d'esprit, demeura unique en France. La Fronde, qui fit éclore tant de milliers de petits pamphlets, ne fit pas naître un seul journal; le despotisme de Louis XIV, mieux que tous les priviléges, mit la *Gazette*, désormais insignifiante, à l'abri de toute concurrence. La France, à qui nulle nation ne peut disputer l'honneur d'avoir créé les *revues* littéraires, n'a produit, avant la Révolution, aucun journal politique; c'est une initiative qui devait appartenir à deux pays libres : la Hollande et l'Angleterre. Revenons donc à Nathaniel Butter.

Le pauvre Butter n'avait point de roi parmi ses lecteurs, point de ministre dans sa clientèle : il glanait péniblement et au jour le jour les maigres nou-

velles dont il remplissait son petit carré de papier. Il les donnait toutes sèches, sans se permettre la moindre réflexion, se gardant de tout commentaire comme d'un délit qui aurait attiré sur lui les foudres de la chambre étoilée. Le vrai journal se faisait alors par correspondance. En Angleterre, comme sur le continent, les grands personnages avaient des correspondants, et cet usage y avait aussi introduit l'industrie des lettres-circulaires et des nouvelles à la main. Butter en avait longtemps vécu. La noblesse des comtés, qui venait rarement à la cour, n'avait guère d'autre moyen d'information que ces lettres-circulaires ; et les établissements publics, les cafés, qui commençaient à s'établir, avaient soin d'en recevoir quelqu'une, afin de se créer, par l'appât de la curiosité, une clientèle plus élevée. Il fallut un long intervalle de temps pour que la feuille imprimée se substituât complétement à la gazette manuscrite des nouvellistes. Les raisons en sont bien simples. Les libraires qui employaient Butter étaient fort mal informés, et quiconque approchait un peu les grands était mieux instruit qu'eux. Les *Weekly News* s'aventuraient rarement à parler des affaires intérieures ; les nouvellistes en faisaient le principal sujet de leurs lettres, et non-seulement ils racontaient les faits, mais ils y joignaient des jugements, des appréciations qu'ils n'eussent pas osé imprimer. Les *Lettres de Nouvelles (News-*

Letters), comme on les appelait, étaient donc beaucoup plus intéressantes que le journal imprimé, et pendant un demi-siècle elles lui demeurèrent fort supérieures en circulation et en importance.

Le journal faisait de son mieux pour soutenir la concurrence, mais les esprits ne s'habituaient point à l'idée qu'on pût faire commerce public de nouvelles; une gazette imprimée était une nouveauté si surprenante et qui faisait tant de bruit, que Ben Jonson, revenant au théâtre après un long silence, crut voir là un excellent sujet de comédie. Il fit jouer en 1625 *l'Approvisionnement de Nouvelles*[1], dans lequel il ridiculisait Butter et son entreprise. Butter y est appelé maître Cymbal; mais son vrai nom, qui signifie *beurre* en anglais, revient à chaque instant dans la pièce sous forme de calembour. Ben Jonson lui donne pour collaborateurs réguliers quatre coureurs de nouvelles ou émissaires chargés de recueillir tout ce qui se dit à la cour, au cloître de Saint-Paul, rendez-vous des badauds de Londres, à la Bourse, et à Westminster, où siégeaient les tribunaux. Ben Jonson ajoute à ces quatre nouvellistes un mauvais poëte, un docteur en médecine, et, comme rédacteur irrégulier, Lèche-ses-Doigts, cuisinier-poëte, qui con-

1. *The Staple of News.*

sacre ses loisirs à faire des devises et autres vers de confiseur. Le personnel administratif se compose de maître Cymbal, d'un secrétaire qui enregistre les nouvelles à mesure qu'elles arrivent, de deux commis et d'une foule de cartons avec de grandes étiquettes. Une brave paysanne se présente au bureau de maître Cymbal et demande pour deux liards de nouvelles, afin d'en faire présent à son curé : on la prie d'attendre quelques instants, parce que, si elle était servie à la minute, le public pourrait croire qu'on fabrique les nouvelles, au lieu de les recueillir.

Ben Jonson n'est pas le seul poëte qui ait tourné en ridicule l'entreprise de Butter : Shirley, dans *les Ruses de l'Amour*[1], représentées en 1625, met aussi en scène la grande nouveauté du jour, et fait un portrait peu flatteur des marchands de nouvelles. « Ces gens-là, dit Shirley, avec une heure devant eux, vous décriront une bataille dans quelque coin de l'Europe que ce soit, et pourtant ils n'ont jamais mis le pied hors des tavernes. Ils vous dépeindront les villes, les fortifications, les généraux, les forces de l'ennemi ; ils vous diront ses alliés, ses mouvements de chaque jour. Un soldat ne peut pas perdre un cheveu de sa tête, ne peut pas recevoir une pauvre balle, sans avoir quelque page à

1. *Love Tricks.*

ses trousses, format in-4. Rien n'arrête ces gens-là que le défaut de mémoire, et, s'ils n'ont point de contradicteur, ils ne tarissent pas. » Nous pourrions pousser la citation plus loin, car cette scène de Shirley est une première édition très-complète de toutes les satires qu'on a pu faire du journalisme, et, à ne regarder que le fond des choses, certaines déclamations contemporaines n'ont pas moins de deux cent trente ans de date.

Il paraît que les *Weekly News*, la première vogue passée, n'eurent qu'un succès médiocre. Des correspondances de France, d'Allemagne et d'Italie, quelques mots sur les affaires religieuses du dehors, n'excitaient pas suffisamment la curiosité du public. Butter se plaint d'ailleurs d'être gêné par la censure, qui taille à tort et à travers dans ses nouvelles étrangères, et leur ôte tout intérêt. Le recueil éprouva de temps à autre des interruptions; il prit quelquefois en sous-titre le nom de *Mercurius britannicus*, pour recueillir un peu de la popularité des *Mercures* du continent [1], mais le public demeura toujours assez froid

1. Le plus ancien Mercure est le *Mercure de France*, établi en 1613. En 1634 parurent à Paris le *Mercure Suisse*, et à Genève le *Mercure d'État*. Quant au *Mercurius Gallo-Belgicus*, dont un volume fut publié à Cologne en 1598, et un second volume à Francfort en 1605; ce n'était point un journal, mais un récit des événements contemporains, classés année par année : quelque chose d'analogue aux Annuaires actuels.

pour lui. On en perd toute trace après le mois de janvier 1640 : il semble donc que Butter ou soit mort, ou ait abandonné la partie au moment où les événements politiques allaient ouvrir une vaste carrière au journalisme.

CHAPITRE II.

Abolition de la Chambre étoilée. — Multiplication des journaux. — Les journaux de la cour. — Les journaux du parlement. — La première annonce. — Restauration des Stuarts. — La censure. — Établissement de la *Gazette de Londres*. — Lutte de la royauté contre la presse. — Révolution de 1688. — La liberté de la presse établie en fait.

La convocation du Long parlement eut pour conséquence presque immédiate l'abolition de la Chambre étoilée, qui soutenait depuis si longtemps contre les pamphlétaires une lutte aussi inutile qu'acharnée. Le fanatisme religieux et politique des puritains triomphait des rigueurs de ce tribunal exceptionnel, qui avait inutilement employé contre les écrivains les supplices les plus cruels, les mutilations les plus barbares, la prison, l'exil et les confiscations. Les procès mémorables de Prynn, de Warton, de Lilburn, venaient de mettre le comble à l'irritation populaire, lorsque les troubles d'Écosse déterminèrent Charles Ier,

au commencement de 1641, à céder aux exigences du parlement et à abolir un tribunal détesté. Dès le 3 novembre de la même année, le parlement laissa publier régulièrement le compte rendu de ses séances sous ce titre : *Diurnal Occurrences in Parliament*. Cette publication se continua sans interruption jusqu'à la restauration des Stuarts. L'abolition de la Chambre étoilée équivalait à la proclamation de la liberté de la presse, et l'on vit éclore aussitôt des milliers de pamphlets pour ou contre la royauté, pour ou contre l'église anglicane. De nombreux journaux s'établirent à Londres et dans les provinces ; la seule année 1643 en vit naître vingt ; et ces journaux firent un premier pas dans le domaine de la politique, en reproduisant les débats parlementaires ; puis ils s'enhardirent à publier des nouvelles de l'intérieur [1] et à discuter les affaires du pays. Ce n'est pas que ce droit leur fût reconnu, le parlement ne se montra pas plus tolérant que n'avait été la cour ; il voulut restreindre aux imprimeurs de son choix la permission de publier ses débats, il voulut assujettir les éditeurs à des formalités d'enregistrement et à une censure préventive ; en 1647, sur la demande de Fairfax, qui voulait qu'on limitât à

1. Pierre Heylin, dans la préface de sa *Cosmographie*, dit : « Ne voyons-nous pas les affaires de chaque ville et les nouvelles de la guerre présentées au public dans les feuilles hebdomadaires de Nouvelles ? »

deux ou trois le nombre des journaux autorisés à paraître, on vit encore le parlement augmenter les attributions de la censure et multiplier les pénalités. Ce sont ces efforts du parlement pour exercer en son nom et à son profit l'autorité dont il avait dépouillé la Chambre étoilée, qui donnèrent lieu aux célèbres pamphlets de Milton en faveur de la liberté de la presse; mais les journaux avaient dans les nécessités du temps un meilleur avocat que Milton. Le parlement et la royauté étaient en lutte ouverte, et des deux côtés on cherchait un appui dans l'opinion publique. On s'aperçut bientôt que les journaux étaient un instrument fort supérieur au pamphlet; chaque parti voulut avoir son organe, et l'on se fit la guerre à coups de plume autant qu'à coups de fusil. Les dix-neuf années qui s'écoulèrent de 1641 à la restauration des Stuarts, virent naître et mourir près de deux cents journaux ; sur ce nombre, une vingtaine ont porté le titre de *Mercure*, qui semble avoir été aussi populaire en Angleterre que celui de *Gazette* en France et celui de *Courrier* en Hollande. Toutes ces feuilles étaient in-4, et ne paraissaient qu'une fois par semaine, la plupart le mercredi, quelques-unes le samedi : c'étaient, à vrai dire, des diatribes hebdomadaires, des pamphlets en raccourci plutôt que des journaux.

Quelques écrivains cependant arrivèrent par cette

voie à la célébrité et même à la fortune. Du côté du parlement, le journaliste le plus fameux fut sans contredit Marchamont Nedham, dont l'histoire mérite d'être contée. Nedham n'était pas, comme le pauvre Nathaniel Butter, un malheureux nouvelliste vivant au jour le jour : c'était un véritable *gentleman*, qui avait fait ses études à Oxford et y avait pris ses degrés ; il possédait à fond ses humanités et avait appris la physique et la médecine ; il était curieux des choses de sciences, tournait fort agréablement les vers, et avait un esprit vif et caustique. Au sortir d'Oxford, il vint à Londres, et à l'âge de vingt-trois ans, il occupait une place assez lucrative, à laquelle il devait joindre bientôt les produits de sa clientèle médicale, lorsqu'il fonda, en 1643, le *Mercure britannique*, qui fut l'adversaire le plus acharné de la cour et l'oracle du parti parlementaire. « Tout ce que Nedham disait ou écrivait, dit un de ses ennemis politiques, était regardé comme parole d'Évangile. » En 1647, ce même Nedham tomba au pouvoir des royalistes, et fut amené à Hampton Court en présence de Charles I[er], qui lui fit grâce. Nedham créa alors et rédigea pendant dix-huit mois le *Mercure pragmatique*, dans lequel il fit la guerre aux presbytériens, et défendit avec verve et habileté la cause royaliste. Arrêté par les Têtes-rondes et emprisonné à Newgate, Nedham fut sauvé par Lenthall, président de la Chambre des communes, et

Bradshaw, président de la haute cour de justice, tous les deux indépendants, qui voyaient avec défiance le parti presbytérien et étaient bien aises d'avoir une bonne plume à leur service. C'est alors que Nedham fonda, pour sa troisième opinion, son troisième journal, le *Mercure politique*, qu'il rédigea pendant dix ans avec toute la faveur de Cromwell, et dont il fit le journal le plus répandu et le plus influent de l'Angleterre. A la restauration des Stuarts, Nedham eut encore le talent de se tirer d'affaire; mais il renonça cette fois au journalisme, et se contenta d'exercer la médecine avec beaucoup de succès et de profit jusqu'à sa mort, arrivée en 1678. A côté du *Mercure politique* de Nedham, il faut mentionner un journal satirique et burlesque, entremêlé de prose et de vers, le *Mercure rustique*, rédigé aussi par un gradué d'Oxford, George Wither, qui avait abandonné le barreau pour se faire journaliste et soldat.

Du côté des royalistes, l'écrivain le plus distingué était John Birkenhead, ancien secrétaire de l'archevêque Laud, *fellow* et professeur à Oxford. C'était un homme de cour, de manières élégantes, brillant de saillie et de verve, qui jetait le ridicule à pleines mains sur les parlementaires. Il était aidé dans la rédaction du *Mercure de la Cour (Mercurius Aulicus)* par un autre homme d'église, Pierre Heylin, écrivain

passionné, qui avait le talent de l'invective. Après la Restauration, Birkenhead fut fait chevalier, devint membre de la Chambre des communes, membre de la Société royale de Londres, dignitaire de l'université d'Oxford et maître des requêtes. Cette dernière place lui valait seule trois mille livres sterling par an. Pierre Heylin devint sous-doyen de Westminster et se montra un prédicateur de mérite. Ces détails, qu'il serait facile de multiplier, marquent suffisamment quel chemin avaient fait les journaux et quelle importance ils avaient acquise. Ils tenaient sans doute encore beaucoup du pamphlet, mais ils tendaient à perdre ce caractère. Il y avait une polémique suivie entre les journaux de la cour et du parlement ; on s'attaquait, on se répondait de part et d'autre, on se parodiait quelquefois, on s'injuriait très-souvent. Le journal n'était plus un objet de commerce, c'était un instrument politique, et des libraires il était passé, comme on a pu le voir, aux mains de véritables écrivains, qui presque tous étaient des hommes instruits et de mérite sortis de l'église ou du barreau. Un autre progrès s'était accompli dans le mode de publication des journaux : sous Cromwell, qui ferma la bouche aux feuilles royalistes, et qui fut fort malmené par les feuilles républicaines, l'établissement du service des postes avait obligé les journaux à paraître avec ponctualité, afin de pouvoir être expédiés régulièrement

chaque semaine dans les provinces; enfin, les annonces étaient nées[1].

La restauration des Stuarts, qui porta en apparence un rude coup aux journaux, qui en diminua singulièrement le nombre, qui restreignit leur liberté, qui les persécuta même, assura en réalité l'existence de la presse anglaise en donnant à quelques feuilles une consécration officielle et une publicité lucrative. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement fut d'interdire la publication des débats du parlement. Un ordre du conseil privé enleva à Nedham la rédaction du *Mercure politique* qu'il dirigeait depuis dix ans, transforma ce journal en *Mercure public et Nouvelliste du parlement*, et autorisa deux écrivains, Henri Muddiman et Giles Dury, à le faire paraître sous ce titre. On voit tout de suite quels droits l'autorité royale s'arrogeait sur les journaux. Muddiman et

1. La plus ancienne annonce insérée dans un journal anglais se trouve dans le septième numéro de l'*Impartial Intelligencer*, publié le 12 avril 1649. Un gentilhomme de Candish, dans le comté de Suffolk, offre une récompense pour deux chevaux qui lui ont été volés. Pendant plusieurs années, on ne rencontre dans les journaux qu'un très-petit nombre d'annonces, et elles ont trait uniquement à des livres ou à des remèdes. Le libraire Newcombe de Thames-Street s'avisa enfin qu'il pouvait y avoir là matière à une spéculation, et, le 26 mai 1657, il publia le premier numéro du *Public Advertiser*, qui était presque exclusivement rempli par des annonces et par des nouvelles de mer. Les autres journaux avaient tout au plus trois ou

Dury firent place en 1663 à sir Roger Lestrange. Fils d'un grand propriétaire du comté de Norfolk, érudit, poëte et soldat, Lestrange avait mené l'existence la plus aventureuse. Il avait combattu vaillamment pour la cause royale; pris et condamné à mort par les parlementaires, il avait dû la vie et la liberté à un hasard singulier; l'un des derniers à poser les armes, il avait été un des premiers à trouver grâce devant Cromwell, et il avait donné le spectacle d'un ancien cavalier fort bien en cour sous le Protecteur. Lestrange avait quitté alors l'épée pour la plume et s'était fait journaliste : il avait pris goût à ce nouveau métier et il le continua sous la Restauration. Devenu propriétaire de l'ancien journal de Nedham, Lestrange en changea encore une fois le titre, et le fit paraître deux fois par semaine sous deux noms différents : le lundi c'était le *Public Intelligencer;* le jeudi

quatre annonces, disséminées au milieu de leurs nouvelles. C'est dans une annonce qu'il est fait mention pour la première fois du thé qui est devenu de nos jours presque aussi indispensable aux Anglais que le pain. On lit dans le *Mercurius politicus*, du 30 septembre 1658 :

« Cette boisson chinoise excellente, et approuvée par tous les médecins, que les Chinois appellent *tcha*, et d'autres nations *tay* ou *tee*, se vend à Londres, au café de la Tête de la Sultane, dans les Sweeting's Rents, près la Bourse. »

Des livres nouvellement publiés, la disparition d'apprentis ou de nègres, le jour de départ des coches pour la province, font l'objet des autres annonces du *Mercurius politicus*.

c'étaient les *News*[1]. Cela dura ainsi dix-huit mois ou deux ans; en 1665, Lestrange renonça à son journal sur la demande de la cour : Charles II voulait avoir en Angleterre le pendant de la *Gazette de France*. La cour s'était transportée à Oxford par crainte d'une épidémie qui régnait à Londres : le samedi 13 novembre 1665 parut le premier numéro de la *Gazette d'Oxford*, imprimée d'un seul côté, sur une demi-feuille in-folio, par Léonard Litchfield, et publiée deux fois par semaine avec cette mention : « Par ordre[2]. » Elle contenait des nouvelles de l'étranger, des avis de mer, et de temps en temps une annonce ou deux ; elle était réimprimée à Londres en deux petites pages in-folio, par Thomas Newcombe, « pour l'usage des marchands et des gentlemen qui en ont témoigné le désir. »

1. Lestrange essaya de substituer le système de l'abonnement à la vente dans les rues, mais par un motif tout politique. Il s'exprime ainsi dans le prospectus de l'*Intelligencer* :

« Quant à la vente des journaux, le mode qui s'est trouvé le plus profitable aux propriétaires a été de les mettre en vente et de les faire crier dans les rues par l'entremise d'agents et de crieurs ; mais on peut douter que ce mode soit fort avantageux à d'autres points de vue, car c'est grâce aux facilités qu'il offre que se fait le commerce des pamphlets anarchiques et séditieux ; et effectivement rien ne s'est répandu contre l'Église ou l'État sans l'aide et le concours de ces crieurs.... Faute de pouvoir trouver des garanties et une protection suffisante contre cet inconvénient, j'entreprendrai d'expérimenter un nouveau système. »

2. By authority.

La cour étant revenue s'établir à Londres, la *Gazette* l'y suivit, et, à partir du 5 février 1666, devint la *Gazette de Londres*, qui se publiait les lundis et jeudis sur deux pages, divisées chacune en deux colonnes. La *Gazette de Londres* fut une feuille officielle, placée sous la direction spéciale d'un sous-secrétaire d'État[1] et rédigée par des écrivains à son choix. Elle s'est continuée sans interruption jusqu'à nos jours, et c'est dans ses colonnes que se font encore les publications officielles. Roger Lestrange reçut pour dédommagement les fonctions de censeur, et se mit à traduire l'historien Josèphe, ainsi qu'une partie de Sénèque et de Cicéron.

Malgré le patronage accordé par la cour au journal de Lestrange, malgré la publication de la *Gazette de Londres*, il existait encore un certain nombre de feuilles indépendantes, et si les journaux ne pouvaient plus publier les débats du parlement, ils continuaient à s'occuper de politique. Ainsi on voit en 1679 ce

1. Le sous-secrétaire d'État, sir Joseph Williamson, s'était fait attribuer le privilége de la rédaction de la *Gazette;* le véritable rédacteur fut, pendant les cinq premières années, Charles Perrot, maître ès arts du collége d'Oriel. Il parut également pendant quelques années une édition de la *Gazette* en français; un certain Moranville était chargé de la traduction, et on lui faisait quelquefois altérer ce qu'il traduisait, ce qui donna lieu à des plaintes de la part du parlement.

même Lestrange, tout censeur qu'il était, reprendre la plume et publier l'*Observateur* pour défendre la cour, qu'on accusait d'incliner au catholicisme; mais le nombre des journaux alla en diminuant, et leur existence devint tout à fait précaire. Une page empruntée à la récente histoire d'Angleterre de M. Macaulay montrera quelle était à cette époque la situation des journaux.

En 1685, il n'existait et ne pouvait exister rien de pareil à nos journaux quotidiens. On n'eût trouvé ni le capital ni le talent nécessaires. La liberté manquait également, condition aussi essentielle que le talent et le capital. La presse pourtant n'était pas à ce moment soumise à une censure générale. La loi sur la censure, votée peu de temps après la Restauration, était expirée depuis 1679. Chacun pouvait donc à ses risques et périls imprimer, sans l'autorisation préalable d'un fonctionnaire public, une histoire, un sermon ou un poëme; mais les juges étaient unanimement d'avis que cette liberté ne s'étendait pas aux gazettes, et que, d'après la loi commune de l'Angleterre, personne n'avait le droit de publier des nouvelles politiques sans l'autorisation de la couronne. Tant que le parti whig fut formidable, le gouvernement crut utile, comme mesure de circonstance, de fermer les yeux sur la violation de cette règle. Pendant la grande lutte du bill d'exclusion, on laissa paraître plusieurs journaux : le *Protestant Intelligencer*, le *Current Intelligencer*, le *Domestic Intelligencer*, les *True Newes*, le *London Mercury*. Aucun de ces journaux ne paraissait plus de deux fois par semaine; aucun ne dépassait en étendue une petite feuille simple. La quantité des matières que l'un d'eux publiait dans une année ne dépassait pas celle qu'on trouve souvent dans

deux numéros du *Times*. Après la défaite des whigs, le roi n'eut plus besoin de montrer la même réserve dans l'exercice d'une prérogative que tous les juges de la couronne avaient déclarée être incontestable. A la fin de son règne, aucun journal n'avait permission de paraître sans son autorisation, et cette autorisation était accordée exclusivement à la *Gazette de Londres*. Celle-ci ne paraissait que les mardis et les jeudis. Elle contenait en général une proclamation royale, deux ou trois adresses au roi par des tories, deux ou trois promotions, le compte rendu de quelque escarmouche sur le Danube entre les troupes impériales et les janissaires, le signalement de quelque voleur de grand chemin, l'annonce d'un grand combat de coqs entre deux personnages de qualité, et une annonce promettant une récompense pour le retour d'un chien égaré. Le tout faisait deux pages de grandeur moyenne. Tout ce qu'on avançait sur les sujets du plus haut intérêt était rédigé de la façon la plus sèche et la plus formaliste. Quelquefois cependant, quand le gouvernement était en humeur de satisfaire la curiosité publique sur une affaire importante, on publiait un placard qui donnait plus de détails qu'on n'en trouvait dans la *Gazette*; mais ni la *Gazette* ni les placards supplémentaires publiés officiellement ne contenaient jamais une nouvelle qu'il ne convînt pas à la cour de faire connaître. Les débats parlementaires et les procès d'État les plus importants dont fasse mention notre histoire étaient passés sous un profond silence. Dans la capitale, les cafés tenaient jusqu'à un certain point lieu de journal. C'est là que les habitants de Londres couraient en foule, comme jadis les Athéniens à la place du marché, pour savoir les nouvelles du jour.... Mais les personnes qui vivaient à distance du théâtre principal des luttes politiques n'avaient pas d'autre moyen d'information régulière que les nouvelles à la main.

Il y a quelque exagération dans ce tableau de l'éloquent historien : à le prendre à la lettre, il semblerait qu'à partir des dernières années de Charles II il n'y ait plus eu en Angleterre d'autre journal que la *Gazette de Londres*. Or, l'*Observateur*, fondé par Lestrange en 1679, continua d'exister jusqu'en 1687, et en 1682 le *Loyal protestant Intelligencer* se publiait encore. Il n'en est pas moins vrai que si Jacques II avait triomphé, toute liberté de la presse, par conséquent tout journalisme, eût cessé d'exister en Angleterre. La révolution de 1688 vint, suivant l'expression de M. Macaulay, mettre le gouvernement sous le contrôle de la presse. Non-seulement les journaux se multiplièrent, mais leur rôle s'agrandit tout à coup par suite de la liberté qu'un gouvernement faible fut obligé de leur laisser, et par suite de la rivalité de deux grands partis, qui, ne pouvant combattre toujours à main armée, luttèrent par la publicité. Jacques II avait à peine mis le pied sur la terre de France, que tous les partis fondaient à l'envi des journaux [1]. Le nouveau gouvernement ne fut pas le dernier à recourir à ce moyen de défense, ainsi que le prouve la publication immédiate de l'*Orange Intelligencer*, dont le nom n'a pas besoin de commentaire.

1. Trois nouveaux journaux, l'*Universal Intelligence*, l'*English Currant*, le *London Courant* parurent simultanément le 12 décembre 1688, le lendemain même de l'abdication de Jacques II.

De 1688 à 1692, en quatre ans, on vit paraître vingt-six feuilles nouvelles, tandis que les vingt-six années de la Restauration, de 1661 à 1688, n'en avaient vu naître que soixante-dix, qui presque toutes étaient mortes au bout de peu de temps. La loi qui soumettait les journaux à l'autorisation préalable existait encore, sans que Guillaume III eût osé faire usage du pouvoir qu'elle lui attribuait. Cette loi expirait en 1692; elle fut prolongée pour un an; mais l'année suivante les tories, les jacobites et même les mécontents du parti ministériel se coalisèrent contre elle, et empêchèrent qu'elle ne fût renouvelée. Tous les journaux fondés depuis la Révolution eurent alors une existence légale: toutefois la liberté extrême dont ils jouissaient était une tolérance plutôt qu'un droit. Le parlement s'arrogea même sur eux le droit de censure qu'avait perdu la royauté; il leur interdit de publier les débats des deux chambres, et il étendit en termes exprès cette interdiction aux auteurs de correspondances politiques. Un écrivain jacobite, du nom de Dyer, fut mandé à la barre des communes et réprimandé pour avoir, dans une de ses lettres, rendu compte d'une séance et nommé les orateurs qui avaient parlé. Ce fait prouve les prétentions du parlement et aussi la persistance des correspondances politiques soixante-quinze ans après l'apparition du premier journal. Cette industrie existait encore sous le règne suivant, car

une feuille du temps, l'*Evening Post*, s'étonne que bien des gens en province consentent à payer trois et quatre livres par an pour recevoir une correspondance, lorsqu'un bon journal leur coûterait beaucoup moins. Plusieurs feuilles, pour faire concurrence aux nouvelles à la main, avaient pourtant imaginé de paraître avec deux pages imprimées et deux pages en blanc, afin qu'on pût se servir de son journal en guise de papier à lettre, et envoyer les nouvelles du jour à ses amis chaque fois qu'on leur écrivait. Ces journaux se vendaient deux pence ou quatre sous le numéro.

CHAPITRE III.

Les journaux sous la reine Anne. — Naissance du premier journal quotidien. — Influence politique des journaux. — Intervention de grands personnages dans les polémiques de la presse. — La *Revue* de Defoë. — Le *Babillard*. — Le *Spectateur*. — Lutte du parlement contre la presse. — Établissement du timbre et du droit sur les annonces. — Effets de ces mesures.

« La publication de véritables journaux, consacrés en partie à la diffusion des nouvelles, en partie à la discussion des matières politiques, peut, en somme, être rapportée au règne de la reine Anne, époque à laquelle ces journaux eurent une grande circulation et devinrent les organes accrédités des diverses opinions. » C'est Hallam qui s'exprime ainsi dans son *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*. Le règne d'Anne fut, en effet, une époque éminemment favorable au développement des journaux. La guerre de la succession d'Espagne, qui avait pour théâtre l'Europe presque tout entière, préoccupait tous les esprits, parce qu'il

en pouvait sortir une contre-révolution en Angleterre : la curiosité publique était donc tenue sans cesse en éveil. Deux partis fortement organisés, les tories et les whigs, s'étaient formés et se disputaient le pouvoir avec acharnement. La lutte était engagée non-seulement à la cour et dans le parlement, mais devant l'opinion publique, à laquelle on en appelait des deux parts. Les journaux furent naturellement amenés à donner une place égale aux nouvelles et aux discussions politiques. L'activité intellectuelle, qui a fait de cette époque l'âge d'or de la littérature anglaise, ne fut pas non plus sans influence sur le développement et la transformation du journalisme.

Addison a fait mainte allusion à l'avidité de ses contemporains pour les nouvelles et à « l'aisance que cette curiosité générale procure à une demi-douzaine d'hommes d'esprit qui en vivent. « Le vent d'ouest qui empêchait la malle du continent d'aborder, était considéré comme une calamité publique et plongeait dans un ennui profond la cour et la ville. La province était peut-être plus avide encore de journaux, car les gens de Londres avaient au moins la ressource des cafés, où la politique était le sujet de toutes les conversations, et où les nouvellistes de profession apportaient et recueillaient les bruits du jour. Aussi Exeter, Salisbury et quelques autres grandes villes virent-elles naître à ce moment les premiers journaux de

province, dont la publication prouverait à elle seule la place que le journal tenait déjà dans les besoins de la population. Quant à Londres, il y paraissait alors dix-huit feuilles politiques. Celles qui avaient le plus de réputation étaient l'*Observator*, publié par John Tutchin; le *Postman*, publié par Fonvive; le *Postboy*, publié par Thomas, puis par Boyer; l'*Athenian Mercury*, publié par John Dunton et Samuel Wesley; le *Flying Post*, publié par Ridpath, et l'*English Post*, publié par Nathaniel Crouch. Quant aux rédacteurs des autres journaux [1], un contemporain les appelle énergiquement : « un ramas de drôles et de diffamateurs, qui ne méritent d'autre logis qu'une maison de correction. » Chacun de ceux que nous venons de nommer se recommandait par un mérite spécial. L'*Observator*, feuille radicale et presque républicaine, qui eut de fréquents démêlés avec la justice, passait pour avoir les meilleures nouvelles de mer; le *Flying Post* était réputé le mieux renseigné sur les affaires d'Écosse, et le *Postboy* sur les affaires d'Espagne et la province. L'*English Post* était renommé pour ses faits divers; mais on s'accordait à reconnaître la supériorité du *Postman*. Ce journal avait pour rédacteur un réfugié français, un ancien ministre calviniste,

1. Ces journaux si sévèrement jugés étaient le *Rehearsal*, le *Moderator*, le *Wandering Spy*, le *London Post*, l'*Interloping Whipster*, etc.

nommé Fonvive, homme de talent qui était arrivé à écrire l'anglais comme sa langue maternelle. Fonvive était demeuré en relation avec bon nombre de ses coreligionnaires que la révocation de l'édit de Nantes avait disséminés sur tous les points de l'Europe; il en avait fait les correspondants de son journal, qui était toujours ainsi très-exactement renseigné sur tous les pays étrangers. Le *Postman* était fort répandu, et rapportait annuellement à son propriétaire 600 livres sterling, somme très-considérable pour le temps. Tous ces journaux paraissaient trois fois par semaine.

Un nouveau progrès ne pouvait tarder à être accompli par la presse. Le 11 mars 1702, le libraire E. Mallet fit paraître le *Daily Courant*, le premier journal quotidien qui ait été publié en Europe. Ce journal était imprimé d'un seul côté sur une demi-feuille, et se composait par conséquent d'une seule page, divisée en deux colonnes. Il ne contenait que des articles traduits : cinq étaient empruntés au *Courrier de Harlem*, trois à la *Gazette de France* et un au *Courrier d'Amsterdam*. Ils étaient précédés du modeste programme que voici :

« Par les feuilles étrangères qui, de temps en temps, lorsque l'occasion s'en présentera, seront citées dans ce journal, on verra que l'auteur a pris soin d'être régulièrement pourvu de toutes celles qui arrivent du dehors, en quelque langue que ce soit. Et pour qu'on soit assuré que jamais,

sous prétexte de renseignements particuliers, il ne se permettra d'ajouter des circonstances imaginaires à un événement, et qu'il se bornera à donner des extraits fidèles et impartiaux, il indiquera en tête de chaque article, le journal auquel il l'aura emprunté. Le public voyant de quel pays vient une nouvelle, avec la permission du gouvernement, sera mieux en état de juger du crédit et de la sincérité d'un récit. L'auteur ne prendra pas non plus sur lui de joindre aux nouvelles des commentaires ou des conjectures ; il s'en tiendra à raconter les faits, supposant aux gens assez de sens pour faire eux-mêmes leurs réflexions. Le *Courant*, comme son titre l'indique, sera publié tous les jours, parce qu'on se propose de donner les nouvelles aussitôt l'arrivée de chaque courrier, et il est réduit à la moitié du format habituel, afin d'épargner au public au moins la moitié des impertinences que contiennent les journaux ordinaires. »

Le véritable but de Mallet était peut-être de diminuer les frais du *Daily Courant*, mais il ne put même pas continuer longtemps cette feuille insignifiante : au bout de quarante jours il la céda à l'imprimeur Samuel Buckley, qui publiait déjà un recueil mensuel, le *Monthly Register*. Buckley transforma et agrandit le *Daily Courant* ; à partir du 22 avril, il le fit paraître sur deux pages avec des articles et des annonces ; et de temps en temps il joignit aux nouvelles de l'étranger des nouvelles de l'intérieur. Bon humaniste et écrivain de mérite, il rédigea lui-même des articles de critique qui mirent bientôt son journal en réputation. Le *Daily Courant* subsista jusqu'en 1735, épo-

que où il fut réuni à une feuille nouvellement créée et également quotidienne, le *Daily Gazetteer*.

Les journaux jusqu'alors s'étaient occupés beaucoup plus des pays étrangers que de l'Angleterre : ils ne se hasardaient qu'avec une extrême timidité à parler des affaires publiques de peur d'éveiller la sévérité du parlement ; ils se permettaient rarement de citer des noms propres, car il était arrivé plus d'une fois que de grands personnages avaient fait assommer des écrivains pour avoir parlé d'eux dans les gazettes. Au milieu du mouvement général, imprimé aux esprits par les luttes des partis, les journaux dépouillèrent cette réserve et cette timidité ; ils prirent fait et cause pour les whigs ou les tories ; ils attaquèrent ou défendirent le gouvernement. Le premier exemple d'une polémique régulière au sujet des affaires d'État, fut donné par un homme qui s'était fait une grande réputation comme pamphlétaire, par Daniel de Foe. L'auteur de Robinson Crusoé n'est pas le seul nom célèbre que nous devions trouver dans les annales du journalisme anglais. Le trait caractéristique, au contraire, de l'époque à laquelle nous sommes arrivés, ce qui prouve mieux que tout le reste l'importance que les journaux acquirent tout à coup, c'est l'intervention de grands personnages dans les luttes de la presse et le nombre d'écrivains éminents qui firent de la rédaction des journaux leur occupa-

tion habituelle. On vit un lord, un chef de parti qui devait être premier ministre, Bolingbroke, attaquer le gouvernement par une lettre signée dans l'*Examiner*, et être réfuté dans le *Tatler* par le lord-chancelier lui-même, lord Cowper. Ce même Bolingbroke, tombé du ministère, réprit la plume, fit dans le *Craftsman* des articles de polémique qu'il signait « un écrivain de circonstance » (*an occasional writer*), et publia dans le même journal, sous le titre de *Lettres sur l'Histoire d'Angleterre par Humphrey Oldcastle*, une série d'articles qui furent fort remarqués et qui furent plus tard réunis en volumes. A côté de Bolingbroke ou contre lui, écrivirent Swift, Steele, Addison. Ces noms rappellent un genre de journaux qui n'a eu qu'une existence momentanée, mais qui est resté célèbre, les journaux plus littéraires encore que politiques, où la morale, la philosophie, la peinture de la société tenaient autant de place que la polémique, et dont le *Spectateur* est demeuré le modèle. Ce fut la bonne fortune de cette époque de produire des journaux qui ont mérité de passer à la postérité, et qui sont lus encore comme des livres.

La voie fut ouverte par Daniel de Foe. Celui-ci était encore à Newgate, où il expiait son *Moyen le plus court d'en finir avec les dissidents*, lorsqu'il publia, le 19 février 1705, le premier numéro de sa *Revue*, afin de subvenir aux besoins de sa famille. La *Revue*

était d'abord imprimée sur une feuille in-4 d'assez grande dimension; elle paraissait une fois la semaine et se vendait un penny. Après le quatrième numéro, elle parut sur une demi-feuille in-folio, imprimée à deux colonnes et en caractères plus fins, et se vendit deux pence. Après le huitième numéro, elle fut publiée deux fois la semaine : les mardis et samedis, et au bout de quelques mois elle parut également les jeudis. De Foe en était le seul rédacteur, et il en continua la publication pendant neuf années, jusqu'à ce qu'une nouvelle condamnation judiciaire le ramenât à Newgate. Le plan de la *Revue* était très-large, il embrassait la réforme des mœurs aussi bien que l'examen des mesures d'État; une satire morale, un article contre l'ivrognerie, contre le jeu, le duel ou la licence des théâtres y succédait à une discussion politique. Par un artifice que les auteurs du *Babillard* et du *Spectateur* imitèrent, de Foe se supposait le secrétaire d'une sorte de tribunal, du *Club du Scandale*, qui décidait toutes les questions non politiques, après avoir entendu les parties; qui jugeait, par exemple, si les torts des femmes dans les mauvais ménages n'étaient pas imputables aux maris. Dans ce cadre, qu'il variait à l'infini, de Foe jeta à pleines mains le bon sens, la verve et la malice, en même temps qu'il apportait dans les discussions sérieuses une vaste et solide érudition, une grande force

de logique et une remarquable vigueur de style. Aussi son journal eut-il bientôt assez de succès pour éveiller l'avidité des contrefacteurs qui dépouillèrent l'auteur et son libraire de la plus grande partie du légitime produit de leurs peines. En même temps, il attira l'attention du gouvernement qui se montra désireux d'avoir l'appui du publiciste populaire; et de Foe, tout en gardant son indépendance et la liberté de sa plume, devint le confident et le défenseur des ministres Godolphin et Harley. C'est de la fondation de la *Revue* que date véritablement le rôle politique de la presse en Angleterre.

Une vogue plus grande, et une renommée qui dure encore, furent le partage du *Tatler* (le Babillard), créé par Richard Steele. Swift venait de publier coup sur coup trois petites brochures humoristiques qu'il avait signées du pseudonyme d'Isaac Bickerstaff, et qui avaient eu le plus grand succès. Steele, à ce moment fort lié avec Swift, lui emprunta la signature d'Isaac Bickerstaff, afin d'assurer le débit de son journal. Son attente ne fut pas trompée, on se jeta sur les premiers numéros du *Tatler*, et le mérite du journal retint les lecteurs que la signature avait affriandés. Steele eut pour collaborateur assidu au *Tatler*, Addison qui avait jusque-là vécu misérablement à Londres, et que son poëme sur la campagne de Blenheim venait de tirer de son obscurité. Quant à Swift, après

avoir fourni au journal deux ou trois morceaux, il se laissa attirer dans le parti tory par les avances et les promesses de Harley, et il se sépara de ses amis pour fonder, le 3 août 1710, l'*Examiner*, qu'il rédigea de moitié avec Bolingbroke, et dont il fit une feuille essentiellement politique. Il en céda au bout de quelques années la direction à Oldisworth, et ne rentra dans le journalisme qu'après un assez long intervalle, en collaborant en 1728 à l'*Intelligencer* et en y publiant les *Lettres de Drapier*, qui jouirent d'une grande réputation jusqu'au moment où les *Lettres de Junius* vinrent les détrôner et les faire oublier.

Le *Tatler* parut les mardis, jeudis et samedis, du 12 avril 1709 au 30 décembre 1710 [1]; la vogue fut si grande, qu'il fallut à la fin de chaque trimestre réimprimer en volumes les numéros déjà publiés. Ce succès encouragea Steele à fonder sur le même plan un nouveau journal qui fut quotidien. Ce fut le *Spectator*, dont la célébrité devint bien vite européenne [2],

1. Le 2 janvier 1711 Steele publia une lettre d'adieu à ses lecteurs pour leur annoncer que son pseudonyme étant depuis longtemps connu du public, il renonçait désormais à jouer le rôle de Bickerstaff. La collection des articles du *Tatler* fut réimprimée en 4 volumes en avril 1711. Il en parut une traduction française.

2. Le premier numéro du *Spectateur* parut le 1[er] mars 1711. Dès 1714 il en fut publié à Amsterdam une traduction française qui arriva promptement à une seconde édition.

et qui compte au nombre des livres les plus universellement goûtés de la littérature anglaise. Steele y eut encore pour collaborateur Addison, et en outre les poëtes Tickell et Parnell[1]. La vogue de ce journal dépassa toutes ses espérances; il se vendit jusqu'à vingt mille exemplaires de certains numéros. Il fallut également au bout de quelques mois les réimprimer en volumes, et il s'en fit immédiatement deux éditions in-12 et une édition in-8, qui furent aussitôt épuisées que mises en vente. Lorsque le *Spectator* cessa de paraître, on venait de vendre en quelques mois une édition tirée à neuf mille exemplaires des quatre premiers volumes.

L'influence considérable que la presse périodique avait acquise porta ombrage au pouvoir, et appela ses rigueurs sur les journalistes. Le pouvoir alors, ce n'était plus la royauté, c'était le parlement; et la chambre des communes, qui avait fait aux Stuarts un crime de leur chambre étoilée et de leurs persécutions contre la presse, refusa de subir à son tour ce contrôle de la publicité qu'elle avait elle-même im-

1. Dans la préface de la collection du *Spectateur*, Steele reconnaît encore comme lui ayant quelquefois fourni des articles, Pope, Hughes, Henry Martin, Carey, de l'Université d'Oxford, et Eusden, de Trinity College à l'Université de Cambridge. Les articles d'Addison étaient signés d'une des lettres qui forment le mot CLIO; ceux de Steele d'un R. Les articles signés d'un T sont de Tickell, sauf un certain nombre que Steele a écrits ou a retouchés.

posé à la royauté; elle se transforma en une véritable chambre étoilée pour venger ses propres injures. Toute allusion à ses débats intérieurs, toute réflexion sur les discours prononcés dans son sein, toute désapprobation des mesures votées par elle, devinrent des délits punis par l'amende, l'emprisonnement, le pilori. Dans sa violence, elle ne respecta même pas le principe de l'inviolabilité parlementaire; en 1707, elle expulsa de son sein un de ses membres pour un livre qu'elle déclara injurieux à la religion chrétienne. Nous avons vu que l'existence de Daniel de Foe ne fut qu'une longue lutte contre le parlement, et s'écoula à écrire des pamphlets, puis à les expier en prison. Quant aux journaux, il ne se passait guère de session qu'on ne vît quelque écrivain et quelque imprimeur traduits à la barre des communes et envoyés à Newgate. Steele lui-même, quoique membre du parlement, porta la peine des sarcasmes qu'il lançait contre la majorité; malgré l'appui de Walpole et du parti whig tout entier, qui prit fait et cause pour lui, il fut expulsé de la chambre en 1713 pour trois articles dans l'*Englishman*. Ce seul fait suffit à donner une idée de l'acharnement des communes contre le pouvoir nouveau qui exerçait sur elles une surveillance importune et leur disputait la direction de l'opinion publique.

Las de s'en prendre aux écrivains, le parlement

résolut d'attaquer directement l'existence de *Grub Street*, ainsi qu'on appelait collectivement et par honie les journaux. Tous les ans on mettait en délibération les moyens de réprimer la licence de la presse et de soustraire à sa malignité les affaires de l'État. Il fut d'abord question de remettre en vigueur la loi sur la censure, mais on craignit de réveiller des souvenirs odieux. On songea ensuite à exiger une signature au bas de chaque article. « Il était temps, dit l'auteur de la proposition, que les écrivains déposassent leur masque anonyme (*to drop the anonymous mask*) et signassent leurs œuvres de leur nom, » afin d'en porter la responsabilité : on voit qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ce second moyen fut repoussé comme profondément ridicule. En 1712, quelques membres de la commission du budget s'avisèrent que « le moyen le plus efficace de supprimer les libelles serait de mettre un droit très-lourd sur tous les journaux et toutes les brochures. » Cette proposition fut accueillie avec acclamations. La chambre des communes vota un droit de timbre d'un sou sur toute demi-feuille imprimée, de deux sous sur chaque feuille entière, et de vingt-quatre sous sur toute annonce insérée dans un journal. Ces droits existaient encore il y a trois ans, tels qu'ils avaient été votés en 1712; seulement, sous George Ier, en 1726, on avait dû modifier la rédaction de la loi, parce que plusieurs

journaux, qui avaient pris à dessein un format intermédiaire entre la demi-feuille et la feuille entière, prétendaient n'être pas compris dans la loi, et soutenaient qu'au lieu d'être assujettis au timbre, ils devaient être traités comme les brochures qui payaient un droit fixe sur chaque édition, indépendamment du nombre des exemplaires. L'impôt du timbre et l'impôt sur les annonces, auxquels est venu se joindre depuis un impôt sur le papier, eurent dans le premier moment tout l'effet qu'on s'en était promis. Beaucoup de journaux furent tués du coup, plusieurs durent se fondre avec d'autres publications, d'autres perdirent une partie notable de leur clientèle par l'augmentation de leur prix, et périrent après avoir langui quelque temps. On lit à ce sujet dans la correspondance de Swift : « Savez-vous que *Grub Street* est mort et enterré depuis la semaine passée. Impossible de se procurer par prière ou par argent le moindre récit d'apparition ou de meurtre.... L'*Observateur* a succombé, le *Mélange* s'est accouplé au *Flying Post*, l'*Examinateur* est à la dernière extrémité, le *Spectateur* tient bon et double son prix ; je ne sais combien de temps il se soutiendra ; avez-vous vu le timbre rouge dont les journaux sont marqués ; m'est avis que cette petite gravure vaut bien un demi-penny [1]. » Le *Spec-*

1. Swift's Journal to Stella, aug. 7, 1712.

tateur, comme on le voit, dut porter son prix d'un penny à deux pence, mais le nombre de ses acheteurs tomba aussitôt de moitié, au témoignage de Steele lui-même. D'ailleurs, pour celui-ci, dont les affaires étaient toujours en désordre et dont les habitudes de dissipation étaient incorrigibles, ce n'était pas chose facile que de porter chaque semaine au Trésor vingt livres sterling pour le droit de timbre qui s'acquittait d'avance. Aussi le *Spectateur* cessa-t-il de paraître le 6 décembre 1712; juste cinq mois après la mise en vigueur de la loi sur le timbre[1]. Cependant l'infatigable Steele ne se découragea pas; après un silence de quelques mois, il fonda, aidé d'Addison et de Tickell, un nouveau journal, le *Guardian*, qui ne vécut que très-peu de temps[2]. Une rupture éclata entre Steele et Addison, qui écrivirent désormais chacun de leur côté. Steele fit paraître une suite au *Guardian;* ce fut l'*Englishman* qu'il rédigea seul ou presque seul[3], et qu'il remplaça plus tard par le *Ple-*

1. Le *Spectator* était arrivé à son 555e numéro lorsqu'il fut suspendu. Du 18 juin au 15 septembre 1714 parurent, les jeudis, mercredis et vendredis, quatre-vingts numéros d'une suite, arrachée aux auteurs par l'importunité de leur libraire, qui voulait porter à huit volumes, au lieu de sept, la collection du journal. Il parut, en outre, dans les années suivantes, plusieurs prétendues continuations du *Spectator* et du *Tatler;* mais toutes sont apocryphes.

2. Du 12 mars au 1er octobre 1713. Le *Guardian* était quotidien.

3. Le premier numéro de l'*Englishman* est du 6 octobre 1713.

beian[1], le dernier journal dans lequel il ait écrit. Quant à Addison, il rédigea seul le *Franc-Tenancier* (*the Freeholder*), et un peu plus tard le *Vieux Whig* (*the Old Whig*)[2], feuilles toutes politiques qui avaient pour objet unique la défense du parti whig, dont les chefs étaient les amis personnels de l'auteur. Terminons cette longue nomenclature par deux écrivains bien inférieurs à Swift, à Steele et à Addison, mais de quelque mérite. Thomas Gordon, le traducteur de Tacite, et Trenchard, écrivirent à la même époque dans le *British Journal* les *Lettres de Caton*, dont quelques-unes furent attribuées à Bolingbroke. Les feuilles que nous venons de nommer ne seraient plus aujourd'hui considérées comme des journaux; mais, à l'époque où elles parurent, elles eurent une publicité plus considérable que celle des vrais journaux et une influence beaucoup plus grande. Elles conte-

1. Le *Plebian* parut pour la première fois le 14 mars 1715. Il était signé : « Un membre de la chambre des communes. »

2. Le *Freeholder* parut les lundis et vendredis de chaque semaine, du 23 décembre 1715 au 29 juin 1716. Il eut donc en tout cinquante-cinq numéros. Il avait surtout pour objet de défendre contre le Prétendant les droits de la maison de Hanovre, soutenus par le parti whig, et de justifier les mesures prises à l'occasion de la rébellion de 1715. C'était donc une publication toute de circonstance.

Le premier numéro du *Vieux Whig* parut le 17 mars 1719, cinq jours après le premier numéro du *Plebeian* : Steele et Addison se faisaient donc directement concurrence.

naient, outre les articles qui ont depuis été recueillis à part, une certaine quantité de nouvelles courantes et bon nombre d'annonces. Aucune d'elles n'eut une longue existence, parce qu'elles n'avaient qu'un ou deux rédacteurs, et la nécessité de donner trois ou quatre articles par semaine, en tournant dans un cercle très-étroit, mettait promptement hors d'haleine les écrivains les plus féconds; il n'était pas d'auteur dont la verve ne s'épuisât en deux ou trois ans à un pareil métier. Les charges fiscales qui pesaient sur la presse en ôtant aux journaux l'attrait du bon marché, leur avaient enlevé beaucoup de lecteurs et avaient rendu leur existence précaire. Les feuilles quotidiennes qui avaient du moins la primeur des nouvelles, ne devaient donc pas tarder à s'emparer exclusivement de la politique; et l'on vit peu à peu les journaux qui avaient des prétentions littéraires restreindre leur publicité au lieu de l'accroître, paraître une fois par semaine avec des caricatures, ou devenir mensuels sous le nom de *Magazines*.

CHAPITRE IV.

Les journaux au XVIII[e] siècle. — Bolingbroke et le *Craftsman*. — Multiplication des feuilles quotidiennes. — Les comptes rendus judiciaires. — Les débats du parlement. — Fondation des journaux actuels.

A l'avénement de la maison de Hanovre, le véritable journal existait tel que nous le connaissons aujourd'hui, apportant régulièrement chaque matin au public son tribut d'articles politiques, de nouvelles de l'intérieur et de l'étranger, et d'annonces de toute sorte. Le timbre complétait la ressemblance. La seule différence sérieuse était dans l'organisation commerciale de la presse; les journaux n'étaient point encore des entreprises isolées, indépendantes de toute autre spéculation. Ainsi, en 1726, tous les journaux qui se publiaient à Londres appartenaient à des libraires, à l'exception du *Craftsman*, fondé avec l'argent de

Bolingbroke. Ces journaux pouvaient se classer en deux catégories : d'une part, les journaux *à nouvelles* qui se publiaient tous les jours ou trois fois par semaine, suivant qu'ils paraissaient le matin ou le soir, et les journaux *de discussion*, à la fois littéraires, philosophiques et politiques, qui étaient simplement hebdomadaires. Les premiers étaient en progrès grâce au développement de la richesse et de la curiosité publiques, et à l'intérêt chaque jour plus grand que la nation prenait aux affaires de l'État; les autres perdaient tout le terrain que gagnaient les feuilles quotidiennes, et elles s'éteignaient l'une après l'autre sans être remplacées. Mais comme la création d'un journal quotidien exigeait des efforts et des sacrifices beaucoup plus considérables que l'établissement d'une feuille hebdomadaire, le nombre de journaux devait nécessairement aller en décroissant. Sous la reine Anne, il s'était élevé un moment jusqu'à vingt-trois pour la seule ville de Londres; en 1731, on n'en comptait plus que dix-neuf dans la capitale. Ces journaux se décomposaient ainsi :

Cinq journaux quotidiens paraissant le matin :

Le Daily Courant;
Le Daily Postboy;
Le Daily Post[1];

1. Fondé le 3 octobre 1719.

Le Daily Journal [1];
Le Daily Advertiser.

Quatre journaux du soir, paraissant trois fois par semaine, les jours où partait la poste :

L'Evening Post [2];
Le Saint-James Evening Post [3];
Le Whitehall Evening Post;
Le London Evening Flying Post.

Dix journaux hebdomadaires :

Le Craftsman [4];
Le Fog's Journal;
Le Grub Street Journal;
Le London Journal;

1. Le *Daily Journal*, dont le premier numéro parut le 1er février 1722, était la continuation d'un autre journal, le *Saint-James Post*, qui comptait plusieurs années d'existence, mais qui ne paraissait que trois fois par semaine.

2. Fondé le 6 septembre 1709.

3. Fondé le 20 décembre 1715.

4. *The Craftsman, or Country Journal*. By Caleb d'Anvers of Gray's Inn, Esq. Ce journal, établi le 5 décembre 1726, parut d'abord les lundis et vendredis. A partir du quarante-cinquième numéro (13 mai 1727), il ne parut plus qu'une seule fois par semaine, le samedi. Le dernier numéro fut publié le 31 mai 1735. Le libraire Franklin commença à le réimprimer en volumes en 1731 ; le treizième et dernier volume est de 1737.

Le Free Briton;
L'Universal Spectator;
Le Weekly Register;
Le Read's Journal;
L'Hyp-doctor;
L'Applebee's Journal.

De ces journaux un seul a mérité que son nom fût conservé : c'est le *Craftsman*, qui doit cet honneur à la collaboration de Bolingbroke. Celui-ci, outre de nombreux articles de polémique, y publia, sous le pseudonyme d'Humphrey Oldcastle, une série de lettres dans lesquelles il passait en revue l'histoire d'Angleterre pour démontrer que le parti au pouvoir donnait à la constitution une interprétation abusive, et ne respectait ni les droits de la couronne, ni les priviléges des sujets. Mais par-dessus tout, il se complaisait à exhumer les annales des mauvais règnes, à faire le portrait des princes incapables et des favoris corrompus du passé, de façon à provoquer de malignes applications aux princes de la maison de Hanovre et à Walpole. Dans ses articles de polémique, Bolingbroke insistait beaucoup sur la politique étrangère; son but était de démontrer que le système des alliances de l'Angleterre avait été renversé, et les vrais intérêts du pays compromis, uniquement pour assurer à la famille régnante la conservation de

l'électorat de Hanovre. Ces questions ayant été tranchées par le traité de Séville, le *Craftsman* fit une part beaucoup plus large aux affaires intérieures; il attaqua les armées permanentes et le système de corruption si audacieusement pratiqué par Walpole; il défendit la liberté et la pureté des élections, et fit au célèbre bill de l'excise une opposition couronnée d'un plein succès. Le *Craftsman* fut l'organe avoué et accrédité du parti tory, du parti des campagnes (*country party*), comme il s'appelait déjà, qu'il tira d'un long découragement. Rappelé à l'activité, ce parti prouva sa vitalité en se rendant maître des élections dans les comtés, et en reparaissant à la chambre des communes à l'état de minorité formidable. Le *Craftsman* supporta l'effort de la lutte : la polémique des journaux du temps roule presque exclusivement sur ses articles ; il était soutenu par le *Fog's Journal* qui faisait aux whigs une guerre d'épigrammes, et assez souvent par le *Grub-street Journal* qui se prétendait neutre, mais qu'on accusait d'incliner vers les tories. Le défenseur en titre du ministère était le *London Journal*, publié par Osborn sous l'influence directe de Walpole, et soutenu par le *Daily Courant*, et par le *Free Briton*, le seul des journaux whigs où se rencontrât de temps à autre une étincelle de talent. Le *Free Briton* était rédigé par Walsingham. Le *Weekly Register*, l'*Applebee's Journal*, le *Read' Journal*,

l'*Hyp-doctor*, étaient des journaux presque exclusivement littéraires et au-dessous même de la médiocrité. Peut-être sera-t-on curieux de lire un échantillon de leur polémique :

L'existence du *Journal de Grub-street* est depuis longtemps un singulier problème : universellement méprisé et pourtant universellement lu, il est rédigé avec la plus incurable platitude et la plus ignoble malhonnêteté. Une polémique ou politique ou religieuse a été le pain quotidien de ses rédacteurs pendant des mois entiers, et chaque fois que la ville a été assommée d'une question, le scandale et la diffamation en ont pris la place : au fond, c'est là la vie du journal. A son début, les rédacteurs donnèrent à entendre qu'ils combattaient sous la bannière d'un célèbre poëte [1], qui était alors en guerre avec ses petits confrères, et nous crûmes que la *Dunciade* et le *Journal de Grub-street* sortaient de la même source. Il n'est donc pas surprenant que ce journal se soit accrédité avant que la supercherie fût découverte, et les barbouilleurs qui le rédigent se donnèrent pleine carrière aux dépens de tous les gens que M. P. avait attaqués dans sa *Dunciade*. Et quels étaient ces formidables censeurs de notre époque? Une armée de petits médecins, d'ecclésiastiques démissionnaires pour refus de serment, de libraires avisés, écrivailleurs de si bas étage et si éhontés qu'ils mettaient ouvertement leur journal à la disposition de quiconque voulait faire du scandale [2].

1. C'est de Pope qu'il s'agit.

2. *The Weekly Register*, July 8, 1732. Le *Journal de Grub-street* répondit que les attaques du *Register* étaient au-dessous de son mépris. Les curieux trouveront dans le *Daily Courant* de mars 1732 une série d'articles injurieux contre l'*Histoire de Charles XII*, de Voltaire, qui

Il serait hors de propos de suivre dans leur existence éphémère des feuilles dépourvues de toute valeur, et dont le nom même n'a pas survécu. Notre tâche se réduirait à dresser un long nécrologe qui n'offrirait aucun intérêt : nous prendrons la liberté de franchir un espace de quarante ans environ, pour arriver à la naissance des journaux actuellement existants. Mais auparavant nous rappellerons quelques faits qui concernent l'ensemble de la presse.

En 1746, l'auteur de *Tom Jones*, Fielding, à qui la rédaction d'un journal ministériel avait valu une place de juge de police, fonda le *Covent-Garden Journal*, et y introduisit une innovation qu'expliquent tout naturellement les fonctions du magistrat et le penchant du romancier pour les incidents dramatiques. Ce journal donna régulièrement l'analyse des séances des tribunaux correctionnels. Les autres journaux en firent autant ; mais ils étendirent leur publicité à toutes les cours de justice, et aujourd'hui encore les comptes rendus judiciaires publiés quotidiennement par les journaux de Londres, contiennent plus de matière que notre *Gazette des Tribunaux*. La magistrature, moins éprise du mystère que le parlement,

venait de paraître. Le journal anglais reproche à Voltaire d'attaquer les gens dont il avait accepté l'hospitalité et l'argent. Il paraît, en effet, qu'une souscription avait été faite en faveur de Voltaire, lors de son séjour à Londres.

encouragea cette innovation. Un étranger s'étonnait devant lord Mansfield du petit nombre de personnes qui suivaient les séances des cours de justice : « Qu'importe, répondit le chief-justice; ne siégeons-nous pas tous les jours dans les journaux? » Ce n'est guère que quinze ans plus tard qu'on vit paraître les premiers articles relatifs aux théâtres ; encore se réduisirent-ils longtemps à l'annonce et à l'analyse des pièces nouvelles, sans commentaires, sans aucune appréciation du mérite des écrivains et du jeu des acteurs ; c'est vers 1780 que le *Morning Post* imagina de publier régulièrement sur les pièces de théâtre de véritables articles critiques. Les *Lettres de Junius* tiennent trop de place dans l'histoire littéraire et politique de nos voisins pour n'être pas mentionnées ici. Ces lettres fameuses, qui remuèrent toute l'Angleterre, parurent dans le *Public Advertiser* du 28 avril 1767 au 2 novembre 1771, et elles augmentèrent de douze pour cent la vente quotidienne de ce journal. Il fallut tirer à part dix-sept cent cinquante exemplaires du numéro qui contenait la lettre de Junius au roi George II.

Les journaux avaient encore un droit à conquérir, celui de publier les débats du parlement. De nos jours, les membres des assemblées délibérantes quêtent de toute façon la publicité; il s'en est même trouvé qui auraient voulu imposer aux journaux, par mesure législative, la tâche ingrate de recueillir leurs

moindres paroles. Au XVIII[e] siècle, le parlement anglais maintenait avec une extrême rigueur l'interdiction prononcée autrefois par les Stuarts dans une pensée politique. On voit la chambre des communes renouveler périodiquement la déclaration, « que c'est une insulte à la chambre et une violation de ses priviléges d'oser donner dans un journal, manuscrit ou imprimé, aucun compte rendu ou détail des débats, ou délibérations de la chambre ou de ses commissions, et que les coupables seront poursuivis avec la plus grande sévérité. » En 1728 et 1729, Robert Raikes, propriétaire du *Journal de Glocester*, fut emprisonné et condamné à l'amende pour avoir imprimé dans un journal un compte rendu des débats de la chambre des communes. Le même sort échut aux fondateurs des premiers *Magazines* qui, pour échapper aux rigueurs du parlement, furent obligés de recourir à mille expédients, de donner, par exemple, aux auteurs des noms de convention, et d'intituler les débats parlementaires « Comptes rendus des séances du Sénat de Lilliput. » Cette lutte sourde dura une vingtaine d'années; mais un jour la volonté du parlement se trouva impuissante devant la curiosité publique. C'était le temps de la lutte du trop célèbre Wilkes contre le ministère et la majorité de la chambre des communes. Les séances de la chambre n'étaient qu'une suite de débats orageux, et du parlement l'agitation

se communiquait au dehors. Un éditeur entreprenant, nommé Almon, se hasarda à publier trois fois par semaine dans son journal, le *London Evening Post*, les détails qu'il recueillait de la bouche de quelques députés. Pendant deux sessions, il ne fut point inquiété, et son succès encouragea d'autres journaux à l'imiter. La chambre des communes se crut bravée, et, dans la session de 1771, elle appela à sa barre les imprimeurs des journaux coupables. Ceux-ci ne comparurent pas; la chambre lança contre eux des mandats d'arrêt. Le lord-maire et Wilkes, qui était alderman, les firent remettre en liberté, comme arrêtés irrégulièrement et au mépris des priviléges de la Cité de Londres. La chambre des communes, après un débat des plus acharnés, réprimanda le lord-maire, qui était un de ses membres, et l'envoya à la Tour. Une dissolution survint, qui mit en liberté le lord-maire et les imprimeurs poursuivis, avant que la question légale eût été résolue. La nouvelle chambre des communes, soit qu'elle fût animée d'un esprit différent, soit qu'elle craignît un échec, ne renouvela pas la lutte, et laissa imprimer le compte rendu de ses séances. C'est donc au prix d'un procès que les journaux anglais se sont mis en possession de publier les débats parlementaires; ils continuent à le faire, grâce à la tolérance des deux chambres, mais non pas en vertu d'un droit reconnu et incontestable. Les dé-

fenses de la chambre des communes subsistent encore, mais on les laisse sommeiller; il n'est pas à craindre qu'on les tire jamais de l'oubli. Il échappa une fois à O'Connell, dans la chambre des communes, des expressions blessantes pour les écrivains de la presse : les journaux de Londres, d'un commun accord, s'abstinrent de donner ses discours jusqu'à ce qu'il eût publiquement rétracté ses paroles. Tel est le changement que le temps amène dans les idées des hommes ; le silence de la presse était un privilége il y a moins d'un siècle, c'est aujourd'hui un châtiment.

Nous n'avons pas besoin d'aller plus loin pour rencontrer le berceau des journaux actuels ; leur naissance est contemporaine de la victoire remportée par la presse sur le parlement. Un siècle après la révolution qui avait sauvé les libertés anglaises de la destruction, naquit le journal qui tient aujourd'hui le premier rang dans la presse européenne : c'est au mois de janvier 1788 que fut publié le *Times*, qui est demeuré la propriété de la famille de son fondateur, l'imprimeur J. Walter. Le *Times* était moins un journal nouveau que la continuation d'une autre publication, le *London Daily Universal Register*, qui avait paru pour la première fois le 13 janvier 1785, et qui se transforma au bout de trois ans. Malgré ses soixante-dix années d'existence, le *Times* est loin d'être le

doyen de la presse anglaise. Sans parler de la *Gazette de Londres*, qu'il convient de mettre à part, le *Public Ledger*, qui n'est guère qu'une feuille d'annonces, remonte jusqu'à l'année 1760, c'est-à-dire près de trente ans plus haut que le *Times*. Le *Morning Chronicle* vient ensuite : il fut fondé en 1769 pour défendre le parti whig. Il eut à sa naissance pour imprimeur et pour directeur William Woodfall, frère de l'heureux éditeur du *Public Advertiser*, où paraissaient à ce moment même les *Lettres de Junius*. Le *Morning Post* date de 1772, et le *Morning Herald* du 1er novembre 1780. Des journaux du matin qui se publient aujourd'hui à Londres, le *Morning Advertiser* et les *Daily News* sont seuls plus récents que le *Times*. Cette longue existence des feuilles anglaises est une preuve que les journaux sont de bonne heure devenus en Angleterre une entreprise avantageuse. Au moment de la fondation du *Morning Chronicle*, le *Daily Advertiser*, créé dans la première moitié du siècle, avait déjà fait la fortune de plusieurs propriétaires, et ses actions s'adjugeaient aux enchères à des prix fabuleux. Le *Public Advertiser* d'Henri Woodfall se vendait à près de trois mille exemplaires par jour, chiffre énorme pour le temps. La circulation des journaux s'accroissait plus rapidement que leur nombre. En 1753, les journaux vendirent 7 411 757 feuilles ; en 1760, 9 484 791 ; trente ans plus tard,

en 1790, 14 035 739; en 1791, 14 794 153; enfin en 1792, 15 005 760. L'accroissement rapide de ces trois dernières années n'était que le prélude du développement que les journaux allaient devoir à l'agitation causée par la révolution française.

CHAPITRE V.

Transformations successives de la presse. — Son caractère au XIXe siècle. — Améliorations matérielles introduites dans les journaux. — James Perry. — Le *Herald*. — Le *Chronicle*. — Histoire du *Times*. — La première presse à vapeur.

Si l'on a suivi avec quelque attention l'histoire de la presse périodique en Angleterre, telle que nous avons essayé de l'esquisser dans les chapitres qui précèdent, on y aura remarqué trois phases distinctes. A leur début, les journaux ont pour objet unique de recueillir les nouvelles et de les porter à la connaissance du public ; la surveillance jalouse qui pèse sur eux ne leur permet pas d'accompagner de la moindre réflexion le récit des événements ; ils ne sont qu'une spéculation fondée sur la curiosité humaine. Plus tard, au contraire, la politique, qui a voulu les empêcher de naître, les multiplie ; les partis voient dans les

journaux un auxiliaire indispensable, et les personnages les plus considérables s'imposent des sacrifices, afin d'avoir à leur service un instrument dont ils ont reconnu la puissance, et qu'ils destinent à défendre leurs doctrines et à attaquer leurs adversaires. C'est là, pendant toute la durée du XVIII[e] siècle, la situation de la presse en Angleterre. Enfin, à mesure qu'on se rapproche de l'époque actuelle, les journaux se soustraient peu à peu à l'étroite dépendance où les a tenus jusque-là la politique, et brisent les liens qui les attachent aux partis. Les feuilles qui sont créées dans cette période ne doivent plus la naissance aux combinaisons de la politique, mais aux besoins nouveaux qu'éprouvent les grands intérêts mercantiles ou industriels. Le but de leurs fondateurs n'est plus uniquement de mettre sous les yeux des lecteurs l'apologie constante de certains hommes ou de certaines opinions, il est encore de procurer au commerce et à quiconque en a besoin les avantages de la publicité; la presse n'est plus considérée seulement comme un instrument politique, mais comme un intermédiaire infatigable et fidèle entre tous les intérêts. Les journaux ne se bornent pas à faire une place chaque jour plus considérable aux annonces; ils n'épargnent rien pour conquérir, en fait d'annonces, une clientèle spéciale qui leur assure d'un côté un revenu constant, et de l'autre des lecteurs assidus.

C'est aux derniers jours du XVIII[e] siècle que nous marquerons le commencement de cette troisième période : c'est à cette date, en effet, que se place la naissance ou la transformation des journaux politiques qui existent actuellement en Angleterre[1], et dont il nous reste à faire connaître l'histoire intérieure et l'organisation. On verra qu'aucun de ces journaux n'a été fondé sous l'influence et avec le concours d'un homme politique, que ce sont de pures spéculations privées. Tous, dès le début ou bientôt après, prennent le caractère de feuilles d'annonces, qui joignent aux nouvelles du jour un commentaire politique, mais qui se préoccupent surtout de recueillir le genre de renseignements que le public recherche le plus ; on peut même citer des exemples de journaux créés uniquement en vue d'une catégorie d'annonces. Ainsi les libraires de Londres, mécontents de voir leurs annonces exclues de la première page, reléguées à la dernière et souvent retardées de plusieurs jours, fondent à la fois une feuille du matin, la *British Press*, et une feuille du soir, le *Globe*, qui existe encore, pour faire paraître leurs annonces quand et comment il leur plairait. Ainsi encore, les restaurateurs et les taverniers de Londres, s'étant avisés qu'ils contri-

1. Le *Public Ledger* date de 1760, le *Chronicle* de 1769, le *Post* de 1772, le *Times* de 1788, l'*Advertiser* de 1793.

buent puissamment à la fortune des journaux par leurs annonces, et surtout par les exemplaires qu'ils achètent pour l'usage de leurs consommateurs, se réunissent pour fonder un journal qui aurait seul entrée dans leurs établissements, et ils affectent les bénéfices de l'entreprise à l'association de secours mutuels créée entre eux. Ce journal existe encore dans les mêmes conditions; c'est le *Morning Advertiser*. Dès 1802, chaque journal avait sa spécialité en fait d'annonces : pour le *Morning Post* c'étaient les chevaux et les voitures; pour le *Public Ledger*, les armements maritimes et les ventes en gros de marchandises étrangères; le *Morning Herald* et le *Times* se partageaient les adjudications d'immeubles; le *Morning Chronicle* avait la pratique des éditeurs. Cette répartition des annonces n'a presque pas changé. On ne peut ouvrir le *Times* sans y trouver trois ou quatre colonnes au moins de ventes immobilières, et le *Public Ledger* ne doit de subsister encore qu'à l'habitude contractée par le commerce de chercher dans ses colonnes les annonces et les nouvelles maritimes.

Grâce à cette prédominance de l'élément mercantile sur l'élément politique, on pourrait presque dire que la presse anglaise est revenue aujourd'hui à son point de départ. Les journaux de Londres, en effet, sont par-dessus tout des *boutiques à nouvelles*, si

l'on veut nous permettre cette expression familière. Ils peuvent bien encore avoir leur raison d'être dans une dissidence politique, mais c'est le cas le plus rare. Le plus important, le plus prospère des journaux anglais fait profession de n'appartenir à aucun parti, et de n'avoir aucune opinion traditionnelle ; les autres représentent ou essayent de représenter chacun une nuance de l'opinion, mais ils n'espèrent ou n'appréhendent rien du triomphe ou de la défaite du parti qu'ils soutiennent. L'objet principal de leurs efforts n'est pas de renverser du pouvoir des hommes qui le possèdent, ni d'y faire arriver le parti qu'ils défendent eux-mêmes ; ce résultat, qui pourrait flatter l'amour-propre, n'aurait aucune influence sur leur publicité. S'ils luttent entre eux et avec acharnement, c'est à qui donnera le plus tôt et le plus exactement les nouvelles intéressantes : le journal ministériel, s'il n'est pas le mieux instruit, est assuré de n'être pas lu. Pour avoir la vogue, le crédit, l'influence, les lecteurs, il faut se procurer des renseignements que n'auront pas les autres journaux, ou devancer ses confrères dans la publication des mêmes documents. Par quelle série de progrès successifs l'esprit de concurrence a-t-il amené la presse anglaise à cette situation? Les détails dans lesquels nous allons entrer répondront à cette question, en faisant connaître le développement qu'a pris la presse quotidienne en Angleterre, le nombre

et l'importance des journaux actuels, enfin leur budget.

Trois hommes ont fait les journaux ce qu'ils sont aujourd'hui en Angleterre. Leurs noms méritent assurément une mention. Ce sont : James Perry, du *Chronicle;* le second des trois Walter, et Daniel Stuart, du *Post* et du *Courrier*. Remarquons en passant que deux de ces hommes étaient Écossais, et que beaucoup des rédacteurs qu'ils s'associèrent étaient également Écossais. C'est là une preuve de plus de cette domination intellectuelle que l'Écosse a exercée sur l'Angleterre depuis la fin du XVIII[e] siècle, et contre laquelle Byron a protesté avec tant d'emportement. Cette domination n'a pas été moins réelle dans la presse quotidienne que dans la littérature des *revues*, dans la philosophie, dans le barreau et dans toutes les carrières libérales.

Dans les dernières années du XVIII[e] siècle et les premières de celui-ci, les deux journaux marquant étaient le *Times*, alors tout nouveau dans les rangs de la presse, et le *Herald*, rédigé par Dudley, depuis sir Bate Dudley. Ce dernier était un ministre de l'Église anglicane, que son caractère sacerdotal n'empêchait pas d'être un auteur dramatique en vogue, qui écrivait fort bien, se battait encore mieux, et que le métier de journaliste, grâce à la faveur du prince de Galles et du parti whig, devait conduire aux honneurs

et à la fortune. Le *Chronicle*, fondé en 1769 et gouverné jusqu'en 1789 par William Woodfall, avait la vogue pour les comptes rendus des débats parlementaires, que ce journal passait pour donner d'une manière plus fidèle et plus complète qu'aucune autre feuille quotidienne. Les journaux, du reste, étaient en voie d'amélioration, car Dudley, en prenant possession de la rédaction du *Herald* en 1780, avait cru devoir faire des promesses d'honnêteté qui donnent une idée de ce qu'était alors la presse anglaise : « Le rédacteur en chef, avait-il dit dans un avis au public, se flatte de montrer bientôt, dans le cours de sa difficile entreprise, qu'il n'a négligé aucune combinaison de nature à procurer au lecteur de l'agrément ou de l'instruction. Comme il a maintenant l'autorité nécessaire pour supprimer toute obscène rapsodie et toute basse invective, il a la confiance qu'aucun article de ce genre ne se détournera jamais de sa voie naturelle pour venir salir une seule des colonnes du *Morning Herald*. Quelles que puissent être ses préférences personnelles pour un système politique, il n'en résultera aucun préjugé qui le détermine à sacrifier jamais les lettres modérées et sensées qui lui seront adressées pour ou contre. Comme il n'a aucun désir de dissimuler une syllabe de ce qu'il écrira, il estime qu'on ne peut raisonnablement exiger de lui rien de plus que d'avouer tous ses écrits, et d'en accepter la

responsabilité en toute occasion. Cependant, si jamais un réel dommage est causé à quelqu'un, soit par l'inadvertance accidentelle du rédacteur, soit par la flèche cachée d'un détracteur anonyme, il a la confiance qu'une réclamation convenable ne lui sera jamais adressée en vain. »

C'est à ce moment que James Perry débuta dans le journalisme. C'était un Écossais, jeune, actif, d'opinions très-décidées en politiques, intelligent en affaires et d'un esprit inventif. Né à Aberdeen, il y avait fait d'excellentes études. Le besoin de gagner sa vie le conduisit d'abord à Manchester, où il passa deux ans comme commis chez un manufacturier, puis à Londres. Perry, en quête d'un emploi, composait de petits essais en prose et en vers qu'il jetait dans la boîte du journal *the General Advertiser*. Un jour qu'il se présentait chez un libraire auquel il était recommandé, pour savoir si on lui avait trouvé une occupation, le libraire, qui lisait un journal, se prit à lui dire : « Que ne savez-vous écrire des articles comme celui-ci ! » Il se trouva que c'était un article de Perry, qui revendiqua la paternité de son œuvre. Le libraire était un des propriétaires du *General Advertiser*, il conduisit immédiatement Perry au journal, et l'y fit admettre comme collaborateur avec une quinzaine de cents francs par an. Perry fit un instant la fortune de ce journal lors du célèbre procès de l'amiral Keppel.

Il se chargea de rendre compte des débats, et il expédia tous les jours de Portsmouth de quoi remplir sept à huit colonnes. C'était un tour de force que personne n'avait encore fait, et qui valut au *General Advertiser* plusieurs milliers d'acheteurs tant que dura le procès. Bientôt après, Perry conçut l'idée d'un nouveau recueil mensuel, l'*European Magazine*, qu'il fonda et dont il fut quelque temps le rédacteur en chef. Il quitta ce poste pour la rédaction en chef du *Gazetteer*, dont la direction politique et littéraire lui fut entièrement abandonnée. Perry débuta dans ses nouvelles fonctions par une innovation considérable. Les journaux n'envoyaient à la chambre des communes qu'un seul sténographe, qui ne pouvait recueillir qu'un squelette décharné des débats. Quand ils voulaient publier une discussion où les grands orateurs avaient parlé, ils étaient contraints de prolonger cette publication pendant plusieurs jours consécutifs, et il y avait même des journaux qui la continuaient pendant plusieurs semaines après la clôture de la session. Le *Chronicle* faisait exception. Son propriétaire et rédacteur en chef, William Woodfall, doué d'une mémoire extraordinaire, et qu'on avait surnommé *Memory Woodfall*, assistait lui-même aux séances, et à l'aide de quelques notes prises par lui, à l'aide du maigre sommaire donné par les autres journaux, il parvenait à reconstruire un débat tout

entier. Le *Chronicle* ne paraissait que le soir, à cause du travail prodigieux imposé à un seul homme; mais il donnait seul une vraie séance, et il était fort recherché pendant toute la session. Perry lui enleva cet avantage du premier coup; il envoya à la chambre plusieurs sténographes qui se relayaient tour à tour, et, grâce à cette combinaison, il publia des comptes rendus plus complets que le *Chronicle*, et il les publia dès le matin, au lieu de les faire attendre jusqu'au soir. Il ruina le *Chronicle* dans le cours d'une seule session, et, après l'avoir ruiné, il l'acheta en 1789, avec le concours de quelques amis qu'il s'était faits, et qui avaient confiance en sa capacité.

Maître du *Chronicle* et disposant librement d'un grand journal, Perry consomma la révolution qu'il venait d'opérer dans la presse. La curiosité du public, l'amour-propre des orateurs, les passions politiques lui vinrent en aide; l'étendue et l'exactitude des comptes rendus du parlement et de toutes les assemblées furent désormais au nombre des conditions d'existence d'un journal. Non-seulement Perry attacha plusieurs sténographes au *Chronicle*, mais, pour ne les pas voir se disperser après chaque session et pour s'assurer le concours de collaborateurs expérimentés, il les engagea à l'année. Par ces mesures habiles, il mit son journal en réputation pour la fidélité de sa sténographie, et pendant bien des années

le *Chronicle* fit autorité, lorsque l'on voulait citer les paroles d'un orateur ou y faire allusion.

Ce n'est pas là la seule innovation due à Perry. Jusqu'à lui, un journal avait été l'œuvre d'un seul homme, et habituellement de son propriétaire. Nous venons de voir que William Woodfall avait été le propriétaire, le rédacteur en chef et le sténographe du *Chronicle*. Perry, homme du monde, mêlé à beaucoup d'entreprises, propriétaire et amateur d'agriculture, éditeur d'ouvrages, n'aurait pu suffire au fardeau. Il sépara la direction et la rédaction du *Chronicle*. Il se réserva l'administration du journal, dans lequel il n'écrivit plus que rarement, et il en laissa la rédaction à un de ses compatriotes nommé Gray. Après Gray, la rédaction en chef fut confiée pendant plusieurs années à Spankie, qui est devenu un des jurisconsultes les plus estimés de l'Angleterre, mais qui ne répondit pas à l'attente de Perry. Spankie, selon Perry, méconnaissait le caractère essentiel d'un journal, qui est la variété. Après Spankie, le principal collaborateur de Perry fut encore un Écossais, M. Black, qui devint rédacteur en chef du *Chronicle* après la mort du propriétaire, et conserva ces fonctions jusqu'en 1843. M. Black était un grand humaniste : il avait débuté dans les lettres par de nombreuses traductions, et se délassait de ses travaux quotidiens par l'étude assidue des classiques grecs. Perry lui-

même était plein d'esprit et de verve; comme journaliste, il avait le style de la conversation élégante, et s'il ne prenait pas les questions par leur côté le plus élevé, il les traitait au point de vue du bon sens et de la pratique et avec un jugement des plus sûrs. Il parlait infiniment mieux qu'il n'écrivait; il avait fait ses preuves dans les *sociétés de discussion*, qui étaient alors à la mode et que hantaient volontiers les hommes politiques, sans excepter William Pitt. Deux fois on offrit au journaliste puissant et à l'orateur habile d'entrer au parlement; mais Perry, qui aimait son métier, refusa obstinément. La loyauté de son caractère, la cordialité de ses manières, la générosité avec laquelle il ouvrait sa bourse aux gens de lettres et aux malheureux, lui avaient acquis une légitime popularité parmi les écrivains. On le savait homme d'honneur, d'une discrétion à toute épreuve; il fut le dépositaire de bien des secrets, et, comme il obligeait avec délicatesse, le confident de bien des infortunes. Il était toujours en quête des gens de talent, et, outre les hommes distingués que nous avons déjà nommés, on doit citer encore, parmi ses collaborateurs, lord Campbell, qui occupe aujourd'hui une des fonctions les plus élevées de la magistrature; le poëte Campbell, le spirituel et incisif Hazlitt, et enfin Dickens. Ce dernier a débuté par travailler au *True Sun*, concurrence suscitée au journal actuel le

Sun lors de son apparition ; il passa ensuite au *Chronicle*, dont il devint un des plus habiles sténographes, et, s'élevant encore par degrés, il écrivit pour ce journal, sous le pseudonyme de Boz, les premières *esquisses* qui ont fait sa réputation.

Au moment où Perry relevait le *Morning Chronicle*, le *Morning Post*, qui datait de 1772 et qui avait eu quelques années d'une grande prospérité, était tombé dans une complète décadence. Ce journal ne subsistait plus que grâce aux annonces des vòitures et des chevaux à vendre, dont il avait et dont il a conservé jusqu'à nos jours le monopole presque exclusif. C'est alors, en 1795, qu'il fut acheté, pour un peu plus de quinze cents francs, par un Écossais du nom de Daniel Stuart. Celui-ci appartenait à une famille de journalistes. Son frère aîné, Pierre Stuart, était depuis longtemps dans la presse : c'est lui qui, lors de la nouvelle organisation des malles-postes par Palmer, profita des facilités nouvelles de communications ainsi créées pour fonder le *Star*, le premier journal quotidien du soir qu'on ait eu à Londres. Comme le *Post* ne vendait alors que trois cent cinquante exemplaires par jour, Stuart y joignit la propriété d'un autre journal, l'*Oracle*, acheté pour deux mille francs.

Daniel Stuart s'occupa d'abord de recruter des

rédacteurs de mérite, et ne recula devant aucun sacrifice pour s'assurer le concours de gens de talent. Il demandait à ses collaborateurs de l'application et de l'exactitude, mais il rémunérait libéralement leurs services, et de temps en temps il augmentait de lui-même leurs appointements. Par son activité, son application aux affaires et l'intelligente direction qu'il donna à son journal, il ne tarda point à lui rendre son ancienne prospérité; et avec les lecteurs revinrent les annonces. Stuart avait sur les annonces une théorie particulière. Il donnait de préférence la première page de son journal aux courtes annonces, et il les encourageait de tout son pouvoir, d'après ce principe que plus les pratiques sont nombreuses, plus on est indépendant de sa clientèle, et plus celle-ci est durable. En outre, plus les annonces sont nombreuses et variées, plus aussi est nombreux et varié le cercle des gens qu'elles intéressent, et qui cherchent dans le journal les emplois vacants, les offres de service, les mises en vente, les marchés à conclure. « Les annonces, disait-il, ont leur action directe et leur contre-coup : elles attirent le lecteur et augmentent la circulation du journal, et la grande publicité appelle à son tour et retient les annonces. »

Perry se réglait sur un principe opposé. Il voulait faire de son journal une feuille essentiellement littéraire, et il visait à lui assurer le monopole des

annonces de librairie. Aussi il accumulait dans sa première page les annonces des livres nouveaux, donnant quelquefois en trois colonnes soixante ou soixante et dix annonces d'une seule maison de librairie, et recommençant le lendemain avec une autre. Cette tactique profitait à la fois au journal et aux libraires. Les amateurs de nouveautés recherchaient le *Chronicle* pour se tenir au courant des publications de la librairie, et le public, en voyant une seule maison faire un si grand nombre d'annonces, s'en exagérait la puissance et l'activité. Il y avait à cela un inconvénient qui se fit bientôt sentir, c'est que les autres industries réclamèrent les mêmes avantages. Aujourd'hui encore les vendeurs à l'encan, pour faire croire à l'importance de leurs affaires et à l'étendue de leurs relations, exigent que toutes leurs annonces paraissent dans le même numéro et à la suite les unes des autres. Les journaux eux-mêmes se sont laissés aller sur cette pente : on en voit qui remplissent leurs colonnes de matières insignifiantes, et qui accumulent pendant quatre ou cinq jours les annonces afin d'en remplir plusieurs pages un beau matin et de donner une haute idée d'une publicité qui leur vaut une si nombreuse clientèle. Stuart ne se laissa jamais convertir par l'exemple de ses confrères. Il craignait, en adoptant une spécialité d'annonces, de se mettre à la merci de ses propres clients. Il se refusait donc

à bannir les petits avis de sa première page et à laisser envahir cette page par des annonces uniformes, par ce qu'on appelait, en termes du métier, les *nuages*, et même, quand on présentait à l'insertion de longues annonces destinées à remplir une colonne ou deux, il les taxait à un prix excessif, afin de les éloigner sans qu'on pût l'accuser de les avoir refusées.

Stuart surveillait avec le plus grand soin l'exécution matérielle de son journal. Il savait que le public est un enfant dont il faut piquer la curiosité, et à qui il faut éviter jusqu'à la peine de chercher ce qui l'intéresse. Stuart ne se bornait donc pas à être à l'affût des nouvelles importantes pour être mieux renseigné que les feuilles rivales ou pour les devancer, il avait pour principe qu'il n'y a point une hiérarchie invariable entre les matières du journal; et que la nouvelle du jour, l'objet des préoccupations du moment doit toujours occuper le premier plan. Lorsque des émeutes furent causées en 1800 par la cherté des grains, le *Times* et le *Herald* se contentèrent de courts paragraphes composés en petits caractères et relégués dans un coin de leurs feuilles avec les faits insignifiants. Stuart, au contraire, publia jour par jour des récits étendus et complets, rédigés par ses meilleurs collaborateurs, et il imprima ces récits à la plus belle place du journal, en gros caractères fortement interlignés,

avec des titres en capitales pour appeler immédiatement l'attention. Lors de la proclamation de la paix d'Amiens, de l'ascension des premiers ballons, et chaque fois qu'un grand incendie, un procès retentissant, même un combat de boxeurs, préoccupa le public, et fit le sujet des conversations, Stuart eut recours à la même industrie, et il lui dut la vogue et la prospérité de son journal. Nous n'avons pas besoin de dire que son exemple a eu tous les autres journaux pour imitateurs [1].

Au nombre des collaborateurs de Stuart et des hommes qui contribuèrent au succès du *Morning Post*, nous trouvons d'abord deux Écossais, George Lane et sir James Mackintosh, le propre gendre de Stuart; puis des noms célèbres dans la poésie anglaise : Coleridge, Southey, Wordsworth et Charles Lamb. Stuart avait essayé, mais inutilement, d'attacher Robert Burns au *Post* : nous avons déjà vu que Campbell col-

1. Les lettres capitales jouent maintenant un rôle considérable dans les feuilles anglaises; ce sont elles qui indiquent les divisions principales du journal et qui guident le lecteur exercé droit à ce qui l'intéresse. En ouvrant un journal et du premier coup d'œil, on voit, à la disposition des titres et à la grosseur des caractères, quelle est la nouvelle importante du jour. Pourtant, dans cet emploi des lettres capitales, les feuilles américaines ont laissé bien loin derrière elles les feuilles anglaises. Il n'est pas rare de voir dans un journal de New-York ou de Boston quinze titres consécutifs en tête d'un article un peu long.

laborait au *Chronicle;* chaque journal avait alors son poëte et son faiseur d'épigrammes en titre. Une feuille éphémère, le *World,* avait mis à la mode, pendant sa courte carrière, ce que les Anglais appellent *jokes*, c'est-à-dire les pointes, les bons mots, les facéties. Les *jokes* ne devaient guère excéder six ou sept lignes et devaient autant que possible avoir trait aux événements du jour. Charles Lamb a débuté dans les lettres par être l'épigrammatiste en titre du *Morning Post,* à raison de six pence ou douze sous par plaisanterie. La poésie tenait dans les journaux une place plus importante encore que l'épigramme. Les feuilles quotidiennes ne s'adressaient encore qu'à la classe lettrée, pour qui de beaux vers avaient un attrait naturel, et une partie de l'espace occupé aujourd'hui par les renseignements commerciaux était réservée alors à des pièces de vers qui trouvaient des lecteurs. On a conservé le souvenir de la sensation profonde que produisirent le poëme de Coleridge, intitulé *the Devil's Thoughts* et le portrait de Pitt par le même auteur, et pourtant ces deux morceaux, lors de leur publication dans le *Post*, n'avaient aucun rapport avec les préoccupations du jour.

Le *Morning Post*, à qui Stuart avait donné une couleur très-libérale, était arrivé au plus haut degré de prospérité, lorsque la cour, à qui cette feuille portait ombrage, en fit acheter sous main presque toutes

les actions, et obligea Stuart à se défaire de sa part de propriété. Stuart se consacra dès lors tout entier à son autre journal, le *Courrier*, dont il fit la plus libérale et la plus répandue des feuilles du soir.

Nous arrivons maintenant au plus puissant des journaux anglais, à celui sur lequel tous les autres ont fini par se modeler. Le *Times* a été fondé en 1785 par l'imprimeur Walter sous le nom de *Daily universal Register*. Walter était l'inventeur d'un nouveau système de composition, qu'il appelait *logographique*, et qui consistait à assembler des syllabes et des mots entiers au lieu d'assembler des lettres isolées. Les caractères qu'il employait, et qu'il avait fait fondre à grands frais, représentaient les radicaux et les désinences qui se reproduisent le plus souvent dans la langue anglaise, et dont la liste seule lui avait coûté beaucoup de recherches. Il se flattait de composer beaucoup plus vite par ce système, et surtout d'épargner les frais de corrections ; les fautes typographiques, les *coquilles*, devant être beaucoup moins fréquentes que par le procédé usuel.

Walter ne se bornait pas à imprimer le *Daily universal Register logographiquement*, il imprima aussi un grand nombre d'ouvrages, et ce n'est qu'après une longue résistance qu'il se décida à revenir au mode d'impression ordinaire. Son journal avait alors changé de titre et pris le nom qu'il porte ac-

tuellement. C'est en 1788 que ce changement s'opéra, et Walter en donna les raisons dans un avertissement au public en style burlesque. La principale était que le titre précédent, composé de trois mots, *Daily universal Register*, était beaucoup trop long, que le public omettait invariablement les deux adjectifs, et qu'il en résultait une confusion avec tous les autres recueils du nom de *Register*. Le mot *Times*, au contraire, était un monosyllabe facile à prononcer; il arrivait très-net et très-distinct à l'oreille, et il ne se prêtait à aucune confusion, à aucune transformation ridicule. Cet avertissement, rempli de jeux de mots et de calembours, se terminait par quelques lignes sérieuses, dans lesquelles John Walter promettait de ne négliger rien de ce que peuvent faire l'activité ou l'industrie, pour donner aux comptes rendus parlementaires l'étendue la plus complète, l'exactitude la plus minutieuse et la plus stricte impartialité. Ces promesses montrent quelle importance le public attachait aux débats du parlement, et expliquent le succès que Perry avait obtenu au *Gazetteer*, ensuite au *Chronicle*, en attachant à ses journaux des relais de sténographes.

Cependant le véritable fondateur du *Times*, l'auteur de sa prodigieuse fortune, n'est pas John Walter, c'est son fils, qui prit la direction du journal en 1803, et la conserva jusqu'à sa mort, arrivée en juillet 1847.

L'idée fixe du second Walter fut de bien établir aux yeux de tous la complète indépendance de son journal : il eut sans cesse pour objet de faire de la presse l'organe et comme la représentation effective de l'opinion publique, et de la constituer comme une puissance rivale à côté du gouvernement, d'en faire, en un mot, un quatrième pouvoir dans l'État. Il a lui-même, en 1810, exposé dans son journal les principes qui dirigèrent sa conduite dès le jour où il prit en main la direction du *Times*. « Le propriétaire actuel, dit-il, avait donné dès le premier jour son appui consciencieux et désintéressé au ministère d'alors, celui de lord Sidmouth. Le journal continua de soutenir les hommes au pouvoir, mais sans leur permettre de s'acquitter envers lui par des communications de nature à diminuer en rien les dépenses de l'entreprise. L'éditeur sentait trop bien qu'en acceptant cette compensation, il aurait sacrifié le droit de condamner un acte qu'il aurait regardé comme préjudiciable au bien public. Le ministère Sidmouth eut donc son appui, parce qu'il le croyait, comme c'est encore son opinion, une administration honnête et digne; mais, ne sachant si cette administration persévérerait dans la même voie, l'éditeur ne crut pas devoir aliéner son droit de libre jugement en acceptant aucun service, même offert de la façon la plus irrépréhensible. »

Quand lord Sidmouth eut été renversé par M. Pitt,

le *Times* ne tarda point à se prononcer contre le nouveau ministère. Il en coûta au père de Walter la clientèle des douanes dont il était l'imprimeur depuis dix-huit ans. Walter ne voulut accepter d'aucune des administrations suivantes ni la restitution de ce privilége, ni une compensation quelconque, de peur de contracter une obligation. La perte de ce privilége ne fut pourtant pas la seule conséquence de son hostilité pour le gouvernement : le ministère de M. Pitt ne négligea rien pour traverser dans son entreprise le publiciste indépendant. C'était le moment des grandes guerres du continent, et Walter, désireux d'établir la supériorité de son journal, avait organisé un vaste système de correspondances, dans lequel il avait aventuré une partie de sa fortune. Le gouvernement faisait retenir aux ports de débarquement les paquets à l'adresse du *Times*, tandis qu'on laissait passer la correspondance des feuilles ministérielles. Les journaux étrangers à l'adresse du *Times* étaient invariablement saisis ou retardés à Gravesend, et quand Walter porta ses réclamations jusqu'au ministère, il lui fut deux fois offert de laisser toute latitude à sa correspondance, s'il voulait accepter cette concession comme une faveur du gouvernement, et la reconnaître en modifiant la direction de son journal. Walter refusa de s'engager et d'aliéner ainsi son indépendance, quoiqu'il eût soutenu spontanément le ministère sur quel-

ques questions importantes, et il préféra continuer à lutter contre le mauvais vouloir de l'administration.

Cette lutte, du reste, lui fut profitable. En lui interdisant en quelque sorte la voie régulière des paquebots et de la poste, on le mit dans la nécessité d'organiser un service pour le *Times* seul : il eut ses navires, ses malles-postes, ses courriers. Il en résulta pour lui des dépenses excessives, mais aussi une correspondance plus régulière et plus active même que celle du gouvernement. Très-souvent il lui arriva d'être plus vite et mieux renseigné que le ministère. C'est ainsi que le *Times* annonça la capitulation de Flessingue quarante-huit heures avant que la nouvelle en fût connue de personne en Angleterre. Walter mit fin du même coup à un abus qui se pratiquait à l'administration des postes, et qui consistait à retarder la distribution des lettres et des journaux de l'étranger, afin de permettre aux employés de faire imprimer et de vendre sur la voie publique les nouvelles du continent.

C'est donc à Walter qu'il faut rapporter l'initiative de cette organisation si vaste, qui fait d'un journal anglais une véritable puissance, disposant de moyens d'action étendus, et aussi bien renseignée qu'aucun gouvernement. L'homme qui s'imposait de si grands sacrifices pour la partie matérielle de son journal, et qui dépensait en courriers et en estafettes un revenu

princier, ne devait pas hésiter à rémunérer libéralement tous ceux qu'il associait à son entreprise. Il avait imité l'exemple de Perry en rétribuant à l'année les nombreux sténographes attachés au *Times*, et, désireux à la fois de ne pas violer la promesse que s'étaient faite mutuellement les propriétaires de journaux de ne pas dépasser un certain taux dans le salaire des sténographes, et cependant de s'assurer le concours des plus habiles, il leur faisait de riches présents, ou leur allouait des gratifications qui équivalaient à un supplément de salaire. En outre, il était toujours en quête des gens d'esprit et de mérite pour les attacher à la rédaction du *Times*. Il publiait en partie et il lisait en totalité les articles anonymes adressés au *Times* ou jetés dans la boîte du journal, et quand quelqu'un de ces articles attestait du talent, Walter se mettait en quête de l'auteur jusqu'à ce qu'il l'eût déterré et enrôlé parmi ses rédacteurs. C'est ainsi qu'il mit la main sur Thomas Barnes, qui, après avoir fait, comme boursier, les plus brillantes études à Cambridge, était venu faire son droit à Londres, et qui se délassait de la jurisprudence en adressant au *Times* des articles anonymes. Walter le découvrit dans son galetas d'étudiant, l'employa d'abord comme rédacteur des chambres, et finit par lui confier la rédaction en chef, lorsque l'éloquent et fougueux docteur Stoddart eut rompu avec le *Times*. A côté de

Stoddart et de Barnes, il faut placer au nombre des hommes qui ont contribué à la fortune du *Times*, le capitaine Sterling, dont le talent d'amplification est demeuré célèbre. Walter envoyait à Sterling un sujet avec les deux ou trois arguments à employer, et il en recevait en retour un de ces articles pleins d'éclat, de vigueur et d'entraînement qui ont donné lieu à cette locution proverbiale : *Les coups de tonnerre du Times*. N'oublions pas non plus Henry Brougham, qui a pris plus d'une fois une part active à la rédaction du *Times*. La médisance prétend même que lord Brougham, devenu lord-chancelier d'Angleterre et assis sur le sac de laine, se défendait dans le *Times* et s'attaquait dans le *Morning Chronicle* afin d'avoir à se défendre.

Thomas Barnes est mort en 1841, et la rédaction en chef du *Times* est en ce moment entre les mains de M. John Delane, sous la direction suprême du troisième des Walter.

L'administration intérieure du journal est confiée à M. Mowbray Morris, qui est chargé en même temps de l'organisation des correspondances. C'est lui qui choisit les correspondants que le *Times* envoie à l'étranger, qui leur donne leurs instructions et reçoit leurs communications. M. Morris est à la fois le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères.

C'est à M. Walter que revient l'honneur d'avoir

mis la vapeur au service de l'imprimerie. Dès 1804, il s'était convaincu de la possibilité de substituer cet agent infatigable aux bras des pressiers, et de donner au tirage du *Times* une régularité et surtout une rapidité que la prospérité croissante du journal rendait nécessaires. Les presses du *Times* tiraient à l'heure deux cent cinquante feuilles imprimées d'un seul côté : avec beaucoup d'effort et d'habileté, et en relevant plusieurs fois les pressiers, on arrivait à doubler ce tirage. On se voyait quelquefois obligé de faire deux, trois et jusqu'à quatre compositions pour ne point paraître plus tard que les autres journaux ; trois mille exemplaires en effet eussent exigé douze heures de travail. Walter ouvrit les ateliers du *Times* à un mécanicien nommé Martyn, qui y travaillait dans le plus grand mystère, parce que les pressiers avaient déclaré hautement qu'ils feraient un mauvais parti à celui qui voulait leur ôter leur gagne-pain, et qu'ils mettraient en pièces ses inventions. Après des dépenses considérables, Walter dut renoncer à son entreprise, parce que ses ressources personnelles étaient épuisées et que son père lui refusa de nouvelles avances ; mais avec la persévérance et le ferme vouloir qui étaient le fond de son caractère, il n'en poursuivit pas moins la solution du problème qu'il s'était imposé, provoquant et récompensant avec libéralité toutes les inventions qui pouvaient le conduire au

but. Enfin, en 1814, il accueillit les offres de deux Allemands nommés Kœnig et Bauer, et leur livra une vaste pièce adjacente aux ateliers du *Times*, où ils purent construire leur machine sans éveiller les soupçons des pressiers. Au moment de terminer leur œuvre, Kœnig et Bauer perdirent courage et disparurent. On les retrouva au bout de quelques jours, on les ramena, et ils mirent la dernière main à leur machine. Il s'agissait ensuite d'en faire usage. Les pressiers du *Times* étaient venus à l'atelier à l'heure ordinaire : on ne descendit point les formes, et on dit aux ouvriers que l'on attendait des nouvelles importantes du continent. Il était six heures du matin quand M. Walter entra dans l'atelier, un exemplaire du *Times* à la main, et annonça aux ouvriers étonnés que leur besogne était faite par une presse à vapeur. C'est le 29 novembre 1814 que fut tiré le premier journal imprimé à la vapeur. Les presses du *Times* devinrent aussitôt une des curiosités de Londres; les premières tiraient seulement de douze à treize cents feuilles à l'heure; des perfectionnements ne tardèrent pas à porter ce tirage à deux mille et même à deux mille cinq cents en fatiguant un peu la machine; les presses actuelles, dues à M. Applegath, tirent dix mille feuilles à l'heure, et au besoin douze mille; ce sont les plus grandes et les plus actives que l'on connaisse en Angleterre.

C'est encore M. Walter qui a introduit, il y a une vingtaine d'années, dans la presse anglaise le sommaire des débats du parlement. Par suite de la lutte engagée entre tous les journaux, le compte rendu des deux chambres a acquis l'ampleur de notre *Moniteur* : il n'occupe pas moins de huit ou dix colonnes, et souvent plus, imprimées dans un caractère très-fin, et qui équivalent pour la matière à un volume in-18 ordinaire. Walter comprit que ces comptes rendus, fort utiles aux hommes politiques et aux lecteurs de loisir, n'étaient d'aucun service aux gens occupés et pressés, qui ne les pouvaient jamais lire et qui avaient cependant besoin de voir en quelques minutes ce qui s'était passé la veille au parlement. Il imagina donc de donner en tête de la partie politique du journal un sommaire des séances qui contiendrait en une colonne la substance de toute la discussion. Il fallait une plume exercée pour résumer dans ce court espace tout un débat, en faisant connaître les points principaux touchés par les orateurs. Walter confia ce travail à un écrivain de mérite, M. Horace Twiss, qui avait été lui-même membre de la chambre des communes. Tel fut le succès de ce sommaire, que tous les journaux furent contraints d'en donner un semblable, et le soin de le rédiger est devenu un des postes importants de chaque journal.

Les dix années qui s'écoulèrent de 1815 à 1825 ont

été l'époque la plus prospère des journaux anglais. On portait alors à dix millions le capital engagé dans les treize feuilles quotidiennes, savoir : sept millions dans celles du matin, et trois millions dans celles du soir ; mais il aurait fallu doubler ce chiffre pour avoir la valeur réelle des actions. La propriété du *Times* était déjà évaluée à elle seule à près de trois millions, celle du *Courrier* à deux millions, celle du *Globe* à un million deux cent cinquante mille francs. Aucun journal ne se vendait à cette époque à plus de sept ou huit mille exemplaires, la plupart ne dépassaient pas trois mille, et quelques-uns n'atteignaient même pas ce chiffre, puisque le tirage total de la presse quotidienne n'était que de quarante mille. Leur revenu était cependant beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui. Le *Herald* valait alors deux cent mille francs à son propriétaire, et le *Times* cinq cent mille; le *Star*, journal du soir, rapportait cent cinquante mille francs, et le *Courrier* presque le double. En 1820, Perry retira du *Chronicle* trois cent mille francs nets. Aucun journal, le *Times* excepté, ne donne aujourd'hui un revenu semblable, malgré le développement qu'a pris la publicité. Les frais des journaux se sont en effet accrus dans une proportion bien plus considérable que la vente et que le produit des annonces. A l'époque dont nous parlons, le format était beaucoup moins grand que maintenant; les journaux paraissaient avec

cinq colonnes tant que le parlement siégeait; et ils se réduisaient à quatre colonnes dans l'intervalle des sessions; en outre, les frais de rédaction étaient alors bien moins onéreux. L'augmentation des dépenses date de la lutte engagée vers 1820 par le *Herald* contre le *Times*. M. Thwaites, devenu copropriétaire et gérant du *Herald*, voulait demeurer seul maître du journal : pour contraindre son associé à lui vendre sa part, il absorba pendant plusieurs années tous les bénéfices en dépenses d'amélioration. C'est lui qui imagina d'établir des correspondants à poste fixe dans les grandes villes d'Europe. Il envoya un de ses rédacteurs en Espagne pour y suivre jour par jour la lutte engagée par les cortès contre le pouvoir royal et les mouvements de l'armée française. Quand le roi George IV fit un voyage en Hanovre, le *Herald* expédia encore un de ses rédacteurs à la suite du monarque, pour rendre un compte quotidien du voyage royal. Il n'est point de journal anglais qui n'en fasse autant aujourd'hui en pareille circonstance; mais c'étaient alors des innovations, et tous les journaux durent suivre le *Herald* et le *Times* dans cette voie dispendieuse.

CHAPITRE VI.

Les journaux contemporains.—Les feuilles du matin.—L'*Advertiser*. — Le *Daily News*. — Le *Post*. — Le *Herald*. — Le *Chronicle*. — — Ses variations. — Le *Times*. — Sa prospérité. — Son procès. — Causes de sa grande influence. — Sa ligne de conduite et ses opinions.

Les journaux quotidiens du matin sont aujourd'hui au nombre de sept en Angleterre. Tous se publient à Londres : ce sont le *Public Ledger*, l'*Advertiser*, le *Daily News*, le *Post*, le *Herald*, le *Chronicle* et le *Times*. Le *Ledger* est un petit journal qui a conservé le format d'autrefois, et qui subsiste depuis quatre-vingts ans du produit de ses annonces. Quelques tentatives ont été faites pour l'agrandir et le transformer en un journal complet, sur le modèle des autres feuilles du matin ; elles ont échoué, et après chaque essai le *Ledger* est revenu à son mode habituel de publication, qui assure à ses propriétaires un revenu

fixe et assez brillant. Telle est la puissance d'une clientèle solide, qu'il ne serait au pouvoir d'aucun des grands journaux de Londres de faire concurrence à cette feuille en apparence insignifiante, dont la rédaction politique est à peu près nulle, et qui ne tente aucun effort pour se procurer cette riche variété de renseignements qui fait le mérite des autres journaux du matin. Mais depuis quatre-vingts ans les armateurs, les commissionnaires en marchandises, les négociants à l'importation sont habitués à trouver dans le *Public Ledger* les nouvelles de mer, la liste des arrivages, les annonces des cargaisons et des parties de marchandise à vendre, et ils sont tous obligés de recevoir ce journal; précisément aussi parce qu'ils le reçoivent tous, tous les gens qui ont un navire ou des marchandises à vendre sont obligés de mettre leurs annonces dans le *Ledger*. Voilà pourquoi une spécialité reconnue et consacrée par de longues années assure à une feuille des plus médiocres une vente quotidienne qui suffit à ses frais, et des annonces qui lui donnent un assez beau revenu.

Nous avons dit comment l'*Advertiser* fut fondé en 1793 avec le concours des restaurateurs et des taverniers de Londres. Ce journal s'est maintenu depuis sans s'élever jamais à une prospérité bien haute, mais aussi sans voir décroître sa clientèle en quelque sorte forcée. En politique, il soutient les opinions du parti

radical, et, sans aller jusqu'au chartisme, il fait une rude guerre à l'aristocratie anglaise et à l'Église anglicane.

Depuis que M. Cobden et M. Bright n'ont pas dédaigné, dans un *meeting*, de réclamer publiquement l'appui de leurs auditeurs pour le *Daily News*, ce journal, qui est de beaucoup le plus jeune des grands journaux anglais, doit être considéré comme l'organe de ce qu'on appelle en Angleterre l'école de Manchester. On ne saurait imaginer de débuts plus brillants que ceux de ce journal. Dickens y publia des *Lettres sur l'Italie* et diverses séries d'articles, et les autres écrivains n'étaient point indignes d'un tel collaborateur. Les opinions du journal étaient, en politique et en religion, d'un libéralisme très-décidé, mais qui n'avait rien d'exagéré; elles étaient défendues avec vivacité et avec esprit, mais en même temps avec une modération de langage et un bon goût qui ne sont pas ordinaires à la presse anglaise. Des articles de critique littéraire distingués, des travaux remarquables sur les classes laborieuses et sur les districts manufacturiers répandaient beaucoup de variété sur ce journal, et en rendaient la lecture intéressante. Soit épuisement des écrivains, soit économie, toute cette partie du *Daily News* disparut tout à coup pour faire place aux comptes rendus de l'association pour la réforme électorale et parlementaire et à d'autres rem-

plissages. Dickens se sépara du *Daily News* pour fonder et rédiger une revue populaire, et l'on est tenté de croire que de nombreux changements eurent lieu dans le personnel de la rédaction, car le *Daily News* perdit beaucoup de sa valeur littéraire, et le ton habituel du journal changea tout à fait. Le libéralisme du *Daily News* aurait pu prendre une teinte radicale assez prononcée sans que la forme s'en ressentît; mais ce journal ne se borna plus à censurer l'aristocratie et l'Eglise établie, il les attaqua violemment : à des satires fines et spirituelles succédèrent des philippiques virulentes et exagérées ; la brutalité et la grossièreté remplacèrent trop souvent, dans la polémique, la vivacité et la verve.

Nous ne savons quelle part il faut attribuer, dans ce changement regrettable, à l'influence personnelle de M. Knight Hunt, écrivain médiocre et d'un esprit étroit, qui se laissait trop aisément emporter par ses opinions ardentes et son caractère passionné. Mais sa mort, arrivée il y a dix-huit mois, a eu pour conséquence des améliorations notables dans la rédaction et l'organisation du journal. Les fonctions de rédacteur en chef ont été confiées à un Écossais, M. Weir, écrivain exercé et d'un savoir étendu, qui a rendu au *Daily News* quelque chose de son premier éclat. Un certain nombre de jeunes écrivains sont entrés au journal à la suite de M. Weir, et c'est à l'infusion

de ce sang nouveau qu'il faut attribuer la variété et le mérite littéraire des articles de fond que publie le *Daily News*. Les correspondances ont reçu de leur côté un grand développement. Pendant la durée de la guerre, le *Daily News* s'était distingué par l'abondance et l'exactitude des lettres qu'il recevait de Constantinople, du Caucase, de Crimée et des bords du Danube; aujourd'hui, il a presque toujours la primeur des nouvelles de Naples, de Rome et de Turin, et il suit les affaires italiennes avec plus de soin qu'aucun autre journal. Enfin, il paraît que ses articles de bourse sont fort goûtés et font autorité dans la Cité.

Depuis le jour où il est sorti des mains de Daniel Stuart, le *Post* est toujours demeuré fidèle au parti tory. Ce journal a été l'organe spécial de la sainte-alliance, et il est encore l'avocat inflexible de toutes les légitimités déchues : il est carliste en Espagne et miguéliste en Portugal; il a été le partisan déclaré de l'alliance russe, même aux jours où florissaient la quadruple alliance et l'entente cordiale; aussi ses adversaires ne se faisaient pas faute de l'appeler le journal de la Russie. Il est assurément le journal de prédilection de l'aristocratie et du monde élégant, et il reçoit le premier confidence des fêtes et des mariages de haut parage; aussi une partie de l'espace réservé par les autres feuilles à la politique est-elle

consacrée par le *Post* aux nouvelles du monde fashionable, aux allées et aux venues de la cour et des familles aristocratiques, au compte rendu des courses et des chasses, à l'analyse des livres et des recueils à l'adresse du grand monde. Ces relations avec le grand monde et la chancellerie russe ont été très-profitables pour le *Post*, qui est longtemps demeuré dans les meilleurs termes avec les représentants des puissances à Londres; c'est à lui naturellement que la diplomatie continentale s'est adressée chaque fois qu'elle a eu besoin de faire démentir un bruit, ou de livrer à la publicité, sans qu'on en sût l'origine, une nouvelle ou un document. Ces communications précieuses étaient un des éléments de la prospérité du *Post;* nous ne savons s'il en conserve aujourd'hui le privilége. En effet, un changement singulier s'opéra au sein de ce journal il y a cinq ou six ans. Le *Post* était l'adversaire des whigs, et par suite de lord Palmerston; néanmoins on apprit un matin que son rédacteur en chef était nommé à un poste diplomatique très-lucratif. Cette nomination inattendue eut pour résultat incontestable un revirement dans les opinions du *Post*. Ce journal est demeuré tory en politique et protectionniste en économie; mais il a pris assidûment et avec éclat la défense de lord Palmerston et de toute sa politique extérieure, et il est aujourd'hui considéré comme l'organe de cet homme d'État éminent.

Le *Herald* a été whig à ses débuts. Patronné par le prince de Galles, depuis prince-régent, et ensuite roi sous le nom de George IV, il suivit ce prince dans toutes ses variations, et il finit par être conservateur quand son protecteur porta la couronne. Le *Herald* fut l'adversaire implacable de l'émancipation des catholiques et de la réforme parlementaire. M. Thwaites, qui en était devenu propriétaire en 1826, avait fait des sacrifices considérables pour améliorer la rédaction, et avait beaucoup accru le tirage du journal. Il en laissa la propriété à sa fille, mistress Tarrant, sorte de bas-bleu, qui voulut intervenir personnellement dans la rédaction du journal, et y inséra d'assez nombreux articles de sa façon. Cette collaboration malencontreuse valut au *Herald* les compliments ironiques des autres journaux, et le surnom de *grand'maman,* que lui donna malicieusement le *Times* dans une polémique restée célèbre. Des mains de mistress Tarrant, le *Herald* passa dans celles de M. Balduin, sans cesser d'être conservateur, et lorsque sir Robert Peel eut rompu avec son propre parti, en proposant l'abolition des lois sur les céréales, le *Herald* se trouva pendant quelques mois le seul journal du matin qui soutînt le gouvernement. Le *Standard,* journal du soir, qui appartient, comme le *Herald*, à M. Balduin, suivait naturellement la même ligne : aussi la presse oppo-

sante ne manquait pas de comparer ses deux adversaires à Castor et Pollux, et ne tarissait pas en plaisanteries sur les *jumeaux ministériels*. A l'avénement des whigs, en 1846, le *Herald* se rangea de nouveau sous la bannière conservatrice et protectionniste; il a soutenu avec habileté et persévérance lord Derby et M. Disraéli dans leurs campagnes contre lord John Russell, et il était l'organe avoué du dernier ministère tory.

Le *Chronicle* a été pendant cinquante ans l'organe des whigs, et a dû à ses relations avec ce parti une longue prospérité. La popularité de ce journal subit une éclipse momentanée vers 1822, à l'époque du procès de la reine Caroline, parce que Perry montra quelque hésitation à prendre parti, et tarda trop à se prononcer pour la reine, en faveur de qui l'opinion des masses s'était déclarée avec éclat. Le *Chronicle* arriva à son apogée vers 1834, après la conquête de l'émancipation des catholiques et de la réforme électorale, lorsque le *Times* abandonna quelques mois le parti libéral pour le premier et éphémère cabinet de sir Robert Peel. Beaucoup de lecteurs du *Times* passèrent alors au *Chronicle*, qui vit s'accroître considérablement sa clientèle. Cette grande prospérité fut de courte durée, et le *Chronicle* déclina peu à peu avec le parti whig, malgré d'énergiques efforts pour ressaisir la prééminence. En 1847, les propriétaires,

alarmés d'une baisse graduelle et constante dans la vente du journal, baisse qui était déjà d'un tiers sur la moyenne des quatre ou cinq années précédentes, firent une tentative qu'ils croyaient décisive : ils abaissèrent le prix du *Chronicle* de 50 à 40 centimes le numéro. Cet essai n'eut point de succès : il diminua le produit du journal sans ramener les lecteurs. Un changement eut lieu alors dans la propriété. Les anciens collègues de sir Robert Peel, tombé du ministère en 1846, n'avaient pas renoncé, comme leur chef, à tout avenir politique. Cette brillante phalange d'hommes de talent pouvait alors faire pencher la balance du pouvoir par les voix dont elle disposait encore dans une chambre des communes très-divisée : l'éloquence, le savoir, l'expérience des affaires, lui donnaient droit de demander que l'on comptât avec elle. Elle n'avait pas d'organe dans la presse : le *Chronicle* fut acquis et fut placé sous l'influence spéciale de M. Gladstone et de M. Sidney Herbert. Il revint à son ancien prix. A partir de 1849, le *Chronicle*, de défenseur des whigs, devint insensiblement, comme les hommes qu'il représentait, l'adversaire le plus vif de ce parti. Il fit une guerre acharnée à lord John Russell, et, en 1853, tout en combattant avec acrimonie le ministère tory, il soutint contre lord John Russell les droits de sir James Graham à la direction de l'opposition. Le *Chronicle* défendait donc

en politique les principes des hommes qui s'intitulent conservateurs libéraux, pour se distinguer à la fois des tories et des whigs. En économie politique, ce journal se montra le libre-échangiste le plus décidé de la presse anglaise. En religion enfin, le *Chronicle*, comme M. Gladstone, était le défenseur ardent de cette fraction de l'Église anglicane qui voudrait affranchir l'Église de la tutelle spirituelle de l'État, revenant à la réforme d'Henri VIII, qui tend à renouer la tradition ancienne, et par là se rapprocher de l'Église romaine, et qu'on appelle l'école puseyite.

Le *Chronicle* faisait en même temps à la littérature une place plus grande et plus régulière que les autres journaux ; et il publia en 1852, sur la question religieuse, sur l'éducation, sur l'état des classes agricoles et laborieuses en Angleterre, sur l'agriculture des diverses parties du continent, des séries d'articles du plus grand mérite et du plus haut intérêt. Une partie de sa polémique trahissait une plume d'un talent élevé et flexible, et d'une aisance toute mondaine. Pendant près de quatre années, il fut incontestablement le journal anglais dont la rédaction était la plus variée et offrait aux lecteurs l'intérêt le plus constant. Les correspondances étrangères étaient la partie faible du journal, et, avec l'exigence du public anglais à cet égard, c'était là une grave lacune, et qui suffisait à paralyser le succès du journal. Les dépenses dépassaient de beau-

coup les revenus ; et, après quatre années de sacrifices, le parti peelite, décimé dans les élections de 1852, et perdant tout espoir de revenir aux affaires, ne se trouva plus en mesure de conserver un organe à lui. La propriété du *Chronicle* changea encore une fois de main ; les nouveaux acquéreurs entreprirent de rétablir l'équilibre des recettes et des dépenses en réduisant les frais de rédaction : ils supprimèrent tout ce qui donnait quelque valeur et quelque intérêt au journal. Ces économies imprudentes mirent les lecteurs en fuite ; et depuis trois ou quatre années, le *Chronicle* ne s'est pas arrêté dans la voie de la décadence. Sans correspondances et presque sans rédacteurs, il est à peu près tout entier l'ouvrage d'un seul homme, tour à tour polémiste, statisticien, financier et jurisconsulte, qui s'épuise à une tâche impossible. Il faut donc s'attendre à voir le *Chronicle* ou disparaître, ou demander à de nouveaux propriétaires, peut-être à un patronage étranger, une existence nouvelle.

Le *Times* occupe dans la presse anglaise une place à part. Il n'est enrôlé sous la bannière d'aucun parti, et il n'a de relations habituelles et avouées avec aucun homme politique. Il a été longtemps le défenseur des lois sur les céréales, il est aujourd'hui libre-échangiste ; mais il a accepté le libre-échange sous toutes réserves, comme un fait accompli et irrévocable plutôt que comme un principe infaillible qu'on doive ap-

pliquer partout. Il est de fait l'adversaire du parti protectionniste, et pourtant il ne perd pas une occasion de maltraiter M. Cobden, M. Bright et toute l'école de Manchester, qu'il poursuit incessamment de ses sarcasmes. En politique, le *Times* n'a pas davantage d'opinions arrêtées : il use largement du droit de changer d'avis et du droit de se contredire. Après les orateurs de la ligue, la fraction radicale de la chambre des communes est l'objet favori de ses attaques, et pourtant il vient de se déclarer récemment partisan d'une nouvelle réforme parlementaire, et il a attaqué comme insuffisante la loi proposée en 1852 par lord John Russell. Le *Times* a combattu avec acharnement la politique de lord Palmerston comme trop tracassière et trop guerroyante : aujourd'hui il est le plus belliqueux des journaux anglais. Chacune de ces contradictions semble augmenter son autorité au lieu de l'affaiblir, et aucun journal au monde n'exerce sur son pays une influence qui approche de celle du *Times* sur l'opinion publique en Angleterre.

La grande fortune du *Times* est du reste toute récente. Il y a quinze ans, après l'élan considérable que l'abaissement des droits de timbre avait donné aux journaux, la vente quotidienne du *Times* ne s'élevait pas tout à fait à dix mille numéros. Il était déjà le journal le plus répandu, mais sa circulation n'était

pas, comme aujourd'hui, hors de proportion avec celle des autres feuilles quotidiennes. L'activité de ses propriétaires, le mérite incontestable de sa rédaction, le nombre et la valeur de ses correspondances, ne suffiraient pas à expliquer sa rapide prospérité : deux faits y ont contribué, et les raconter fera comprendre quel rôle l'opinion publique en Angleterre attribue à la presse.

Au printemps de 1841, le correspondant que le *Times* avait alors à Paris, M. O'Reilly, reçut secrètement avis d'un plan formé par des escrocs habiles pour dépouiller simultanément les banquiers des principales places d'Europe. Au moment même où il était révélé à M. O'Reilly, ce plan, dont le succès paraissait infaillible et qui devait rapporter à ses auteurs une vingtaine de millions, recevait, par manière d'essai, un commencement d'exécution. Un peu plus de deux cent cinquante mille francs étaient escroqués avec la plus grande facilité à une maison de Florence. La position des auteurs du complot, qui avaient su se faire admettre dans le plus grand monde, le secret extrême et l'habileté qui avaient présidé à toutes leurs opérations, le soin avec lequel ils faisaient disparaître à mesure toute preuve matérielle, rendaient fort hasardeuse toute tentative individuelle pour dénoncer et faire échouer leur entreprise. Le *Times* n'hésita pas cependant à publier tous les renseigne-

ments recueillis par son correspondant; seulement il data ses lettres de Bruxelles, afin de dépister les conjurés et de mettre M. O'Reilly à l'abri d'une tentative d'assassinat. Le plan fut dévoilé dans tous ses détails, et son exécution devint impossible, tous les banquiers d'Europe étant désormais sur leurs gardes. L'entreprise abandonnée, on aurait pu traiter de roman toutes les révélations du *Times*, sans le commencement d'exécution qu'attestait l'escroquerie commise à Florence, escroquerie que l'on comptait bien renouveler avec succès, et dont les auteurs sont demeurés absolument inconnus. Le *Times* n'avait à sa disposition aucune preuve valable en justice, et un certain Bogle, qui avait été désigné dans une des lettres de M. O'Reilly comme jouant un rôle tout à fait secondaire dans le complot, se prétendit calomnié et intenta au *Times* un procès en diffamation. Ce procès fut jugé aux assises de Croydon en août 1841. Par suite de l'impossibilité où le *Times* était de prouver contre Bogle un délit matériel, et en présence du texte formel de la loi, les jurés durent condamner le journal, mais ils n'allouèrent à son adversaire qu'un farthing, c'est-à-dire un liard pour tous dommages-intérêts. Les frais du procès, qui s'élevaient à cent vingt cinq mille francs, demeurèrent à la charge du journal, comme partie condamnée. Mais les débats et les plaidoiries avaient fait connaître les recherches

patientes auxquelles s'était livré le correspondant du *Times*, et les dépenses considérables que le journal s'était imposées pour se rendre maître de tous les fils de l'intrigue, enfin les précautions infinies qu'il avait fallu prendre pour faire usage des renseignements recueillis. Le commerce de Londres s'émut. On proclama d'une voix unanime que le *Times* avait rendu un grand service au public, et qu'il n'était pas juste de lui laisser supporter les charges d'un procès encouru pour l'utilité générale. Une souscription fut ouverte pour rembourser le journal de toutes ses dépenses. Les propriétaires du *Times* déclarèrent qu'ils ne pourraient rien accepter, parce qu'ils n'avaient fait que remplir leur devoir de journalistes. La souscription s'élevait déjà à plus de 60 000 francs; une réunion fut convoquée sous la présidence du lord-maire, pour décider de l'emploi de cet argent et chercher les moyens de rendre au *Times* un hommage public. Il fut arrêté que deux tablettes de marbre portant une inscription commémorative seraient posées, l'une dans la Bourse de Londres, l'autre dans les ateliers du *Times*, et que le produit de la souscription serait placé en fonds de l'État et consacré à la création de deux bourses appelées *bourses du Times*, pour entretenir perpétuellement à Oxford ou à Cambridge un élève sorti de Christ's Hospital et un élève de l'école de la Cité de Londres.

Dans cette circonstance, la Cité de Londres s'est reconnue la débitrice du *Times*. Le soin qu'a toujours mis le puissant journal à prendre en main et à soutenir les réclamations du commerce, et la facilité avec laquelle il accueille même les plaintes individuelles, lorsqu'elles sont fondées, et leur donne l'appui de sa retentissante publicité, ont habitué peu à peu le public anglais à considérer la presse, le *Times* en particulier, comme le défenseur naturel de tous les intérêts lésés. Aussitôt qu'un particulier croit avoir à se plaindre d'un fonctionnaire, ou d'un employé de chemin de fer, ou d'une entreprise privée, son premier mot, pour se faire rendre justice ou pour traduire son mécontentement, est de menacer d'en écrire au *Times*, comme si ce journal était le redresseur de tous les torts, et avait un droit de censure universelle.

Le second fait que nous choisirons entre tous ceux qui ont contribué à la popularité du *Times* est d'une nature toute différente du premier. C'était au temps de la grande controverse sur le libre-échange; le *Times*, qui avait longtemps et habilement défendu la législation sur les céréales, venait de se prononcer un peu brusquement contre elle, et l'opinion publique n'était pas encore remise de l'étonnement causé par cette conversion inattendue, lorsque ce journal annonça un matin que le sort des lois sur les céréales était décidé, que les ministres alors au pouvoir en

demanderaient l'abrogation. Sir Robert Peel et ses collègues n'étaient entrés au ministère que pour défendre cette législation ; la déclaration du *Times* excita donc une incrédulité universelle. Le *Times* ne se défendit pas, laissa rire les railleurs, et soutint sans mot dire les attaques et les dérisions de toute la presse. Six mois après, à la veille de la convocation du parlement, une crise ministérielle éclatait, et sur le refus fait par les whigs de prendre le pouvoir, sir Robert Peel gardait son portefeuille et proposait à la chambre des communes l'abrogation des *corn-laws*. La prédiction du *Times* se trouvait complétement justifiée. Ce fait a acquis à ce journal, aux yeux du public anglais, le prestige d'une sorte d'infaillibilité : quoi que dise le *Times*, et quelque étranges que puissent sembler ses affirmations, on n'ose plus révoquer absolument en doute rien de ce qu'il imprime. Par cela seul qu'elle est dans ses colonnes, une opinion acquiert un certain degré de probabilité. Il plairait demain au *Times* d'annoncer que l'empereur du Japon a envoyé une flotte pour conquérir l'Angleterre, qu'il se trouverait de bons Anglais pour prendre peur et pour réclamer des mesures de précaution. Dans toute crise, chaque fois qu'un fait grave se produit, qu'une question difficile est soulevée, la première idée qui vienne au public est de s'informer de l'opinion du *Times*. Que dit ou que va dire le *Times*?

se demande immédiatement toute la Cité. On ne saurait imaginer, pour un journal, de situation plus forte que celle que font au *Times* cette portée attribuée à toutes ses paroles, et cette autorité attachée à chacun de ses jugements; mais cette situation a un danger auquel le *Times* n'a point échappé : c'est de faire naître chez les écrivains la tentation d'éblouir sans cesse, de frapper chaque matin l'esprit du lecteur. Il ne suffit pas au *Times* que son opinion soit plus comptée que celle des autres journaux, il faut qu'il fasse et qu'il pense au rebours des autres. Depuis plusieurs années, il cherche perpétuellement à se singulariser. Lorsqu'on voit les journaux anglais tomber d'accord sur un fait ou sur une question, on peut être assuré que le *Times* prendra le contre-pied de leur opinion. La révolution du 2 décembre en fournit un exemple frappant : la plupart des feuilles anglaises ayant applaudi les premiers jours aux événements de Paris, le *Times*, qui jusque-là avait été très-favorable au président de la république, se prononça immédiatement contre lui avec une âpreté et une violence extrêmes.

Le *Times* se prétend libre de tout engagement; il répudie très-haut toute relation avec les hommes politiques; il refuse d'être l'organe d'un parti parce qu'il veut être l'organe de l'opinion tout entière. Il se donne comme le traducteur attentif et fidèle de la

pensée populaire ; il se place volontairement dans la position où se trouvent forcément les journaux américains ; il prend le rôle d'un miroir destiné à refléter toutes les impressions du public. En réalité, il ne revendique son indépendance vis-à-vis des hommes politiques que pour l'abdiquer devant la multitude, dont il est à la fois le pourvoyeur de nouvelles et l'écho. Nous allons laisser le *Times* définir lui-même sa situation. Au commencement de la session de 1852, tous les chefs de parti, y compris lord John Russell et le comte de Derby, blâmèrent le langage tenu par la presse anglaise sur les événements de France, comme excessif, imprudent et de nature à créer des embarras à l'Angleterre. Le *Times* répondit à ces reproches de la façon suivante : « La dignité et la liberté de la presse cessent d'exister dès que la presse accepte une position subalterne (*ancillary*). Pour pouvoir remplir ses devoirs avec une entière indépendance, et par conséquent au plus grand avantage du public, il ne faut pas que la presse contracte d'alliance ni intime ni assujettissante avec les hommes politiques ; et elle ne saurait non plus sacrifier ses intérêts permanents aux convenances du pouvoir éphémère d'un cabinet.

« Le premier devoir de la presse est de se procurer la connaissance la plus exacte et la plus prompte possible des événements contemporains, et, par une révélation immédiate, de faire entrer tous ces faits dans

le domaine public. L'homme d'État recueille ses informations en silence et par des moyens secrets ; il tient en réserve, avec un luxe risible de précautions, même le courant des faits de chaque jour jusqu'à ce que la diplomatie soit vaincue dans cette tentative par la publicité. La presse vit au contraire d'indiscrétions ; tout ce qui tombe en sa possession prend place aussitôt dans la science et dans l'histoire du temps. La presse chaque jour et à tout instant fait appel à la force éclairée de l'opinion publique : elle devance autant qu'il lui est possible la marche des événements ; elle se tient sur la brèche qui sépare le présent de l'avenir, et de là elle étend son regard vigilant jusqu'à l'horizon du monde. Le rôle de l'homme d'État est précisément tout l'opposé du sien. »

C'est sans doute une position très-forte pour un journal que d'être l'organe de l'opinion publique. On peut faire tête à bien des adversaires lorsqu'on sent derrière soi tout un peuple ; mais le miroir n'est fidèle qu'autant qu'il reproduit toutes les variations de son modèle : de même on ne saurait se trouver toujours en accord parfait avec le courant des idées populaires, à moins de suivre la foule dans toute la mobilité de ses impressions. C'est une servitude différente de celle contre laquelle le *Times* proteste, mais qui a aussi ses mauvais côtés et ses dangers. Cette perpétuelle mobilité qu'on est contraint de subir et

d'absoudre chez la multitude, la pardonnera-t-on a un journal? L'autorité du *Times* sur les classes élevées et intelligentes n'a-t-elle pas déjà souffert des brusques évolutions que ce journal ne justifie que par le besoin de demeurer en communion d'idées avec le public? Pour nous mettre à un point de vue plus élevé, la foule a-t-elle toujours raison, et faut-il la suivre jusque dans ses erreurs? Ce sont là des questions qui, pour être résolues, nécessiteraient une comparaison étendue de la presse anglaise avec la presse française, qui a toujours été essentiellement une presse de partis.

CHAPITRE VII.

Les journaux du soir. — Leur origine. — Daniel Stuart et le *Courrier*. — Le *Globe*. — Le *Sun* et ses variations. — John Taylor. — Le *Standard*. — Organisation des journaux du soir. — Leurs relations avec les feuilles du matin.

Quelques mots suffiront pour expliquer la naissance des journaux du soir. La poste ne partant de Londres qu'à la fin de la journée, l'idée devait venir facilement à un homme du métier de retarder jusqu'à ce moment la publication d'un journal, afin de pouvoir donner les nouvelles reçues dans la matinée et d'arriver cependant en province en même temps que les feuilles du matin. On avait, par le fait, sur celles-ci une avance d'une demi-journée. La publication de ces journaux fut nécessairement réglée sur les jours de la poste. Aussi est-ce à la fin de 1727 qu'on trouve pour la première fois en Angleterre un journal du soir pa-

raissant trois fois par semaine [1], et c'est à la fin du XVIII[e] siècle seulement, quand la poste partit tous les jours, que Pierre Stuart fonda le *Star*, le premier journal quotidien du soir. Un second journal parut en 1791, et le nombre s'en est successivement accru jusqu'à cinq. La guerre continentale fut l'époque la plus prospère des feuilles du soir, parce que la curiosité publique était toujours en éveil. Nous avons vu que Daniel Stuart, en aliénant le *Morning Post* avait gardé le *Courrier*. Avec l'aide de son associé Strutt, il en fit bientôt le journal du soir le plus en vogue, et une entreprise des plus lucratives. Stuart était en bonnes relations avec le ministère Perceval, et, grâce à ces relations, il était toujours bien informé. Ce n'est pas qu'il tirât parti de son dévouement, car un jour le premier ministre lui ayant demandé la suppression d'un article qui pouvait avoir des conséquences fâcheuses, Stuart mit au pilon 3500 exemplaires déjà tirés, et exigea de son associé la promesse de n'accepter aucun dédommagement pécuniaire, de peur que, le fait venant à s'ébruiter, on ne prétendît que l'article avait été fait pour extorquer de l'argent au ministère. Les journaux du soir étaient alors fort recherchés, parce qu'ils publiaient le cours des fonds publics aussitôt après la clôture de la Bourse, parce

1. Le *London Evening Post*, dont le premier numéro parut le 12 décembre 1727.

qu'ils contenaient toutes les nouvelles des feuilles du matin, et en outre les nouvelles arrivées dans la journée. Stuart imagina de faire une seconde et une troisième édition lorsqu'il recevait trop tard des nouvelles importantes. Les crieurs de son journal remplissaient alors de leurs clameurs les rues de Londres. Lui-même a raconté que le jour de l'assassinat de M. Percival par Bellamy, deux éditions ayant à peine satisfait l'avide curiosité du public, on entendit crier tout à coup une troisième édition du *Courrier*, avec de nouveaux détails sur l'assassin du premier ministre. Le public s'arracha aussitôt les exemplaires de cette troisième édition, et y trouva pour toute pâture à sa curiosité les deux lignes suivantes : « Nous suspendons à l'instant notre tirage pour annoncer que ce sanguinaire scélérat a refusé de se laisser raser. »

Les journaux du soir perdirent beaucoup de leur importance après la guerre; néanmoins le *Courrier* demeura une spéculation très-profitable jusqu'au jour où, Stuart s'en étant défait, les nouveaux propriétaires le vendirent au parti tory. Ce changement de politique fut fatal au journal, qui déclina rapidement et finit par périr. Tous les journaux du soir, du reste, sont aujourd'hui en baisse; l'établissement des chemins de fer leur a porté un coup dont ils ne se relèveront pas. Leur grand avantage était de partir le soir par la poste en même temps que les journaux pu-

bliés le matin, et d'arriver en même temps que ceux-ci en province, tout en donnant des nouvelles plus fraîches; mais comme la poste n'a pas le monopole des transports en Angleterre, les journaux du matin ont renoncé au bénéfice du transport gratuit que leur assure le timbre ; ils s'expédient par les premiers convois du matin, de façon à être distribués dans toutes les grandes villes de province pour l'heure du déjeuner. Ce sont eux par conséquent qui ont aujourd'hui l'avance sur les journaux du soir, et ils ont à peu près expulsé ceux-ci de la province. A mesure que le service des chemins de fer s'étendra, les journaux du soir verront se resserrer leur clientèle jusqu'au jour où ils seront réduits à Londres et à sa banlieue.

Les journaux du soir sont du reste dans des conditions toutes différentes de celles des journaux du matin. Les plus importants sont le *Globe*, le *Sun* et le *Standard*. Le *Globe* date de 1811 ; il fut fondé en même temps qu'un journal du matin intitulé *the British Press*, et par les mêmes personnes, qui voulaient faire à la fois concurrence au *Morning Post* et au *Courrier*. Le journal du matin ne tarda pas à périr ; le *Globe* fut sauvé par l'habileté et l'activité de son rédacteur en chef, George Lane, et la persévérance de son principal propriétaire, M. Thomas Chapman. En 1824, le *Globe* s'unit à un autre journal du soir, le

Traveller, dont le nom est encore joint au sien comme sous-titre, et dans les quatre années qui suivirent, il absorba successivement cinq autres journaux du soir, le *Statesman*, le *True Briton*, l'*Evening Chronicle*, la *Nation*, et l'*Argus*, dont quelques-uns n'ont eu que quelques mois d'existence. Depuis que le *Chronicle* a changé de main, le *Globe* est le seul représentant du parti whig dans la presse ; il est l'organe reconnu de lord John Russell et de lord Grey.

Le *Sun*, qui date de 1792, a langui longtemps. En 1812, il devint la propriété de William Jerdan et de John Taylor. Jerdan, ami de Canning, était un homme d'esprit et de sens, mais dépourvu de goût et médiocre écrivain : il rencontrait assez juste dans la polémique, il avait même du trait et de la gaieté ; mais sa plaisanterie manquait presque toujours de légèreté. Son associé, John Taylor, était un petit homme maigre, sec et mal bâti, de qui George Colman disait plaisamment que son corps aurait pu aller avec toute espèce de jambes, et ses jambes avec toute espèce de corps, mais que ni corps ni jambes ne se convenaient entre eux. Gai, vif, sémillant, ne tarissant jamais en anecdotes, en calembours et en bons mots, compagnon inséparable de tout ce que Londres renfermait d'hommes de lettres, d'artistes, d'amateurs et de gens de théâtre, il était le roi des coulisses, le lion des petits-soupers. Improvisateur facile et iné-

puisable, il avait toujours un prologue ou un épilogue au service d'un directeur dans l'embarras, il savait tourner agréablement un couplet, rimer un compliment à la *prima donna*, et chansonner un rival ou un ennemi. Le moindre événement, le plus léger défi mettait sa muse en train; le difficile était de l'arrêter. Mêlé à toutes les affaires de théâtre, en amitié ou en querelle avec tous les auteurs et tous les éditeurs, à l'affût de tous les petits scandales, curieux et bavard, il s'occupait de tout le monde et de toutes choses, et même de son journal. Là était le mal, car aucune idée sérieuse ne pouvait se loger dans la tête de cet homme si spirituel et si intelligent; il avait des rapports très-fréquents avec les chefs du parti tory; mais ce contact presque quotidien avec des hommes considérables, remplis d'instruction et de lumières, ne laissait aucune trace dans son esprit. Mélange d'ignorance et de savoir, il possédait au bout du doigt l'histoire du théâtre anglais; il en eût nommé toutes les pièces et tous les acteurs à toutes les époques, et ne connaissait pas la géographie de son pays. Sa femme étant allée faire un tour en Écosse, Taylor rima une ballade où il saluait l'Écosse du nom d'île sœur de l'Angleterre (*Hail, sister Island*). Il écrivait ses articles comme ses ballades, au courant de la plume et sous l'inspiration de la fantaisie; et quand Jerdan, plus sérieux et plus instruit, intervenait au nom des con-

venances et de la politique, des orages éclataient entre les deux associés. L'un faisait un journal trop grave et trop politique, l'autre le voulait faire trop littéraire et trop amusant. Cinq années d'une pareille direction suffirent à ruiner le *Sun*, et malgré le patronage de la cour, malgré l'appui du parti tory, il fallut le vendre. Jerdan fonda la *Literary Gazette*, et Taylor continua sa carrière excentrique. Les acquéreurs du *Sun* essayèrent inutilement pendant quelques années de relever cette feuille : il fallait pour cela des sacrifices devant lesquels ils reculèrent. Des spéculateurs plus hardis se rendirent maîtres du *Sun* en 1828 et en changèrent complétement la couleur. Ils en firent une feuille libérale et dépensèrent 400 000 francs en améliorations dans l'espace de deux ans. A ce prix, le *Sun* acquit bien vite une grande réputation pour l'abondance, la variété et la promptitude de ses nouvelles. Aujourd'hui encore, c'est le journal le mieux renseigné pour les courses : il donne chaque jour avec une merveilleuse exactitude la liste des chevaux engagés, les prévisions des connaisseurs et l'état des paris, ce qu'on pourrait appeler la cote de la bourse hippique. En politique, le *Sun* soutient les opinions radicales extrêmes; il touche même par certains côtés aux écoles socialistes. En religion, il est partisan du système volontaire; il est par conséquent l'adversaire de toute subvention

au clergé, de tout lien matériel entre l'Église et l'État. En économie politique, il est l'organe de l'école qui s'intitule *anti-bullioniste,* qui poursuit l'abolition de la monnaie métallique et l'emploi exclusif du papier-monnaie. Le mieux fait et le plus intéressant des journaux du soir, celui dont la rédaction est la plus littéraire, est le *Standard,* fondé en 1827, pour combattre l'émancipation des catholiques et la réforme électorale. Il est encore dirigé, comme au premier jour, par un écrivain à idées très-arrêtées, mais d'un remarquable talent, le docteur Gifford. Les journaux du soir ont à supporter beaucoup moins de frais que les journaux du matin, parce qu'ils sont nécessairement primés par ceux-ci pour une grande partie des nouvelles. Les réunions électorales, les banquets politiques, ayant lieu dans la seconde partie de la journée, les feuilles du soir se bornent à résumer le lendemain les comptes rendus que les journaux du matin se sont procurés dans la nuit par l'emploi de rédacteurs et de courriers spéciaux. Il en est de même pour les séances de nuit, pour les nouvelles de l'Inde et du continent. Les journaux du soir n'ont donc besoin que d'un petit nombre de sténographes, et ils n'ont point cette armée de correspondants qui surcharge le budget des journaux du matin. Il leur suffit d'avoir un ou deux correspondants en Irlande, et d'entretenir un agent dans chacun des ports qui sont le point d'ar-

rivée des malles, et spécialement à Liverpool et à Southampton. Cet agent n'attend pas qu'une malle entre dans le port ; dès qu'elle est signalée à l'aide de puissants télescopes, il va au-devant d'elle en rade, se fait remettre les lettres et journaux à son adresse, les parcourt chemin faisant, et, en abordant au port, il expédie à Londres par le télégraphe électrique un sommaire des nouvelles apportées de la Péninsule, des États-Unis, du Brésil ou des colonies. Souvent, avant que les passagers aient pu débarquer, les nouvelles venues avec eux sont imprimées et criées dans les rues de Londres, et commentées à la Bourse. Quand le général Parédès, chassé du Mexique, se rendit en Angleterre, il prit passage incognito sur la malle des Antilles qui aborde à Southampton. L'état de la marée n'étant pas favorable, la malle dut attendre quelques heures avant d'entrer dans les docks et de débarquer ses passagers. Parédès croyait que son incognito n'avait pas été pénétré ; quel ne fut pas son étonnement en mettant pied à terre d'entendre les vendeurs de journaux crier à l'envi : « Les nouvelles importantes du Mexique ! L'arrivée de Parédès à Southampton ! » Pendant que la malle remontait la Solent, les nouvelles qu'elle apportait avaient eu le temps d'aller à Londres, d'y être imprimées et de revenir à Southampton. Ce sommaire des nouvelles, dont le détail sera dans les journaux du lendemain, et

les dépêches électriques expédiées le matin de Paris après l'apparition du *Moniteur*, de Bruxelles, après l'arrivée de la poste de Berlin, constituent aux yeux des hommes d'affaires et des spéculateurs l'intérêt des journaux du soir. Pendant la durée des sessions, on cherche en outre dans ces journaux la première partie des séances de la chambre des communes qui commencent à midi, et le *Sun*, grâce à l'habileté de ses sténographes et à la célérité de ses compositeurs, s'est acquis une incontestable supériorité sur ses rivaux : il parvient à donner les débats parlementaires presque jusqu'à l'heure de la poste ; il ne s'écoule pas vingt minutes entre le moment où le dernier sténographe quitte la plume et celui où le journal tout imprimé part pour la province. Dans sa troisième édition, qui paraît à dix heures du soir, il donne les débats jusqu'à neuf heures et demie. Mais l'apogée des journaux du soir, ce sont les temps de crise ministérielle, où ils font des éditions d'heure en heure pour enregistrer les allées et venues des hommes politiques.

Les emprunts perpétuels que les journaux du soir sont dans la nécessité de faire à leurs confrères du matin devaient naturellement suggérer l'idée d'une combinaison qui rattacherait l'une à l'autre une feuille du matin et une feuille du soir. Nous avons dit que le *Standard* appartient au même propriétaire que le *Herald*, et cette union, qui d'un concurrent fait un

auxiliaire, n'est peut-être pas étrangère à la supériorité du *Standard*. La réunion de deux états-majors en un doit entraîner une économie considérable dans les frais généraux, et les propriétaires peuvent utiliser pour le journal du soir les nouvelles dont ils n'ont pu faire usage le matin, et qui risquent d'être défraîchies. Ces avantages sont si bien appréciés, que le *Globe* et le *Sun* sont les seuls journaux du soir qui soient complétement indépendants. L'*Express*, fondé en 1846, est vis-à-vis du *Daily News* dans la même situation que le *Standard* vis-à-vis du *Herald*. Le *Times* est propriétaire de l'*Evening Mail*, qui se publie de deux jours l'un, et qui n'est que la réimpression, moins les annonces, des deux numéros du *Times*, auxquels il correspond. C'est une combinaison imaginée en faveur des petites bourses qui ne peuvent faire la dépense d'un journal quotidien. Dans le même but le *Herald*, outre le *Standard*, possède encore le *Saint-James Chronicle*, avec lequel s'est fondu le *General Evening Post*, et qui ne paraît également que trois fois par semaine. Le *Chronicle* a publié longtemps un journal quotidien du soir qui portait son nom : après une interruption de deux ou trois ans, il a fondé, sous le nom d'*Evening Journal*, une feuille du soir qui paraît de deux jours l'un, et qui n'est chaque fois que la reproduction des deux numéros précédents du *Chronicle*. Le premier nu-

méro de l'*Evening Journal* a été publié le 6 octobre 1851.

Les annonces des journaux du soir sont généralement peu nombreuses ; elles peuvent se décomposer ainsi : quelques ventes immobilières, les livres nouveaux, et spécialement les romans, les revues et les brochures politiques, les annonces des gens qui en mettent partout, débitants de pilules ou de remèdes secrets, montreurs de curiosités, marchands d'objets confectionnés. Ce petit nombre d'annonces permet aux journaux du soir de ne paraître que sur quatre pages au lieu de huit, et leur format, en exceptant celui du *Sun*, est un peu inférieur à celui des grands journaux français. La distribution des matières est à peu près la même que dans les journaux du matin. La première page est consacrée partie aux annonces, partie à la reproduction des articles principaux des journaux du matin ou à l'analyse de leurs correspondances. Les articles politiques, les nouvelles du jour, la bourse, les nouvelles d'Irlande ou du continent, remplissent la seconde page. La troisième et la quatrième sont dévolues aux débats du parlement ou, en l'absence des chambres, aux comptes rendus des réunions politiques. Les courses, les régates, les tribunaux occupent l'espace qui demeure libre. Le mode de publication de ces journaux nécessite une extrême rapidité dans la mise en pages : aussi chaque matière

commence-t-elle en haut d'une colonne, et, quand elle ne suffit pas à remplir la colonne, le vide qui reste est comblé avec des historiettes, des citations de livres, des sentences morales composées d'avance à cet effet. Les journaux du matin ont également recours à ce procédé quand les séances de la chambre des communes, en se prolongeant dans la nuit, leur font craindre de manquer le convoi du matin.

CHAPITRE VIII.

Organisation intérieure des journaux de Londres. — Distribution des matières. — Article de la Bourse. — Les annonces. — Leur uniformité. — Leur nombre. — Dépenses des journaux. — Droit sur le papier. — Frais de rédaction en 1773, en 1821, en 1855. — Personnel d'un grand journal. — Correspondances. — La malle de l'Inde et le *Daily News*.

On ne connaît encore en France que bien imparfaitement ce qu'on nous permettra d'appeler le *mécanisme de la presse anglaise*. Un journal du matin se compose de huit pages grand in-folio divisées chacune en six colonnes, soit en tout quarante-huit colonnes ; c'est presque le double des plus grands journaux français. La première et la huitième pages, c'est-à-dire la surface extérieure du journal, sont consacrées aux annonces ; la seconde et la troisième contiennent les débats des deux chambres et, à leur défaut, les extraits des enquêtes parlementaires, les assemblées générales des compagnies de chemins de

fer, ou bien encore les prix courants des marchés, les documents commerciaux ou industriels qui, pendant la session, passent à la sixième page. Les matières importantes sont réservées pour la quatrième et la cinquième pages, qui forment la surface intérieure du journal : la quatrième contient les annonces des théâtres, le sommaire des séances des chambres et les articles politiques, au nombre de quatre au plus, de la longueur d'une colonne en moyenne. La cinquième page est occupée par les nouvelles du jour, le bulletin de la cour, les audiences ou les réceptions ministérielles, la malle des Indes, celle des Antilles ou celle des États-Unis, selon la date du mois, et la correspondance de France ou celle d'Irlande suivant leur importance. La sixième page est consacrée aux correspondances étrangères et à l'analyse raisonnée de la Bourse, et quand la place est libre, à l'analyse des pièces de théâtres et des livres nouveaux. La septième est remplie par les comptes rendus des tribunaux.

Telle est invariablement la composition d'un journal du matin. On sera sans doute frappé du peu d'espace qu'y occupe la politique proprement dite, et de la part considérable qui est faite aux renseignements utiles. Les articles de fond eux-mêmes ne sont souvent que des résumés où sont analysés en substance et appréciés les documents publiés ailleurs par le journal. Près d'un huitième de l'espace total est con-

sacré aux tribunaux, non pas, comme en France, pour satisfaire la curiosité publique : le côté pittoresque et dramatique est au contraire presque toujours sacrifié au côté juridique ; mais, en Angleterre, la législation n'est pas fixée comme chez nous, beaucoup est laissé à l'arbitraire des tribunaux et à l'autorité des précédents : les opinions et les décisions des juges, les considérants des arrêts, sont donc d'une extrême importance pour les gens de lois et pour les plaideurs. Un autre trait caractéristique de la presse anglaise est l'importance extrême attachée à l'article sur la Bourse, ou, pour prendre le terme consacré, « aux nouvelles du marché à l'argent. » On peut dire que c'est là l'article capital, celui qui est le plus lu et qui peut exercer l'influence la plus décisive sur l'autorité d'un journal. Il ne s'agit pas, comme en France, de résumer en quelques lignes les variations des fonds et de rapporter les bruits qui ont couru ; il faut recueillir et donner en substance l'opinion des marchands d'argent et de crédit sur les événements du jour, et analyser tous les mouvements des fonds en rapportant les effets aux causes ; il faut apprécier à sa valeur chaque affaire à mesure qu'elle se présente sur la place, savoir invoquer et rappeler à propos les faits matériels, les renseignements statistiques, les documents diplomatiques qui peuvent éclairer sur la condition présente ou l'avenir d'une entreprise ou d'un

fonds étranger. C'est donc une des fonctions importantes d'un journal que la tâche d'y écrire chaque jour l'article sur la Bourse. M. Alsager, qui avait su s'acquérir la notoriété en ce genre, et dont les articles faisaient autorité dans le monde commercial, recevait du *Times* un traitement annuel de 20 000 francs.

Les annonces commencent et finissent le journal anglais : elles occupent au moins le quart de sa superficie, et le *Times* publie plusieurs fois par semaine des suppléments de quatre et même de huit pages remplis tout entiers d'avis au public. Rien de ce que nous voyons dans les journaux français ne peut nous donner une idée de la quantité d'annonces publiées journellement par les feuilles anglaises ou américaines. Les commerçants en France ne se rendent pas un compte suffisant de l'utilité des annonces : ils s'effrayent d'une dépense qui doit se renouveler souvent et dont l'effet est lent à se produire; ceux même qui regardent la publicité comme une nécessité croient y satisfaire en s'imposant un sacrifice unique, et recourent à l'affiche , c'est-à-dire à l'annonce la moins efficace et la plus dispendieuse. L'affiche est éphémère, et si passager que soit le journal, il dure encore plus qu'elle. Il est rare que l'affiche échappe plus de deux ou trois jours au crochet du chiffonnier; le journal ne figure que vingt-quatre heures sur la table du café ou du cabinet de lecture, mais de là il part pour la pro-

vince ; il passe successivement dans les mains de cinq ou six familles, et huit jours après sa publication il trouve encore des lecteurs. Tant qu'un fragment en subsiste, les quelques lignes imprimées sur ce fragment peuvent être un avertissement ou une tentation pour celui dont le regard se pose avec le plus d'indifférence sur ce qui n'est qu'un chiffon sans valeur. L'affiche en outre est immobile, et son action est toute locale ; la sphère d'influence du journal est illimitée, il pénètre partout. Le commerçant anglais n'ignore pas cette universalité du journal, et, à mesure que les chemins de fer augmentent la masse des acheteurs qui veulent se pourvoir dans la capitale, il multiplie lui-même ses annonces afin de répandre le nom de sa maison. L'annonce est pour lui le principal et presque l'unique moyen de publicité. Par contre-coup, le chaland qui n'a pas d'habitudes faites et qui veut être assuré de trouver du premier coup ce dont il a besoin, ne se met guère en route pour une emplette sans avoir vérifié si son journal ne contient pas l'adresse de quelque maison spéciale et l'indication du prix courant de la marchandise.

La presse anglaise a proclamé l'égalité des annonces. Dans les journaux français, l'annonce tient encore beaucoup de l'affiche, elle recherche la singularité dans la rédaction et dans les caractères, elle prend volontiers des proportions immenses. Rien de

semblable ne se rencontre dans les journaux anglais, Toutes les annonces sont imprimées dans le même caractère et en la même forme, avec des titres de la même dimension ; il est rare qu'elles dépassent dix ou douze lignes, hormis pour les propriétés à vendre dont la description est quelquefois donnée avec d'amples détails. Ces annonces sont classées méthodiquement, de sorte que toutes celles qui sont de même nature se trouvent à côté les unes des autres. C'est là encore une des causes qui multiplient les annonces, car les maisons dont les noms se trouvent souvent répétés acquièrent, par l'habitude que l'on contracte de les voir à la même place, une notoriété qui constitue peu à peu dans l'esprit du public une certaine prééminence. Il en est résulté une autre conséquence, la spécialité des annonces dont nous avons déjà parlé ; par cela seul que le public s'est habitué à chercher dans un journal les annonces d'une certaine nature, tous les gens qui ont des annonces semblables à faire ont intérêt à s'adresser à ce même journal, et cela finit par être indispensable. Le même fait s'est produit pour les mêmes causes aux États-Unis. Le *Times*, pour sa part, a deux spécialités, ou plutôt il a le monopole absolu de deux sortes d'annonces. C'est à lui que s'adressent tous les gens qui cherchent un emploi et tous ceux qui cherchent un employé. Tous les jours deux cents laquais, valets de chambre, domestiques,

bonnes, cuisinières, etc., demandent une place par la voie du *Times*, et tous les jours aussi deux cents personnes demandent dans les colonnes parallèles un domestique, une bonne, un commis, une institutrice. Ces annonces, qui n'ont chacune que deux lignes, trois au plus, constituent un des plus beaux revenus du *Times*, parce qu'elles doivent approcher du chiffre de cent mille par an. L'autre spécialité est plus étrange encore. La quatrième colonne de la première page du *Times* est en quelque sorte une poste aux lettres supplémentaire. C'est un moyen de correspondre sans rompre l'anonyme et sans savoir l'adresse des gens. Il ne se passe guère de jours sans que quelque femme abandonnée ou quelque famille attristée n'adresse, par la voie du *Times*, un appel à un époux fugitif, à un fils indocile, à une fille en route pour quelque Gretna-Green continental[1]. Toutes les

1. Voici quelques annonces que nous traduisons du *Times*, du 3 juin 1857 :

William Wishart est instamment prié de revenir chez lui immédiatement.

Laura. — L'obstacle prévu s'est malheureusement élevé. Avant peu, je l'espère, je pourrai vous revoir.

A. E. R. — L. R. a trouvé une place. Il faut de l'argent. L'affaire de l'école est entièrement réglée pour le 25. P. C. espère que vous serez de retour d'ici là. Adresse ordinaire.

A. J. M. — E. S., M., et S. vont aussi bien qu'on peut l'espérer,

lettres de l'alphabet s'appellent, se supplient et se menacent réciproquement par la voie de cette quatrième colonne. En 1852, pendant près de trois mois, nous y avons vu chaque semaine « une colombe qui n'avait plus qu'une aile » implorer à grands cris le « retour du ramier qui devait la protéger. »

Jusqu'en 1854, les annonces ont été soumises à un droit de 1 shilling 6 pence ou 1 fr. 80 cent., dont l'abolition fut votée dans la session de 1853[1]. Ce droit, dont le montant était compris dans le coût de l'annonce, ne pesait en apparence que sur le public :

considérant le chagrin que leur a causé l'absence prolongée de J. M. Quand auront-ils le plaisir de le voir?

MA CHÈRE SŒUR. — Si je n'ai pas le bonheur de vous trouver chez vous aujourd'hui, ÉCRIVEZ-MOI à quel moment je pourrai avoir demain le plaisir de vous voir. Toujours à vous fidèlement. 2 juin 1857.

M. GEORGE GREEN, récemment à Brigthon, est instamment et amicalement supplié de revenir ou d'écrire immédiatement à sa femme ; sa longue absence causant beaucoup de chagrin et d'inquiétude à sa femme et à ses parents.— A. G., Camdentown.

Si ceci tombe sous les YEUX de F. B., qui a quitté sa maison le 13 mai, il est très-instamment prié de revenir au sein de sa famille désolée ; l'affaire est arrangée, et le malheur qu'il prévoyait peut être détourné, pourvu qu'il revienne immédiatement.

1. Les journaux étaient tenus d'acquitter jour par jour le droit sur les annonces ; ils devaient, en faisant leurs versements, remettre aux employés du bureau du Revenu deux exemplaires de leur numéro, pour servir de moyen de vérification et de pièces de conviction en cas de fraude.

il n'en était pas moins funeste aux journaux, parce qu'il portait à 2 shillings 1/2, c'est-à-dire à plus de 3 francs, le prix d'une annonce de deux lignes, et qu'il empêchait ainsi les petites bourses de recourir fréquemment à la publicité. En outre, quand les annonces sont si coûteuses, le public ne se borne pas à en faire moins souvent, il cherche avec raison à tirer le meilleur parti possible de sa dépense; et il ne porte ses annonces qu'aux journaux qui sont le plus répandus et où il est assuré qu'elles seront lues par un plus grand nombre de personnes. Il en résulte qu'un journal qui se fonde ne doit compter sur aucune annonce avant d'avoir prouvé sa vitalité par plusieurs années d'existence, et d'avoir acquis une certaine popularité; encore ne doit-il espérer que le superflu des autres journaux. Il ne faut pas être grand calculateur en effet pour s'apercevoir qu'une annonce de 3 francs mise dans un journal où elle a chance d'être lue par cinq mille personnes, et dans un journal qui a trente mille lecteurs, coûte en réalité six fois plus cher dans le premier que dans le second. Par conséquent, toute personne qui n'aura qu'une seule annonce à faire la portera au journal qui a la clientèle la plus nombreuse. C'est ainsi que le droit sur les annonces a, pendant sa durée, contribué puissamment à créer l'espèce de monopole dont le *Times* est investi.

Les journaux anglais ont à supporter des frais énormes : il serait trop long de les énumérer tous, et nous devrons nous borner à en indiquer les principaux. Nous rencontrons en premier lieu les frais préalables, et d'abord le droit sur le papier, qui, tout modique qu'il soit en apparence, n'en constitue pas moins un impôt fort lourd pour les journaux, à cause des quantités de papier considérables qu'ils consomment. Ce seul droit sur le papier est pour le *Times* une charge de 1500 francs par jour ou de 400 000 francs par an. Vient ensuite le timbre, qui fait office de droit de poste et qui s'élève à 1 penny, c'est-à-dire à 10 centimes par numéro. Comme ces deux impôts s'acquittent en quelque sorte journellement et d'avance, ils exigent de la part des journaux un fonds de roulement considérable qui est un premier obstacle à la multiplication des feuilles quotidiennes. Il est juste cependant de remarquer que le *Times* est presque seul à faire timbrer directement son papier, et que les autres journaux achètent habituellement leur papier tout timbré, en sorte que c'est le marchand de papier qui fait les avances.

L'inconvénient le plus grave des charges que nous venons d'énumérer est de nécessiter une mise de fonds considérable ; mais ce que le journal verse chaque matin au Trésor, sous la forme de droit de timbre et de taxe sur le papier, lui est remboursé dans la jour-

née par le public. Il est d'autres frais bien plus onéreux, qui sont invariables de leur nature, et que le journal doit supporter également, soit qu'il n'imprime qu'un seul numéro, soit qu'il ait plusieurs milliers d'acheteurs : ce sont les frais de rédaction et d'impression. Ces frais se sont démesurément accrus depuis quelques années. Nous savons ce que le *Public Advertiser* coûtait de rédaction en 1773, un an après la dernière lettre de Junius ; la dépense totale, en y comprenant bien des faux-frais, ne s'élevait pas tout à fait à 20 000 francs par an, dont 2500 pour frais de traduction des nouvelles étrangères, 350 francs d'abonnements aux journaux étrangers, et 5 à 600 francs d'abonnements aux journaux anglais. Cependant le *Public Advertiser* était un journal bien fait pour le temps et en grande réputation. Cinquante ans plus tard, en 1821, les seuls frais d'impression et de tirage du *Chronicle* montaient à 1500 francs par semaine, c'est-à-dire au quadruple des dépenses de toute sorte du *Public Advertiser* de 1773. A la même époque, les dépenses annuelles d'une feuille du soir étaient de 150 000 francs ; celles d'une feuille du matin, même avec la plus stricte économie, ne pouvaient se réduire au-dessous de 225 000 francs, et un journal de premier ordre, désireux de conquérir ou de garder la faveur publique, devait compter sur une dépense de 350 000. Les déboursés pour les

nouvelles extérieures se réduisaient pourtant alors à un abonnement de 3000 francs payé aux employés de la poste, qui recevaient en avance les feuilles étrangères, et en fournissaient à chaque journal l'analyse et des extraits tout traduits. Tous ces chiffres sont aujourd'hui de beaucoup dépassés. Un journal du matin emploie maintenant un premier et un second prote, un metteur en pages spécial pour les annonces, trois premiers et trois seconds correcteurs, de quarante-cinq à cinquante compositeurs en titre (le *Times* en a cent dix) et huit ou dix suppléants, un mécanicien en chef, un aide-mécanicien, quinze ou dix-huit personnes pour le service de la machine à vapeur et des presses. La composition, l'impression, le tirage, en un mot la préparation matérielle du journal, reviennent en moyenne à 5000 francs par semaine, c'est-à-dire à plus de 250 000 francs par an.

Nous devons ranger au nombre des dépenses éventuelles dont il n'est pas possible d'indiquer le chiffre approximatif, l'acquisition des publications officielles et les abonnements aux feuilles de l'étranger, des colonies et de la province. M. Hunt[1] évalue à cent cinquante le nombre des feuilles qu'un journal est obligé de recevoir, et comme nous pourrions citer tel

1. *The fourth Estate*, tome II, p. 201. M. Hunt était le principal rédacteur du *Daily News*.

journal français qui en reçoit trois ou quatre fois autant, ce chiffre est loin d'être exagéré. Les frais de poste pour les lettres et les missives des correspondants, les dépêches télégraphiques, s'élèvent chaque mois à une somme importante. Souvent il est nécessaire d'employer un courrier pour devancer la poste ou pour l'atteindre. Un rédacteur du *Times*, en février 1848, a traversé le détroit dans une barque non pontée, pour porter plus tôt à Londres la nouvelle de la révolution accomplie à Paris. Lorsque une réunion importante a lieu en province, lorsqu'un personnage politique de premier ordre doit prendre la parole, on est obligé de recourir à un train spécial. Lors de l'élection de M. Hudson à Sunderland, le rédacteur de l'un des journaux de Londres traversa deux fois l'Angleterre en quinze heures, pour aller entendre et sténographier le discours du *roi des chemins de fer*. La dépense d'un train spécial, quand elle doit être supportée par un seul journal, s'élève à 1200 francs. Ce sont là de lourdes charges, et nous n'avons encore rien dit du personnel de la rédaction.

A la tête de la rédaction est l'*éditeur* ou rédacteur en chef, qui est responsable vis-à-vis de la loi de tout ce qui s'imprime, qui représente le journal dans ses relations avec les hommes politiques et avec le public, et qui seul est en rapport immédiat avec les pro-

priétaires, quand il n'est pas propriétaire lui-même. Sa fonction est de régler chaque jour la composition du journal, de décider des matières qui seront traitées et de désigner les écrivains qui les traiteront, de revoir les articles politiques, rarement d'écrire lui-même. Le traitement d'un éditeur varie de 25 à 40 000 francs, selon l'importance et les ressources des journaux. Au second rang vient le *sous-éditeur*, qui est chargé de tous les détails, qui lit et dépouille les journaux de la capitale et de la province, qui fait pour le gros du journal ce que fait l'éditeur pour les articles politiques, c'est-à-dire qui revoit la *copie*, la corrige, l'abrége, s'il y a lieu, et la classe. Dans plusieurs journaux, cette tâche laborieuse est partagée entre deux personnes. Un rédacteur spécial, sous le titre de *sous-éditeur étranger*, est chargé de parcourir et d'extraire les journaux étrangers, de lire et de reviser les dépêches des correspondants, et de les classer par ordre d'importance en élaguant tout ce qui est dépourvu d'intérêt. Le traitement du sous-éditeur varie de 12 à 15 000 francs. C'est là l'état-major du journal; mais l'éditeur seul connaît les écrivains auxquels il demande les articles politiques, leur nom n'est jamais prononcé dans les bureaux ni écrit sur les livres. Ils sont rétribués à tant par article, et la dépense de ce seul chapitre ne peut s'évaluer à moins de 40 à 50 000 francs par an. Les comptes rendus

des deux chambres exigent un chef de la sténographie à 12000 francs par an, et quinze sténographes à 8000. Les comptes rendus des douze ou quinze juridictions de l'Angleterre, confiés d'ordinaire à autant d'avocats, coûtent un millier de francs par semaine, hormis pendant les vacances des cours. Il y a encore les assises de province et les quinze tribunaux de simple police. Quelques journaux y attachent des rédacteurs spéciaux; d'autres se contentent de ce qui leur est apporté par les coureurs de nouvelles à deux sous la ligne. On voit que la partie judiciaire du journal exige à elle seule toute une armée. La plupart des jurisconsultes célèbres de l'Angleterre ont commencé par être attachés comme rédacteurs à l'un des grands journaux. Le dernier rédacteur important que nous rencontrions est le rédacteur de la Bourse, qui a au moins 10000 francs de traitement. Deux rédacteurs spéciaux sont en outre attachés aux deux grands marchés de Mark-Lane et de Mincing-Lane, et une petite dépense est aussi nécessaire pour se procurer exactement et de bonne heure les relevés des marchés secondaires, c'est-à-dire des marchés aux bestiaux, aux fourrages, à la viande, au poisson, aux légumes, au charbon. Mentionnons en dernier lieu les rédacteurs tout à fait subalternes qui sont chargés des théâtres, des concerts, des courses et des expositions artistiques.

Cette liste formidable du personnel, et par conséquent des dépenses d'un journal, est loin d'être épuisée, car nous n'avons pas dit encore un mot des correspondances. La malle de l'Inde a été une des plus lourdes charges des journaux anglais, à qui elle a coûté jusqu'à 250 000 francs par an. Il y a quelques années, le *Times*, outre un traitement annuel de 2500 francs, donnait plus de 2000 francs par voyage à un courrier, à la condition de faire en soixante-seize heures le trajet de Marseille à Calais, et d'apporter ainsi, avec quelques heures d'avance sur la poste, un sommaire en dix lignes de la malle de l'Inde. Cette dépense se renouvelait tous les mois, et s'ajoutait à toutes celles qu'entraînait le courrier ordinaire. L'achèvement des chemins de fer français et l'établissement du télégraphe électrique auront pour effet de diminuer beaucoup tous ces frais. Au premier rang par l'importance, après la malle de l'Inde, est la correspondance de Paris, qui, avec toutes les dépenses accessoires, coûte de 25 à 30 000 francs par an. Outre le correspondant ordinaire, chaque journal avait autrefois à Paris une personne chargée de recueillir jusqu'à l'heure de la poste les débats des chambres françaises. Des correspondants sédentaires sont établis à Berlin, à Vienne, à Naples, à Rome, à Madrid et à Lisbonne. Ils sont envoyés d'Angleterre aux lieux où ils doivent résider, et leur traitement varie de 4 à

6000 francs par an. Un journal doit en outre se procurer un correspondant dans chacune des localités suivantes : Hambourg, Malte, Athènes, Constantinople, Bombay, Hong-kong, Singapore, New-York, Montréal, la Jamaïque. Il faut également entretenir un agent à Boulogne pour les dépêches françaises, à Alexandrie pour la malle de l'Inde, à Boston et à Halifax pour les nouvelles des États-Unis et du Canada. Comme la malle des États-Unis part de New-York et fait escale à Boston et à Halifax, on expédie dans ces deux villes, par le télégraphe électrique, les nouvelles arrivées après son départ. Malgré ce grand nombre de correspondants, chaque fois qu'une révolution ou une guerre éclate dans un pays, qu'un événement considérable doit s'accomplir dans une ville, que des fêtes extraordinaires ou de grandes manœuvres sont annoncées, on ne manque jamais d'y envoyer un correspondant spécial. Enfin, pour avoir promptement la nouvelle de tous les arrivages et des sorties des bâtiments, les mouvements des escadres, les promotions dans la marine, les journaux ont un correspondant attitré dans les douze ou quinze ports principaux d'Angleterre, et spécialement à Douvres, à Southampton et à Liverpool. En résumé, on ne saurait évaluer à moins de 150 000 francs la dépense totale des correspondances ; ajoutez-y 250 000 francs pour frais d'impression et de tirage,

et de 250 000 à 300 000 francs pour la rédaction proprement dite, et vous arriverez au chiffre énorme de 700 000 francs, indépendamment du droit sur le papier et du timbre.

En présence de pareils chiffres, on cesse de s'étonner du petit nombre des journaux anglais. La nécessité de réunir un capital de plus d'un million avant de songer à la publication d'un seul numéro, la perspective de voir la plus grande partie de ce capital absorbé en quelques mois par les frais de premier établissement et les dépenses courantes, la difficulté de rassembler un personnel qui ne soit point au-dessous de sa tâche, sont autant d'obstacles de nature à arrêter ceux qui voudraient s'aventurer dans la carrière périlleuse du journalisme. On peut regarder les journaux actuellement existants comme en possession d'un véritable monopole, jusqu'au jour où la suppression du timbre et du droit sur le papier viendra modifier cet état de choses. Aussi est-ce à peine si, depuis le commencement du siècle, deux ou trois tentatives ont été faites pour créer des journaux politiques nouveaux. De 1825 à 1830, on vit un journal, fondé dans la pensée de faire concurrence au *Times*, se transformer plusieurs fois et devenir successivement le *Jour* (*the Day*), le *Nouveau Times*, le *Journal du Matin*, sans obtenir, sous aucun de ces titres, la faveur publique et les moyens d'exister.

Vers la même époque, Murray, le célèbre libraire, qui était en relations avec tous les littérateurs du temps, crut qu'avec le concours des auteurs les plus en vogue il ne pouvait manquer d'éclipser tous les journaux : il fonda à grands frais le *Representative*, qui comptait M. Disraëli parmi ses actionnaires et sans doute parmi ses écrivains. M. Murray abandonna la partie au bout de quelques mois, après avoir perdu près de 400 000 francs. Quelques années plus tard, vers 1836, des écrivains radicaux essayèrent de transformer le *Public Ledger* en un journal politique à grand format auquel ils donnèrent le nom de *Constitutionnel*. Au bout de quelques mois, il fallut renoncer à cette tentative, qui coûta 150 000 francs à ses auteurs. Depuis l'apparition du *Morning Advertiser*, en 1793, un seul journal a su triompher de tous les obstacles et se faire une place dans la presse : c'est le *Daily News*, qui date de 1846, et qui a par conséquent onze années d'existence.

Plusieurs des écrivains qui ont fondé le *Daily News* avaient appartenu précédemment au *Chronicle* : ils avaient donc la pratique du métier, et, malgré quelques erreurs coûteuses, ils évitèrent la plupart des fautes qui font échouer les entreprises nouvelles. Le *Daily News*, à ses débuts, parut sur huit pages, et tout à fait sur le même pied que les journaux du

matin : seulement, comme il avait besoin de se faire connaître et de conquérir la popularité, il déploya une grande activité et fit de véritables tours de force. Ainsi, lors de la fameuse séance dans laquelle sir Robert Peel développa son plan financier et proposa l'abolition des *corn-laws*, le ministre ne finit de parler qu'entre deux heures et demie et trois heures du matin, et à cinq heures le *Daily News* se vendait dans Londres, contenant *in extenso* le discours du premier ministre; à huit heures, il arrivait à Bristol et à Liverpool par des convois spéciaux; à midi, il était en Écosse, et le lendemain, à dix heures du matin, il arrivait à Paris : le chemin de fer du Nord ne marchait pas encore. Une pareille célérité dans l'impression et la distribution d'un journal était encore sans exemple. Au bout de six mois, quand le *Daily News* eut constaté sa vitalité et montré ce qu'il pouvait faire, il se réduisit tout d'un coup à quatre pages très-compactes, et il se vendit deux pence et demi ou cinq sous. C'était tout ce qu'il en coûtait pour lire les autres journaux dans les cabinets de lecture de la Cité. Le *Daily News* prétendait donner à moitié prix un journal complet : il essayait d'accomplir en Angleterre la révolution qui s'était opérée dans la presse française douze ans auparavant. Ce dessein, hautement avoué, souleva contre le nouveau journal une véritable tempête qui servit à le populariser. Le

Times entreprit de démontrer, par des calculs, que la tentative du *Daily News* devait conduire promptement ce journal à la ruine. Le *Daily News* sembla le reconnaître lui-même lorsque, le 27 janvier 1847, il se mit à trois pences ou six sous. Il lutta courageusement à ce prix pendant deux ans, et, par l'attrait du bon marché, il arriva à avoir un moment jusqu'à vingt-trois mille lecteurs; mais il ne put se soutenir plus longtemps, faute d'une clientèle d'annonces suffisante, et il dut renoncer à sa tentative. Une circonstance qui avait servi ses débuts contribua à sa défaite. Au moment où naissait le nouveau journal, une lutte acharnée était engagée entre le *Times* et le *Herald*. A la suite d'explorations laborieuses, par des sacrifices d'argent considérables et à force de persévérance, le *Times* avait réussi à accomplir ce que le gouvernement anglais n'avait pu faire : il avait organisé un service mensuel de dépêches entre l'Inde et l'Angleterre, par la voie de Suez et d'Alexandrie. Pour alléger le poids d'une dépense qui s'élevait à 250 000 francs par an, le *Times* s'engagea à communiquer ses nouvelles en temps utile au *Chronicle* et au *Post*, à la condition qu'ils supporteraient leur quote-part des frais. Le *Herald* fut exclu de cet arrangement. Le propriétaire du *Herald*, homme entreprenant et actif, résolut non-seulement d'avoir des courriers comme le *Times*, mais même de gagner de

vitesse ses rivaux. Assuré de la bienveillance du gouvernement français, il organisa de Marseille à Boulogne un service de relais de poste; il acheta en outre à la Compagnie Commerciale de la navigation à vapeur le meilleur de ses bateaux à vapeur, l'*Ondine*, qui eut ordre de stationner dans le port de Boulogne, de sortir en rade à marée basse et de chauffer jour et nuit, afin d'être toujours prête à transporter en Angleterre, contre vent et marée, les dépêches de l'Inde dix minutes après leur arrivée à Boulogne. Grâce à ces moyens extraordinaires, le *Herald* eut plusieurs fois la bonne fortune de devancer le *Times* pour les nouvelles de l'Inde; mais comme une seule administration ne pouvait supporter de si lourdes charges, il avait mis le *Daily News* de moitié dans la dépense. Ce fut un grand avantage pour le nouveau journal de trouver une organisation toute prête, et les victoires du *Herald* lui profitèrent autant qu'à son allié; mais le *Times*, qui avait surtout à cœur de détruire le *Daily News*, comme représentant du journalisme à bon marché, ouvrit des négociations avec le *Herald*. Un jour, le *Daily News* reçut les épreuves de la malle de l'Inde trop tard pour en faire usage, et trouva le lendemain dans le *Times* et le *Chronicle* les mêmes nouvelles que dans son associé. Le mois suivant, les courriers du *Times* ayant eu l'avantage, le *Times* communiqua fraternellement une épreuve au *Herald*,

et le *Daily News* parut seul sans nouvelles de l'Inde. La défection du *Herald* était manifeste ; elle eut pour conséquence une rupture. Le *Daily News*, au lieu de lutter à deux contre trois, se trouvait désormais seul contre quatre. Dans ces conditions, il lui fut impossible de conserver ses prix : le 1er février 1849, il reprit le format de huit pages et se mit à dix sous comme les autres journaux. Dès lors, la coalition qui s'était formée contre lui n'avait plus d'objet ; ses adversaires lui ouvrirent leurs rangs et cessèrent une guerre onéreuse pour tous. Aucune tentative pour fonder un grand journal n'a eu lieu depuis le *Daily News*.

Si nous sommes entrés dans ces détails, peut-être un peu minutieux, sur l'organisation intérieure des journaux anglais, c'est afin de montrer au prix de quels efforts et de quels sacrifices ils se disputent les lecteurs. Au fond, l'idée qui anime les écrivains anglais, c'est qu'un journal est avant tout le serviteur du public, et qu'il ne mérite de vivre qu'à la condition d'être utile. Éclairer et renseigner ceux dont il a obtenu la confiance, rassembler avec exactitude et activité tout ce qui peut instruire, distraire ou servir le lecteur ; porter à sa connaissance toutes les nouvelles, tous les faits, tous les documents qui peuvent le guider dans ses plaisirs ou ses affaires : tels sont les devoirs qu'un journal anglais s'impose vis-à-vis du

public. Ce n'est donc point à tort que le peuple anglais aime et honore la presse, et met sa liberté au rang d'un besoin national. L'estime et l'influence qu'il lui accorde sont le prix mérité d'incontestables services.

CHAPITRE IX.

La législation sur le timbre. — Fraudes nombreuses. — Le *London Dispatch*. — Abaissement du timbre en 1836. — Ses conséquences. — Action combinée du timbre et du droit sur les annonces. — Développement du *Times*. — Réclamation des journaux. — Abolition du timbre. — Création de journaux à bon marché.

L'histoire de la législation sur le timbre fait nécessairement partie de l'histoire de la presse. Nous ne saurions par conséquent nous borner à mentionner la transformation d'un impôt dont l'établissement avait exercé une influence si prompte et si sérieuse sur les journaux du temps. Établi, comme nous l'avons vu, en 1712, et appuyé par les pénalités les plus rigoureuses, cet impôt avait été continuellement éludé par les imprimeurs et les journalistes; néanmoins il fut un des premiers impôts que Pitt aggrava, lorsqu'il entreprit de rétablir les finances anglaises. Cet impôt devint alors tellement lourd, que

la tentation de le frauder fut irrésistible pour les imprimeurs, dès qu'ils eurent la perspective d'une vente assez considérable. La révolution de juillet en France et le bill de réforme en Angleterre, en répandant une vive agitation dans tous les esprits, donnèrent une grande impulsion à la presse; le parti radical, qui se croyait triomphant, redoublait d'efforts, et inondait l'Angleterre de ses publications. Des hommes entreprenants imprimèrent journaux et brochures sur des feuilles non timbrées, les firent crier par les rues, distribuer à domicile, et, comme le droit sur chaque numéro de journal était alors de 4 pence ou 40 centimes, ils pouvaient, malgré des frais de toute sorte, donner leurs journaux à des prix trois ou quatre fois moindres que ceux des publications légales, et ils en vendaient un nombre prodigieux. En 1831, la vente d'un journal hebdomadaire de principes tout à fait révolutionnaires, le *London Dispatch*, qu'un écrivain radical, nommé Hetherington, rédigeait et vendait lui-même, et dont le prix avait été fixé à 4 sous seulement, atteignait le chiffre de 25 000 exemplaires par semaine. On évaluait à 150 000 feuilles par semaine la vente des publications non timbrées; des gens passionnés se faisaient un point d'honneur de favoriser la fraude, et, pendant quelques années, ce fut une lutte acharnée entre les adversaires du timbre et la police. Dans les trois

premières années du ministère de lord Grey, il y avait eu 509 poursuites pour vente de journaux non timbrés ; il y en eut 219 dans la seule année 1835, et ce nombre s'accrut encore en 1836. L'impuissance du gouvernement à réprimer la fraude était d'autant plus manifeste, qu'il y avait alors en vigueur, suivant une remarque de M. Hume, dix-neuf lois ou parties de lois contre les imprimeurs, éditeurs et vendeurs de journaux non timbrés. Le ministère anglais prit le sage parti d'abaisser l'impôt du timbre de 40 cent. à 10 ; les journaux quotidiens diminuèrent aussitôt leur prix de tout ce qu'ils ne payaient plus au timbre, et avec cette réduction considérable disparut la différence de prix, qui seule faisait vivre les publications non timbrées. La fraude cessa d'exister dès qu'elle n'eut plus pour elle la séduction du bon marché.

La loi qui réduisait l'impôt du timbre fut mise en vigueur le 15 septembre 1836 ; elle eut pour conséquence immédiate un accroissement considérable dans la vente des journaux. Du 5 octobre 1835 au 5 avril 1836, les journaux avaient fait timbrer 14 874 652 feuilles ; du 5 octobre 1836 au 5 avril 1837, ils en firent timbrer 21 362 148. L'augmentation immédiate fut donc d'environ 50 pour 100. Aussi la perte du Trésor, qu'on avait évaluée aux trois quarts de l'impôt perçu en 1835, ne fut-elle que d'un peu plus de moitié, et ne tarda-t-elle pas à être entièrement cou-

verte. En effet, le nombre des journaux s'accrut, et la circulation s'en développa dans une proportion bien plus forte encore. Dans l'année 1842, les seuls journaux anglais firent timbrer 50 088 175 feuilles. En 1848, voici quel a été le nombre des timbres délivrés aux journaux :

	Timbres à 10 cent.	Timbres à 5 cent.
Angleterre....	67 476 768	8 704 236
Écosse.......	7 497 064	176 854
Irlande.......	7 028 956	44 702

Le timbre, quoique réduit à 10 centimes, continuait de faire office de droit de poste, et conférait aux journaux le droit de circuler gratuitement dans l'étendue des trois royaumes. Le législateur avait voulu que l'impôt se justifiât par sa modicité et par le privilége qu'il emportait avec lui. Néanmoins, les propriétaires de journaux ne se tinrent pas pour satisfaits. Ils prétendirent que l'assujettissement de leurs feuilles au timbre n'était de la part du gouvernement qu'un expédient financier, un procédé simple, expéditif et économique de percevoir le droit de poste. Le timbre n'étant au fond que la rémunération d'un service, ne pouvait équitablement être perçu que quand ce service était réellement rendu. S'il était juste de soumettre au timbre les numéros expédiés en province et que le gouvernement se chargeait de transporter

gratuitement, il était abusif de contraindre les journaux à faire timbrer les numéros qu'ils vendaient dans Londres et qu'ils faisaient transporter à leurs frais, sans recourir aux malles. Les réclamations furent d'autant plus vives que la diminution du timbre avait été loin de produire pour la plupart des journaux les avantages qu'ils en avaient attendus. En effet, si, en 1836, tous les journaux sans exception avaient vu le cercle de leurs lecteurs s'étendre, cette augmentation n'avait pas tardé à faire place à un mouvement en sens contraire, ainsi que cela résulte du tableau suivant, qui présente le nombre des feuilles que chacun des journaux quotidiens de Londres a fait timbrer de 1837 à 1850. Ces chiffres, puisés aux sources officielles, établissent qu'à partir des années 1843 ou 1844, tous les journaux, à deux exceptions près, ont vu décroître régulièrement leur publicité. L'*Advertiser*, qui n'a point perdu, doit ce privilége à sa position toute spéciale, qui lui ouvre tous les restaurants et toutes les tavernes. Quant au *Times*, il a vu quadrupler sa clientèle.

ANNÉE.	TIMES.	ADVERTISER.	DAILY NEWS.	HERALD.	CHRONICLE.	POST.	GLOBE.	SUN.	STANDARD.	TOTAL.
1837	3 065 000	1 380 000	—	1 928 000	1 940 000	735 000	864 000	794 000	1 330 000	12 036 000
1838	3 065 000	1 565 225	—	1 925 000	2 750 000	875 000	920 000	1 344 000	1 075 000	13 519 220
1839	4 300 000	1 535 000	—	1 820 000	2 028 000	1 006 000	900 000	1 231 000	1 030 000	13 850 000
1840	5 060 000	1 550 000	—	1 956 000	2 075 500	1 125 000	997 800	1 281 000	1 040 000	15 084 500
1841	5 650 000	1 470 000	—	1 630 000	2 079 000	1 165 210	1 069 000	1 225 000	1 025 000	15 313 210
1842	6 305 000	1 445 000	—	1 559 500	1 918 500	1 195 025	1 101 050	1 173 000	1 000 000	15 697 075
1843	6 250 000	1 534 000	—	1 516 000	1 784 000	1 900 000	918 125	1 098 000	920 000	16 950 000
1844	6 900 000	1 415 000	—	1 608 070	1 628 000	1 002 000	875 000	868 000	867 000	16 163 070
1845	8 100 000	1 440 000	—	2 018 025	1 554 000	1 200 500	852 000	1 098 500	846 000	16 709 025
1846	8 950 000	1 480 000	3 520 500	1 752 500	1 356 000	1 450 500	764 000	1 104 000	780 000	21 067 500
1847	9 205 230	1 500 000	3 477 000	1 510 000	1 233 000	990 100	690 000	909 000	659 000	20 173 830
1848	11 025 000	1 538 000	3 530 638	1 335 000	1 150 304	964 500	720 000	893 000	652 000	21 809 254
1849	11 300 000	1 528 200	1 375 000	1 147 000	937 500	905 000	630 000	873 000	539 000	19 234 700
1850	11 900 000	1 549 843	1 152 000	1 139 000	912 547	828 000	585 000	834 500	492 000	19 391 843

Ce tableau prouve irrécusablement deux faits : le premier, c'est que les feuilles annuellement envoyées au timbre se sont élevées, en quatorze ans, de douze millions à dix-neuf, et que la publicité générale s'est par conséquent accrue de 50 pour 100 ; le second, c'est que le nombre total des lecteurs ayant augmenté, et tous les journaux, sauf un seul, ayant perdu des leurs, le journal favorisé a dû bénéficier non-seulement de l'accroissement régulier des lecteurs, mais aussi de tout ce que ses confrères ont perdu. On pouvait donc dire que le *Times*, qui avait déjà la plus grosse part des annonces, tendait à absorber graduellement toute la masse abonnable, et prévoir qu'il demeurerait seul le jour où ses empiétements ne laisseraient plus aux autres journaux qu'une clientèle insuffisante à couvrir leurs frais. Cette hypothèse serait devenue un fait, si les journaux anglais ne pouvaient compter que sur la vente de leurs numéros, et si les annonces ne leur donnaient les moyens d'exister. Aussi le principal sujet d'alarme des concurrents du *Times* était-il moins la diminution du nombre de leurs lecteurs que le dépérissement de leurs annonces. Il suffit de feuilleter la collection d'un journal anglais dans les dernières années pour se convaincre que l'espace occupé par les annonces allait toujours diminuant. On peut tirer encore de tous ces faits cette conclusion, bonne à méditer pour les législateurs et

les écrivains, que partout où des taxes, comme l'impôt sur les annonces et le timbre, rendent la publicité coûteuse, les annonces, et avec elles les recettes, les moyens d'amélioration, la possibilité des sacrifices, vont où se trouve la publicité la plus grande; que par contre-coup les abonnés prennent le même chemin que les annonces, et qu'il en résulte, au profit du journal dominant, un monopole que chaque jour fortifie. Supposez le droit sur les annonces établi en France, ce qui est arrivé en Angleterre au *Times* serait, entre des mains habiles, advenu soit au *Constitutionnel*. soit au *Siècle*.

D'après ce qui précède, on sera tenté de croire que le *Times* a dû voir de mauvais œil les deux actes parlementaires qui, en 1853 et 1854, ont aboli le droit sur les annonces et assimilé complétement le timbre à un droit de poste, en exemptant les journaux de l'obligation de faire timbrer les numéros qu'ils ne mettent pas à la poste. Il n'en est rien pourtant. La suppression du droit sur les annonces, en réduisant des deux tiers ou de moitié le prix des annonces de deux à cinq lignes, en a prodigieusement accru le nombre, et cette multiplication profite à tout le monde. Quant au timbre, après avoir favorisé les envahissements du *Times*, il avait fini par y mettre obstacle en rendant onéreux pour ce journal l'excès de la prospérité. Pour suffire aux annonces qui af-

fluaient de toutes parts, le *Times* s'était mis à publier régulièrement des suppléments de quatre et même de huit pages, entièrement remplis d'annonces. Mais ces suppléments étant assujettis au timbre comme le journal lui-même, il en résultait que la dépense augmentait avec le nombre des exemplaires : au delà d'un certain chiffre, les frais croissants de papier, de tirage et de timbre dépassaient le produit des annonces qui était invariable, quelque fût le nombre des numéros imprimés ; les suppléments cessaient de donner des bénéfices et donnaient même de la perte. Le *Times* en était là depuis le jour où il avait dépassé le chiffre de 35 000 abonnés. Pour ne pas décourager sa clientèle d'annonces, et ne pas la faire refluer vers les autres journaux, il ne voulut pas renoncer à ses suppléments, mais il se réduisit à n'en publier que trois fois par semaine. Ces suppléments qui, tirés à dix mille exemplaires, auraient représenté un revenu énorme, coûtaient au journal plus qu'ils ne lui rapportaient. La mesure législative qui, en modifiant le timbre, en exempte les suppléments entièrement consacrés aux annonces, a donc profité au *Times* plus qu'à tout autre journal, puisqu'elle a rouvert pour lui une veine de bénéfices que l'impôt avait tarie. Aussi le *Times* publie-t-il maintenant tous les jours un supplément de quatre à huit pages d'annonces.

Il n'est pas encore possible d'apprécier l'influence que la suppression du droit sur les annonces a pu exercer sur les journaux anciennement fondés ; il est incontestable cependant que cette influence s'est traduite pour quelques-uns par un accroissement de revenu qui leur a permis de plus grands efforts. L'abolition du timbre a eu pour résultat la création immédiate de nouveaux journaux politiques, qui paraissent sur quatre pages seulement, et ne se vendent qu'un penny. Ces journaux qui ne s'adressent qu'aux petites bourses, et parmi lesquelles le *Morning Star* paraît seul avoir acquis quelque consistance, appartiennent naturellement à l'opinion radicale. Cette tentative nouvelle pour doter l'Angleterre d'une presse à bon marché, réussira-t-elle mieux que les précédentes? Cela n'est pas impossible, parce que la différence de prix entre les grands journaux à 40 centimes et les journaux à 10 centimes, est assez grande pour créer un public aux nouvelles feuilles ; mais il y a aussi bien des raisons pour que cette entreprise avorte, et nous les expliquerons en discutant le prix de revient des journaux.

Si nous passons maintenant aux recettes qui doivent couvrir les prodigieuses dépenses des journaux anglais, nous ne trouverons que deux sources de revenu à signaler, les annonces et la vente des numéros. Il nous est impossible, on le comprend sans

peine, d'évaluer, même approximativement, le produit que chaque journal tire de ses annonces : les éléments d'appréciation varient en effet tous les jours. Le *Times* seul, à l'occasion d'une polémique sur le timbre, a laissé échapper quelques chiffres sur lesquels il est possible d'établir des calculs. Ce journal parut le 26 mai 1851 avec un supplément ; ce jour-là il versa au Trésor public 6100 francs pour timbre, 1600 francs pour droit sur le papier, et 2200 francs pour droit sur les annonces, en tout 9900. En 1850, le même journal avait acquitté 400 000 francs pour droit sur le papier, 500 000 francs pour droit sur les annonces, et 1 670 000 francs pour timbre, en tout 2 570 000 francs, soit en moyenne 8210 francs par jour de publication. Mais le jour où le *Times* acquittait 2000 francs de droit d'annonces, il contenait de douze à treize cents annonces distinctes, et le supplément seul représentait une recette de 6750 francs. Tous les journaux de la Grande-Bretagne, pris ensemble, publient annuellement un peu plus de deux millions d'annonces ou *advertisements*. C'est un chiffre considérable et fort supérieur au nombre des annonces françaises, mais ce n'est guère que le cinquième des annonces publiées aux États-Unis, et qu'on ne saurait évaluer à moins de dix millions par an. Sur ces deux millions d'annonces, la presse de Londres peut en revendiquer 900 000, dont le

tiers à peu près appartient au *Times*. En effet, le droit attribué au Trésor étant de 1 fr. 80 cent., les 500 000 francs payés par le *Times* en 1850 représentent, en nombres ronds, 275 000 annonces, et à ne prendre que 10 francs pour prix moyen de chacune, on trouve encore que les recettes du *Times*, de ce seul chapitre, ont dû s'élever à près de 3 millions. L'année 1845, tous frais payés, y compris l'intérêt du capital, a donné au *Times* 750 000 francs de bénéfices nets; nous avons expliqué pourquoi ces bénéfices ont dû diminuer plutôt que s'accroître avec le développement excessif qu'a pris la circulation de ce journal.

La vente des exemplaires est la seconde source du revenu des journaux. Nous disons la vente, parce que l'abonnement n'est point entré dans les habitudes anglaises. C'est une dernière trace de la condition première des journaux, qui étaient faits pour être criés et vendus dans la rue. Plus d'un Anglais répugne à l'idée de s'astreindre à recevoir toujours le même journal, et à s'interdire de prendre au jour le jour la feuille qui se trouvera la mieux renseignée ou la plus intéressante. Joignez-y l'instabilité d'une partie de la population, sans cesse en voyage, et que le journal ne peut suivre dans toutes ses pérégrinations. En France, les abonnés sont servis directement par l'administration de chaque journal; en Angle-

terre, le public est obligé de s'adresser à un intermédiaire, le courtier ou vendeur de nouvelles (*newsvendor*). Le *Daily News*, à sa naissance, a essayé d'introduire le système de l'abonnement, en accordant aux personnes qui s'adressaient directement au journal une légère remise; mais cette tentative n'a point eu de résultat assez satisfaisant pour engager à y persévérer. Chaque administration renvoie à quelqu'un des courtiers toutes les demandes qui lui arrivent directement. Ce système a ses avantages et ses inconvénients. Le public, habitué à ne traiter qu'avec les courtiers, peut subir dans une certaine mesure leur influence, et le journal peut être rendu responsable d'exigences, d'irrégularités ou d'exactions qui ne sont pas de son fait. En outre, le journal ne connaît jamais le chiffre exact de sa clientèle, et ne peut asseoir sur elle des calculs certains. Il vit un peu au jour le jour, exposé à tirer un trop grand nombre d'exemplaires et à perdre timbre et papier, ou à ne faire qu'un tirage insuffisant un jour où la vente dans les rues et aux stations des chemins de fer aura pris un développement inaccoutumé; mais d'un autre côté l'intervention des courtiers dispense les journaux de frais de bureaux onéreux, simplifie considérablement leur comptabilité, et les garantit contre les non-valeurs. L'abonnement, qui, en France, se paye d'avance, ne s'acquitte en Angleterre qu'à l'expiration

du trimestre, et le courtier est responsable vis-à-vis du journal, avec lequel il règle d'ailleurs chaque jour ou plutôt chaque semaine. Les maîtres de poste faisaient autrefois l'office de courtiers, et la législation leur assurait même certains priviléges : leurs journaux étaient reçus, par exemple, jusqu'à la limite du départ. Les chemins de fer ont mis toute cette industrie de la commission entre les mains d'un certain nombre de maisons dont quelques-unes sont fort considérables, et placent annuellement jusqu'à cent millions de journaux, de revues et de brochures. Ces maisons se chargent de distribuer les journaux dans Londres, elles les font vendre au besoin dans la rue, elles les expédient en province. Le timbre de 10 centimes qui frappe les journaux anglais sert en même temps de droit de poste : il leur donne le droit de circuler gratis. Cependant le transport par la poste est l'exception au lieu d'être la règle, l'administration des postes ayant eu l'habileté de ne point contraindre le public à l'employer. Comme la poste n'apporterait les journaux du matin que dans la soirée à Liverpool, à Manchester, à Birmingham, où les négociants tiennent beaucoup à les recevoir avant déjeuner, les maisons de commission expédient les journaux par les convois du matin, et les font distribuer à domicile par leurs employés. Le chemin de fer transporte de Londres à Manchester pour 2 shillings (2 francs

50 centimes) cent livres pesant, qui représentent dix-sept cents numéros des feuilles hebdomadaires et cinq cents numéros du *Times;* les courtiers peuvent donc prendre le transport et la distribution à leur charge, sans être obligés d'augmenter considérablement le prix de l'abonnement. Dans les petites villes, où le nombre des personnes qui prennent des journaux est moins grand, il n'en est plus ainsi; et les courtiers sont souvent obligés d'ajouter un penny ou dix centimes au prix de chaque numéro, ce qui élève l'abonnement d'un sixième.

Le *Times* possède un brevet d'imprimeur, et il cède aux courtiers au prix uniforme de 30 centimes ses numéros, qui sont cotés à 40 au lieu de 50 depuis l'abolition du timbre. Les autres journaux sont imprimés et publiés sous la responsabilité d'un imprimeur patenté qui prend le nom de *publisher*, ou, comme nous dirions en français, d'éditeur ou de gérant du journal. Le *publisher* n'a d'autres fonctions que d'être responsable aux yeux de la loi. Outre la location de son brevet, il trouve la rémunération du risque qu'il court dans une retenue sur la remise faite aux courtiers, qui ne traitent qu'avec lui. Le journal passe au *publisher* chaque *quire* ou rouleau de vingt-sept exemplaires aux trois quarts du prix fort de 40 cent. Le *publisher* gagne donc un quart sur chaque numéro vendu isolément dans les bureaux

du journal, il gagne un exemplaire par *quire* sur les numéros vendus aux libraires, aux papetiers, aux petits courtiers qui en prennent moins de vingt-sept et auxquels il ne fait pas la remise entière ; enfin il prélève une légère retenue sur les grands courtiers qui prennent plusieurs rouleaux. Ceux-ci lui font à leur tour une remise sur les demandes d'abonnement qui arrivent directement à l'administration et qu'il leur renvoie. En somme, chaque numéro est passé au *publisher* à raison de 2 pence trois quarts, il est cédé aux courtiers aux environs de 3 pence, et il est vendu 4 pence au public. La remise de 20 à 25 pour 100 faite aux courtiers ne paraîtra pas trop considérable, si l'on songe que ceux-ci prennent à leur charge toutes les non-valeurs, qu'ils font l'avance de toutes les sommes représentées par la vente des numéros, puisqu'ils ne rentrent dans leurs fonds qu'à la fin du trimestre; qu'en outre ils sont obligés de faire prendre à leurs frais le journal aux bureaux, de le plier, de le mettre sous bande, de faire écrire ou imprimer l'adresse qui porte la bande, et de faire transporter le journal ainsi préparé à la poste ou au chemin de fer.

Voici, du reste, comment se décompose le prix d'un journal anglais. — Avant la diminution du timbre, le prix était pour le public de 7 pence ou 70 cen-

times. Le timbre, fixé nominalement à 40 centimes, n'en représentait en réalité que 32 à cause de la remise de 20 pour 100 qu'accordait le Trésor ; le papier à raison de 70 shillings les mille feuilles, revenait à 8 centimes la feuille, en tout 40 centimes. Le rouleau était vendu aux courtiers 13 shillings ou 53 centimes l'exemplaire, il restait donc 13 centimes par numéro pour couvrir l'intérêt du capital engagé et toutes les dépenses du journal. La loi de 1836 abaissa le timbre de 4 pence à 1, mais en supprimant toute remise. On ne tarda point à essayer d'établir des journaux à 3 pence ou 30 centimes. De ces 30 centimes, si on déduit 10 centimes de timbre, 10 centimes de papier à cause de la dimension plus grande des journaux et de la rapidité du tirage, qui exige l'emploi d'un papier solide et fortement collé, enfin 8 centimes pour la remise des courtiers, on voit qu'il reste 2 centimes par numéro pour couvrir des depenses que nous avons évaluées à 700 000 francs pour un journal établi. A un million de feuilles par an, cela ne donnerait que 20 000 francs, et nous avons vu que la plupart des journaux ne vendaient pas même un million de feuilles dans une année. Un journal était donc impossible, soit à 3 pence, soit même à 4. Ce raisonnement conserve toute sa force aujourd'hui, puisque les grands journaux ont diminué leur prix de toute la valeur du timbre qu'ils n'ont

plus à payer. Au prix actuel de 4 pence, la vente d'un million d'exemplaires ne produit encore que 120 000 francs à un journal et l'oblige à demander 600 000 francs aux annonces pour aligner les recettes et les dépenses.

Les journaux à un penny qui viennent d'être établis ne paraissent que sur une feuille simple. Le papier leur coûte 5 centimes, la remise des courtiers et les menus frais 3 autres centimes, il ne leur reste donc également que 2 centimes pour couvrir leurs dépenses fixes. Ils ne s'imposent point sans doute pour leur rédaction les mêmes sacrifices que les grands journaux ; mais comme ils ne disposent que de quatre pages au lieu de huit, ils se trouvent placés entre deux difficultés : ou bannir les annonces et n'avoir pas de recettes suffisantes, ou restreindre la matière lisible et devenir par trop incomplets pour satisfaire le lecteur. Trouveront-ils dans les classes pour lesquelles les grands journaux sont trop chers, un public assez nombreux pour attirer les annonces, assez peu exigeant pour se contenter d'une pâture moins substantielle et moins variée? Telle est la question de laquelle dépend leur sort.

Nous avions besoin d'entrer dans ce détail pour faire comprendre pourquoi dans un pays où la presse est libre et honorée, où le besoin de s'occuper des affaires publiques est universel, où l'agitation poli-

tique est dans les mœurs, les journaux ont une clientèle très-restreinte. Un journal ne peut se donner, nous venons de le démontrer, à moins de 40 centimes le numéro. A ce prix, l'abonnement d'un an revient à 125 francs à Londres et à 170 en province : or il a été dit dans l'enquête parlementaire de 1851 qu'il n'y avait pas en Angleterre une personne sur mille en état de s'imposer une pareille dépense. C'est donc merveille que les journaux quotidiens de Londres, les seuls quotidiens de la Grande-Bretagne, soient arrivés à publier entre eux tous 60 000 numéros par jour, ce qui donne un abonné par 500 âmes sur toute la population des Iles Britanniques. On peut évaluer à 38 000 la part du *Times*, à 12 000 celle des autres feuilles du matin, et à 10 000 celle des feuilles du soir. Ces chiffres ne sont point à comparer au tirage des feuilles importantes de New-York ou de Paris. Les journaux quotidiens distribuent dans Londres les deux tiers ou même les trois quarts de leurs exemplaires. Ce fait s'explique par le nombre des établissements publics, hôtels, restaurants, cafés, cabinets de lecture, clubs, qui sont dans l'obligation de recevoir des journaux : mais la presque totalité de ces exemplaires part le soir pour la province. Un nombre très-considérable de personnes ne reçoit les journaux de Londres que de seconde, de troisième et même de quatrième main. Quarante-huit heures après

sa publication, le *Times* se place encore à raison de 10 centimes le numéro. L'impossibilité de se procurer à prix réduit une feuille de Londres peut seule déterminer les gens à s'abonner aux journaux reproducteurs. Après avoir passé de main en main, et circulé de Londres à la petite ville et de celle-ci au village, les journaux ne sont pas encore au terme de leurs pérégrinations. Comme la législation accorde la transmission gratuite aux colonies des feuilles timbrées qui n'ont pas plus de huit jours de date, les courtiers reprennent ou rachètent ces journaux fatigués pour les expédier au Canada, aux Antilles ou en Australie, où s'achève leur destinée.

CHAPITRE X.

Progrès moral des journaux. — Législation sur la presse. — Le bill des six Actes. — Les mœurs et la loi. — Personnages qui ont écrit dans les journaux. — Les penny-a-liners. — Les journaux et les revues. — Statistique de la presse.

M. Knight Hunt a établi une curieuse comparaison entre les premiers numéros du *Times* et l'*Orange Intelligencer*, fondé un siècle auparavant par les partisans de Guillaume III. Le journal de 1688, publié deux fois par semaine sur une petite feuille in-quarto, est de beaucoup dépassé par le premier journal quotidien, le *Daily Courant*, de 1709, qui n'est lui-même qu'un pygmée auprès du *Times* de 1788. Celui-ci pourtant n'était pas aussi grand que ses contemporains du *Herald* et du *Chronicle*, et n'était pas la moitié de ce qu'il est aujourd'hui. L'agrandissement continuel mieux encore que la

multiplication des journaux montre quel a été d'année en année le développement de la curiosité publique, toujours plus exigeante et étendue à plus de sujets. Il marque aussi d'une façon indirecte les progrès de la puissance de la presse, dont cette curiosité générale est à la fois l'origine et le point d'appui. Ce n'est pas d'eux-mêmes que les journaux tirent leur force, mais de ce besoin universel d'informations que seuls ils peuvent satisfaire. Rendez la nation indifférente aux affaires publiques, et ni talent ni sacrifices d'aucune sorte ne pourront empêcher les journaux de languir. Il ne faut donc juger de la puissance réelle des journaux ni par leur nombre ni par la liberté dont ils jouissent. Nulle part ils ne sont plus nombreux et plus libres qu'aux États-Unis, nulle part peut-être ils n'ont moins d'influence; on a vu au contraire, en France, sous la restauration, deux ou trois feuilles lilliputiennes, sans cesse aux prises avec la censure, gouverner l'opinion publique. La presse anglaise est de nos jours celle qui a le plus de crédit sur les lecteurs auxquels elle s'adresse, aucune pourtant n'a eu à lutter contre des entraves plus fortes et une persécution plus longue.

Il y a soixante ans à peine que l'imprimeur d'un journal a subi encore à Londres la honte du pilori. A partir du commencement de la guerre d'Amérique, les poursuites contre les journaux devinrent presque quo-

tidiennes en Angleterre, et, aussitôt que le contre-coup de la révolution française se fit sentir, elles prirent un tel caractère d'acharnement, que l'un des chefs du parti whig, Sheridan, crut devoir fonder une *Société des amis de la liberté de la presse*, pour venir en aide aux journaux menacés dans leur existence. On remplirait vingt pages avec la simple nomenclature des condamnations prononcées contre les journaux anglais dans les soixante années qui se sont écoulées de 1770 à 1830. Ce sont les procès de presse qui ont fait la réputation et la fortune politique d'Erskine, de Mackintosh, de Brougham et de la plupart des hommes distingués du barreau anglais. On n'a pas oublié le bill dit des six Actes que lord Castlereagh fit voter en 1817 par le parlement. Ce bill ne contenait pas moins de six lois différentes contre la presse. En quelques mois, il peupla les prisons de journalistes; il contraignit un célèbre écrivain radical, Cobbett, à se réfugier aux États-Unis, et il réduisit toute la presse au silence. Il fut suspendu deux ans plus tard, et en vérité lord Castlereagh n'avait pas besoin de cette législation exceptionnelle, car la législation ordinaire, qui subsiste encore aujourd'hui sans modification aucune, était parfaitement suffisante pour faire la guerre aux journaux. En 1812, les deux frères Hunt avaient été condamnés à un an de prison et à une amende qui, avec les frais, s'élevait à 50 000 francs,

pour avoir imprimé dans l'*Examiner* que le *Morning Post* avait un peu outrepassé la vérité en appelant le prince de Galles, alors âgé de près de cinquante ans, un *Adonis*. En 1820, M. Francis Burdett fut condamné à trois mois de prison et à une amende de 50 000 francs, qui, avec les frais, montait à près de 80 000. Un document parlementaire constate que de 1808 à 1821, le gouvernement anglais intenta cent un procès de presse et fit condamner quatre-vingt-quatorze journalistes, dont douze à la déportation pendant sept ans et les autres à des emprisonnements plus ou moins longs. Ce n'est pas en 1821 que se termine ce martyrologe de la presse anglaise; M. Knight Hunt l'a poursuivi jusqu'en 1833, qui vit encore prononcer plusieurs emprisonnements. Il semble que, depuis cette époque, il n'y ait plus eu de poursuites ordonnées par le gouvernement. L'honneur en revient aux hommes qui ont été depuis vingt ans à la tête des affaires, mais non pas à la législation, qui n'a pas changé. Lord Palmerston disait, en 1852, à Tiverton, qu'en Angleterre tout homme pouvait exprimer librement ses opinions, quelles qu'elles fussent; le ministre aurait dû ajouter pour être sincère : « Tant qu'il convient au gouvernement de ne pas le poursuivre. » A l'école d'une longue persécution et sous le joug d'une législation rigoureuse, la presse anglaise a appris la modération et la réserve; elle apporte dans

sa polémique sur les affaires intérieures une grande mesure et beaucoup de dignité; s'abstenant de toute attaque violente contre les personnes et les institutions, elle donne à vrai dire peu de prise contre elle. L'abus inouï qui a été fait jusqu'en 1830 des poursuites judiciaires contre les journaux a mis du côté de la presse l'opinion publique, qui s'alarmerait et s'irriterait d'un retour à la violence des Liverpool et des Castlereagh. La politique a donc commandé au gouvernement de fermer les yeux sur quelques écarts accidentels, en même temps que la tolérance lui était rendue facile par la modération habituelle des journaux. Si donc il n'y a pas eu depuis quelques années de procès de presse en Angleterre, cela tient à l'état de l'opinion et aux mœurs publiques du pays, non à une législation plus libérale qu'ailleurs. Ce n'est pas, comme lord Palmerston semblait le faire entendre, que l'Angleterre concède aux opinions plus de liberté que les autres États : c'est qu'on y abuse moins de la liberté limitée, mais suffisante, qu'on y accorde. La limite imposée par les mœurs et les habitudes empêche seule de rencontrer et de voir la limite imposée par la loi.

La modération et la dignité dont la presse anglaise fait preuve en général proviennent moins encore de l'appréhension d'une législation qui sommeille que d'une juste fierté et du besoin instinctif de se relever

du plus inique des préjugés. Si le journal est influent et populaire en Angleterre, il n'en est pas ainsi du métier de journaliste, auquel s'attache encore une certaine défaveur. Tandis qu'en France on fait fracas de sa collaboration au moindre journal, en Angleterre on ne voit personne s'en faire un titre. Il faut chercher l'origine de ce préjugé contre les journalistes dans les longues persécutions que la presse a eu à subir en Angleterre. Ce ne sont pas seulement les amendes et les emprisonnements qu'on a prodigués aux écrivains de la presse, ce sont les peines afflictives et infamantes. Pendant toute la durée du XVIII[e] siècle, on vit des journalistes pendus, marqués, mis au pilori, fouettés en place publique, emprisonnés avec les criminels, etc. Les écrivains sérieux, les hommes d'un réel mérite s'écartèrent à la longue d'un métier si périlleux, et la presse demeura livrée pendant longtemps aux gens aventureux que le danger n'effrayait pas, que l'emportement de la passion, l'appât d'un salaire ou l'esprit de spéculation entraînaient souvent à la diffamation et au scandale. Dès le commencement du XVIII[e] siècle, Addison s'était plaint dans le *Freeholder* des excès de la presse ; ces excès allèrent croissant à mesure que la lutte des partis s'envenimait. Toutes les opinions montraient la même intolérance, le même oubli de toute retenue, et ne voyaient dans les journaux, au lieu d'un puissant instrument

de propagande, qu'un moyen de blesser et de déshonorer des adversaires. Il n'est pas surprenant qu'avec de telles habitudes un certain discrédit se soit à la longue attaché à la presse quotidienne, et les satires vengeresses d'Addison et de Crabbe, des moralistes et des poëtes, dûrent paraître au public la plus juste et la plus méritée des sentences.

Le coup était porté, et quand, au commencement de ce siècle, les journaux, tombés aux mains d'hommes honorables et opulents, prirent un autre ton et d'autres allures, ce ne fut que par l'appât d'appointements élevés qu'ils purent rappeler à eux les hommes de talent; mais ceux-ci, loin de songer à tirer vanité de leur collaboration, la dissimulèrent presque tous soigneusement. Les plus grands noms de la littérature et du barreau ont traversé presque incognito cette difficile école. Lord Brougham passe pour avoir continué à écrire dans les journaux lorsque sa fortune politique était déjà faite. Benjamin Disraëli a pris part à la direction d'un journal éphémère, *le Représentant*. Lord Campbell, qui occupe aujourd'hui un des siéges les plus élevés de la magistrature, a débuté par faire dans le *Morning Chronicle* les articles de critique théâtrale, et il occupait encore ce poste en 1810. Parmi les simples hommes de lettres, il suffit de nommer Coleridge, Charles Lamb, Hazzlitt, Leigh Hunt, Thackeray et le romancier Dickens, qui a commencé

par sténographier les débats du parlement avant de prendre rang parmi les rédacteurs et parmi les écrivains.

Pendant que les hommes qui étaient les plus capables de faire évanouir un injuste préjugé n'osaient l'affronter et se cachaient d'écrire, une autre classe d'écrivains n'a jamais hésité à se mettre en avant. Ce sont les *raccoleurs de nouvelles*, les *reporters*, ou, pour leur donner le nom sous lequel ils sont populaires, les *penny-a-liners* (écrivains à deux sous la ligne), c'est-à-dire les employés subalternes que les directeurs de journaux envoient par la ville en quête des accidents, des incendies et des crimes. Ils se trouvent déjà dépeints sous le nom d'*émissaires* dans le tableau satirique que Ben Johnson trace du personnel employé par Nathaniel Butter : ce sont eux qui recueillent les faits du jour à Westminter, à Saint-Paul et à la Bourse. Sous le nom que leur a valu le taux de leur salaire, ils ont exercé la verve de tous les auteurs satiriques du XVIIIe siècle, et, au temps où les œuvres dramatiques n'étaient pas encore soumises à la censure de la presse, l'écrivain famélique qui fait un jour mourir un personnage pour avoir à dîner, et le ressuscite le lendemain pour gagner son déjeuner, qui verrait volontiers la moitié de Londres renversée par un tremblement de terre pour en raconter la destruction à l'autre moitié, le *penny-a-liner* tenait, dans le

théâtre anglais, à peu près la place du parasite dans le théâtre antique. Ses mœurs n'ont pas changé. Une maison a-t-elle brûlé, un meurtre a-t-il été commis, un enfant a-t-il été écrasé? au milieu de la foule accourue se fait bientôt remarquer un individu qui multiplie les questions, qui va d'une personne à l'autre s'enquérir des moindres détails de l'événement, qui prend des notes sur un carnet, et qui, si la foule est compacte ou si l'on repousse les importuns, tient bon, se fait faire place et se réclame de son titre en répétant qu'il est « un monsieur de la presse » (*a gentleman of the press*). Du nombreux personnel qui concourt plus ou moins à la rédaction d'un journal, le public anglais ne connaît que les *écrivains à deux sous ;* mais il les rencontre partout et à toute heure : au bureau des hôtels où descendent les étrangers de distinction, à la porte des grands personnages malades, dans tous les rassemblements, aux courses, aux combats de coqs, au pied de l'échafaud des criminels qu'on exécute. Si dans une voiture publique, dans un lieu de divertissement, à un spectacle en plein air ou à une pendaison, à un convoi ou sur le passage d'un cortége royal, un homme est plus communicatif que les autres, a le verbe un peu haut, se montre prompt à questionner et à répondre, paraît au courant de toutes choses, sait les bruits du jour dans le plus grand détail et a le mot pour rire en toute occasion, pour peu qu'il laisse percer un bout de pa-

pier et un crayon, il est immédiatement atteint et convaincu d'appartenir à la presse. Ces hommes que rien ne rebute, qui pénètrent de gré ou de force, ouvertement ou par ruse, partout où il y a une nouvelle à glaner, et dont l'avidité peu scrupuleuse brave tous les obstacles, représentent seuls, aux yeux d'une portion du public anglais, les journalistes, avec lesquels ils n'ont pourtant presque point de rapports. C'est d'après eux qu'on juge tous les écrivains de la presse, et il n'est pas surprenant que, pour beaucoup d'esprits, le nom de journaliste rappelle ce mélange de suffisance, de prétentions ridicules et de mauvaises manières que quelques romanciers français ont attribué à la classe des commis voyageurs. Cette défaveur attachée à la presse politique est d'autant plus singulière qu'elle ne s'étend ni aux *magazines*, ni surtout aux *revues*. Gifford, Mackintosh, Jeffrey, Sydney Smith, Macaulay, Alison, non-seulement ont avoué leur collaboration aux *revues* anglaises, mais s'en sont toujours fait un titre d'honneur, et y ont trouvé un moyen de rapide élévation.

Le public anglais peut revendiquer sa part dans les progrès accomplis par les journaux que ses exigences croissantes tiennent toujours en haleine. Si le fondateur de la *Société des amis de la liberté de la presse*, si Sheridan, revenu au monde, demandait quels sont aujourd'hui les journaux les plus répandus de l'An-

gleterre, on lui citerait des noms fort connus de lui en 1790, le *Times*, le *Chronicle*, le *Herald*, le *Post;* mais, en gardant le même nom, quelle transformation tous ces journaux ont subie depuis soixante ans ! Autrefois ils s'adressaient exclusivement à la classe politique, à la noblesse, à la *gentry*, à la grande propriété et aux oisifs des villes. Cependant, grâce à l'influence bienfaisante du système protecteur, le commerce et l'industrie commençaient dès lors à faire de grands progrès. La lutte contre la Révolution française, en absorbant l'activité de l'Europe, laissa le champ libre à la bourgeoise anglaise, et les premières années de ce siècle ont vu grandir avec une rapidité merveilleuse chez nos voisins une classe moyenne riche, éclairée, amie du luxe et des jouissances, faisant instruire avec soin ses enfants, les envoyant au loin et à grands frais compléter leur éducation, et désireuse par-dessus tout de l'influence politique qu'elle devait conquérir en 1831 par le bill de réforme. C'est à cette classe que le journal s'adressa quand il voulut élargir le cercle un peu étroit de ses lecteurs, et il suivit pas à pas chacun de ses progrès, qu'accompagnait une nouvelle exigence. C'est pour elle surtout qu'il écrit aujourd'hui, parce que sa faveur est un infaillible moyen d'influence et de fortune. Toutefois, avant de servir les idées politiques des classes moyennes, le journal dut servir leurs intérêts. Voilà pourquoi il agrandit son format

et relégua les discussions politiques à la seconde ou à la troisième page, afin de laisser libre une large surface où le commerçant pût étaler ses annonces. Il dut ensuite, pour l'industriel, enregistrer assidûment le prix des matières premières sur les marchés d'Angleterre, puis sur tous les marchés du monde, en annoncer, en commenter les moindres variations. Le banquier exigea le cours des fonds publics, la valeur de l'or et le prix du change dans toutes les capitales de l'Europe. L'exportateur voulut connaître par un témoignage impartial et désintéressé la situation vraie et les chances d'avenir de tous les pays avec lesquels il traitait. Chaque industrie, chaque négoce réclama sa part et l'obtint par le plus irrésistible des arguments. Voilà comment le journal anglais, à la fois contraint au progrès et enrichi par les classes moyennes, est devenu peu à peu un panorama du monde, une encyclopédie quotidienne, la lecture unique et indispensable de l'homme affairé, la distraction de l'oisif et le besoin le plus impérieux d'une nation de trente millions d'hommes.

D'après un relevé officiel imprimé par ordre de la chambre des communes, les journaux publiés en 1850 dans la Grande-Bretagne, en comprenant sous ce nom, sans distinction de forme et de mode de publication, tous les recueils périodiques autres que les *revues* et les *magazines*, s'élevaient à Londres à 133, dans les

comtés d'Angleterre à 250, dans le pays de Galles à 17, en Écosse à 115, en Irlande à 110, total 623. M. Knight Hunt, qui n'a compris dans ses calculs que les journaux s'occupant de politique, donne pour l'année 1849 les chiffres suivants: à Londres 113, dans les comtés d'Angleterre et le pays de Galles 234, en Écosse 85, en Irlande 101. En y ajoutant encore les quatorze journaux qui paraissent dans les îles de la Manche et de l'Océan, il arrive à un chiffre total de 547. Un recueil mensuel, le *Bentley's Miscellany*, a calculé que les feuilles imprimées par les journaux quotidiens dans les douze mois de l'année 1849 auraient suffi à couvrir une surface de 349 308 000 pieds, et qu'en y ajoutant les journaux de semaine et de quinzaine de Londres et des provinces, on couvrirait une surface totale de 1 446 150 000 pieds carrés. Quelle puissance pourrait aujourd'hui ramener l'Angleterre à la chétive feuille, à demi remplie, où le pauvre Butter imprimait, il y a deux cent vingt-cinq ans, avec des caractères usés, « les nouvelles de France, d'Allemagne et d'Italie, d'après l'original hollandais ? »

CHAPITRE XI.

Les journaux de province. — Leur nombre en 1754. — Leur début dans la politique. — L'*Iris* de Sheffield. — Les journaux de province en 1880. — Effets de la réduction du timbre. — Situation matérielle et morale de la presse de province. — Son influence. — Tirage des principaux journaux.

C'est au règne de la reine Anne et aux premières années du règne suivant qu'il faut reporter la naissance des journaux de province. Les deux premiers dont il soit fait mention se publiaient à Exeter et à Salisbury vers 1710; peu à peu les grandes villes eurent chacun le leur[1]. En 1754, le nombre des

1. Nous n'avons trouvé de date certaine que pour le *Northampton Mercury*, fondé par R. Raikes et W. Dicey le 2 avril 1720, et le *Stamford Mercury* établi l'année suivante. Ces deux journaux existent encore; le *Stamford Mercury* est même un des journaux provinciaux les plus florissants. Tous deux sont sans doute les doyens de la presse anglaise.

feuilles provinciales s'élevaient à vingt-cinq : Bristol, alors la ville la plus importante de l'ouest, Norwich et Newcastle en avaient deux; les dix-neuf autres se publiaient à York, Exeter, Worcester, Northampton, Gloucester, Stamford, Nottingham, Chester, Derby, Ipswich, Reading, Leeds, Canterbury, Sherborne, Birmingham, Manchester, Bath, Oxford et Cambridge.

Pendant toute la durée du XVIIIe siècle, ces journaux ne firent que végéter obscurément. Ils étaient tous la propriété de l'imprimeur du lieu, qui remplissait avec des nouvelles locales et quelques extraits des feuilles de Londres l'espace que les annonces laissaient disponible. « Les journaux de Londres, un peu de colle et des ciseaux, voilà, dit un auteur, quel était tout le matériel des journaux de province. » Pitt, le premier, essaya de tirer parti de ces feuilles et d'en faire un instrument politique. Un de ses agents se mit en rapport avec ceux des journaux de province qui avaient la plus grande publicité, et on leur envoya aux frais du gouvernement deux ou trois journaux de Londres où l'on marquait journellement à l'encre rouge les articles qu'on désirait voir reproduire. L'administration suivante perfectionna ce système; le clergé anglican fournit à tous les journaux de province des rédacteurs dévoués au gouvernement, et qui se firent de leurs services un titre à l'avancement.

L'opposition, pour soutenir la lutte, fut obligée à son tour de se servir des mêmes armes, et d'opposer dans les comtés des feuilles libérales aux feuilles ministérielles : cette concurrence eut pour résultat de vivifier un peu les journaux de province et d'en accroître le nombre.

Le premier de ces journaux qui ait fait parler de lui est le *Sheffield Register*, qui fut fondé à Sheffield, vers 1780, par un libraire nommé Joseph Gales. Le *Register* qui soutenait des opinions presque radicales, eut un grand succès pour l'époque; outre les exemplaires qu'il vendait dans la ville, il en expédiait près de huit cents dans les districts du nord de l'Angleterre, et quelques-uns de ses numéros pénétraient même en Écosse. Gales était secondé dans la rédaction de son journal par un jeune commis : c'était James Montgomery, qui devait se faire un nom honorable par ses poésies, et qui est mort, il y a quelques années seulement, à l'âge de plus de quatre-vingts ans. En 1794, Gales, traduit devant la justice pour des articles d'un libéralisme excessif, et condamné à la prison, se réfugia en Amérique où il se fit naturaliser et continua avec succès sa carrière d'imprimeur et de journaliste. Il avait abandonné son journal à Montgomery, qui avait alors vingt-trois ans. Celui-ci changea le titre du *Register* contre le nom plus poétique d'*Iris*, et il en demeura le rédacteur pendant

trente et un ans. Le libéralisme persévérant de ses opinions lui valut deux procès, suivis tous les deux d'une condamnation à l'amende et à la prison, mais qui ne le rebutèrent pas. En 1825, Montgomery céda son journal à un prédicateur méthodiste, M. Blackwell, et, par un scrupule qui peint la délicatesse de son âme, il voulut laisser entre les mains de l'acquéreur le prix du droit de propriété, bien résolu à ne jamais le réclamer, si la prospérité du journal recevait une trop rude atteinte du changement de propriétaire. L'*Iris* a subsisté jusqu'en 1848.

En 1829, au moment où deux questions, l'émancipation des catholiques et la réforme parlementaire, passionnaient toute l'Angleterre, le nombre des journaux de province ne s'élevait encore qu'à cent huit; encore la moitié de ces journaux se publiaient-ils dans huit à dix villes commerçantes ou industrielles. Ainsi Liverpool en comptait huit, Manchester sept, Exeter cinq, Bath, Bristol et York chacun quatre, Leeds, Sheffield et Brighton trois, Birmingham deux. Plusieurs causes contribuaient à entraver le développement de la presse provinciale. Il était rare de trouver dans une ville un imprimeur muni du matériel qu'exige l'impression d'un journal, à moins qu'il n'en publiât un lui-même. L'acquisition d'un matériel spécial et les arrangements à prendre pour s'assurer le concours de rédacteurs, pour recevoir les nouvelles de Londres

et du comté, pour avoir à temps utile et d'une façon exacte le cours des marchés, portaient à un chiffre considérable les frais de premier établissement. Il fallait en outre un fonds de roulement assez fort; le journal réglait tous les mois avec le trésor le montant du droit sur les annonces, et les usages voulaient qu'il en fît l'avance pour ses clients auxquels il accordait des crédits qui allaient jusqu'à onze mois. Le timbre revenait plus cher aux journaux de province qu'aux journaux de Londres; il leur fallait, en effet, envoyer leur papier dans une des trois seules villes où il pût être timbré, à Londres, Manchester ou Édimbourg, et supporter par conséquent les frais de transport, aller et retour. Il fallait donc disposer de capitaux importants pour songer à fonder un journal, même en province; et, par l'effet du bas prix des annonces, les produits n'étaient pas assez considérables pour tenter la spéculation.

Tous ces journaux étaient hebdomadaires, et, à l'exception de ceux des grandes villes, se publiaient dans le format in-quarto. Leur tirage moyen était de sept à huit cents numéros; une dizaine allaient à deux mille, quelques-uns atteignaient à trois mille. On comprend que ces journaux ne pouvaient faire de grandes dépenses pour leur rédaction : quand l'imprimeur ne se chargeait pas lui-même de rédiger son journal, il confiait ce soin à quelque employé intelli-

gent auquel il donnait une gratification. On lisait de temps en temps dans les annonces des journaux de Londres la demande, pour une feuille de province, d'un rédacteur qui pût servir de sténographe et de compositeur. On cite le rédacteur d'un journal du nord de l'Angleterre qui fut congédié pour avoir refusé d'apprendre à lire aux enfants de son patron. Il n'en était pas ainsi dans les grandes villes, où le produit des annonces donnait aux propriétaires des journaux en vogue un revenu net qui pouvait s'élever jusqu'à 50 000 ou 60 000 francs. Liverpool comptait deux journaux qui n'étaient pas sans valeur : le *Courrier*, feuille tory, et le *Mercure*, rédigé dans le sens libéral par Egerton Smith. Le *Manchester Guardian* était une feuille fort répandue dans tout l'ouest, et s'était acquis une certaine réputation par l'énergie de son opposition contre le ministère Castlereagh. Enfin à Leeds paraissait le *Mercure*, le seul journal de province avec lequel comptât la presse de Londres, et dont la popularité toujours croissante devait faire entrer M. Édouard Baines au parlement.

La réduction du timbre en 1836 donna une grande impulsion à la presse provinciale. Une vingtaine de journaux nouveaux furent fondés dans le premier mois qui suivit l'adoption de cette mesure. Tous les journaux virent leur tirage s'accroître d'au moins 25 pour 100, et beaucoup de 50 pour 100; pour quel-

ques-uns il fit plus que doubler. L'augmentation fut surtout considérable dans les districts manufacturiers, où les feuilles non timbrées avaient pris un grand développement en dépit de la loi. Le *Mercure* de Leeds atteignit le chiffre de 8000 exemplaires; le *Mercure* de Liverpool passa de 3500 à 5000, le *Manchester Guardian* de 4500 à 6000, le *Manchester Advertiser* de 2000 à 5000. L'extension de la publicité, en rendant les annonces plus avantageuses, a pour effet infaillible d'en multiplier considérablement le nombre; tous les journaux agrandirent donc leur format, et prirent des dimensions égales et souvent supérieures à celles des journaux de Londres : de plus, quelques-uns se mirent à paraître deux et même trois fois par semaine, au lieu d'une.

Néanmoins aucun de ces journaux n'a pu jusqu'ici arriver à une importance sérieuse, et les chemins de fer, ce grand instrument de centralisation, semblent les avoir condamnés pour longtemps à un rôle subalterne. Les journaux de Londres sont organisés de telle sorte que, dans toutes les occasions importantes, ils se vendent dans les grandes villes d'Angleterre, et même à Édimbourg, quelques heures à peine après l'heure à laquelle ils paraissent à Londres. Un journal d'Édimbourg, de Bristol ou de Liverpool aurait beau avoir à Londres un rédacteur chargé de recueillir les débats du parlement, la sténographie de ce rédacteur

ne pourrait devancer d'une heure les journaux du matin, qui apportent les débats tout imprimés. Aussi, même après la réduction du timbre, les journaux de province durent renoncer à une lutte impossible : soumis aux mêmes charges fiscales que les journaux de Londres, ils étaient contraints de se vendre au même prix [1], et comme, à dépense égale, le public eût donné infailliblement la préférence aux feuilles métropolitaines, les journaux de province, loin de songer à devenir quotidiens, demeurèrent presque tous hebdomadaires, hormis dans les plus grandes villes. Lorsque plusieurs feuilles coexistent dans une localité, elles s'entendent pour ne pas paraître le même jour. Avec une publicité aussi restreinte, les journaux de province ne peuvent, pour la majorité des lecteurs, remplacer les journaux de Londres; aussi ne cherchent-ils point à se substituer à ceux-ci, mais à se conserver une clientèle à côté de la leur. Ils consacrent tout au plus une colonne aux nouvelles de l'étranger et une colonne et demie à un résumé des débats parlementaires qui ont rempli la semaine; ils sont également sobres sur la politique générale, hormis en temps d'élection; en revanche ils donnent une grande place à la discussion des intérêts locaux, et ils font de l'abondance et

1. Jusqu'en 1855, les journaux de Liverpool se vendaient 50 centimes comme les journaux de Londres ; les journaux des autres villes 40 et 45 centimes.

de l'exactitude de leurs nouvelles commerciales le but de tous leurs efforts.

La plupart de ces journaux, et surtout ceux qui se publient dans les comtés, continuent d'être médiocrement écrits, parce qu'ils n'ont qu'un petit nombre d'abonnés et ne disposent pas de ressources suffisantes. Il existe à Londres, comme à Paris, des entrepreneurs qui se chargent de penser et d'avoir des opinions pour les journaux de province, et qui expédient à ceux-ci, à raison de 15 shillings la pièce, des articles de politique générale tout faits : c'est une économie considérable pour les journaux de second ordre, qui ne peuvent consacrer que de faibles sommes à leurs dépenses de rédaction; mais ils en ont pour leur argent. Les journaux des grandes villes, qui sont en état de faire des sacrifices et de rétribuer libéralement les écrivains qu'ils emploient, sont beaucoup mieux faits; ceux d'Édimbourg et de Glasgow affichent même des prétentions littéraires. Cependant la politique n'occupe qu'un rang secondaire dans les feuilles provinciales, et elle ne suffirait à en faire vivre aucune; mais, grâce à la multitude et à la variété des renseignements qu'ils contiennent, les journaux de Liverpool, de Manchester et de Birmingham sont indispensables à toutes les grandes maisons de commerce de Londres et des centres manufacturiers du Royaume-Uni aussi bien que des villes où ils se publient. Les an-

nonces, qui sont très-abondantes, et pour lesquelles les armateurs et les industriels traitent souvent non pas au jour ni au mois, mais à l'année, sont, comme en France, le revenu principal et même la raison d'être des journaux de province; la politique n'est que le prétexte de leur existence.

Si aucun journal de province ne peut prétendre à avoir isolément autant d'influence que le moindre des journaux quotidiens de Londres, il est cependant tout un ordre de questions au sujet desquelles l'action collective de la presse provinciale est irrésistible : ce sont toutes les questions qui touchent à la législation commerciale et industrielle, aux affaires coloniales, et à l'assiette de l'impôt. Sur toutes ces matières, les journaux de Londres reçoivent l'impulsion au lieu de la donner, et se bornent à refléter l'opinion dominante des journaux provinciaux de leur couleur. Le *Times* eût mis assurément moins de vigueur à soutenir lord Palmerston dans la question chinoise, sans l'énergie avec laquelle les feuilles de Liverpool, de Manchester et de Bristol se prononcèrent dès le premier jour en faveur de la politique de conquête.

La conversion du timbre en droit de poste est encore trop récente pour qu'il soit possible d'en apprécier les effets avec quelque certitude. Cette mesure ne peut être que très-profitable aux journaux de province, puisqu'en les dispensant du timbre pour tous les nu-

méros qui ne sortent point du lieu de publication, elle leur permet de se vendre sur place 10 et 15 centimes moins cher que les feuilles de Londres, dont ils pourront ainsi entamer la clientèle. Jusqu'ici elle a eu pour résultat de susciter un certain nombre de feuilles à bon marché, et de déterminer quelques-uns des journaux les plus répandus à diminuer leur format gigantesque et à devenir quotidiens. Le nombre des journaux de province qui était de 108 en 1829, était de 267 en 1850; il avait donc plus que doublé en vingt ans par suite de la réduction du timbre : il approche aujourd'hui de 300.

Il serait fort malaisé d'assigner des rangs au milieu de cette légion de journaux ; mais peut-être sera-t-on curieux de trouver ici les noms des plus répandus, avec l'indication du nombre des feuilles qu'ils ont fait timbrer en 1850, la dernière année pour laquelle il existe un document officiel. Ce sont :

A Manchester,	le *Guardian*,	940 000
—	l'*Examiner*[1],	553 000
—	le *Middland Counties Herald*,	312 000
—	le *Courier*,	236 000
A Stamford,	le *Mercury*,	581 000
A Liverpool,	le *Mercury*,	544 750

1. Fondé en 1845 seulement.

A Liverpool,	le *Journal*,	352 000
—	le *Courier*,	203 000
—	l'*Albion*,	176 000
A Leeds,	le *Mercury*,	459 000
—	le *Times*,	251 000
—	l'*Intelligencer*,	180 000
A Birmingham,	le *Journal*,	390 000
—	la *Gazette*,	120 000
A Bristol,	le *Mercury*,	267 000
A Hereford,	le *Times*,	203 000
A Newcastle,	le *Courant*,	250 000
A Preston,	le *Guardian* [1],	261 000
A Sheffield,	l'*Independant*,	207 000
A Stafford,	le *Staffordshire Advertiser*,	333 500

1. Fondé en 1844.

CHAPITRE XII.

Les journaux d'Ecosse. — James Watson. — Le *Courant*. — Le *Mercure Calédonien*. — James Ballantyne. — Le *Scotsman*. — Le *Witness*. — Les journaux irlandais.

La plupart des observations qui viennent d'être faites sur les feuilles provinciales de l'Angleterre sont applicables aux journaux d'Écosse. Il suffira donc de donner sur ceux-ci quelques détails historiques et statistiques.

Avant la révolution de 1688, on ne trouve en Écosse aucune publication qui puisse être assimilée à un journal. Il faut descendre jusqu'en l'année 1692, dans laquelle parut le *Scotch Mercury*[1], sur l'exis-

1. The Scotch Mercury, giving a true account of daily Proceedings and most remarkable publick Occurrences in Scotland. N° 1. May 2-8, 1692. Printed for R. Baldwin.

tence duquel on ne possède aucun détail. Le véritable fondateur de la presse écossaise est James Watson, dont la vie se passa à créer des journaux, puis à les vendre pour en établir d'autres. Ce James Watson, imprimeur et auteur d'une histoire de l'imprimerie, faisait depuis longtemps le commerce des feuilles volantes, lorsque, tenté par le succès des journaux anglais, il se hasarda à publier l'*Edinburgh Gazette*, qui parut pour la première fois le 28 février 1699. Il s'en dégoûta, après en avoir publié quarante et un numéros, c'est-à-dire avant la fin de la première année, et il la céda à un autre libraire nommé John Reid. Cinq ans plus tard, il rentra dans la carrière, en faisant paraître, le 14 février 1705, le premier numéro de l'*Edinburgh Courant,* qui existe encore aujourd'hui, et qui est le doyen de la presse écossaise. Watson ne garda pas ce nouveau journal beaucoup plus longtemps que le premier : après le cinquante-cinquième numéro, il le vendit aux héritiers et successeurs du libraire André Anderson. Mais, dès le mois de septembre 1705, il avait fondé un troisième journal, le *Scots Courant,* qui ne paraît pas avoir été aussi heureux que ses aînés. En octobre 1708 fut publié le premier numéro de l'*Edinburgh Flying Post*, et le 17 août 1709, le premier numéro du *Scotch Postman*. Tous ces journaux eurent une existence très-précaire : la *Gazette* et le *Scotch Postman* se

réunirent en mars 1715 sans acquérir une plus grande vitalité ; et le *Courant* ne tarda pas à demeurer le seul journal d'Édimbourg : il conserva cette position pendant près d'un demi-siècle, jusqu'à la naissance du *Mercure Calédonien*. La seconde ville de l'Écosse, Glasgow, n'eut point de journal avant 1715 ; c'est le 11 novembre de cette année que parut pour la première fois le *Glasgow Courant*, qui porta également le nom de *the West Country Intelligencer*.

En 1755, l'Écosse ne possédait encore que trois journaux : deux à Édimbourg et un à Glasgow. Aberdeen, Perth, Leith, Dumfries et Dundee finirent par avoir chacun une feuille d'annonces. Les persécutions sanglantes qui avaient suivi l'insurrection de 1745, et l'intimidation exercée par le parti victorieux avaient étouffé en Écosse tout esprit politique, et les luttes parlementaires n'avaient pas la vertu de le ranimer. En effet, les députés, en petit nombre, que l'Écosse envoyait au Parlement uni, étaient nommés par les conseils municipaux des principales villes, et ces conseils se recrutaient eux-mêmes. La population n'avait donc aucune part, ni directe ni indirecte, au choix des mandataires qui la représentaient à Londres ; souvent elle n'apprenait leur nom que par leur nomination, et elle demeurait indifférente à ce qui n'était plus qu'une formalité. Ajoutez à cet engourdissement de l'opinion publique, la surveillance jalouse exercée

par l'Eglise dominante sur tout ce qui s'imprimait, et le droit que s'arrogeaient les ministres presbytériens de citer devant leur assemblée générale les auteurs d'écrits malsonnants, et rien ne paraîtra moins surprenant que le petit nombre et la longue insignifiance des journaux écossais.

Vers 1790, Edimbourg eut un troisième journal, le *Weekly Journal;* et le mouvement imprimé aux esprits par la Révolution française eut pour résultat de faire éclore un certain nombre de feuilles politiques. Mais aucun journal libéral ne réussit à s'établir à Édimbourg, où se publia pourtant, à partir de 1802, le célèbre recueil qui devait être l'infatigable pionnier de toutes les réformes. Le pouvoir était alors entre les mains du parti tory; presque toute l'aristocratie du pays appartenait à la même opinion; se déclarer whig était se fermer les portes de tous les salons, et les commerçants n'auraient pas osé mettre d'annonces dans un journal réputé libéral, de peur de mécontenter et de perdre leurs plus riches clients. Les feuilles d'opposition ne pouvaient donc parvenir à se créer un revenu suffisant pour subsister, et chaque tentative nouvelle aboutissait à un nouvel avortement. La difficulté de réussir était d'autant plus grande, que les journaux tories avaient acquis peu à peu une certaine valeur : ils étaient obligés de satisfaire un public d'élite, et, dans une ville lettrée

comme Édimbourg, il ne leur était pas difficile de recruter des rédacteurs de mérite. Moins exclusivement politiques que les journaux de Londres, et plus indépendants que les journaux provinciaux d'Angleterre, ils faisaient une part considérable à la littérature. Le *Weekly Journal* se distingua surtout sous ce rapport; devenu la propriété de James Ballantyne, l'ami de Walter Scott, il dut à la collaboration du célèbre romancier quelques années d'éclat. Ballantyne lui-même était un écrivain de mérite, et son journal fit longtemps autorité en matière de critique dramatique et musicale.

Enfin l'opinion libérale parvint à avoir un organe en Écosse. Elle le dut à l'économiste Mac Culloch qui, aidé de M. William Ritchie et de M. Charles Mac Laren, fonda le *Scotsman*, et réussit à le faire vivre à force de talent. Les opinions hardies du nouveau journal soulevèrent contre lui, dans le parti dominant, un déchaînement universel; mais l'excellence de ses articles économiques, des travaux de statistique précieux, des discussions philosophiques d'une incontestable valeur firent lire le *Scotsman*, même par les gens qui étaient les plus opposés à ses doctrines, et assurèrent sa prospérité. Le succès du *Scotsman* eut un résultat inattendu : il détermina le plus modéré des journaux tories, le *Mercure Calédonien*, rédigé par M. Browne, un des collaborateurs de la *Revue*

d'Edimbourg, à embrasser la cause des whigs. Cette défection, à son tour, fit naître deux nouveaux journaux tories, l'*Advertiser* et l'*Observer*. Le charme était rompu ; l'Écosse renaissait à la vie politique, et en 1828 elle comptait trente-deux journaux, dont quelques-uns étaient très-prospères.

L'abaissement du timbre en 1836 porta à quarante-huit le nombre des journaux écossais et accrût considérablement leur tirage. Édimbourg comptait alors dix journaux, dont deux paraissaient trois fois par semaine, le *Courant* et le *Mercure Calédonien ;* trois deux fois par semaine, le *Scotsman*, l'*Advertiser* et l'*Observer ;* cinq étaient hebdomadaires : le *Weekly Journal*, le *Chronicle*, l'*Evening Post*, la *Constitution* et le *Patriot*[1]. Parmi ces journaux, le *Scotsman* et le *Mercure* représentaient l'opinion libérale, le *Courant* les conservateurs modérés, l'*Advertiser* et surtout l'*Evening Post* les tories prononcés. Ces cinq journaux étaient et sont encore à la tête de la presse écossaise par le mérite de leur rédaction. Le schisme qui éclata bientôt après au sein du presbytérianisme, et, après une lutte orageuse, amena une scission violente, a doté Édimbourg d'un nouveau journal, le *Witness*, fondé en 1840, pour être l'organe de l'Église libre d'Écosse. Le *Witness*, qui paraît deux fois par

1. Sept de ces journaux existent encore ; trois ont cessé de paraître, ce sont l'*Observer*, la *Constitution* et le *Patriot*.

semaine, est par-dessus tout un journal religieux : il est du reste à remarquer que la polémique religieuse a toujours tenu une grande place dans les feuilles écossaises; et ce fait s'explique aisément par la ferveur religieuse de la population, et surtout par la constitution particulière de l'Église presbytérienne, qui associe l'universalité des fidèles au règlement des matières spirituelles.

Glasgow comptait déjà dix journaux politiques en 1836, et ce nombre ne s'est pas augmenté depuis : les meilleurs étaient le *Herald*, organe des conservateurs modérés, et le *Courier*, le journal tory le plus influent et le plus répandu dans l'ouest de l'Écosse. Venait ensuite le *Scottish Guardian* qui a été le défenseur en titre de l'Église presbytérienne officielle dans la lutte d'où est sortie l'Église libre. Le parti libéral était représenté par l'*Argus*, qui a cessé de paraître en 1849, et dont la place a été prise par le *North British Mail* qui date de 1847. On ne sera pas surpris de trouver à Glasgow, ville de manufactures, un journal d'opinions radicales prononcées, rédigé en vue des classes ouvrières, et se donnant pour le représentant de leurs idées et de leurs intérêts; c'est le *Citizen* qui a succédé dans ce rôle au *Liberator*, mort en 1838.

Aberdeen, Dumfries, Dundee, Perth et Leith possèdent chacun deux ou trois journaux, mais dont au-

cun ne peut entrer en comparaison avec les journaux d'Édimbourg et de Glasgow. Ce sont des feuilles purement locales, qui ne se recommandent que par l'exactitude et l'abondance de leurs renseignements commerciaux. L'Écosse, qui ne comptait que 32 journaux en 1828 et 48 en 1836, en voit paraître aujourd'hui 113 dont plus de 80 sont politiques[1].

Nous aurons peu de choses à dire des journaux irlandais. Nous ne croyons pas qu'on soit fondé à regarder comme le premier-né d'entre eux une publication périodique qui vit le jour à la fin de 1689 et qui se composait de deux parties ayant pour titre : l'une le *Tour du monde*, l'autre le *Courrier d'Irlande*[2]. Cette dernière partie parut bientôt seule, mais à en juger par son titre[3], ce devait être un journal im-

1. On sera peut-être curieux de trouver ici, comme pour les journaux provinciaux anglais, le nombre de feuilles que les principaux journaux d'Ecosse ont fait timbrer en 1850. A Edimbourg, le *Scotsman* a fait timbrer 301 000 feuilles; le *Mercure Calédonien*, 106 512; le *Courant*, 255 000 ; l'*Advertiser*, 151 000; le *Witness*, 266 000. A Glasgow, l'*Evening Post*, 458 000; le *Herald*, 391 000 ; le *Courier*, 100 000; le *North British Mail*, 229 000; le *Scottish Guardian*, 110 000; la *Gazette*, 122 000; le *Citizen*, 110 000. A Dumfries, le *Courier*, 104 000 ; à Aberdeen, le *Journal*, 161 000; à Dundee, l'*Advertiser*, 123 000.

2. A Ramble round the World etc. performed by a single sheet coming out every Friday, to each being added the *Irish Courant*. N° 1, Nov. 6, 1689.

3. *The Irish Courant, or the weekly Packet of advice from Ireland*, by J. V. N° 1, April 4, 1690.

primé à Londres et destiné à donner des nouvelles d'Irlande, plutôt qu'une publication irlandaise. La première feuille qui présente ce double caractère d'avoir été incontestablement un journal et d'avoir été imprimée en Irlande est l'*Intelligence*[1], qui fut publiée à Dublin en 1690, par l'ordre et sous la surveillance des autorités anglaises, et qui était réimprimée à Londres. C'était une feuille officielle destinée à faire connaître aux Irlandais les actes du gouvernement, et aux Anglais les nouvelles d'Irlande, au moment où les partisans des Stuarts se mettaient en pleine insurrection.

La feuille officielle demeura le seul journal d'Irlande jusqu'à ce qu'un nommé Saunders établit à Dublin le *Saunders's News Letter* qui existe encore, et qui est de beaucoup la plus répandue des feuilles irlandaises. Le petit nombre des imprimeries qui existaient en Irlande était un obstacle insurmontable à la multiplication des journaux. Aussi les vit-on naître d'abord dans la partie protestante, à la fois plus riche et plus éclairée. C'est ainsi que le second en date des journaux irlandais fut établi dans une ville toute moderne, à Belfast, qui ne fut érigée en bourg qu'en 1611, et ne commença à se développer qu'à partir

1. *The Dublin Intelligence*, published by authority; printed by Joseph Ray, on College Green. N° 1, Sept. 30, 1690. Reprinted at London by W. Downing.

de 1690. Le commerce lui donna une prospérité rapide, et y amena l'établissement d'une imprimerie d'où sortit une des premières éditions de la Bible publiées en Irlande. Ce fut des mêmes presses que sortit, en 1737, le *Belfast News Letter* qui s'est publié sans interruption jusqu'à nos jours. Belfast, dont la prospérité ne s'est pas ralentie, compte aujourd'hui quatre journaux politiques et deux petites feuilles périodiques.

Les journaux d'Irlande ont passé par les mêmes phases que les feuilles provinciales d'Angleterre et les feuilles écossaises, mais ils ont toujours été dans une dépendance moins étroite de la presse métropolitaine. Depuis une quinzaine d'années, la collaboration de quelques écrivains de talent a élevé le niveau de la presse irlandaise, et a donné à celle-ci un certain éclat. La différence de religion suffirait seule à faire naître et à maintenir des journaux en Irlande à côté des grands journaux anglais ; mais l'Irlande a son vice-roi, sa capitale, sa petite cour, son personnel administratif, sa gazette officielle, toute une organisation distincte de la hiérarchie administrative de l'Angleterre, et, dans l'intervalle des sessions, les nouvelles de Dublin sont pour le gros de la population plus intéressantes que celles de Londres. L'Irlande affecte de regarder ses intérêts comme distincts de ceux de l'Angleterre et souvent comme opposés :

elle a une législation différente sur beaucoup de points, et si les députés qu'elle envoie au parlement se divisent parfois en whigs et en tories, dans la plupart des questions ils agissent de concert, et prennent le rôle de défenseurs de la nationalité irlandaise contre la tyrannie saxonne. Ce sont là autant de sujets qui peuvent alimenter la polémique des journaux irlandais et leur créer une clientèle politique. Ajoutez-y deux circonstances favorables : un plus grand éloignement de Londres et l'interposition du canal de Saint-Georges ; vous comprendrez pourquoi les journaux irlandais ont plus d'importance et de vitalité que les journaux provinciaux anglais, et pourquoi les journaux métropolitains ne pourront jamais aspirer à les supplanter.

L'Irlande comptait 54 journaux en 1831, 75 en 1836 et 110 en 1850. Les plus importants de ces journaux, au point de vue de la publicité et de la prospérité matérielles, sont le *Saunders' News Letter*, le *Freeman's Journal* et l'*Evening Mail*. Deux autres journaux de date beaucoup plus récente, la *Nation* et le *Tablet*, ont, avec un tirage beaucoup moindre, une influence presque égale, parce qu'ils sont les organes des deux fractions du parti catholique. Ces cinq feuilles se publient à Dublin. Citons encore à Belfast le *Whig du Nord* et la *Bannière de l'Ulster*, à Cork la *Constitution*, le *Sou-*

thern Reporter et l'*Examiner*, à Limerick le *Chronicle* [1].

1. Voici le nombre de feuilles que ces journaux ont fait timbrer en 1850 : *Saunders' News Letter*, 756 000 ; *Freeman's Journal*, 442 000; *Evening Mail*, 315 000; *Tablet*, 162 000; *Nation*, 108 000; *Northern Whig*, 285 000 ; *Banner of Ulster*, 123 000; *Constitution*, 180 000 ; *Southern Reporter*, 168 000 ; *Examiner*, 161 000; *Limerick Chronicle*, 165 000.

CHAPITRE XIII.

Les journaux hebdomadaires. — Leur rôle. — Le *Sunday Monitor*. — Le *Bell's Messenger*. — William Cobbett. — Multiplication des feuilles radicales. — Théodore Hook. — Le *John Bull*. — L'*Atlas*. — Les feuilles hebdomadaires en 1829 et en 1857. — Les journaux littéraires. — L'*Illustration*. — Les journaux à un penny.

Les journaux, après avoir commencé par être hebdomadaires, ont toujours tendu à rapprocher les intervalles de leur publication, afin de suivre de plus près les événements, et de satisfaire plus vite et plus complétement la curiosité. Mais le jour où ils devinrent quotidiens, ils se trouvèrent par leur prix hors de la portée du plus grand nombre. Pourtant, en dehors des classes politiques, se trouvait une masse considérable de lecteurs qui ne prenaient pas aux affaires publiques un intérêt assez direct et assez vif pour tenir à suivre jour par jour les questions débattues dans le parlement ou dans la presse, et qui

néanmoins n'y voulaient pas demeurer étrangers. A ces lecteurs, moins opulents et moins pressés, il devait suffire d'un journal qui résumât, à la fin de chaque semaine, les événements des six jours précédents, qui analysât les discussions quotidiennes, et ne donnât qu'en substance et sous une forme sommaire ce que les autres journaux avaient traité en détail. C'est au moment où les feuilles anciennement fondées arrivèrent à être toutes quotidiennes, qu'il devint nécessaire d'établir de nouveaux journaux hebdomadaires. A mesure que la masse de la nation anglaise a donné plus d'attention à la politique, on a vu le nombre de ces journaux s'accroître, et leur publicité se développer.

L'agitation politique qui fut en Angleterre le contre-coup de la Révolution française eut pour conséquence la publication d'un certain nombre de feuilles, ne paraissant qu'une fois par semaine, le samedi ou le dimanche, et s'adressant particulièrement aux classes populaires. Des journaux établis à cette époque deux seulement ont eu une longue existence, le *Sunday Monitor*, qui n'est mort que dans les derniers jours de 1828, et le *Bell's Messenger*, qui vit encore : un seul est arrivé à la célébrité : c'est le *Political Register*, rédigé dans le sens le plus radical par William Cobbett. Pendant près de quinze ans, Cobbett soutint presque seul la lutte contre les tories devenus tout-puissants : plusieurs procès, des con-

damnations à l'amende et à la prison ne purent lui faire baisser le ton. Ce fut en grande partie pour atteindre le publiciste trop hardi, que le ministère Castlereagh proposa en 1817 le fameux bill des six actes, qui remplit d'écrivains libéraux les prisons d'Angleterre. Cobbett fut contraint de suspendre son journal et de se réfugier aux États-Unis. Il en revint au bout de deux ans, lorsque le cri de l'opinion publique obligea le parlement à suspendre le bill des six actes; il reprit immédiatement la publication du *Register*, et son audacieuse polémique contre le parti au pouvoir. Sorti des rangs du peuple, tour à tour valet de ferme, copiste chez un homme de loi, et soldat, sans autre éducation que celle qu'il s'était donnée lui-même, Cobbett avait tout ce qu'il faut pour être un journaliste populaire. Ses qualités et ses défauts plaisaient également aux masses. Chez lui point de rhétorique, aucun appareil d'érudition, aucun de ces artifices oratoires familiers aux écrivains de métier, aucune prétention philosophique; mais un perpétuel appel à l'expérience de tous les jours et au bon sens : la langue de tout le monde aiguisée par une pointe de malice : en fait d'images, de comparaisons et de rapprochements, rien qui ne fût emprunté à la vie quotidienne et ne s'accordât merveilleusement avec les idées populaires. Cobbett causait avec le public, se mettant volontiers en scène, mais comme si son histoire était

celle de tous les gens du peuple, parlant de ce qu'il avait vu ou fait ou souffert, comme si tout le monde l'avait dû voir ou faire ou souffrir aussi; n'ayant nul souci de l'ordre ni de la liaison des idées, uniquement préoccupé de s'emparer de l'esprit du lecteur; puis, quand il se sentait maître du terrain, il attaquait en face l'homme ou l'abus qu'il voulait renverser. Négligeant les détails, il allait au fond des questions pour les trancher au nom de l'équité et du bon sens: clair, rapide, énergique, il fuyait les longs raisonnements qui fatiguent l'attention : il ne prenait qu'un seul argument, mais il le retournait sous toutes les faces avec une inépuisable fécondité, et le ramenait sans cesse jusqu'à ce qu'il l'eût fait pénétrer dans la tête la plus dure. Désireux surtout de convaincre, il s'attachait à faire germer dans les esprits la conclusion qu'il avait en vue bien plus qu'à la formuler lui-même : fallait-il enfin porter le dernier coup, tantôt il donnait un libre cours à sa verve caustique et chamarrait de ridicules l'adversaire qu'il s'était choisi, tantôt il éclatait en invectives ardentes, en philippiques passionnées. Avait-il rencontré juste, rien n'égalait la puissance de cette parole véhémente, qui entraînait irrésistiblement la conviction, comme un torrent qui emporte tout sur son passage. Mais, en même temps, que d'inégalités, que de contradictions, que d'injustices! Cette verve descendait souvent à la

brutalité et à l'insulte, cette force se perdait en déclamation. Sans règle, sans principes arrêtés, sans conviction raisonnée, guidé par de purs instincts et obéissant à l'impulsion du moment, Cobbett, pour soutenir la thèse du jour, désertait aisément la thèse de la veille, et se lançait à l'aveugle sans s'inquiéter si ses coups ne portaient pas sur les siens autant que sur ses adversaires : il fondait tête baissée sur ceux qu'il avait devant lui, amis ou ennemis, déployant contre les uns et les autres la même ardeur et la même passion, et toujours applaudi par la multitude, que rien ne séduit comme cette apparente indépendance, fruit de l'instabilité des opinions, et qui aime mieux voir frapper fort que frapper juste. Le *Political Register* fut pendant quelques années une puissance : et, comme il ne ménageait personne, comme il ne s'arrêtait ni devant le rang, ni devant l'âge, ni devant l'éclat des services, c'était pour tous les hommes politiques un juste sujet d'appréhension que de figurer dans ses colonnes, ou, pour prendre l'énergique expression du temps, d'*être mis sur le gril de Cobbett* [1].

La suspension du bill des six actes, deux ans à peine après son adoption, avait été imposée au par-

1. Cobbett est mort en 1835; il entra à la chambre des communes à la suite du bill de réforme dont il avait été l'avocat passionné; il n'y joua qu'un rôle insignifiant. Pamphlétaire éminent, il ne fut qu'un orateur des plus médiocres.

lement par l'opinion. L'esprit pnblic se réveillait de toutes parts en Angleterre; le parti whig, impuissant tant qu'avait duré la guerre, voyait ses rangs se recruter et la faveur populaire lui revenir : les idées de réforme, si longtemps proscrites à l'égal de la trahison, gagnaient tous les jours du terrain : enfin les classes ouvrières dont l'importanee allait croissant grâce aux développements prodigieux de l'industrie, commençaient à s'agiter. Au même moment, par une de ces coïncidences qui viennent à chaque instant rappeler aux hommes l'action d'un pouvoir supérieur, l'application de la vapeur à l'imprimerie fournissait le moyen de tirer rapidement les journaux à très-grand nombre, et de donner, à peu de frais, aux imaginations populaires la pâture dont elles étaient avides, Les feuilles politiques hebdomadaires se multiplièrent considérablement : toutes étaient rédigées dans un sens libéral; et deux d'entre elles, le *Political Register* de Cobbett et le *Dispatch*, professaient le radicalisme le plus avancé. C'étaient justement les deux journaux les plus répandus; ils vendaient chacun plus de vingt-cinq mille numéros par semaine. Le gouvernement s'alarma du développement que prenait la presse d'opposition : elle s'emparait peu à peu de l'esprit des classes populaires, encore exclues de la vie politique puisqu'elles ne possédaient pas le droit de suffrage, mais qui n'en exerçaient pas moins une in-

fluence très-grande sur le corps électoral, et contribuaient puissamment à former *cette pression du dehors*, contre laquelle le parlement lui-même ne peut lutter longtemps. Puisqu'on avait essayé vainement des mesures législatives et des procès pour arrêter l'essor de la presse radicale, il ne restait plus qu'à la combattre par ses propres armes, et à lui disputer la direction des esprits. Plusieurs recueils mensuels, et entre autres le *Blackwood's Magazine*, furent fondés à ce moment pour défendre le torysme : mais cela ne suffisait point ; il fallait encore une feuille hebdomadaire à l'usage des masses. Le besoin en était d'autant plus urgent que les whigs avaient trouvé un merveilleux moyen d'agitation dans le procès de la reine Caroline, dont ils s'étaient déclarés les défenseurs, et en faveur de qui l'opinion populaire se prononçait avec force. C'étaient tous les jours de perpétuels appels à l'esprit chevaleresque de la vieille Angleterre et à la loyauté britannique en faveur d'une femme innocente et persécutée. Walter Scott fut consulté par un des membres du gouvernement sur le choix de l'écrivain à qui l'on pourrait confier la direction d'un journal. Il indiqua un homme d'esprit, avec lequel il avait dîné à Londres chez un ami commun, quelques mois auparavant. C'était un homme jeune encore, qui supportait gaiement la mauvaise fortune, qui cherchait à vivre de sa plume et avait essayé inutilement de

fonder un *Magazine ;* qui, revenu tout récemment des colonies, ne connaissait personne dans le monde de la politique ou des lettres et n'avait aucun ménagement à garder. Cet homme était Théodore Hook, qui devait être l'un des romanciers les plus gais et les plus originaux de l'Angleterre. Il s'essaya à la tâche qu'on voulait lui imposer par une couple de brochures satiriques, puis tout à coup parut le premier numéro du *John Bull.* Le choix du titre était à lui seul une habileté; mais le premier numéro était tout entier un chef-d'œuvre : il semblait qu'une nouvelle feuille radicale venait de naître; les classes populaires allaient avoir un défenseur de plus, un avocat de tous leurs griefs, un appui contre la domination de l'aristocratie. Ce premier numéro avidement lu fit qu'on s'arracha les suivants : mais l'auteur avait jeté le masque et commencé une guerre à outrance contre les chefs du parti whig, contre les agitateurs du radicalisme, et contre les partisans de la reine Caroline. Le désappointement fut général; mais les lecteurs se trouvèrent retenus malgré eux : Théodore Hook jetait l'esprit à pleines mains dans son journal; à des articles habiles et remplis de verve succédaient des satires mordantes, ou des chansons d'une irrésistible gaieté. Tout lui était bon, les vers ou la prose; tout lui réussissait, la discussion sérieuse ou la parodie. Pendant des mois entiers, chaque numéro du *John Bull* fit événement : et l'on

ne trouverait dans l'histoire de la littérature anglaise aucun exemple d'un succès si rapide et si prodigieux. Un revirement marqué s'opéra dans l'opinion publique au sujet de la reine Caroline; et les grandes familles whigs qui avaient constitué une petite cour à la femme de Georges IV, s'en éloignèrent peu à peu, lorsqu'elles la virent délaissée par la faveur populaire. Le succès du *John Bull* se prolongea au delà de cette première et brillante campagne : quittant, après la lutte, ses habitudes agressives, le journal de Hook devint une des feuilles les plus sérieuses et les plus intéressantes de l'Angleterre, et aujourd'hui encore il tient un rang honorable dans la presse [1].

En 1826 parut le premier numéro de l'*Atlas*, qui entreprit de se faire une place à part par l'immensité de son format et par la quantité de matières qu'il donnerait à ses lecteurs. Chaque numéro se vendait un shilling, prix bien supérieur à celui des autres journaux, mais l'*Atlas* avait un format double de grandeur, et, tout en publiant les nouvelles politiques de la façon la plus complète, il pouvait encore faire une large part à la littérature. Rien ne fut épargné pour conquérir la faveur publique. Le 22 mars 1829,

1. Théodore Hook est mort en 1841. D'habitudes dissipées et d'une prodigalité sans bornes, il ne laissa que des dettes, quoique son journal lui eût souvent rapporté deux mille livres sterling par an.

il publia un numéro destiné à reproduire en entier les débats du parlement sur le bill d'émancipation des catholiques. Ce numéro avait cinq pieds de long sur quatre de large, et ses quatre-vingt-six colonnes contenaient la matière de deux forts volumes in-8. Des curieux se divertirent à calculer que ce numéro, tiré à 15 000 exemplaires, avait exigé trente rames de papier, pesant ensemble 4000 livres, et avait produit au gouvernement 1500 francs pour droit sur le papier et 5000 francs pour le timbre; enfin, que tous les exemplaires mis au bout les uns des autres auraient formé une longueur totale de cinq lieues. De semblables tours de force pouvaient être utiles pour frapper les esprits et appeler l'attention publique sur le journal; mais ils étaient impuissants à lui donner une réputation solide et une clientèle assurée; aussi l'*Atlas* a-t-il fini par revenir au format et au prix des autres journaux.

Il se publiait à Londres en 1829 dix-huit feuilles hebdomadaires, savoir :

Bell's Messenger;
Bell's Life in London;
The John Bull;
The Atlas;
The Dispatch;
The Observer;

The Examiner;
The Sunday Times;
The Weekly Times;
The Spectator;
The Advertiser[1];
The Age;
The Catholic Journal;
The Englishman;
The Weekly News;
The Weekly Free Press;
The Weekly Courier;
The Sphinx.

De ces dix-huit journaux, huit ont cessé de paraître et ne méritent pas de mention; l'*Age*, mort en 1843, avait cherché la popularité dans le scandale et la diffamation; son héritage en ce genre fut recueilli par le *Satirist*, et ne porta pas bonheur à celui-ci qui ne put prolonger sa carrière au delà de 1849. Rien n'est plus à l'éloge de la nation anglaise que l'inévitable et rapide décadence de tout journal qui demande à la diffamation ou à l'obscénité les éléments d'un honteux succès.

Des journaux qui survivent, le plus ancien, le *Bell's Messenger*, est encore aujourd'hui une entreprise très-

1. Ce journal et les sept dont les noms suivent n'existent plus aujourd'hui.

prospère ; mais son succès a été dépassé par celui d'une autre feuille, appartenant au même propriétaire, le *Bell's Life in London*, dont le tirage s'est élevé, en 1845, au-dessus de 1 500 000 exemplaires, ce qui représente 30 000 abonnés. Ce journal, qui n'a aucune couleur politique, partage avec l'*Observer* une spécialité qui èst caractéristique des mœurs anglaises. Il enregistre avec un soin minutieux toutes les nouvelles relatives aux courses, aux ventes de chevaux, aux combats de coqs, aux pugilats, aux régates, aux défis à la paume et à l'arquebuse, tant en Angleterre qu'à l'étranger : il est le *Moniteur* des divertissements nationaux et des fêtes populaires. La lecture d'un seul numéro du *Life in London* en apprend plus sur les habitudes et les goûts du peuple anglais que vingt volumes d'impressions de voyage.

Le *Bell's Messenger*, le *Sunday Times*, le *Weekly Times* sont des publications agréables mais sans prétentions politiques. Il leur arrive rarement de prendre parti sur une question ; ils se contentent de résumer fidèlement les faits et les discussions de la semaine, et recherchent les nouvelles ou les sujets d'articles propres à intéresser les fermiers et les petits bourgeois de province qui composent la majorité de leur clientèle. Tous trois donnent de beaux bénéfices : le *Sunday Times* a été vendu par son fondateur, M. Harvey,

moyennant 175 000 francs et une rente annuelle de 10 000 francs.

Le *Dispatch* a fait la fortune de son premier propriétaire, M. Harmer. Il a atteint son apogée de 1835 à 1845 : il avait alors pour rédacteur en chef un lieutenant de vaisseau démissionnaire, du nom de Williams, auteur d'un livre médiocre [1], et chez qui se révéla un talent de polémiste de premier ordre, qui unissait l'étendue et la variété des connaissances à une vigueur et une énergie peu communes. Le *Dispatch* dans ces dix années oscilla entre 50 000 et 60 000 abonnés ; et aujourd'hui encore, il n'en a pas moins de 40 000 ; il continue d'être le plus répandu, sinon le plus accrédité des organes du radicalisme.

Le *Spectator*, qui appartient à la même opinion, a coûté des sacrifices considérables à son principal fondateur, M. Day, le célèbre marchand de cirage d'Holborn. La direction en fut confiée à un homme de mérite, M. Rintoul, qui avait déjà rédigé un journal à Édimbourg, et dont l'intelligente initiative donna au *Spectator* une valeur littéraire incontestable. A côté d'articles politiques remarquables, ce journal publia d'excellents travaux sur l'histoire, la critique et les beaux-arts ; mais rédigé en vue de l'élite des lecteurs plutôt que de la foule, il dépassait un peu la

1. Les *Contes du vieux Jefferson*. M. Williams a également publié une édition de Thompson et une édition de Milton.

portée du public des dimanches ; et l'élévation relative de son prix d'abonnement restreignait sa clientèle. Aujourd'hui encore, le *Spectator* est l'un des meilleurs recueils hebdomadaires, mais un des moins répandus. Publié dans les mêmes conditions et sur le même plan que le *Spectator*, l'*Examiner*, qui représente les opinions des whigs, n'a pas un tirage beaucoup plus considérable.

Un assez grand nombre de tentatives ont été faites depuis 1829 pour établir de nouveaux journaux hebdomadaires ; bien peu ont été couronnées de succès. Les seules feuilles qui aient réussi à vivre sont le *Journal de la cour*, insipide chronique des fêtes du grand monde, qui enregistre les noms de tous les convives dans les dîners aristocratiques, et décrit en détail les toilettes de toutes les dames admises aux réceptions royales ; l'*Era*, qui date de 1838, et n'a jamais dépassé le chiffre de cinq à six mille abonnés ; la *Britannia*, fondée en 1839 pour défendre le parti tory et les doctrines de la *Haute-Église*, le *Leader*, organe obscur des opinions socialistes, auquel ont collaboré plusieurs des réfugiés français et allemands de 1848, l'*Economiste* et la *Presse*. L'*Economiste*, créé en 1843, a obtenu un succès rapide par l'excellence de ses articles sur les finances, le commerce et l'industrie ; il fait aujourd'hui autorité dans le monde de la spéculation, et il a ouvert à son habile et intelli-

gent directeur, M. James Wilson, les portes du parlement et la carrière politique. M. Wilson fait partie du cabinet de lord Palmerston, comme sous-secrétaire de la Trésorerie, et l'*Economiste* a pris en plus d'une occasion le rôle et les allures d'un journal semi-officiel. La *Presse* compte à peine quatre années d'existence; elle a été fondée pour servir d'organe au parti conservateur actuel; elle est rédigée sous l'influence directe de M. Disraëli, qui passe pour y écrire quelquefois; et elle a dû à ses relations étroites avec les chefs de l'opposition des renseignements précieux, des communications qui lui ont immédiatement valu une importance politique incontestable. Cependant elle n'avait encore à la fin de 1856 que trois à quatre mille abonnés.

L'année 1842 vit naître un journal hebdomadaire à bon marché, le *Lloyd's Weekly Newspaper* qui ne se vendit que trois pence, timbre compris, tout en donnant autant de matière que les autres recueils. Le succès fut très-grand dès la première année; et il s'accrut encore lorsque les propriétaires eurent confié la direction de leur journal à l'un des écrivains les plus spirituels de l'Angleterre, à Douglas Jerrold[1], qui

1. Douglas Jerrold, qui compte parmi les bons écrivains dramatiques de l'Angleterre, est mort le 9 juin 1857. Il a collaboré longtemps au *Punch*, où il a publié les *Mrs Caudle's Curtain Lectures*, un des plus grands succès de ce journal.

avait inutilement essayé d'établir un *Magazine* à prix réduit. Au bout de cinq ou six ans, le *Lloyd's Newspaper* avait déjà atteint le chiffre de 50 000 abonnés, et sa clientèle n'a fait que s'accroître. Il a cependant plusieurs concurrents qui sont entrés dans la même voie que lui, et qui l'ont dépassé. Les *News of the World*, fondées en 1843, ont tiré, en 1856, 5 673 525 feuilles, ce qui représente près de 120 000 abonnés. Le *Weekly Times*, qui s'est mis, en 1847, à trois pence, a vu son tirage s'élever à 3 902 109 feuilles ; et par conséquent le nombre de ses abonnés approche de 80 000[1].

Outre les journaux politiques que nous venons de passer en revue, il se publie à Londres un certain nombre de feuilles hebdomadaires, ou semi-hebdomadaires, exclusivement consacrées à des matières spéciales, telles que les sciences, le droit, la médecide, la musique, les beaux-arts. Le *Mark-Lane Express* enregistre le cours des marchés, le *Jurist* s'adresse aux avocats, la *Lancette* aux médecins ; les

1. Ces trois journaux se vendent 3 pence, et 2 pence sans le timbre; les autres journaux hebdomadaires se vendent 5 et 6 pence, à l'exception du *Spectator*, dont le prix est de 8 et 9 pence. Le *Spectator*, l'*Examiner*, l'*Economist*, la *Presse*, qui sont des revues au petit pied paraissent en un cahier de 16 à 24 pages petit in-4 sur trois colonnes. Les journaux à 3 pence donnent 12 pages petit in-folio. Le *Bell's Messenger*, le *Bell's Life in London*, etc., paraissent en 8 pages in-folio d'un format plus grand que celui du *Times*.

chemins de fer ont donné naissance à cinq ou six journaux : en outre, il n'est guère de secte religieuse qui n'ait un organe spécial. Nous ne saurions poursuivre en détail l'énumération de tous ces journaux; mais nous devons au moins une mention à un genre de publication dont l'initiative appartient à l'Angleterre, aux publications illustrées. C'est en 1842 que parut l'*Illustrated London News*, dont le succès prit immédiatement des proportions colossales. Le tirage de ce journal atteignit un million d'exemplaires la première année, et deux millions la seconde; il arriva à trois millions en 1848, et il a été en 1856 de 5 527 866, ce qui représente plus de cent mille abonnés. Il a aujourd'hui pour concurrent l'*Illustrated Times* dont la fondation est toute récente. Joignons à ces journaux, à cause des caricatures qu'il publie, le *Charivari* anglais, le *Punch* dépositaire des malices de Thackeray, d'Albert Smith et de tant de charmants esprits, et qui compte environ 10 000 abonnés.

Les journaux consacrés à la littérature et à la critique s'adressent à un trop petit nombre de lecteurs, et ont toujours rencontré dans les *Magazines* une concurrence trop redoutable pour avoir pu prendre un grand développement. Ils sont réduits à trois, depuis la mort de la *London Weekly Review* : ce sont la *Literary Gazette*, l'*Athenæum* et le *Critic*. Le pre-

mier de ces recueils a été fondé le 25 janvier 1817 par William Jerdan qui avait été l'un des directeurs du *Sun*, au temps où le *Sun* défendait les tories. Aussi le prince-régent voulut-il être le premier abonné de la *Literary Gazette*, qui a dû au patronage royal quelques années de vogue. Plus ancien que la *Gazette*, plus répandu et plus accrédité, l'*Athenæum* paraît deux fois par semaine, les mercredis et les samedis. Il se pique d'impartialité, mais non point d'indifférence en politique, et il juge en général les publications nouvelles d'un point de vue libéral. Sa critique en outre est complétement exempte de l'esprit de secte, qui fausse si souvent le jugement des journaux et des revues d'outre-Manche. Il a acquis une incontestable autorité; mais l'élévation de son prix a restreint jusqu'ici sa clientèle aux clubs, aux cabinets de lecture et aux bibliophiles. Le *Critic*, qui n'a guère que dix ou douze ans d'existence, ne paraît que tous les quinze jours, le 1er et le 15 de chaque mois en un cahier in-4.

Nous ne saurions passer sous silence tout un ordre de recueils qui tenaient le premier rang parmi les publications destinées au peuple, et que la suppression du timbre aura peut-être pour effet de transformer. Le timbre rendait impossible un journal à bon marché, et d'un autre côté, pour soustraire un écrit périodique à l'obligation d'être timbré, il fallait, aux

termes de la loi, en exclure non-seulement tout ce qui avait trait à la politique, mais encore tout ce qui avait le caractère de nouvelles courantes. Le problème fut résolu en 1832 par la création du *Penny Magazine*, qui entreprit de donner chaque semaine à ses lecteurs, moyennant un penny, trois feuilles d'impression contenant des morceaux d'histoire et de genre, de courts romans et des articles amusants ou instructifs. Le succès fut immédiat, et fit naître dès la première année le *Penny Sheet*, le *Saturday Magazine*, le *Chambers's Journal*, publiés sur le même plan et au même prix. Ce fut le commencement des publications à un penny, dont le nombre a été sans cesse croissant, et qui ont été imitées dans toute l'Europe. C'est à ces recueils qu'appartient incontestablement la plus grande publicité. Le *London Journal* a distribué, en 1856, 26 520 000 feuilles : ce qui représente au delà de 500 000 abonnés ; le *Family Herald* qui vient ensuite en a 250 000 ; le *Chambers's Journal* et le *Reynold's Miscellany* en ont chacun au moins cent mille. Toutes ces publications sont irréprochables au point de vue de la religion et des mœurs ; aucune de celles qui pouvaient donner prise à la moindre critique n'a pu se soutenir au delà de quelques mois. La suppression du timbre, en permettant à ces recueils d'aborder les questions politiques et de donner des nouvelles, en changera

sans doute la composition, et en altérera le caractère. S'il est un fait établi dans l'enquête de 1850, c'est l'irrésistible attrait que les nouvelles courantes ont pour les masses populaires : tous les témoignages ont proclamé unanimement qu'entre deux journaux publiés au même prix, celui qui traiterait les questions politiques et donnerait des nouvelles serait assuré de la préférence. Les publications à un penny n'étaient protégées que par le bon marché : aujourd'hui qu'il devient possible de donner au même prix des feuilles politiques, elles seront contraintes, pour ne pas laisser entamer leur domaine, d'aller au-devant des désirs de leurs lecteurs. C'est cette considération qui a fait hésiter un moment le gouvernement, lorsqu'il a proposé l'abolition du timbre ; il s'est demandé s'il n'allait pas mettre une arme redoutable aux mains des agitateurs politiques et des ennemis de la société. Mais l'exemple de ce qui s'est passé, chaque fois que la législation de la presse a été adoucie, était bien fait pour le rassurer. Où sont aujourd'hui les feuilles obscènes ou impies dont l'existence ou l'éphémère succès ont pu parfois éveiller les craintes du clergé? où sont les journaux radicaux dont la violence et la popularité ont semblé un péril pour les institutions anglaises? Les feuilles immorales ont toutes disparu, les feuilles radicales ou sont mortes ou n'ont survécu qu'à la condition de se transformer, et de faire suc-

céder la modération à la violence, le raisonnement à la passion. Il n'est pas si aisé que l'on croit de donner la fièvre à tout un peuple, et de lui faire supporter l'agitation et le désordre qui sont contraires à tous les instincts de la nature humaine. La satiété seule suffirait à faire prompte justice de tout ce qui offense la morale, le bon sens et l'équité. Il y a dans l'esprit humain une droiture naturelle que l'éducation ou la passion peuvent fausser chez quelques individus, mais qu'il est impossible d'oblitérer chez les masses : c'est pour cela que la justice et la vérité sont seules certaines d'avoir toujours accès dans les âmes, tandis que le mensonge n'a qu'une heure. Aussi le temps est-il pour les bons journaux, comme il est pour les bons livres et pour les bonnes causes. L'expérience nous enseigne que la pensée ne s'étouffe ni par la force ni par la ruse, et que la discussion seule peut avoir raison des mauvaises doctrines ; c'est donc rendre un médiocre service à la société que d'imposer des entraves fiscales à la presse, car c'est restreindre les ressources de la défense bien plus que celles de l'attaque.

CHAPITRE XIV.

Les recueils mensuels. — Origine du mot *Magazine*. — Le *Monthly Recorder*. — Les réfugiés français. — Edouard Cave. — Fondation du *Gentleman's Magazine*. — Prospectus du nouveau journal. — Sa composition. — Ses rédacteurs. — Samuel Johnson. — Lander. — Le *London Magazine*. — Les *Magazines* contemporains.

Les publications mensuelles, qu'on désigne sous le nom générique de *Magazines*, tiennent une place considérable dans la littérature anglaise. Elles sont à la fois très-nombreuses et très-répandues. Jusqu'aux tentatives faites, dans ces dernières années, par MM. Bohn et Routledge, pour introduire en Angleterre la librairie à bon marché, le prix des livres était excessif : le moindre roman en trois petits volumes in-12, coûtait trente shillings. Aussi les ouvrages nouveaux ne trouvaient-ils d'autres acheteurs que les grands seigneurs et les cabinets de lecture. La classe si nombreuse des propriétaires cam-

pagnards et des fermiers instruits, n'ayant point à sa portée de cabinets de lecture, et ne pouvant se donner le luxe d'acheter des livres, n'avait d'autre ressource que de s'abonner aux recueils hebdomadaires et aux magazines. Les uns lui apportaient les nouvelles de la semaine et la renseignaient sur la politique; les autres la tenaient au courant de la littérature et des beaux-arts. C'est ainsi que les *Magazines* sont devenus la principale lecture de la bourgeoisie anglaise, et ont influé considérablement sur son goût et ses opinions.

Le doyen des recueils de ce genre, celui qui a imposé son nom à cette nombreuse famille est le *Gentleman's Magazine*, aujourd'hui plus que centenaire. Il a été fondé en 1731 par le libraire Edouard Cave, qui imagina de naturaliser en Angleterre le mot français de *magasin*, et de l'appliquer à un recueil périodique où le lecteur trouverait *emmagasinées* des ressources contre l'ennui. Si le mot était nouveau, la chose ellemême n'était point absolument inconnue. Plusieurs tentatives avaient été faites pour établir des publications mensuelles. La première en date est le *Monthly Recorder* [1], qui parut en décembre 1681, et qui justifiait sa publication par la nécessité de remédier à la hâte excessive avec laquelle les feuilles hebdomadaires

1. The Monthly Recorder of all True Occurrences, both Foreign and Domestick.

compilaient leurs nouvelles afin d'en trouver le débit[1]. Ce recueil partagea le sort qui atteignit à cette époque la presque totalité des journaux.

Le *Monthly Recorder* n'était qu'une gazette mensuelle : l'idée d'un recueil de mélanges, comprenant à la fois des nouvelles et des écrits de nature diverse, appartient à un Français, Pierre Motteux. On nous permettra de faire remarquer en passant le rôle considérable que les réfugiés français jouent à cette époque dans la presse anglaise. Nous en avons déjà rencontré plusieurs, Boyer, Fonvive, etc., à la tête de journaux politiques, sous Guillaume III et sous Anne ; nous aurons occasion d'en nommer quelques autres à propos des premières revues. Pierre Motteux fit paraître, en 1692, un recueil mensuel qui était en tout point, et même par le titre, le prototype du *Gentleman's Magazine ;* c'était le *Gentleman's Journal*[2] qui contenait, outre les nouvelles du mois, des morceaux de prose et de vers et des traductions. Ce recueil ne vécut que trois ans. Le *Monthly Miscellany, or memoirs for the curious*, publié quelques

1. « The Haste in which the Weekly Gazettes, Intelligences, Mercuries, Currants, and other News-Books are put together to make their News sell. »

2. *The Gentleman's Journal; or the Monthly Miscellany.* By way of Letter to a Gentleman in the Country. Consisting of News, History, Philosophy, Poetry, Musick, Translations, etc. January, 1692. Published by R. Baldwin, in Warwick-Lane.

années plus tard ; les *Monthly Transactions*, du docteur William King; le *Monthly Amusement*, de John Ozell, n'eurent également qu'une existence éphémère. Deux publications mensuëlles avaient seules réussi à s'établir, en 1731 ; c'étaient deux gazettes, dont l'une *the Present State of Europe*, donnait des nouvelles et des correspondances du continent, et dont l'autre, *the Political State of Great Britain*, devait son succès à l'insertion des débats du parlement qu'elle était seule à faire connaître. C'est en vain qu'Edouard Cave, pendant quatre années consécutives, soumit à tous les libraires de Londres le plan de son *Magazine*; il ne rencontra que des refus, et ce fut avec ses seules ressources qu'il fut contraint d'entreprendre la publication qui devait le conduire à la célébrité et à la fortune.

Édouard Cave était né à Newton, dans le comté de Warwick, en février 1691. Son père, ayant perdu son modeste avoir, fut réduit à se faire cordonnier à Rugby. Il y avait alors dans cette ville une école en réputation, dont le chef voulut bien admettre le jeune Cave parmi ses élèves, à cause de ses dispositions naturelles : il annonça même l'intention de le préparer pour les cours de l'Université. Mais les jeunes gens de nobles familles qui étaient en pension à Rugby traitaient avec hauteur le fils du cordonnier; et Cave préféra gagner sa vie par son travail, que d'atteindre aux

honneurs universitaires au prix d'humiliations quotidiennes. Après avoir été commis chez un percepteur des douanes et chez un marchand de bois, il entra à Londres chez M. Collins, imprimeur de quelque renom et vice-alderman. Il gagna si bien la confiance de M. Collins, que celui-ci l'envoya tout jeune encore à Norwich, pour y diriger une succursale de son imprimerie, à laquelle était attaché un journal. C'est dans cette humble feuille que Cave fit, non sans honneur, ses débuts comme publiciste. A la mort de son patron, Cave entra comme compositeur dans une autre imprimerie, et collabora pendant quelques années à une feuille tory, le *Mist's Journal*. Les amis qu'il s'acquit par sa plûme lui firent obtenir une petite place dans l'administration des postes. Mais infatigable au travail, Cave employait les intervalles de son service à corriger des épreuves pour la compagnie des libraires, et à écrire des brochures. En outre, il profitait des facilités que lui procurait son emploi pour fournir à une feuille de Londres, à raison d'une guinée par semaine, des extraits des feuilles de province, et en même temps il donnait à quelques journaux de province, notamment au *Journal de Glocester*, des renseignements et des notes. Cette dernière collaboration lui valut d'être traduit en 1728 devant la chambre des communes, lorsque celle-ci manda à sa barre Robert Raikes, propriétaire du *Journal de Glocester*, comme coupable

d'avoir publié le compte rendu de quelques-unes de ses séances. Après plusieurs jours de prison, Cave fut mis en liberté moyennant une réprimande et le payement des frais.

Cave était arrivé à l'âge de quarante ans; grâce à la multitude de ses métiers, à son application persévérante et à ses habitudes d'économie, il avait amassé quelque argent : il put alors satisfaire ce qui avait été l'ambition de toute sa vie : il employa ses petites épargnes à acquérir un brevet d'imprimeur, et il se fit éditeur pour son compte. Il avait toujours eu l'idée qu'un recueil, qui résumerait les opinions des divers journaux, en présentant le pour et le contre, et qui choisirait dans toutes les publications ce qu'elles offraient de meilleur, ne pouvait manquer de réussir. Mais il chercha inutilement à faire partager son opinion par quelqu'un de ses confrères : tous lui prédirent un échec certain. Confiant dans l'expérience que lui avaient donnée vingt années de relations avec la presse, et doué de ce ferme vouloir qui est à lui seul la moitié du succès, Cave, sans se laisser décourager par le refus des uns, par les prédictions sinistres des autres, fit paraître à la fin de janvier 1731 le premier numéro du *Gentleman's Magazine*. Il l'avait fait précéder de la publication du prospectus suivant, qui exposait l'objet et le plan du recueil.

AVIS AU PUBLIC.

On a dit sans crainte d'être démenti qu'un bon ABRÉGÉ des lois est plus facile à entendre que le texte complet des statuts; de même une COPIE bien faite est aussi agréable que l'original, et un SPÉCIMEN fidèle aussi satisfaisant que l'entier d'où il est détaché. Ceci peut servir à faire comprendre les avantages de notre entreprise. Elle consistera en premier lieu à mettre tous les mois sous les yeux des lecteurs tous les articles spirituels, gais ou instructifs, publiés chaque jour dans les journaux, dont le nombre depuis quelque temps s'est multiplié au point de rendre impossible, à quelqu'un qui n'en fait pas métier, de les consulter tous. Nous y joindrons, en second lieu, les communications utiles ou amusantes qui nous seront faites.

Si l'on calcule le nombre des journaux, on trouve que chaque mois il ne sort pas de la presse moins de 200 demi-feuilles dans la seule ville de Londres, et qu'il s'en publie à peu près autant dans le reste des trois royaumes : une grande partie de ces journaux contiennent constamment des articles sur diverses matières d'agrément, et tous les autres gratifient de temps en temps leurs lecteurs de communications d'intérêt public qu'ils doivent à des personnes de mérite; si bien qu'ils sont devenus la source la plus importante d'instruction et d'amusement. Mais ces journaux étant composés de feuilles détachées et disséminées à l'aventure, il arrive souvent que bien des choses dignes d'attention ne sont vues des lecteurs que par hasard, et que d'autres ne sont ni répandues ni conservées comme elles mériteraient de l'être pour le bien et l'instruction de tous.

Cette considération a déterminé plusieurs personnes à ré-

clamer un recueil mensuel où fussent rassemblés, comme dans un *Magasin*, les articles les plus remarquables sur les matières dont nous parlons, ou au moins des analyses impartiales de ces articles, comme une façon de conserver les pièces curieuses bien plus sûre que de les transcrire.

Le *Gentleman's Magazine* qui avait pour second titre le *Nouvelliste Mensuel* [1] se composait d'un cahier de 48 pages in-8, imprimées sur deux colonnes en caractères très-fins. Il comprenait sept sections : 1° La reproduction ou l'analyse des principaux articles de politique, de morale, ou de critique publiés dans le courant du mois par les journaux, alors presque tous hebdomadaires; 2° des pièces de vers ; 3° le récit ou plutôt la mention très-sommaire des principaux événements du mois, classés à leur date, jour par jour;

1. The Gentleman's Magazine, or Monthly Intelligencer, containing :

I. An Impartial View of the various Weekly Essays, Controversial, Humorous and Political; Religious, Moral, and Satirical.

II. Select Pieces of Poetry.

III. A concise Relation of the most remarkable Transactions and Events, Domestick and Foreign.

IV. Deaths, Births, Marriages, Promotions, Casualties.

V. The Prices of Goods and Stocks, Bill of mortality, Bankrupts declared, etc.

VI. A Catalogue of Books and Pamphlets published.

VII. Observations on gardening and a list of Fairs.

Together whith a table of contents to each month.

Collected chiefly from the public papers by Sylvanus Urban.

4° la liste des décès, naissances et mariages dans les grandes familles, les nominations dans l'Église et dans l'armée; 5° les cours des denrées, des fonds et du change, et la liste des déclarations de faillites; 6° la liste des livres et brochures publiés dans le mois; 7° des observations sur le jardinage, l'élève du bétail, l'art vétérinaire avec l'indication des foires. Chaque numéro paraissait, non pas dans le mois dont il portait la date, mais dans les quatre ou cinq premiers jours du mois suivant; le numéro de janvier contenait donc le détail de tout ce qui s'était passé en janvier; ce n'est qu'assez tard que le mode actuel de publication fut adopté. Au-dessus du titre une vignette représentait une main tenant un bouquet avec cette devise : *E pluribus unum;* c'était un emprunt fait au *Gentleman's Journal* de Pierre Motteux. Enfin le frontispice de chaque collection annuelle représentait, et représente encore aujourd'hui la porte Saint-Jean, près de laquelle Cave avait établi sa résidence.

La partie la plus étendue du recueil était celle qui était consacrée à la reproduction ou à l'analyse des journaux. Elle n'occupe pas moins de 15 à 20 pages sur 48. Cave s'en était chargé personnellement, et on doit reconnaître qu'il s'acquittait à merveille de sa tâche : les articles reproduits paraissent choisis avec discernement, les analyses sont claires et substantielles. Cave rapprochait en outre les attaques et les réponses, en

sorte que l'on peut suivre jour par jour la polémique des partis, et qu'on a un tableau fidèle des discussions politiques et du mouvement de l'opinion. Les permières années du *Gentleman's Magazine* forment donc une collection précieuse à consulter pour l'historien. La poésie occupe 4 ou 5 pages dans chaque numéro : les collaborateurs de Cave furent presque tous des hommes médiocres, tels que Moses Brown, John Duyck, John Leckmann : néanmoins le *Gentleman's Magazine* eut la bonne fortune de publier quelquefois des vers de Pope, et assez souvent des pièces de Thompson, de Savage et de Samuel Johnson. Pendant quelques années, Cave institua des concours de poésie pour lesquels il proposait des prix en argent et en livres; mais, contre son attente, aucun poëte en renom ne prit part à ces concours; et il y renonça. Les nouvelles de l'étranger étaient très-courtes et très-maigres; elles se réduisaient à la mention des voyages des souverains, à leurs édits et à leurs proclamations : elles tiennent rarement plus de deux à trois pages par numéro. De temps en temps Cave glissait dans ses nouvelles le texte d'un discours royal ou d'une adresse de la Chambre des communes ou d'une protestation de quelque membre de la Chambre des lords. Enfin dans son numéro de juillet 1732, après avoir rappelé qu'il avait publié six mois auparavant le discours d'ouverture de la session, et les réponses du roi aux adres-

ses des deux Chambres, il annonça qu'il rendrait désormais un certain compte de ce qui se passait dans la Chambre des communes (1). Cave sentait le besoin de conserver la faveur publique; des concurrents lui étaient nés.

C'est là l'inévitable conséquence de tout succès. Le *Gentleman's Magazine* avait réussi au delà de toutes les espérances de son fondateur. Il avait fallu faire jusqu'à cinq éditions des premiers numéros; et la vente du recueil ne tarda pas à atteindre le chiffre, énorme pour l'époque, de dix mille exemplaires. Ce résultat inattendu ouvrit les yeux aux libraires qui avaient repoussé les propositions de Cave. Il existait à Londres, depuis le mois de janvier 1729, un recueil mensuel, intitulé le *Monthly Chronicle*, qui était consacré à l'indication et à l'analyse des publications nouvelles, livres, pièces de théâtre, sermons, brochures, etc. Ce recueil fut acquis par le libraire J. Wilford, qui, à partir d'avril 1732, le fit paraître sous le nom de *London Magazine or Gentleman's Monthly Intelligencer*. C'était, on le voit, le titre retourné du recueil de Cave. Trois mois après, les libraires Cox, Clarke et Astley et l'imprimeur C. Ackers s'associèrent à J. Wilford pour la publication du nouveau recueil qui fut exactement calqué

1. We shall proceed to give some account of the Debates in the House of Commons.

sur le *Gentleman's Magazine*. C'était le même format, le même plan et la même distribution des matières. Le prix était également de six pence par numéro. Le *London Magazine* avait pour frontispice une vue de la Tamise, et pour devise : *Multum in parvo*. La seule innovation du nouveau recueil fut de donner avec étendue les débats du Parlement, dont il commença la publication en août 1732. Ce fut pour le *London Magazine* un grand élément de succès ; et Cave fut obligé de suivre immédiatement ses concurrents dans cette voie. Il en résulta pour les uns et les autres des démêlés avec le Parlement.

Nous avons vu, à propos des journaux politiques, que les deux Chambres considéraient comme une violation de leurs privilèges toute reproduction de leurs débats. Elles faisaient publier tous les ans, sous l'autorité de leurs présidents, un extrait de leurs procès-verbaux, intitulé *Votes and Proceedings in Parliament*, et elles prétendaient interdire toute autre publication. La Chambre des lords alla jusqu'à faire détruire un volume de la collection de Rymer, connue sous le nom de *Fœdera*, parce qu'il contenait l'analyse de discussions qui avaient eu lieu sous Charles Ier. Néanmoins, un réfugié français, Abel Boyer, commença en 1711 à faire paraître tous les mois un petit cahier intitulé *The Political State*, qui contenait la reproduction fidèle des débats des deux Cham-

bres. Il prenait seulement la précaution de remplacer, pour la Chambre des lords, les noms des orateurs par des numéros d'ordre. Une table placée à la fin du recueil faisait connaître le nom qu'il fallait substituer à chaque numéro. Boyer continua cette publication jusqu'à sa mort, arrivée en 1725, sans être jamais inquiété; et les discussions parlementaires de ces dix-huit années ne sont guère connues que par son recueil. Le *Political State* ne cessa de paraître que plusieurs années après la mort de son fondateur; et les *Magazines* se bornèrent longtemps à reproduire ses comptes rendus. Malgré la grande popularité des nouveaux recueils, quelques années s'écoulèrent sans que le Parlement parût s'inquiéter du mépris qui était fait de ses défenses : les *Magazines* d'ailleurs, obligés d'attendre l'apparition du *Political State*, ne pouvaient commencer la publication des débats qu'après la clôture de la session, alors que les Chambres n'étaient plus là pour faire respecter leurs décisions. Mais en avril 1738, un journal eut l'imprudence de publier la réponse du roi à une adresse de la Chambre des communes, avant que cette réponse eût été communiquée à la Chambre par son président, ce qui, dans les usages parlementaires, était la seule voie légale de faire arriver les paroles royales à la connaissance de ses sujets. Le président en prit occasion de se plaindre à la Chambre des licences inconvenantes que se permettaient

certains imprimeurs; et, à la suite d'un long débat, la Chambre des communes décida que toute publication de ses débats, soit pendant la durée, soit dans l'intervalle des sessions, serait l'objet des poursuites les plus rigoureuses. Les *Magazines* n'osèrent affronter la sévérité du Parlement; et cependant ils ne voulurent pas désappointer la curiosité du public. Ils continuèrent à publier les débats, mais le *London Magazine* imagina de substituer aux noms des orateurs des noms romains; lord Chesterfield devint Menenius Agrippa, le premier Pitt Julius Florus, et Windham Furius Camillus. Dans le *Gentleman's Magazine*, le Parlement fut transformé en sénat de Lilliput, divisé en deux chambres, celle des Hurgoes et celle des Clinabs; et les noms des orateurs furent légèrement défigurés par des transpositions de lettres ou des traductions partielles. Ces précautions n'empêchèrent pas Cave et Astley d'être traduits devant la Chambre des lords, réprimandés et condamnés à l'amende. A partir de ce moment, les débats du Parlement ne furent plus reproduits qu'à intervalles et par petits fragments, jusqu'au jour où l'opinion populaire imposa aux deux Chambres le contrôle de la publicité.

On pense bien que la naissance du *London Magazine* causa un vif déplaisir à Cave. Une longue guerre d'épigrammes et d'injures s'engagea entre les

deux recueils rivaux qui s'accusèrent réciproquement de plagiat, et se rabaissèrent à l'envi. La collection du *Gentleman's Magazine* pour 1747 parut avec un frontispice nouveau. Il représentait une colonne d'ordre composite, image allégorique du recueil, et portant en grosses lettres la date de sa fondation, 1731 ; quatre hommes avec des oreilles d'âne essayaient de renverser cette colonne ; ils avaient chacun un instrument différent, une massue, un marteau, une pioche et un levier en fer. Un méchant quatrain expliquait que ces quatre personnages étaient l'Envie, la Sottise, la Fraude et la Vengeance : c'étaient en réalité les portraits des quatre libraires, propriétaires du *London Magazine*, C. Ackers, T. Cox, J. Clarke et T. Astley. De l'autre côté de la colonne était un âne qui ruait contre elle, et qui était excité par un vieillard en haillons. Ce vieillard levait à demi un masque qui laissait apercevoir une figure entièrement noire. L'âne personnifiait un nouveau concurrent du recueil de Cave, l'*Universal Magazine*, fondé en janvier 1747.

Il faut rendre à Cave cette justice que dans sa lutte contre ses rivaux, il ne s'en tint pas à ces allégories de mauvais goût. Il eut recours à un moyen plus honorable et plus sûr de les ruiner, en essayant perpétuellement de faire mieux qu'eux. C'était là sa préoccupation constante, et Johnson disait en plaisantant

qu'il n'arrivait jamais à Cave de faire l'action la plus indifférente, fût-ce de regarder par la fenêtre, sans penser à quelque moyen d'améliorer son recueil. Après avoir donné de temps en temps des vignettes sur bois, Cave ajouta au *Gentleman's Magazine* des gravures, puis des cartes des pays qui étaient le théâtre de la guerre, puis à partir de 1746 des portraits des personnages célèbres. Lorsque la condamnation dont il fut l'objet en 1747 le contraignit à restreindre beaucoup les débats parlementaires, il consacra l'espace devenu disponible à des articles sur les questions scientifiques qu'il accompagna de planches destinées à familiariser le public avec les nouvelles inventions mécaniques. Il publia aussi à partir de cette époque des notices avec planches sur le blason des pairs d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et une série de 28 planches contenant les armes de tous les baronnets anglais. Enfin une place de plus en plus considérable fut faite aux articles originaux, aux recherches sur l'histoire naturelle, et au compte rendu des livres nouveaux.

Cave s'aidait beaucoup, dans la direction de son recueil, des conseils d'un de ses meilleurs amis, le docteur Birch, homme d'une rare instruction et d'un grand sens ; mais il trouva un auxiliaire plus précieux encore dans le célèbre Samuel Johnson, qui fut pendant de longues années le collaborateur le plus assidu

du *Gentleman's Magazine*. A la fin de novembre 1734, Cave reçut une lettre signée d'un pseudonyme dans laquelle on lui suggérait l'idée de joindre aux pièces de vers que son journal publiait de courtes dissertations littéraires en latin ou en anglais, des remarques critiques sur les auteurs anciens et modernes, et des réimpressions de morceaux perdus dans des ouvrages volumineux, et qui vaudraient la peine d'être sauvés de l'oubli. Cette lettre, qui demeura sans réponse, était de Johnson, alors maître d'école à Edial, près de Lichtfield. A la fin de 1737, Johnson vint s'établir à Londres ; il déposa dans les bureaux de Cave une ode latine, *ad Urbanum*, qui contenait des louanges si délicates et si bien tournées, que Cave ne put résister au désir de la publier : elle parut dans le numéro de février 1738. Ce fut le point de départ des relations de Cave avec Johnson, dont il inséra plusieurs poëmes dans les numéros suivants. Bientôt après, Johnson devint l'un des juges des concours poétiques ouverts par le *Gentleman's Magazine ;* puis il fut chargé de lire et d'extraire les livres nouveaux, de répondre aux questions des correspondants, et de revoir les comptes rendus des débats parlementaires. Il ne tarda pas à devenir et il demeura presque jusqu'à sa mort le rédacteur principal et la cheville ouvrière du recueil. Une anecdote, qui n'a point trouvé place dans la vie de Johnson par Boswell, fera connaître

quelle était alors la condition des gens de lettres. Cave avait demandé à son collaborateur une biographie de Savage. William Harte, auteur d'une vie de Gustave Adolphe, dînant à Saint-John's Gate, loua beaucoup cette biographie qu'il venait de lire dans le *Gentleman's Magazine*. Quelques jours après, Cave rencontrant son convive, ne put s'empêcher de lui dire : « Vous avez, l'autre jour, rendu un pauvre homme bien heureux par les éloges que vous avez donnés à la biographie de Savage. — Comment cela se peut-il, demanda Harte, puisque nous étions seuls à table ? » Cave lui rappela alors qu'une fois ou deux pendant le dîner, il avait fait porter une assiette pleine derrière un paravent. Ce paravent cachait Johnson, qui n'avait point voulu prendre place à table à cause du délabrement de ses habits, et qui, tapi dans son coin, avait entendu avec ravissement les louanges qu'on faisait de son œuvre. Cette biographie de Savage fut payée quinze guinées à Johnson : c'était une rétribution fort libérale pour l'époque, et dont Johnson témoigna vivement sa gratitude : elle fait voir à quel prix il était possible alors d'acquérir le concours d'écrivains de premier ordre.

Cave, du reste, n'eut pas toujours la main aussi heureuse en fait de collaborateurs. Il se laissa prendre une fois aux grands airs et aux belles promesses d'un Écossais nommé William Lander, écrivain fort érudit

mais peu scrupuleux, qui commença en janvier 1747 une série d'articles pour prouver que le *Paradis perdu* n'était qu'une suite de plagiats. Lander prétendait que Milton avait copié l'*Adamus Exsul* de Grotius, le *Sarcotis* de Jacques Meursius et les *Poemata sacra* d'André Ramsay. Cette thèse audacieuse souleva de grands orages, et dans l'ardeur du débat, Lander ne craignit pas, pour soutenir ses dires, d'intercaler dans une citation du *Triumphus Pacis* de Staphorstius des vers tirés d'une traduction latine du *Paradis perdu*, publiée en 1690 par l'Écossais William Hog, et depuis longtemps oubliée. Mais à Écossais, Écossais et demi : il se trouva un compatriote de Lander qui connaissait aussi l'œuvre mort-née de Hog, et qui dénonça la fraude. Lander fut confondu, et l'éclat de sa mésaventure rejaillit sur le recueil imprudent qui avait eu le malheur de publier ses impostures.

Cette mésaventure ne nuisit pourtant en rien au succès du *Gentleman's Magazine*, qui vit mourir l'un après l'autre tous les concurrents que la jalousie et la cupidité lui suscitaient. Aussi, la préface du vingt-quatrième volume, en annonçant de nouvelles améliorations, plaignait-elle les recueils rivaux qui voulaient lutter avec le *Gentleman's Magazine* sans avoir ses ressources, et qui étaient réduits à publier de vieux dessins et des planches de vieilles machines;

et elle contenait cette déclaration superbe : « Nous avons encore, il est vrai, des imitateurs, mais nous avons cessé de discuter avec eux, et depuis longtemps nous les laissons se briser eux-mêmes dans leurs efforts contre nous, comme les vagues qui battent vainement le pied d'un roc. En effet, ils se gonflent, ils écument, et ils grondent comme une vague; mais l'œil a pu à peine se fixer sur eux qu'ils ont déjà disparu; et qu'un autre, puis un autre encore, également bruyants, également vides, également éphémères, se soulèvent pour disparaître avec le même fracas. » Ce n'était pas en Angleterre seulement que le *Gentleman's Magazine* trouvait des imitateurs : des recueils portant le même titre et rédigés sur le même plan furent fondés à Copenhague en 1745, à Hambourg en 1748, à Leipzig en 1753, à Stockholm en 1754, à Brême en 1761. Il serait hors de propos de dresser la liste de tous les concurrents que le recueil de Cave a vus disparaître depuis sa fondation. Le *London Magazine*, dont nous avons déjà parlé, réussit seul à s'établir et à fournir une longue carrière. Les plus riches libraires de Londres étaient intéressés à son succès; ils ne négligèrent aucune des habiletés du métier, aucune des ressources d'une nombreuse clientèle pour propager le recueil dont ils étaient propriétaires. La publication du *London Magazine*, ne fut discontinuée qu'en 1783. L'*Universal Magazine*,

fondé en 1747, avait depuis longtemps cessé de paraître, après quelques années d'un brillant et éphémère succès.

Cave rédigea le *Gentleman's Magazine* jusqu'à sa mort, arrivée le 10 janvier 1754, et il eut pour successeur son beau-frère David Henry. Des mains de David Henry le recueil passa, vers 1778, dans celles du célèbre libraire et bibliographe J.-B. Nichols, auteur des *Literary Anecdotes*, qui le dirigea avec honneur et profit pendant près d'un demi-siècle, et, à sa mort survenue en 1826, le laissa à ses deux fils. Ceux-ci ont continué pendant trente ans l'œuvre paternelle; mais en juin 1856, vaincus, l'un par la fatigue de l'âge, l'autre par la mauvaise santé, ils ont dû se décharger de la plus grande partie du fardeau sur des associés plus jeunes. Ils ont le droit de dire que le *Gentleman's Magazine* n'a pas dépéri entre leurs mains; il est aujourd'hui le plus prospère en même temps que le plus ancien des recueils mensuels de l'Angleterre.

En 1782, un an avant que le *London Magazine* discontinuât sa publication, James Perry, qui devait se faire une réputation comme rédacteur en chef du *Morning Chronicle*, fonda l'*European Magazine*. Ce recueil parcourut honorablement une carrière d'un demi-siècle; il ne survécut que peu de temps à son fondateur, mort en 1821. Dans cette longue période

on ne trouve à mentionner à côté de l'*European Magazine*, que des recueils spéciaux, tels que le *Farmer's Magazine*, qui parut à Edimbourg de 1800 à 1817, et le *Philosophical Magazine*, fondé à Londres en 1798, par Alexandre Tilloch. Cette dernière publication, exclusivement scientifique, était destinée à prendre en Angleterre la place qu'occupaient en France le *Journal de Physique* et les *Annales de Physique et de Chimie*. Le premier article de son premier numéro était relatif aux perfectionnements apportés par Cartwright à la machine à vapeur de Watt, d'invention toute récente. Le *Philosophical Magazine* donnait d'ailleurs peu d'articles originaux ; il vivait surtout d'emprunts aux travaux des savants français. Ce recueil a cessé de paraître depuis longues années, et il a été suivi dans la tombe par un nombre assez considérable de publications du même genre. Arrivons donc aux magazines contemporains.

Le *Blackwood's Magazine* compte aujourd'hui plus de quarante années d'existence, puisque son premier numéro a paru le 1er avril 1817. Il a eu pour fondateur un libraire d'Edimbourg [1], Blackwood, homme

1. Aujourd'hui tous les *Magazines* et toutes les *Revues* paraissent simultanément à Edimbourg et à Londres. L'Irlande possède le *Dublin University Magazine*, qui a pour directeur un romancier spirituel, Charles Lever.

d'esprit et de sens, excellent juge des œuvres littéraires, qui a été pour beaucoup d'écrivains un ami véritable et un bienfaiteur. Ce recueil est le premier qui ait fait une place à la politique : il a été créé au moment où le rétablissement de la paix générale, en ranimant les espérances des whigs, fit sentir au parti tory la nécessité de défendre par la presse la prépondérance qu'il possédait encore dans le Parlement. Blackwood s'entoura donc de l'élite des écrivains tories, Walter Scott et le gendre de celui-ci Lockhart, Sym, Hogg, de Quincey. La direction fut confiée à John Wilson, dont le gouvernement récompensa bientôt les services par une chaire de philosophie morale à l'université d'Édimbourg, et qui est beaucoup plus connu sous son pseudonyme de Christopher North. Poëte de quelque mérite, Wilson était surtout un critique plein de finesse et de malice : il était merveilleusement secondé par Lockhart, homme de mœurs douces et faciles, qui, la plume à la main, devenait le plus âpre et le plus mordant des écrivains. Le nouveau Magazine commença, aussitôt sa naissance, une campagne en règle contre la *Revue d'Edimbourg*, dont il combattit à la fois les opinions politiques et les jugements littéraires. Ce début fit grand bruit, et le succès du *Magazine* fut décidé par les *Noctes Ambrosianæ*, série d'articles en forme de dialogues où figurent comme interlocuteurs la plupart des ré-

dacteurs, et où les questions courantes de politique et de littérature étaient traitées avec une verve malicieuse et une intarissable gaieté. Outre les écrivains qu'on vient de nommer, le *Blackwood's Magazine* eut encore pour collaborateurs assidus, M. Thomas Hamilton[1], auteur de quelques romans et d'un excellent ouvrage sur les États-Unis; et le docteur Maginn, un des plus charmants esprits que l'Irlande ait produits, qui savait Rabelais par cœur, et dont les articles sur Shakespeare formeraient le plus brillant et le plus solide commentaire dont le grand poëte anglais ait jamais été l'objet. Maginn, que la misère devait conduire à l'ivrognerie, et l'ivrognerie à la folie et à la mort, a publié dans le *Blackwood's Magazine*, sous le pseudonyme de l'enseigne O'Doherty, une multitude d'articles humoristiques et de parodies en prose et en vers. Il est mort dans un grenier, en 1843, le lendemain du jour où une pension venait de lui être accordée par sir Robert Peel. Le recueil à la fortune duquel Maginn avait contribué, se soutient encore honorablement aujourd'hui, quoiqu'il soit loin d'avoir l'éclat et le succès qui marquèrent ses premières années.

Une des plus puissantes maisons de librairie de Londres, la maison Colburn fit paraître, le 1er janvier 1820,

1. M. Hamilton est mort à Pise en 1843.

le *New Monthly Magazine*, recueil presque exclusivement littéraire. La rédaction en est aujourd'hui confiée à l'inépuisable romancier W. Harrison Ainsworth. Avant de devenir l'éditeur du *New Monthly Magazine*, Ainsworth a publié pendant plusieurs années un Magazine qui portait son nom, dont il était presque l'unique rédacteur, et qu'il remplissait surtout de romans de sa façon. On voit que certaines excentricités littéraires dont nous avons été récemment témoins en France, avaient été devancées de l'autre côté de la Manche.

Le *Magazine* de Fraser [1], fondé en janvier 1830, a commencé par être un recueil tory : il est devenu depuis libéral. Il se compose, comme tous les autres recueils, d'articles de critique littéraire ou artistique, d'analyses des ouvrages nouveaux, de morceaux de genre, et de romans qu'il publie chapitre par chapitre. La politique y tient peu de place. Il a eu longtemps pour principal collaborateur le romancier Thackeray, déguisé sous le pseudonyme de Titmarsh.

Le *Tait's Edinburgh Magazine* [2], qui a pris pour épigraphe ces deux mots *Fiat justitia*, a commencé à

1. *The Fraser's Magazine for town and Country*. London, John W. Parker and Son, West Strand. Petit in-8 à deux colonnes.

2. Le *Tait's Magazine* ne coûte qu'un shilling ; tous les autres recueils mensuels se vendent deux shillings et demi ou une demi-couronne.

paraître le 1er janvier 1834. Il a été, dès les premiers jours, un des organes les plus vifs et les plus accrédités de l'opinion radicale. Il a compté parmi ses fondateurs et ses rédacteurs l'excentrique et spirituel député de Sheffield, M. Roebuck. C'est le moins cher des *Magazines* qui se publient aujourd'hui.

La maison Bentley fait paraître, depuis le mois de janvier 1836, le *Miscellany*, qui est exclusivement consacré aux romans, à la littérature et aux voyages, et qui ne contient ni articles politiques ni nouvelles diverses. Là plupart des romanciers en renom de l'Angleterre ont travaillé pour ce recueil.

A côté des Magazines littéraires et politiques il s'en publie quelques-uns qui s'adressent à des classes particulières de lecteurs, tels que le *Nautical Magazine* qui est arrivé à sa vingt-sixième année, et l'*United Service Magazine*, fondé en 1829 par la maison Colburn, et qui traite toutes les questions relatives aux armées de terre et de mer. Nous ne saurions oublier non plus le *Mechanic's Magazine* qui compte aujourd'hui près de trente-cinq ans d'existence, et qui est un des recueils les plus substantiels et les plus instructifs de l'Europe.

Presque toutes les publications que nous venons de mentionner sont dans une situation prospère; mais leur rôle va s'amoindrissant de jour en jour. Les recueils mensuels n'ont en effet ni l'immense pu-

blicité des journaux hebdomadaires, ni la grande influence politique des Revues, auxquelles concourent les hommes les plus considérables et les écrivains les plus renommés de chaque parti. Aussi sont-ils conduits à chercher une autre voie pour retenir la faveur populaire; et depuis quelques années ils se sont tous efforcés de s'attacher un romancier en vogue, qui leur donne chaque mois quelques chapitres d'une immense composition destinée à durer un an ou deux. Deux des ouvrages de Thackeray, *Pendennis* et la *Foire aux vanités*, ont été publiés de cette façon. Le feuilleton, au lieu de vivre au jour le jour comme en France, s'est mis à paraître de mois en mois dans les *Magazines*. Les conséquences en ont été presque les mêmes : les romanciers, irrésistiblement entraînés à se reposer sur leur facilité, ont enfanté des œuvres incommensurables où la fantaisie s'est donné carrière aux dépens du goût et du bon sens, et où leur talent s'est épuisé. Mais les recueils mensuels ont dû à ces débauches d'esprit une recrudescence de la faveur publique et une vitalité nouvelle.

CHAPITRE XV.

Origine des Revues. — Les premiers recueils anglais. — John Dunton. — Michel de La Roche. — La Revue mensuelle. — La Revue critique. — Essai d'une revue à Edimbourg. — Les Revues au commencement du XIXe siècle. — Fondation de la Revue d'Edimbourg. — Jeffrey. — Sidney Smith. — Brougham. — Walter Scott et la Revue d'Edimbourg. — Fondation de la *Quarterly Review*. — Gifford. — Croker. — Lockhart. — Les Benthamites. — La Revue de Westminster. — Bowring. — Les Revues religieuses.

La France a la première donné l'exemple d'une publication périodique exclusivement consacrée à la critique littéraire, et dont l'objet spécial fût de rendre compte des ouvrages nouveaux. L'initiative en appartient à un conseiller au Parlement de Paris, Denis de Salle, qui fonda en 1665 le *Journal des savants*. Le succès de cette publication et l'honneur qu'elle faisait à ses auteurs ne pouvaient manquer de

provoquer des imitations. Les *Nouvelles de la République des Lettres* de Bayle, l'*Histoire des ouvrages des savants* de Basnage, la *Bibliothèque universelle* de Leclerc, le *Journal de Trévoux*, étaient de véritables Revues qui ne différaient des recueils actuels que parce qu'elles étaient en général l'œuvre d'un seul écrivain. La littérature française comptait déjà plusieurs publications périodiques, lorsque l'Angleterre, aujourd'hui si riche en ce genre d'ouvrages, n'en avait pas encore une seule. C'est seulement en avril 1680 que parut le premier numéro du *Mercurius Librarius*[1]; encore s'agissait-il d'une simple feuille d'annonces bibliographiques, ainsi que cela résulte de la déclaration placée en tête de ce journal. « Tous les libraires, portait cette déclaration, qui approuvent l'idée de publier ce catalogue toutes les semaines, ou au moins tous les quinze jours, sont priés d'envoyer à un des entrepreneurs, aussitôt la publication, les livres, brochures ou feuilles qu'ils désirent y voir mentionnés, afin qu'ils puissent être classés dans l'ordre où ils sont publiés : les livres leur seront rendus sur leur demande. Pour prouver qu'ils n'ont en vue que l'avantage commun de la profession, les entrepreneurs n'exigeront que six pence pour mentionner un livre, et douze pence pour toute

1. *Mercurius Librarius; or a faithful account of all Books and Pamphlets.* N° 1. April 9th to 16th 1680.

autre annonce relative à la librairie, à moins qu'elle ne soit excessivement longue. » Malgré ces assurances, quelques libraires prirent ombrage de la nouvelle publication; ils s'associèrent pour en organiser une exactement semblable, et la firent paraître dans le mois d'octobre de la même année sous le titre de *Weekly Advertisement of Books*.

Dix années s'écoulèrent encore, et la capitale de l'Écosse possédait déjà l'*Edinburgh Reviewer*, lorsqu'en janvier 1689 parurent les *Weekly Memorials*[1], qui étaient véritablement un recueil de critique aussi bien que de bibliographie, mais qui n'eurent qu'une existence éphémère. Cependant le succès des recueils du continent était trop éclatant pour ne pas déterminer de nouvelles tentatives. Un libraire entreprenant, écrivain de quelque mérite, et déjà propriétaire de l'*Athenian Mercury*, John Dunton eut, en 1698, l'idée de faire paraître un recueil mensuel composé d'emprunts faits au *Journal des savants*, à la *Bibliothèque universelle* et aux autres revues du continent. Il le publia d'abord comme un supplément à son journal, puis comme un ouvrage à part, sous le titre de *The complete Library*. Mais la même idée était venue à un réfugié français, nommé Lecroze, qui fit paraître dix mois après l'*Histoire des ouvrages des*

1 Weekly Memorials; or an Account of Books lately set forth, with other Accounts relating to Learning; by Authority.

savants[1]. Les deux publications rivales ne tardèrent point à être réunies en une seule. Interrompue quelque temps par la mort de Lecroze, l'*Histoire des ouvrages des savants* fut ressuscitée par Ridpath, mais sans arriver jamais à la popularité des recueils qu'elle pillait.

L'honneur d'avoir publié en Angleterre le premier recueil critique qui ait été composé exclusivement d'articles originaux appartient à un réfugié français, Michel de La Roche. Ses *Mémoires de littérature*, dont la première série s'étend de 1709 à 1714, et la seconde de 1725 à 1728, paraissaient par cahiers mensuels, sur le même plan que la *Bibliothèque universelle;* ils eurent plusieurs éditions. A l'imitation de Michel de La Roche, André Reid publia, de 1728 à la fin de 1736, l'*État présent de la République des Lettres*. Mais il faut descendre jusqu'à 1749 pour trouver une publication périodique qui réponde complétement à l'idée qu'on se fait aujourd'hui d'une revue. C'est au mois de juin de cette année 1749 qu'un écrivain de mérite, justement estimé pour la droiture de son caractère et le libéralisme de ses opinions, Ralph Griffith. fit paraître le premier numéro de la

1. The History of the Works of Learned; or an Impartial Account of Books lately printed in all Parts of Europe; with a particular Relation of the state of Learning in each Country; done by several Hands.

Revue mensuelle[1]. Griffith dirigea le recueil qu'il avait fondé jusqu'en 1809, c'est-à-dire pendant cinquante-quatre ans : il eut pour successeur son fils que le mauvais état de sa santé contraignit à se retirer en 1825. La *Revue mensuelle* n'a cessé sa publication qu'après 1840. Ce recueil embrassa dès le premier jour les sujets les plus divers : les sciences et la théologie aussi bien que la critique littéraire. Griffith s'était entouré de collaborateurs capables, et son recueil acquit très-vite de l'autorité. Les brochures politiques étaient pour la *Revue mensuelle* l'occasion d'articles dans lesquels elle défendait les principes des whigs avec beaucoup d'énergie : les livres de théologie lui servirent également de prétexte pour soutenir les opinions et les doctrines des dissidents. Elle eut pour contradicteur la *Revue critique*[2], fondée à Londres en 1756 par un Écossais, l'imprimeur Archibald Hamilton. Celui-ci avait été longtemps le principal employé de Strahan, le plus riche éditeur de Londres; et il avait été en rapport avec la plupart des gens de lettres de l'époque. Il fut donc en état de recruter un personnel d'élite pour sa revue, dont il confia la

1. The MONTLY REVIEW : a periodical work, giving an account, with proper Abstracts of, and Extracts from, the new Books, Pamphlets, etc. As they come out. By several Hands. London, printed for R. Griffith, at the Dunciad in Paternoster Row.

2. The Critical Review, or Annals of Litterature.

direction à Smollett. La *Revue critique* se montra le défenseur résolu du parti tory et de l'Église établie, et s'acquit ainsi une riche et nombreuse clientèle. Mais l'humeur batailleuse de Smollett et l'âpreté de ses articles, lui valurent de nombreuses querelles avec les écrivains du temps. Smollett eut pour collaborateur assidu le ministre Joseph Robertson qui, dans l'espace de vingt et un ans, ne fournit pas à la *Revue critique* moins de 2620 articles sur la théologie, la critique littéraire et les matières d'érudition. L'historien Whitaker et Samuel Johnson donnèrent également un certain nombre d'articles au recueil de Smollett. Mais Johnson prit une part infiniment plus active à la rédaction du *Magasin littéraire*[1], établi quelques mois après la *Revue critique*, et dont il écrivit la préface. Outre les trois revues qu'on vient de nommer, il s'en établit dans les dernières années du XVIIIe siècle un grand nombre d'autres parmi lesquelles on citera seulement la *Revue anglaise*, fondée en 1783, la *Revue analytique* établie en 1788, et le *British Critic, or Theological Review* commencé en 1793 sous la direction de l'archidiacre Nares, et de Beloe, auteur d'une traduction d'Hérodote. Ces divers recueils, sans atteindre jamais à l'éminence, méritèrent cependant de n'être pas confondus dans la foule des ou-

1. The Literary Magazine, or Universal Review.

vrages du même genre. A mesure que les revues se multipliaient, elles perdaient de leur autorité. Les libraires n'avaient pas été sans remarquer l'influence qu'un compte rendu favorable exerçait sur le débit d'un livre; et peu à peu les principaux éditeurs de Londres, au lieu de solliciter des articles dans les recueils existants, trouvèrent plus commode d'avoir une revue à eux, uniquement consacrée à faire valoir les ouvrages qu'ils publiaient. Il leur suffisait de prendre à leurs gages quelque gradué d'Oxford ou de Cambridge qui se chargeait de rédiger les articles sur le ton et dans la mesure qu'on lui indiquait. Mais le public se laisse tromper moins aisément qu'on ne pense, et cette corruption de la critique eut pour effet d'ôter tout crédit aux revues. Ce genre d'ouvrage eût été complétement délaissé par les lecteurs, s'il ne s'était produit tout à coup une réaction salutaire, mais dont le signal ne devait pas partir de Londres; il devait venir d'une ville où d'inutiles efforts avaient déjà été faits pour fonder des recueils littéraires. En 1755, quelques hommes de mérite s'étaient associés à Édimbourg pour établir une revue trimestrielle. La liste des collaborateurs comprenait presque tous les amis de Hume, à savoir Adam Smith, Robertson, Blair, le docteur Jardine. Au bout de quelques numéros, les auteurs renoncèrent d'un commun accord à leur publication, à cause de la surveillance jalouse que le

clergé presbytérien exerçait sur toutes les œuvres de l'esprit, et qui avait été en 1754 jusqu'à provoquer des poursuites contre Hume et contre lord Kames. En 1773, Gilbert Stuart et William Smellie entreprirent une publication qui devait réunir les caractères d'un *Magazine* et d'un recueil critique, l'*Edinburgh Magazine and Review*. Les démêlés que leur valut cette tentative les déterminèrent à y renoncer au bout de trois ans. C'étaient là de funestes présages pour une entreprise nouvelle; mais ils furent heureusement démentis par l'événement.

Un petit appartement au dernier étage d'une vieille maison de la place de Buccleugh réunissait quelquefois, dans les deux ou trois premières années de ce siècle, cinq ou six jeunes gens dont le plus âgé n'avait pas trente ans. Le maître du logis était le fils du sous-greffier de la cour des sessions, c'est-à-dire du tribunal le plus élevé d'Écosse. Né en 1773, il avait commencé ses études au collége d'Edimbourg et les avait complétées à l'université de Glasgow; puis, après un court séjour à Oxford, vaincu par l'ennui et le mal du pays, il était revenu définitivement à Édimbourg en 1794 pour y prendre la carrière du barreau.

Il est malaisé à un jeune avocat de se faire une clientèle, et Francis Jeffrey, inconnu, sans amis, sans protecteurs, en fit la dure expérience. Il avait contre lui son extrême jeunesse, sa petite taille, son

air éveillé, sa gaieté naturelle, qu'on prenait pour de la légèreté de caractère, la prononciation anglaise qu'il avait rapportée d'Oxford, et un peu de recherche dans le langage. Tous ceux qui le connaissaient familièrement l'aimaient et le prisaient très-haut; mais les étrangers ne se sentaient point prévenus en sa faveur. Les causes étaient donc loin d'abonder, et plusieurs années s'écoulèrent avant que le jeune avocat pût se suffire à lui-même. Cette situation lui était d'autant plus pénible, qu'il avait le goût de l'indépendance, et qu'il était amoureux d'une de ses cousines, aussi pauvre que lui. Or il était impossible de songer à se marier avant d'avoir un revenu assuré. Aussi sa correspondance respirait-elle presque toujours le découragement.

La session qui vient d'être close, écrivait-il à son frère, n'a presque point ajouté à mes profits, à ma réputation et à mes espérances; et quoique je n'aie pas plus à me plaindre que les autres débutants de mon âge, je la vois se terminer sans impatience d'en commencer une autre, et sans me flatter qu'à la fin de celle-là mes idées seront beaucoup plus gaies. Je voudrais trouver quelque occupation qui me permît de me suffire par mon travail. Mais se trouver dans la position de quelqu'un qui demande la charité, vouloir travailler, attendre la besogne et demeurer oisif faute d'occupation, voilà le mal commun à toutes les professions qu'on appelle libérales; voilà ce qui les rend moins indépendantes que toute autre carrière. La situation des affaires dans notre pays, la violence extrême et l'animosité avouée du parti qui est au pou-

voir, et dont la jalousie s'étend à tout et pèse sur toutes les professions, tout achève de rendre l'avenir peu encourageant pour quelqu'un qui abhorre l'intolérance, et ne se résout point à cacher son mépris pour elle.

A ce moment, le contre-coup de la révolution française se faisait sentir dans toute sa force d'un bout de l'Angleterre à l'autre. Le parti tory était en possession du pouvoir et se faisait un argument des excès commis par les révolutionnaires français pour condamner tout désir de réforme, pour stigmatiser comme subversive toute opposition au gouvernement. Chaque élection décimait le parti whig, qui se voyait réduit à une imperceptible minorité dans la Chambre des communes. Les opinions libérales, reniées peu à peu par la masse du public anglais, et persécutées par le gouvernement, trouvaient à Édimbourg un favorable accueil. Les beaux jours de l'université d'Edimbourg allaient finir; mais toutes les mémoires étaient pleines des grands enseignements qui y avaient retenti. Quelques-uns des professeurs, et notamment Dugald Stewart et Playfair, restés fidèles aux convictions de toute leur vie, un avocat éminent, Henry Erskine, et quelques hommes distingués par leurs talents et leur position, formaient un petit noyau autour duquel se groupaient beaucoup de jeunes avocats. L'ardeur des études philosophiques et littéraires, et les préoccupations politiques avaient

fait naître à Édimbourg plusieurs sociétés de discussion, où les jeunes gens allaient débattre les grandes questions qui agitaient alors tous les esprits. La plus florissante de toutes était la Société spéculative, qui existe encore aujourd'hui, et dans laquelle Jeffrey se fit admettre aussitôt après son début au barreau. La plupart des membres de la Société apportaient dans les discussions plus d'ardeur et de vivacité d'esprit que de connaissances réelles; les mieux doués y déployaient l'esprit de recherche et l'habileté à s'approprier les faits. Le nouveau venu se fit tout aussitôt remarquer par l'éclat de son imagination, par la facilité et l'exquise élégance de son élocution : d'autres avaient plus de force et de portée dans la pensée, aucun n'avait un esprit plus juste, une logique plus difficile à dérouter, plus de promptitude et de pénétration à mettre en lumière le vice d'une argumentation.

Jeffrey gagna promptement l'amitié des membres les plus distingués de la Société spéculative, et l'on tenait chez lui de petites réunions. Là venaient Walter Scott, Francis Horner, qui devait acquérir dans la Chambre des communes une grande autorité en matière de finances et d'économie politique, et qu'une mort prématurée empêcha seule d'arriver aux honneurs, John Allen, Brougham, et un jeune ministre nommé Sidney Smith, qui se trouvait à Édim-

bourg par hasard. A peine entré dans les ordres, il avait été envoyé comme vicaire dans un village aux environs de Salisbury. Le principal propriétaire du lieu s'était pris d'un goût très-vif pour lui, et lui avait demandé d'accompagner son fils à l'université de Weimar. La guerre ayant éclaté en Allemagne, force avait été aux voyageurs de s'arrêter à Édimbourg, et Sidney Smith était devenu l'un des orateurs de la Société spéculative, en attendant qu'il devînt un des plus spirituels et des plus charmants écrivains de l'Angleterre.

Au printemps de 1802, ils étaient tous réunis un soir chez Jeffrey, qui, perdant patience, venait de se marier, en se remettant sur la Providence du soin de faire marcher ses affaires de ménage et d'équilibrer son budget. Le temps était affreux, le vent soufflait avec force et la grêle battait les carreaux; on s'était serré autour du foyer dans le salon, dont l'ameublement tout entier avait coûté 17 guinées au jeune ménage; on causait politique avec l'ardeur de la jeunesse, et l'on exprimait en petit comité des opinions beaucoup plus libérales qu'il n'était alors bienséant de les avoir. Sidney Smith se prit à dire qu'ils devraient bien fonder une *Revue*. Ils étaient un certain nombre de jeunes gens bien instruits, avec des aptitudes diverses, tous maîtres de leur temps; rien ne devait être plus aisé que d'alimenter un recueil pério-

dique, dans lequel chacun traiterait les matières qui lui étaient le plus familières; et Smith se mit à distribuer les rôles. L'idée fut accueillie avec enthousiasme, on plaisanta à l'infini sur les tempêtes que l'œuvre projetée ne manquerait pas de soulever, tempêtes plus sérieuses que celle qui sévissait au dehors : et Smith fut proclamé sur-le-champ rédacteur en chef. Il proposa pour devise du futur recueil un bout de vers de Virgile : *Tenui musam meditamur avena*. Cette devise était trop modeste et trop sincère pour être acceptée ; et quelqu'un ayant rencontré en feuilletant un livre ce vers de Publius Syrus : *Judex damnatur cum nocens absolvitur*, cette grave sentence fut adoptée par acclamation, comme l'épigraphe de la *Revue* à naître. « Pas un de nous, disait franchement Sidney Smith, n'avait jamais lu un seul vers de Publius Syrus. » Quoi qu'il en soit de l'anecdote, l'épigraphe choisie exprimait à merveille l'idée-mère qui présidait à la fondation de la *Revue d'Edimbourg*. Cette idée, c'était la guerre aux mauvais livres et aux mauvaises lois ; c'était le sentiment de la responsabilité qui pèse sur les honnêtes gens, lorsque ceux-ci n'ont pas le courage de leurs opinions et n'infligent point à ce qui est mal la réprobation qu'il mérite.

Dans la préface qu'il a mise quarante ans plus tard en tête du recueil de ses principaux articles, Jeffrey a fait connaître lui-même quel esprit animait

ses collaborateurs au début, et a rappelé avec un orgueil légitime l'influence considérable que la *Revue d'Édimbourg* a exercée sur l'esprit public.

Dès sa naissance, on le sait, la *Revue d'Édimbourg* visait très-haut ; elle ne voulait pas se restreindre à l'humble tâche de prononcer sur le mérite littéraire des ouvrages, elle prétendait approfondir les principes sur lesquels ses jugements s'appuieraient, et exposer des vues larges et originales sur les questions soulevées par ces ouvrages. En résumé, il est, je crois, aujourd'hui généralement admis qu'elle a atteint le but qu'elle se proposait. Un certain nombre de fautes et d'étourderies saillantes ont été commises ; on s'est laissé entraîner à des écarts par l'esprit de parti, par la présomption, par un goût trop marqué pour la sévérité. Néanmoins, on ne refusera pas à la *Revue d'Édimbourg* le mérite d'avoir, sur les grandes questions qui préoccupent l'esprit humain, familiarisé le public avec des spéculations plus élevées, des vues plus profondes et plus larges que celles auxquelles il était habitué ; on accordera qu'elle a augmenté l'influence des recueils périodiques, non-seulement en Angleterre, mais dans presque toute l'Europe, qu'elle a agrandi le cercle du public auquel cette sorte d'écrits s'adresse, et a développé chez lui le goût de la forte nourriture qui lui était offerte alors pour la première fois.

Édimbourg était alors merveilleusement propre à devenir le berceau d'un recueil littéraire. On aurait pu trouver à Oxford ou à Cambridge un nombre égal d'hommes instruits et capables de tenir une plume ; mais la revue nouvelle aurait porté l'empreinte des mœurs et des idées universitaires ; on au-

rait eu un recueil savant, composé avec soin et méthode, rédigé avec une élégance uniforme, mais que les matières académiques et l'érudition auraient peu à peu envahi au préjudice des questions du jour, et qui n'aurait eu aucune action sur la société contemporaine, faute d'en refléter les idées et les passions. L'Écosse, à ce moment, pouvait, même sous le rapport de l'érudition, prétendre à la supériorité sur l'Angleterre. Hume, Adam Smith, Hutcheson, Reid, Dugald Stewart, Ferguson, Robertson, Blair, toute cette pléiade de penseurs et de lettrés qui avaient jeté tant d'éclat sur ce petit pays dans la seconde moitié du xviii[e] siècle, avaient formé de nombreux disciples. Ville d'études et de science, Edimbourg avait sur Oxford et Cambridge l'avantage d'être en même temps une capitale. On n'y était point perdu dans la foule comme à Londres; les affaires, l'industrie et la politique n'y absorbaient pas les esprits; mais il s'y trouvait assez de mouvement et d'activité pour qu'on y fût à l'abri des vues étroites et des préjugés de petite ville. Beaucoup de grandes familles du pays y passaient leur hiver, attirées par l'agrément d'une société élégante et polie; les cours de justice, le barreau, les écoles, les cercles de la haute société y constituaient un public d'élite qui avait les lettres singulièrement en honneur, et dont le jugement pouvait servir de guide aux écrivains. La nécessité de con-

tenter ce public difficile imposait aux fondateurs de la *Revue d'Edimbourg* des efforts salutaires.

Ils avaient, du reste, le champ libre : il n'existait en Ecosse aucun journal de quelque valeur, et quant aux revues anglaises, elles étaient de pures spéculations de librairie. Chaque éditeur un peu important de Londres était propriétaire d'une revue, qu'il faisait rédiger par une couple d'écrivains à gages, et qui contenait l'analyse et surtout l'éloge des ouvrages publiés par la maison. Les fondateurs de la *Revue d'Edimbourg* avaient donc l'avantage de l'indépendance : ils avaient, de plus, le talent, l'ardeur littéraire, la passion politique, et cette confiance de la jeunesse qui fait faire des miracles. Encore ignorés, étrangers à toute coterie, jugeant sous le voile de l'anonyme des écrivains qu'ils ne connaissaient que par leurs livres, ils apportaient dans la critique une liberté d'esprit et une franchise qui auraient suffi à assurer le succès de l'entreprise. Enfin, le libéralisme de leurs opinions, alors que la politique tory ne trouvait plus de contradicteurs, était une nouveauté aussi surprenante qu'inattendue.

Le premier numéro, après plusieurs ajournements successifs, parut le 10 octobre 1802. Il contenait sept articles de Sidney Smith, quatre de Horner, quatre de Brougham et cinq de Jeffrey, dont un sur Mounier et l'influence de la révolution française.

Laissons un savant magistrat, lord Cockburn, qui débutait à ce moment au barreau, raconter l'impression produite par le nouveau recueil :

L'effet fut électrique. Loin que les écrivains, comme bien des gens en avaient l'espoir, se fussent épuisés par leur premier effort, la commotion s'accrut à chaque nouveau coup qu'ils portèrent. A moins d'avoir vécu dans ce temps et au milieu même de ces événements, il est impossible de se figurer et presque de comprendre l'impression produite par le nouveau recueil, ni l'anxiété avec laquelle tous ses mouvements étaient suivis. C'était le renversement immédiat et complet de tout ce qu'on avait vu jusqu'alors en fait de revues. Tous les vieux narcotiques de la presse furent tués du coup. Le savoir qui éclatait dans la *Revue*, le talent, la vigueur, le style, l'indépendance des écrivains, tout cela était une nouveauté; et ce qui ajoutait à la surprise générale, c'était de voir un recueil si plein de vie et d'actualité naître tout à coup dans un lieu reculé du royaume. Les partis l'envisagèrent bien vite de façon différente. Ce qui était littérature, économie politique et science pure fut généralement admiré. Beaucoup d'hommes réfléchis, étrangers aux passions des partis et plus préoccupés des progrès de l'esprit humain, craignaient que la guerre et les perturbations politiques ne ramenassent les âges d'ignorance : ils furent charmés de voir apparaître un recueil qui semblait devoir offrir aux gens de talent un précieux dépôt pour leurs efforts en faveur de la philosophie. Les opinions politiques de la *Revue* la firent accueillir de tout un parti comme le comble de l'abomination : on pronostiqua avec confiance qu'une publication aussi scandaleuse ne pourrait vivre; on affecta de la tourner en ridicule, et les injures ne tarirent pas sur le compte de ses audacieux auteurs. Du côté opposé, la *Revue* fut saluée

comme l'aurore de jours meilleurs. On ne s'applaudissait pas seulement de voir les principes du parti défendus avec intelligence et talent, on était rempli d'une espérance plus haute : l'espérance que la voix de la raison pourrait être entendue. Ni les auteurs de la *Revue*, ni ses admirateurs les plus ardents, ne soupçonnaient la brillante carrière qu'elle allait parcourir : personne ne pouvait prévoir ni sa longue durée, ni l'influence considérable qu'elle exercerait sur les immenses réformes qui ont modifié les opinions et les institutions de l'Angleterre. On ne voyait encore en elle qu'un organe de l'ordre le plus élevé, fondé pour discuter avec indépendance et talent toutes les questions dignes d'être débattues : on ne pouvait prévoir la grandeur de son rôle futur.

Dans une lettre à son frère, Jeffrey donne lui-même la liste de ses principaux collaborateurs :

Je ne pense pas que vous connaissiez un seul de mes complices : il y a d'abord le sage Horner, que vous avez vu, et qui vient de partir pour le barreau de Londres avec la résolution de devenir lord-chancelier; Brougham, un grand mathématicien, qui vient de publier un livre sur la politique coloniale de l'Europe; Sidney Smith et Pierre Elmsley, deux savants ecclésiastiques d'Oxford, pleins de gaieté et de savoir; mon excellent petit *sanscrit* Hamilton; Thomas Thompson et John Murray, deux avocats spirituels, et une douzaine de collaborateurs accidentels, dont les plus distingués sont le jeune Watt, de Birmingham, et Davy, de l'Institution royale. Nous vendons déjà 2500 numéros, et nous espérons vendre le double dans six mois, si l'on nous fait mousser un peu.

Les fondateurs de la *Revue* avaient traité avec le libraire Constable, qui devait se rembourser des frais

d'impression sur le produit de la vente des exemplaires. Comme ils faisaient une œuvre de parti et non une spéculation, il ne leur était pas venu à l'esprit qu'ils pourraient tirer profit de leur travail, et ils avaient fait abandon des articles qu'ils avaient fournis pour les trois premiers numéros. Le succès de la *Revue* et la nécessité d'assurer à la publication une parfaite régularité amenèrent un changement indispensable. On ne pouvait attendre de collaborateurs volontaires une suffisante exactitude. Constable, désireux de garder le privilége de l'impression, offrit de donner 200 livres sterling, par an, à celui qui se chargerait des fonctions de rédacteur en chef, et de laisser à sa disposition une somme qui lui permît de rémunérer libéralement ses collaborateurs. Sidney Smith venait de retourner en Angleterre ; Horner et Brougham se préparaient à l'y rejoindre. La rédaction en chef fut offerte à Jeffrey, qui était fixé à Édimbourg, et qui, dans cette situation, où il devait rencontrer la réputation et la fortune, ne vit d'abord qu'un moyen de faire vivre sa famille et de poursuivre sa carrière d'avocat.

Alors commencèrent pour lui les tribulations inséparables du métier de rédacteur en chef : au début, ses amis et lui étaient pleins d'ardeur ; mais ce beau feu s'était bien vite ralenti ; les travaux que chacun poursuivait, les obligations de la carrière qu'il avait

embrassée, souvent un peu de paresse, venaient se mettre à la traverse des promesses les plus solennelles, et paralyser les meilleures résolutions. Il fallait battre incessamment le rappel pour ramener au bercail les collaborateurs récalcitrants ; il fallait supplier et gronder tour à tour pour obtenir de quoi compléter chaque numéro.

Je suis sûr, écrivait Jeffrey à Horner, que la vue de mon écriture est aussi terrible pour vous que les trois mots écrits sur la muraille le furent pour Balthazar; et je dois vous dire tout de suite que je vous écris surtout pour vous gronder. De fait, j'ai le droit de vous gronder, non-seulement parce que je suis le maître à qui vous devez obéissance, mais parce que j'ai moi-même envoyé cinquante pages à l'impression avant de vous en demander une seule. Apprenez donc où nous en sommes. Brown a failli mourir de la grippe et on lui défend d'écrire à raison de l'état de sa poitrine. John Thompson se meurt d'un rhume, et on lui défend d'écrire s'il ne veut risquer sa vie. Brougham passe son temps à flâner dans les rues avec les fils de Bélial, ou à corriger les épreuves de son livre, se reposant de tout sur le coup de collier qu'il donne dans la dernière semaine, et sur les articles des oisons sans plumes qui viennent piailler sous ses ailes. Elmsley lui-même, le sage et consciencieux Elmsley, a demandé d'être libéré de ses engagements. Thomas Thompson refuse de tenir les siens avec la plus grande candeur et de la meilleure grâce du monde. Maintenant, si, vous aussi, vous me manquez de parole, je serai tenté de désespérer de la république.

Ces collaborateurs, si inexacts, étaient en même

temps très-indociles : ils se donnaient pleine carrière dans leurs articles, sans souci des cris de haro que leurs hardiesses soulevaient contre la *Revue*, et Jeffrey, sur qui retombaient tous les reproches, se bornait à invoquer son impuissance :

Vous dites, écrivait-il à un ami, que nous devenons par trop factieux. J'en tombe d'accord, et j'en suis aussi mortifié que personne. Mais vous avez raison de l'attribuer à mon peu d'autorité et aux priviléges excessifs de quelques-uns de mes sujets. Je suis tout au plus un monarque féodal, et mon trône est dominé par les cimiers orgueilleux de mes nobles. Pourtant je rends les édits les plus dignes d'éloges, je recommande la modération et la bonne foi, et j'espère, avec le temps, obtenir quelques résultats. Un grain d'aristocratie dans le caractère m'empêche de recourir à l'expédient ordinaire de fortifier mon pouvoir par une alliance avec les classes inférieures; mais je donnerais gros pour quelques capitaines d'habitudes plus pacifiques et plus disciplinées.

Jeffrey, du reste, regrettait moins qu'il ne le disait cette ardeur un peu intempérante de ses collaborateurs. Il serait aisé de le prouver par quelques-unes de ses lettres. Il croyait, non sans raison, qu'un recueil périodique n'est pas assujetti à la même sévérité d'allures qu'un livre écrit à tête reposée. Un peu de vivacité et même de passion lui semblaient d'utiles défauts : c'était par là qu'on ranimait les esprits, qu'on s'emparait de l'opinion et qu'on entraînait malgré eux ses amis dans la bonne voie. Lui-même avait

toutes les qualités qu'on peut souhaiter chez un rédacteur en chef : une vaste et solide instruction, une mémoire imperturbable qui lui rappelait sans hésitation et sans effort tout ce qu'il avait lu ou entendu, beaucoup de sagacité et de pénétration, une justesse infinie d'esprit, une grande promptitude à saisir toutes les questions, une certaine ardeur de caractère qui, jointe au jugement, lui permettait d'unir la vigueur à la modération et l'initiative à la prudence. C'est grâce à la réunion de toutes ces qualités que la *Revue d'Édimbourg* devint entre ses mains un admirable instrument de polémique, et exerça sur l'opinion publique une influence décisive. Lorsqu'elle commença d'être publiée, les catholiques n'étaient point émancipés, l'acte du *test* et l'acte des corporations étaient encore en vigueur; les lois sur la chasse conservaient toute leur rigueur féodale; la jurisprudence criminelle, les lois sur les débiteurs, sur les coalitions d'ouvriers, sur les élections, étaient indignes d'un pays libre, la traite des nègres était non-seulement tolérée, mais en honneur. La *Revue d'Édimbourg* aborda successivement ces questions sans violence, mais avec hardiesse, et elle gagna tous les procès qu'elle porta devant le tribunal de l'opinion. C'est le témoignage que lui rend lord Cockburn[1] :

1. Life of lord Jeffrey, with a sélection from his correspondence. By lord Cockburn. Tome Ier, page 299.

S'il est un seul homme, dit-il, qui pense que la situation du peuple anglais, ses institutions et sa politique étaient meilleures en 1802 qu'en 1829, et qui, s'il le pouvait, serait prêt à revenir de trente ans en arrière; celui-là, sans aucun doute, ne doit aucune reconnaissance à la *Revue d'Edimbourg*. Mais quiconque s'applaudit de la suppression des entraves, du progrès accompli dans tous les sens, et de l'élévation générale de l'esprit public, doit reporter ces conquêtes à l'énergie et à l'intelligence de cette publication, non que beaucoup de ces changements et peut-être tous, ne se fussent réalisés, quand même la *Revue* n'aurait jamais existé, car ils découlaient naturellement des progrès d'une nation libre; mais ils ne se seraient certainement accomplis ni avec tant de promptitude, ni avec tant de sécurité. On citerait à peine un seul des abus détruits, qui, défendu comme il l'était, n'aurait pu se perpétuer longtemps, ni un seul des principes qui ont triomphé, dont l'application n'eût été différée au milieu de mille dangers, sans la vigueur et le talent que la *Revue* déploya si à propos. Elle a été le champion avoué des mesures, des principes, des idées qui ont triomphé en Angleterre; et l'honneur de la victoire ne saurait être refusé à qui sut préparer les soldats pour le combat.

La liste des collaborateurs de Jeffrey explique comment l'action de la *Revue d'Edimbourg* put être si considérable sur l'opinion publique. Outre ceux que nous avons déjà nommés, les principaux furent : pour les sciences, Thomas Brown, John Playfair, Leslie, Wilson; pour l'économie politique, Malthus, James Mill et Mac Culloch; pour la philosophie, Mackintosh, sir William Hamilton; pour la politique, Wil-

berforce et lord Melbourne; pour la littérature, Moore, Coleridge, Thomas Campbell; pour l'histoire, Hallam, Macaulay et Carlyle. On n'avait jamais vu une pareille réunion de talents mis au service d'une même cause; et le plus bel éloge qu'on puisse faire de Jeffrey, c'est de rappeler l'unanimité avec laquelle tant d'écrivains de mérite reconnaissaient et proclamaient à l'occasion sa supériorité.

A part quelques excursions dans le domaine de la politique et de la philosophie, Jeffrey s'en tenait généralement à la critique littéraire, et surtout à la critique des poëtes. Le recueil de ses articles forme, sous ce rapport, comme une histoire de la poésie anglaise. Burns, Campbell, Scott, Byron, Moore, Rogers, Southey, Wordsworth, à leur début ou à la fin de leur carrière, ont senti sa férule. Il ne s'interdisait pas non plus d'aller chercher à l'étranger le sujet d'utiles comparaisons. Les poëtes italiens et français, sans parler des auteurs de l'antiquité, lui étaient aussi familiers que les écrivains de son pays. D'un goût sûr mais sévère, et s'entretenant assidûment dans la pratique et l'admiration des maîtres, il a été accusé de n'être pas toujours juste pour ses contemporains. Il a traité avec une extrême sévérité les poëtes lakistes; et cependant il est mort l'ami de Wordsworth, et Southey a été le premier à dire que ceux-là seuls de ses ouvrages survivraient qui avaient

obtenu le suffrage de Jeffrey. Byron, après avoir répondu par une satire violente à la critique dont son premier ouvrage avait été l'objet, fit amende honorable, et ne cessa de protester en toute occasion de son estime pour le caractère de Jeffrey, et de sa confiance dans ses jugements littéraires. Il en est de même de Moore, qui, après avoir provoqué le directeur de la *Revue* en duel, se lia étroitement avec lui et demanda à devenir son collaborateur.

Jeffrey a écrit dans la *Revue d'Edimbourg*, pendant les vingt-sept années qu'il en a été le directeur, environ deux cents articles. Si l'on calcule ce que ces deux cents articles, sur toute espèce de sujets, représentent de lectures et de recherches, on sera effrayé du travail qu'ils ont dû coûter à leur auteur. Cependant, ni cette collaboration laborieuse, ni les fatigues de la rédaction en chef, ni une correspondance incessante avec des écrivains dispersés sur tous les points de l'Angleterre, n'empêchèrent Jeffrey de poursuivre ses études de droit, et d'obtenir de grands succès au barreau. Il se plaça au premier rang par son savoir autant que par son talent de parole, dont ses compatriotes étaient justement fiers. En 1829, l'ordre des avocats l'élut pour son doyen. Jeffrey pensa que la dignité de chef d'une grande corporation juridique, dans un pays où la magistrature et le barreau sont entourés d'une si haute considération, n'était pas

compatible avec les fonctions de directeur d'un recueil politique : il remit entre les mains de M. Macvey Napier la rédaction en chef de la *Revue d'Edimbourg*. Bientôt les événements politiques ne lui permirent même plus d'écrire [1].

Jeffrey s'est rendu à lui-même ce témoignage, que dans ses appréciations des œuvres de l'esprit, il avait toujours cherché à faire triompher non-seulement les idées qui lui paraissaient les plus justes en littérature, mais celles qui lui semblaient les plus saines au point de vue de la morale. La cause de la vertu lui paraissait inséparable de celle du goût. C'est le propre des âmes élevées de ne jamais perdre de vue ces grandes idées de justice, de devoir et d'obligation morale qui sont à la fois l'honneur et le salut de l'humanité ; et les règles sévères que Jeffrey imposait aux autres, il était le premier à les suivre dans sa conduite. Lord Cockburn, en terminant l'histoire de sa vie, lui rend ce bel hommage :

Ce qui distinguait Jeffrey, c'était moins la possession d'une qualité éminente, que la réunion de plusieurs des plus précieuses. La vivacité de l'intelligence, loin de l'égarer, comme il arrive souvent, s'alliait chez lui à une grande sûreté

1. Jeffrey fit partie du ministère de lord Grey, comme *lord advocate*, c'est-à-dire comme chef du ministère public en Ecosse. En 1834, il fut nommé juge à la cour des sessions à Edimbourg. Il est mort sur son siége de magistrat en janvier 1850, à l'âge de 77 ans.

de jugement ; et il unissait de hautes facultés de raisonnement à une imagination pleine de grâce et de vivacité. Il n'était pas ce qu'on appelle érudit, mais son savoir était étendu, et, en fait de littérature, de politique et de philosophie morale, il était profond. Un goût délicat et exquis, et continuellement exercé, fut à la fois, pour lui, la source des plus vives jouissances et d'un talent critique sans égal. Mais le charme particulier de son caractère résidait dans l'union de la supériorité intellectuelle à la beauté morale. Son honneur était au-dessus de toutes les tentations que le monde pouvait employer contre lui. Les joies du cœur étaient nécessaires à son existence, et il les plaçait au-dessus de tout, excepté du contentement de la conscience. Il a passé la plus grande partie de sa vie au milieu des luttes littéraires et politiques, sans qu'un seul mauvais sentiment vînt refroidir son cœur, même pour ceux qu'il combattait. Malgré sa gaieté et sa prudence naturelle, il ne montra jamais ni indifférence ni lenteur dans l'accomplissement d'un devoir et d'un acte d'obligeance. Et ce n'était point là le pur effet d'un caractère bienveillant, c'était une bonté réfléchie chez un homme résolu, et les luttes de la vie ne la rendaient que plus active.

M. Macvey Napier ne se montra point indigne de succéder à Jeffrey; et la collaboration de Macaulay, d'Hazzlitt et de Charles Buller maintint la *Revue d'Edimbourg* à la hauteur où ses fondateurs l'avaient élevée. A la mort de M. Napier, on ne crut pouvoir remettre la rédaction en chef en de meilleures mains qu'en celles du gendre de Jeffrey, M. William Empson, professeur de droit civil à Haileybury (1).

1. Haileybury est une sorte d'école normale, fondée par la

M. Empson était un jurisconsulte de mérite, un homme de tact et de sens, mais un écrivain un peu lourd. On l'accusa de faire la part trop grande à la politique et à ses études de prédilection; et de négliger beaucoup la littérature proprement dite et la critique. Est-ce à cette préférence donnée à l'utile sur l'agréable qu'il faut attribuer le refroidissement du public pour la *Revue d'Édimbourg*, qui a incontestablement perdu dans ces dernières années de sa popularité et de son éclat? M. Empson est mort presque subitement en décembre 1852, par suite de la rupture d'un vaisseau. Il a été remplacé momentanément par lord Monteagle; la direction de la *Revue* est aujourd'hui entre les mains de M. Reeves qui a longtemps appartenu au *Times*.

Au nombre des premiers collaborateurs de la *Revue d'Édimbourg* se trouvait Walter Scott, plus âgé que Jeffrey de deux ou trois ans, son confrère au barreau, et son ami. Walter Scott venait de débuter avec éclat dans la carrière poétique par la publication du *Lai du dernier Ménestrel*, lorsque Jeffrey lui fit part de la fondation de la *Revue* et lui demanda son concours. Le poëte entra dans les idées dè Jeffrey avec

Compagnie des Indes pour former des fonctionnaires de l'ordre civil. La chaire de M. Empson avait été occupée avant lui par Malthus et Mackintosh.

cette ardeur qu'il apportait en toute chose : la *Revue d'Édimbourg* n'eut pas de partisan plus enthousiaste, de prôneur plus actif, et, pendant quelques années de collaborateur plus zélé. Le numéro d'octobre 1803 contient deux articles de sa façon, l'un sur l'*Amadis de Gaule*, de Southey, l'autre sur les *Chroniques de la poésie écossaise*, de Sibbald; et il n'est presque aucun des numéros suivants où l'on ne trouve quelques pages échappées à cette plume infatigable (1). Non-seulement Walter Scott écrivait pour la *Revue*, mais il lui recrutait des rédacteurs : il pressa vivement Southey d'y collaborer, l'exhortant à prendre en patience les critiques dont ses poëmes de *Madoc* et de *Thalaba* avaient été l'objet. Mais ce beau feu ne tarda point à s'amortir, puis à se changer en hostilité. Walter Scott descendait d'une famille qui s'était compromise et ruinée au service du prétendant; son éducation, ses idées, ses relations sociales le rattachaient au parti tory; il avait pour amis personnels et pour pro-

1. Voici pour les curieux la liste des articles fournis à la *Revue d'Edimbourg* par Walter Scott. Il prit pour sujets, en 1804, la vie de Chaucer par Godwin; les spécimens de l'ancienne poésie anglaise d'Ellis, la vie et les œuvres de Chatterton. En 1805, l'édition de Spenser par Todd; le *Fleetwood* de Godwin; l'authenticité des poëmes d'Ossian; la traduction de Froissart par Johnes; les voyages d'agrément du colonel Thornton; et enfin quelques livres de cuisine sur lesquels il fit un article plein d'esprit et de gaîté. En 1806 et 1807, les poésies de William Herbert; les vieilles chansons anglaises et les *Petites misères de la vie humaine*.

tecteurs les Dundas, les Colquhoun, qui occupaient des positions considérables dans le gouvernement et dans l'administration locale. Aussi avait-il épousé les opinions des tories avec toute la vivacité et tout l'emportement d'un caractère passionné ; il poussait surtout au dernier point la *gallophobie* dont était atteinte à ce moment la majorité du public anglais; et il ne se guérit jamais complétement de cette antipathie pour tout ce qui était français. Malgré ses occupations littéraires, malgré ses fonctions juridiques, il cumulait deux commandements dans la milice, l'un comme quartier-maître des chevau-légers d'Édimbourg, l'autre comme shérif de la forêt d'Ettrick, et il consacrait le meilleur de son temps à faire faire l'exercice aux miliciens, et à surveiller l'armement des côtes. La *Revue d'Édimbourg*, au contraire, était favorable à la paix qui seule pouvait amener le triomphe des idées libérales; et, pour rendre la paix possible, elle s'attachait à combattre les préventions nationales contre le gouvernement français, et à démontrer l'inutilité des efforts entrepris pour le renverser. La *Revue* en outre plaidait pour l'émancipation des catholiques, que Scott repoussait au nom de la politique, sinon au nom de la foi protestante. On ne pouvait différer plus complétement : aussi Southey s'étant défendu d'écrire dans la *Revue* sur ses opinions politiques, Scott lui répondit : « Je comprends à merveille vos scrupules, et

pour ma part, je déteste autant que possible la ligne politique que la *Revue* a adoptée : elle me paraît, même à leur point de vue, cruellement imprudente. Qui a jamais pensé rendre service à un homme engagé dans une lutte dangereuse, en lui prouvant qu'il doit nécessairement être battu ; et quel effet peut avoir un semblable langage, sinon d'accélérer l'accomplissement de la prophétie? » Scott n'épargna ni les remontrances ni les prières pour obtenir que la *Revue d'Edimbourg* modifiât sa ligne de conduite, il ne put rien gagner; les articles politiques étaient confiés à Brougham, alors dans la fougue de ses vingt-cinq ans, et qui, loin de chercher à tempérer par la prudence de l'expression la hardiesse de ses idées, ne reculait devant aucune témérité de langage, et se plaisait même à ajouter par la netteté un peu tranchante et la vivacité de son style à l'effet de son audacieuse polémique. Le succès stimulait son ardeur, et de trimestre en trimestre la couleur libérale de la *Revue d'Edimbourg* s'accusait plus franchement. Scott demanda au moins qu'il lui fût permis de faire à son tour des articles politiques dans un sens différent; Jeffrey s'y refusa au nom de l'unité de doctrines que le recueil devait conserver. Scott insista alors pour que la politique fût bannie de la *Revue :* laissons Jeffrey rapporter lui-même sa réponse :

Walter Scott fut directement informé de l'impossibilité d'exclure la politique des pages de la *Revue*. La prépondérance illégitime des articles politiques était de sa part le sujet de fréquentes remontrances ; et je me souviens fort bien que lorsqu'il me représentait la convenance de faire de la littérature le fonds du recueil et de n'accorder place qu'accidentellement à ces questions plus irritantes, je lui ai répondu à plusieurs reprises qu'avec l'influence politique que nous avions déjà acquise, on ne pouvait nous demander rien de pareil ; qu'une semblable conduite porterait un coup fatal à la popularité et à l'autorité de la *Revue*, même en matière de littérature. Une fois même, je suis tout à fait certain de m'être servi des paroles suivantes : « La *Revue* ne va que sur deux jambes ; la littérature, sans doute, est une des deux ; mais la politique est la jambe droite.[1] »

Malgré cette différence d'opinions, Walter Scott n'eût peut-être point brisé avec la *Revue d'Édimbourg* sans l'article de Jeffrey sur *Marmion*. Les critiques de Jeffrey sont presque toutes justes, et elles sont accompagnées d'éloges ; cependant on doit reconnaître que l'Aristarque aurait pu, sans manquer à ses devoirs envers le public, se montrer d'une impartialité moins cruelle vis-à-vis d'un ami d'enfance et d'un collaborateur. Jeffrey était attendu à dîner chez Scott, le jour même où l'article parut[2] ; il envoya le matin la revue à Scott avec ce billet :

1. Contributions to the Edinburgh Review by Francis Jeffrey. 2nd. Edition. Preface, page XIX.

2. En avril 1808.

« Cher Scott, si je ne vous faisais honneur de plus de magnanimité que n'en a aucun autre membre de l'irritable tribu des poëtes, j'oserais à peine remettre ceci entre vos mains. Je ne le puis faire sans une grande appréhension, et sans un très-vif désir que l'amitié, qui a jusqu'ici existé entre nous, ne soit point altérée. J'ai dit de votre poëme exactement ce que j'en pense ; et quoique je ne puisse raisonnablement compter que vous serez satisfait de tout ce que j'ai écrit, il me serait extrêmement douloureux de croire que je vous ai fait quelque peine. Si vous conservez encore quelque amitié pour moi, vous ne différerez pas de me le faire savoir. En attendant, croyez-moi sincèrement tout à vous. »

Scott répondit à Jeffrey de ne point manquer de venir dîner ; et il ne laissa rien paraître de l'impression qu'avait pu lui causer le fatal article. Sa femme, moins maîtresse d'elle-même, dissimula mal, sous les dehors d'une froide politesse, le mécontentement qu'elle éprouvait. Scott demeura en excellents termes avec Jeffrey ; mais la souffrance, pour être cachée, n'en était pas moins vive ; et elle ne fut point adoucie par l'article élogieux qu'Hallam écrivit six mois plus tard [1] sur l'édition de Dryden qui suivit de près *Marmion*. Le même numéro contenait un article de Brougham sur *don Cevallos* et les affaires d'Espagne, qui fit scandale par la hardiesse avec laquelle il heurtait l'opinion générale en Angleterre sur les événements de Bayonne. Scott écrivit immédiatement à

1. Octobre 1808.

Constable de le rayer de la liste des abonnés : « La *Revue*, disait-il, avait adopté une ligne qui me rendait impossible de continuer d'y écrire ; maintenant il m'est impossible de continuer à la recevoir et à la lire. »

Scott ne pratiqua donc point, vis-à-vis de la *Revue d'Édimbourg*, ce pardon des injures qu'un an auparavant il avait prêché à Southey. Non-seulement il cessa d'y écrire, il lui suscita une concurrence. Il entretint le lord-avocat d'Écosse, John Campbell Colquhoun, et Robert Dundas, fils de lord Melville, de l'influence dangereuse que la *Revue d'Édimbourg* acquérait sur les esprits, et de la nécessité de combattre cette influence au moyen d'un recueil établi sur le même plan que la *Revue*. Il en fit parler également à Canning ; et celui-ci, comprenant mieux que ses collègues du ministère l'importance de ne pas laisser les whigs se rendre maîtres de l'opinion publique, accueillit favorablement l'idée de fonder une revue tory, et fit proposer à Scott d'en prendre la direction. Scott déclina cette tâche, mais s'offrit à contribuer de sa plume et de ses conseils à la fondation du nouveau recueil. John Murray, qui venait de s'établir comme libraire à Londres, et qui devait devenir le premier des éditeurs anglais[1], accepta avec empressement les

1. La mort de M. Murray, survenue en 1842, a provoqué un concert unanime de regrets de la part des gens de lettres anglais de toutes les opinions.

ouvertures qui lui furent faites de la part de Canning, et se rendit en Ecosse, en octobre 1808, pour conférer avec Walter Scott des mesures à prendre. Le résultat de cette entrevue fut l'organisation de la *Quarterly Review* (Revue trimestrielle). L'idée arrêtée en principe, Scott en pressa l'exécution avec une ardeur fiévreuse ; il se chargea d'enrôler des écrivains, de leur fournir des matériaux et des sujets, d'écrire lui-même des articles. Mais c'est à lui-même qu'il faut laisser raconter ses démarches et exposer ses idées. Il s'adressa d'abord à Georges Ellis, son ami et l'ami de Canning :

La *Revue d'Édimbourg* vous dit froidement : « Comme M. Cobbett, nous prévoyons prochainement une révolution dans le pays » ; et, en vérité, à force d'avilir la personne du souverain, d'exalter la force des armées françaises et l'habileté de nos ennemis, de soutenir que la paix (cette paix qui de leur aveu ne peut être obtenue qu'au prix de l'honneur) est indispensable au salut de l'Angleterre, je trouve que ces gens-là ont fait, depuis deux ans, tout ce qui était possible pour hâter l'accomplissement de leur prophétie. Cette revue s'imprime tous les trois mois à 9000 exemplaires, et aucune famille comme il faut *ne peut* se dispenser de la recevoir, parce qu'en dehors de la politique, elle contient les seuls articles de critique littéraire qui aient quelque valeur. Maintenant, combien, à votre avis, y a-t-il des lecteurs de cette revue qui soient en état de séparer la littérature de la politique ? Songez combien il y a de jeunes gens sur l'esprit desquels le caractère brillant et hardi de ce recueil peut produire une impression indélébile, et calculez les conséquences.

Je suis d'avis pourtant qu'il y a un remède au mal, et ce remède consiste à établir à Londres une revue, complétement indépendante de toute influence de librairie, sur un plan aussi libéral que la *Revue d'Édimbourg*, avec des articles littéraires aussi bons, et des principes anglais et constitutionnels. On m'a donné à entendre que M. William Gifford est disposé à prendre la direction d'un recueil de ce genre, et sur la prière du lord-avocat, je lui ai écrit une longue lettre à ce sujet. Si ce plan s'exécute, il va falloir que vous suspendiez votre fusil de chasse à la muraille pour reprendre votre vieille armure d'anti-jacobin, et frapper encore un de ces bons coups d'autrefois.

La lettre à Gifford, dont il vient d'être question, contient tout le plan de la *Quarterly Review*, elle indique l'esprit du recueil, elle en fait connaître les premiers rédacteurs ; elle appartient donc à cette histoire :

...... La grande réputation et la popularité de la *Revue d'Édimbourg* tiennent surtout à deux circonstances. En premier lieu, elle est complétement à l'abri de l'influence des libraires, qui ont réussi à faire de presque toutes les autres revues de simples feuilles d'annonces, destinées à faire mousser leurs livres. En second lieu, non-seulement elle rémunère largement les écrivains, mais le rédacteur en chef impose cette rémunération aux gens que leur rang et leur fortune rendent complétement indifférents aux questions d'argent. Le rédacteur en chef, je le sais, exige formellement que tout rédacteur reçoive le prix de ses articles ; il dit, à ce propos, que Pierre le Grand en travaillant aux tranchées recevait la paye, comme le commun des soldats. L'inflexibilité de cette règle fait tomber tous les scrupules et attache à la revue nombre

de personnes qui autrement auraient fait difficulté de toucher le prix de leur travail, et même d'autant plus qu'au fond cet argent leur aurait fait plaisir. Il y a bien des jeunes gens de talent et de bonne volonté qui sont charmés d'avoir un prétexte honorable de gagner quinze ou vingt guinées, et à qui il ne plairait guère d'être considérés comme des écrivains salariés. D'où je déduis ces deux principes : premièrement, que le recueil doit être indépendant de toute influence de librairie ; secondement, que les travaux des collaborateurs doivent être régulièrement et convenablement rétribués, et que la règle doit imposer à tout rédacteur de recevoir le prix de ses articles. John Murray, de Fleet-Street, jeune libraire riche et entreprenant, qui a beaucoup plus de bon sens et d'élévation dans les sentiments que la généralité de ses confrères, est venu me voir à Ahestiel,il y a quelques semaines : apprenant qu'il avait eu occasion de causer avec vous de ce qui nous occupe, je n'ai point hésité à lui faire part de mes vues ; et je l'ai trouvé dans des idées tout à fait libérales et satisfaisantes.

Le rôle de directeur est d'une telle importance que, si vous n'aviez consenti à vous en charger, toute l'entreprise, j'en ai peur, eût avorté. Le directeur doit, cela va sans dire, avoir plein pouvoir de choisir, d'abréger et de corriger les articles insérés dans la revue. Mais ce n'est pas tout. Comme il est personnellement responsable vis-à-vis du libraire de la publication, à époque fixe, d'un nombre déterminé de pages, il sera obligé de calculer en temps opportun le nombre d'articles dont chaque numéro devra se composer, et s'occuper d'obtenir ces articles des personnes les plus capables d'écrire sur tel ou tel sujet. C'est là une besogne tellement ennuyeuse, que je prévois avec plaisir que vous serez promptement obligé de renoncer à votre projet de ne rien écrire vous-même. En même temps, si vous voulez bien me permettre de

remplir l'office de chacal ou de pourvoyeur du lion, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous aider dans cette partie désagréable des fonctions de directeur. Mais il y a quelque chose encore à faire, et de la dernière conséquence. Une des ressources du directeur de la *Revue d'Édimbourg*, un des moyens qu'il emploie pour faire lire les articles les plus lourds de son recueil, est d'accepter la collaboration de gens doués de peu de talent pour écrire, pourvu qu'ils connaissent bien le sujet qu'ils traitent ; mais comme leurs productions sont souvent d'une déplorable médiocrité, il les rend supportables en y jetant une poignée d'épices ; en y introduisant les idées, les rapprochements, les plaisanteries qui lui viennent à l'esprit en les lisant. Par ce procédé, sans perte de temps et sans surcharge de travail, il transforme des articles d'une extrême lourdeur en productions suffisantes, et de nature à ne point déparer les morceaux à la suite desquels elles seront publiées. C'est là ce qui rend l'intervention d'un directeur un point de la dernière importance ; les hommes qui ont les connaissances nécessaires pour rendre compte d'un livre d'érudition ou traitant de matières abstraites, sont souvent incapables de donner à leurs jugements une forme lisible, encore moins agréable et attachante : et comme on ne peut acquérir leur science sur le moment, le seul remède est de suppléer à ce qui leur manque, et de donner à leurs œuvres un tour plus supportable.

Il est un avantage que vous possédez à un degré tout particulier : celui d'avoir accès aux meilleures sources d'information pour la politique. Ce n'est pas qu'il soit souhaitable, surtout au début, que le recueil assume un caractère politique marqué. Au contraire, les articles de sciences et de littérature doivent être d'un mérite à soutenir la comparaison avec les meilleurs des autres publications. Mais comme le motif véritable qui fait établir le nouveau recueil, ce sont les doc-

trines repoussantes et pernicieuses qui déshonorent les pages de la plus populaire de nos revues, il est essentiel de songer aux moyens de soutenir la lutte. A ce point de vue, ce n'est point trop attendre, je pense, de ceux qui sont en mesure de nous aider que d'espérer, que pour les questions d'un grand intérêt national, ils fourniront aux rédacteurs, par l'entremise du directeur, des renseignements exacts sur les faits, dans la mesure où il sera bon de les faire connaître au public. C'est là le point délicat, et cependant le plus essentiel de notre entreprise. D'une part, on ne doit certainement pas penser que nous serons tenus de plaider en toute occasion la cause du ministère. Un tel abandon de notre indépendance nous rendrait entièrement incapables d'atteindre le but que nous nous proposons. D'un autre côté, rien ne donnera plus d'intérêt à notre œuvre que si le public découvre, non point par des vanteries de notre part, mais par ses propres remarques, que nous avons le moyen d'être promptement et exactement renseignés sur les faits. La *Revue d'Edimbourg* a dû beaucoup aux peines que l'opposition s'est données pour mettre au service des rédacteurs tous les renseignements qu'il était possible de se procurer sur les affaires publiques. Permettez-moi donc de vous répéter, cher monsieur, que vous qui possédez la confiance de M. Canning et d'autres personnes au pouvoir, vous pouvez obtenir aisément les renseignements confidentiels nécessaires pour donner de l'autorité à la *Revue*, et en faire profiter les rédacteurs que vous chargerez de parler au public.

Quant au mode et aux époques de publication, vous penserez sans doute que paraître tous les mois, avec la disette actuelle de sujets intéressants, serait paraître trop souvent, et qu'un numéro tous les trimestres, tout en vous donnant moins de peine, suffira amplement à toutes les questions qui vaudront la peine d'être traitées. . . . .

Je serais d'avis d'éviter toute profession de foi politique trop ouverte, et toute déclaration d'hostilité contre les recueils de tendances opposées. D'après les petites observations que j'ai pu faire, je crois que les whigs sont surtout sensibles à une argumentation d'une ironie froide et aux atteintes du ridicule. Comme ils exercent depuis longtemps une sorte de domination sur la presse, par suite de la négligence des gens qui croient qu'une bonne cause se suffit à elle-même, ils ressentiront bien plus vivement toute attaque de ce côté; et habitués qu'ils sont à toujours porter des bottes, ils ont un peu perdu le talent de parer les coups. Il ne se passera donc pas un long temps sans qu'ils fassent quelque violente sortie, et je ne serais pas surpris que la *Revue d'Edimbourg* en fût chargée. Nous pourrions alors engager le combat avec bien meilleure grâce que si nous avions lancé une provocation. Je suis donc pour que l'on commence les hostilités sans déclaration de guerre en forme. N'ayons avec nous pour un numéro ou deux que des volontaires; et quand nous aurons fait quelque bruit, nous enrôlerons et nous disciplinerons des forces régulières.

En somme, l'affaire devient très-sérieuse; la *Revue d'Édimbourg* distribue régulièrement 8 à 9 mille exemplaires, uniquement parce qu'il ne se public rien de supportable dans le même genre. Il s'en vend plusieurs centaines ici, où il n'y a pas un whig sur vingt lecteurs de la *Revue*. Combien de temps la masse de ces lecteurs continuera-t-elle à repousser des doctrines politiques si habilement entremêlées de discussions instructives ou amusantes? Cela demande qu'on y réfléchisse sérieusement. Mais il n'est pas encore trop tard pour monter sur la brèche. Notre premier numéro devrait paraître, si c'est possible, en janvier; et s'il pouvait éclater comme une bombe au milieu d'eux, sans avis préalable, l'effet en serait d'autant plus saisissant. Quant aux écrivains auxquels on peut s'adresser en premier lieu, vous êtes meilleur

juge que moi. Je crois pouvoir compter sur l'assistance d'une couple d'amis à Edimbourg, particulièrement de William Erskine, beau-frère du lord-avocat, et mon ami intime. A Londres, vous avez Malthus, George Ellis, les Rose, *cum pluribus aliis*. Richard Heber était chez moi quand Murray vint me voir dans ma ferme, et connaissant son zèle pour la bonne cause, je l'ai admis à nos conseils. En M. Frère nous pouvons espérer un puissant allié. Le Rév. Reginald Heber serait un excellent collaborateur, et quand j'irai en ville, je sonderai Mathias. Comme un secret absolu sera nécessairement gardé, on pourra surmonter les hésitations de bien des gens : quant à des érudits, vous ne pouvez être embarrassé tant qu'Oxford sera ce qu'il est; et je ne crois pas non plus qu'on puisse manquer d'articles scientifiques.

Les idées de Walter Scott furent partagées par Gifford et par Canning. C'est ce qui résulte d'une nouvelle lettre de Walter Scott à Ellis, dont la plus grande partie mérite d'être citée parce qu'elle fait connaître le directeur de la nouvelle revue.

Vous saurez que la lettre dont je vous envoie copie a été accueillie de la façon la plus favorable par M. Gifford qui en approuve toutes les idées; que M. Canning l'a lue, et qu'il a promis l'assistance dont il était question. Je désire donc vous mettre complétement au courant de choses qu'on ne peut guère écrire à moins que ce ne soit dans toute la confiance de l'amitié. Permettez-moi de toucher une corde très-délicate, les opinions politiques de la *Revue*. Il me semble que cette politique doit être d'un caractère libéral et large, s'appuyant sur des principes, pleine d'indulgence et de conciliation sur les simples questions de parti, mais vigoureuse quand il s'agira de découvrir et de combattre toute tentative pour

saper notre édifice constitutionnel. La religion est un autre point glissant : ici encore, je voudrais être aussi impartial que la matière le permettra. Ce caractère d'impartialité, aussi bien que la conservation d'une grande autorité en littérature, sont d'aussi sérieuse importance pour ceux de nos amis qui font partie du ministère, que nos efforts directs en leur faveur; car ces efforts n'auront de puissance qu'en proportion de l'influence que nous aurons acquise par une circulation considérable; et pour acquérir cette circulation, les deux premiers points seront d'une absolue nécessité. Maintenant, *entre nous*, notre directeur ne sera-t-il pas quelquefois un peu ardent et un peu poivré? qualités éminentes en elles-mêmes, mais qui ne devraient pas constituer tout à fait le caractère dominant d'une publication de ce genre. Ceci mérite un *memento*.

Comme notre début est d'une si grande conséquence, ne croyez-vous pas que M. Canning, quoique notre Atlas à tous les égards, ne pourrait pas trouver pour une journée un Hercule sur qui se décharger du fardeau de notre globe, pendant qu'il écrirait un article. Je sais que c'est là une demande bien audacieuse, mais je suppose qu'il pourrait, comme cela arrive quelquefois à de grands hommes d'État, être pris d'un accès de goutte politique, manquer à quelque grand dîner ministériel qui pourrait lui en donner un véritable, dîner à trois heures avec un poulet et une pinte de vin, et jeter les fondements au moins d'un bon article. Soyons une fois à flot et notre besogne ne vaudra plus la peine d'en parler; mais jusque-là tout le monde doit travailler ferme.

...... Au nom du ciel, ne manquez pas d'avoir une réunion aussitôt que vous pourrez. Gifford sera admirable à l'œuvre; mais, si je ne me trompe fort, il faudra employer avec lui l'éperon et la bride : l'éperon, à cause des habitudes de paresse littéraire que sa mauvaise santé lui a fait contracter,

et la bride, parce qu'ayant, dans une certaine mesure, renoncé au monde, on ne peut lui supposer la faculté habituelle et instinctive de juger du premier coup et sans hésitation de quelle façon il doit lancer une flèche pour rencontrer le souffle de l'opinion populaire. Mais il a du mérite, de l'esprit, du savoir, des connaissances étendues ; il est l'ami de nos amis au pouvoir et peut avec facilité se tenir en rapport avec eux ; il n'a point à redouter qu'on lui cherche querelle en particulier pour des critiques publiques, et il n'aura très-probablement pas l'embarras d'être forcé d'agir dans le monde côte à côte avec les gens qu'il aura censurés et probablement offensés. Tout cela est de la dernière importance pour l'accomplissement de la tâche difficile qu'il assume.

Dans les lettres qui précèdent, Walter Scott ne fait valoir que les raisons politiques qui rendaient nécessaire l'établissement de la *Quarterly Review* : mais ses griefs personnels contre la *Revue d'Edimbourg* n'en étaient pas moins présents à sa pensée. En faisant part à son frère de la création du nouveau recueil, il ne peut s'empêcher d'ajouter : « Constable[1], ou plutôt l'ours qu'il a pour associé, ne s'est pas conduit très-poliment à mon égard dans ces derniers temps; et je dois à Jeffrey une bonne tape avec une queue de renard pour son article sur *Marmion* : c'est ainsi que le temps en tournant sur lui-même vient m'apporter la vengeance. » On a pu voir que Scott n'attendait pas que le temps lui amenât la vengeance, mais qu'il savait aller au-devant d'elle. Il ne s'en tint

1. Constable était l'éditeur de la *Revue d'Édimbourg*.

pas, en effet, à correspondre avec tous les gens qu'il espérait intéresser à la fondation de la nouvelle revue; il se rendit tout exprès à Londres au printemps de 1809 pour conférer avec Canning et les autres promoteurs de l'entreprise, et il ne revint en Écosse qu'après la publication du premier numéro de la *Quarterly Review* qui parut au commencement d'avril. Ce premier numéro contenait trois articles de Walter Scott : sur les poésies posthumes de Burns, sur la chronique du Cid publiée par Southey et enfin sur le *Voyage en Ecosse* de sir John Carr.

La direction de la revue appartenait à Gifford qui se chargea en grande partie de la critique des œuvres littéraires, et surtout des ouvrages en vers; mais plus prudent que Jeffrey, il se garda de rendre compte lui-même des poëmes de Walter Scott. On a pu voir quelle opinion Walter Scott avait de Gifford : celle de Moore qui était lié depuis longues années avec le futur directeur de la *Quarterly Review*, n'en différait pas beaucoup : « Gifford, disait Moore, est l'homme le plus doux qu'il y ait sur la terre, jusqu'à ce qu'il prenne une plume; il devient alors tout absinthe et tout fiel. » Gifford avait débuté dans le monde par être précepteur chez lord Grosvenor, chef d'une des familles les plus riches du parti tory. Lord Grosvenor ayant contribué à la fondation de l'*Anti-Jacobin*, Gifford écrivit dans ce journal, et entra ainsi en relations

avec Canning et avec Pitt lui-même. Sans la faiblesse de sa santé et son aversion pour le monde, il aurait fait sans doute son chemin dans la politique : il devint une puissance dans les lettres par l'autorité que lui donna la direction de la *Quarterly Review*. C'était un homme savant et d'un goût sûr, et un écrivain correct; mais il n'avait ni l'élévation d'idées, ni la merveilleuse souplesse de style qui caractérisaient Jeffrey. On a reproché quelquefois à l'Aristarque de la *Revue d'Edimbourg* une critique trop minutieuse, qui instruisait trop en détail le procès des écrivains, et à force de relever mille petits défauts faisait trop souvent perdre de vue les qualités sérieuses d'un ouvrage. Gifford ne faisait point tant de façons pour condamner un livre; plus sensible aux défauts qu'aux beautés d'un poëme, il asseyait tout de suite sur deux ou trois gros arguments une condamnation impitoyable, dont un style tranchant, une ironie froide et amère relevaient encore la rigueur. On lui a reproché, non sans quelque raison, l'implacable sévérité de ses articles sur Keats, sur Hazzlitt, sur lady Morgan. Ni l'âge, en effet, ni le sexe, ni le rang, ne trouvaient grâce devant l'écrivain un peu morose, qui, s'isolant par goût dans le silence de son cabinet, n'était accessible à aucune des séductions du monde et ne se prêtait à aucun de ces accommodements qui désarment la critique.

Au nombre des collaborateurs les plus assidus de

Gifford, il faut citer Walter Scott lui-même qui, tant qu'il vécut, ne laissa guère passer d'année sans rédiger plusieurs articles, George Ellis, critique fin et spirituel, sir John Barrow [1], narrateur agréable et savant qui donna d'intéressants articles sur les livres de navigation et de voyages, Southey, compilateur infatigable, qui écrivit à peu près sur toute espèce de sujets, et enfin M. John Wilson Croker, le seul des fondateurs de la *Quarterly Review* qui survive aujourd'hui. M. Croker est né en Irlande en 1780, de parents anglais. Il a fait son éducation au collége de la Trinité à Dublin, et il débuta au barreau de cette ville en 1802. En 1807, il fut envoyé à la Chambre des communes par le bourg de Downpatrick qu'il représenta au parlement jusqu'en 1832. Il a fait partie comme secrétaire de l'amirauté de tous les ministères qui se sont succédé de 1809 à 1830. La facilité et la vivacité de sa parole, son talent à tourner les difficultés et à donner des ridicules aux gens, sa grande mémoire et sa connaissance parfaite des sujets qu'il traitait, le mirent au premier rang des orateurs de son parti : et il semblait destiné à une carrière brillante lorsqu'il se retira de la politique active en 1832, en-

1. Mort en 1848, à l'âge de 85 ans. Sir John avait accompagné Macartney dans son ambassade en Chine; il avait fait un voyage d'exploration au Groenland, et il avait été quelque temps secrétaire de l'amirauté.

core dans toute la force de l'âge. Comme écrivain de revue, M. Croker a eu peu d'égaux et n'a point eu de maître. Il s'était fait connaître par un certain nombre de brochures satiriques, lorsqu'il entra à la *Quarterly Review*, dont il a écrit longtemps presque tous les articles politiques. Il y déploya un talent plein de vigueur à la fois et de malice, qui savait manier avec une égale supériorité l'arme du raisonnement et celle du ridicule. Peu bienveillant en général pour la France, M. Croker a à se reprocher plusieurs articles d'une violence au moins inutile contre le prisonnier de Sainte-Hélène; et lorsqu'en 1840, le maréchal Soult, envoyé pour assister comme ambassadeur au couronnement de la reine Victoria, fut l'objet d'une sorte d'ovation de la part du peuple anglais, ce spectacle, loin de montrer à M. Croker qu'il était temps de dépouiller les préventions et les haines du passé, lui inspira contre la France un article dont la virulence eût étonné les plus emportés des gallophobes de 1808. Le dernier article que M. Croker ait écrit pour la *Quarterly Review* a eu pour sujet la révolution de février, et le rôle qu'y a joué M. de Lamartine. On n'a peut-être point oublié la polémique à laquelle cet article donna lieu [1].

1. Outre un grand nombre de brochures sans intérêt pour des lecteurs français, M. Croker a écrit une *Histoire d'Angleterre pour les Enfants*, que Walter Scott proclamait le chef-d'œuvre du genre. Il

Gifford conserva la direction de la *Quarterly Review*, jusqu'à sa mort arrivée en 1826. Il eut pour successeur le gendre de Walter Scott, J.-G. Lockhart, homme aimable et de façons élégantes, qui cachait sous les formes de la plus exquise politesse un esprit des plus caustiques. Avec le nouveau directeur, la revue tory perdit peut-être un peu de son âpreté et de sa roideur ; elle n'en devint que plus vigoureuse, et plus cruelle pour les écrivains qu'elle attaquait.

L'antagonisme de la *Revue d'Édimbourg* et de la *Quarterly*, en appelant sous l'une ou l'autre bannière tous les écrivains de mérite, suivant l'opinion à laquelle ils appartenaient, devait avoir pour effet de tuer tous les autres recueils du même genre qu'atteignit aussitôt l'indifférence publique. Les deux grandes revues demeurèrent donc seules maîtresses du terrain, jusqu'au moment où de nouvelles doctrines commencèrent à se faire jour, et où le radicalisme acquit assez de forces pour que l'on comptât avec lui. Nous ne voulons point parler ici du radicalisme de Cobbett qui se réduisait à une hostilité violente et systématique contre l'Église anglicane et l'aristocratie, ni des prédica-

a publié une édition annotée de la *Vie de Johnson*, par Boswell, et une édition des Mémoires de lord Hervey sur le règne de George II.

tions révolutionnaires des frères Hunt qui voulaient appeler prématurément les classes laborieuses à un rôle politique auquel elles n'étaient point préparées, et qui aboutirent aux émeutes de Manchester et au massacre de Peterloo : il s'agit uniquement du radicalisme philosophique, sorti des livres et de l'enseignement de Bentham, qui se préoccupait moins de la balance des pouvoirs politiques, que de l'organisation même de la société, que des lois qui président à la répartition et à la transmission de la propriété, et du régime économique de la Grande-Bretagne. Une répression violente avait mis fin à l'agitation des rues, lorsqu'une crise financière, qui compromit jusqu'à la banque d'Angleterre, reléguant au second plan les questions purement politiques, appela l'attention de tous les esprits sérieux sur l'organisation du crédit, et lorsque les réformes de Huskisson portèrent le premier coup à la législation commerciale inaugurée par Cromwell. Les disciples de Bentham, précurseurs trop souvent oubliés de l'école de Manchester, comprirent que leurs doctrines pour se répandre et fructifier avaient besoin de n'être plus renfermées dans des livres volumineux, que l'heure était venue de s'adresser au public, et d'avoir une tribune du haut de laquelle ils pussent débattre toutes les questions qui préoccupaient la foule. La *Revue de Westminster* fit son apparition en janvier 1824. La direction en fut confiée au disciple de

prédilection de Bentham, au docteur Bowring[1], écrivain laborieux, d'un savoir encyclopédique et d'une intarissable fécondité. Moins remarquable par l'originalité ou la profondeur des idées que par son talent de vulgarisateur, Bowring convenait à merveille à la tâche qui lui était assignée : il dépouilla les doctrines de l'école des formes un peu abstraites dans lesquelles le maître se complaisait ; il les réduisit en système et leur donna la clarté et la simplicité qui seules pouvaient les rendre populaires. La *Revue de Westminster* attaqua le droit de primogéniture et les substitutions; elle demanda non-seulement l'émancipation des catholiques, mais encore celle des israélites ; elle mit l'instruction du peuple au nombre des devoirs de l'État ; elle réclama l'abolition des impôts qui atteignaient la consommation et l'établissement de taxes directes sur la propriété ; enfin elle ne se borna pas à revendiquer l'égalité de tous les cultes devant la loi, elle défendit le principe de la séparation de l'Eglise et de l'État. Ces doctrines heurtaient trop directement les opinions régnantes pour conquérir au nouveau recueil une grande popularité ; et, au bout de quatre ans, les fondateurs de la *Revue de Westminster* étaient obligés d'en suspendre momentanément la publication. Cette interruption ne dura que quelques mois : des efforts

1. Aujourd'hui sir John Bowring, et commissaire général d'Angleterre dans les mers de Chine.

généreux assurèrent pour plusieurs années l'existence de la revue; mais en 1835, la retraite de M. Bowring, qui abandonna scs fonctions de directeur pour entrer au parlement, et de nouveaux embarras financiers contraignirent les propriétaires à réunir leur recueil à une revue fondée depuis deux ou trois ans seulement, et consacrée exclusivement à rendre compte des publications étrangères. C'était la *Foreign Quarterly Review*. Les deux rédactions furent confondues, une partie considérable du recueil et un bulletin spécial furent consacrés à la littérature étrangère, et les deux titres figurèrent à la fois sur chaque numéro. Cette union dura une dizaine d'années : la retraite successive ou la mort des écrivains et des propriétaires qui représentaient la *Foreign Quarterly Review* ont permis à la *Revue de Westminster* de revenir à son organisation première et de s'en tenir à un titre unique.

L'Angleterre ne comptait, en 1830, que trois revues : la *Revue d'Edimbourg* et la *Quarterly*, qui avaient chacune de dix à douze mille abonnés, et la *Revue de Wetminster* dont le tirage ne dépassait pas trois mille exemplaires. Nous avons vu quelles difficultés ce dernier recueil avait eu à surmonter. Toutes les tentatives faites pour établir des revues religieuses avaient été complétement infructueuses. Mais en même temps que les événements politiques de 1830 et le bill de réforme imprimaient un nouvel élan

aux recueils politiques, les dissensions intérieures de l'Eglise anglicane et de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse ranimèrent l'esprit de controverse dans les deux pays, et mirent les théologiens aux prises. Aussi, dès 1845, à côté des trois revues politiques, il ne se publiait pas moins de six revues religieuses.

La première en date était la *Revue trimestrielle de l'Eglise d'Angleterre*, recueil mixte où écrivaient simultanément les partisans de la haute et de la basse Eglise, où lord John Manners coudoyait M. Hartwell Horne. La *Revue théologique* était dirigée par le docteur Worthington dans le sens de l'anglicanisme le plus exclusif. La *Revue anglaise*, fondée par M. Palmer, sur les ruines d'une publication mensuelle, le *British Critic*, représentait les puseyites modérés, ceux qui ne voulaient point se séparer de l'Eglise établie, tandis que les écrivains les plus avancés du même parti, ceux qui devaient un jour aller jusqu'à rentrer dans le sein du catholicisme, tels que MM. Ward et Oakley, avaient transformé un autre journal, le *Remembrancer*, en une revue sous le titre de *Nouvelle revue trimestrielle*, qui se publiait sous le patronage de M. Gladstone. L'Eglise libre d'Ecosse, après avoir établi un journal politique, le *Witness* à Édimbourg, avait fondé aussi en 1844 la *North British Review*, dont la direction était confiée aux docteurs Welsh et Chambers.

Enfin, depuis février 1845, paraissait la *Revue trimestrielle britannique*, rédigée par le docteur Vaughan, et destinée à servir d'organe aux congrégationalistes, et aux autres sectes dissidentes. Toutes ces *Revues*, comme les *Magazines*, se publiaient simultanément à Edimbourg et à Londres. L'Irlande avait une revue à elle, la *Revue de Dublin*. Pendant que toutes ces revues coexistaient, il se publiait en Angleterre, au commencement de chaque trimestre, de quinze cents à deux mille pages de controverse théologique : n'est-ce point là une marque irrécusable de la place immense que les idées religieuses ont conservée dans les préoccupations de la société anglaise. Plusieurs des recueils que nous venons de nommer en dernier lieu, ont cessé d'exister, notamment les revues puseyites; les autres se sont transformés : la *North British Review* subsiste encore, animée de l'esprit qui a présidé à sa fondation; et elle a su se conquérir une place honorable dans la littérature périodique.

DEUXIÈME PARTIE.

LA PRESSE AMÉRICAINE.

CHAPITRE PREMIER.

Introduction de l'imprimerie dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. — Etablissement d'un service des postes. — John Campbell. — Le *Boston News-Letter*. — André Bradford. — Les Franklin. — Le *Courrier de la Nouvelle-Angleterre*. — Ses démêlés avec le clergé ; — avec l'assemblée coloniale. — Le *Journal de la Nouvelle-Angleterre*. — Multiplication des journaux à Boston.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord sont le seul pays au monde où la presse périodique n'ait point eu à soutenir de luttes longues et pénibles, où elle n'ait point acquis l'influence et la popularité au prix de la persécution, où elle ait pris place de bonne heure et presque sans résistance dans les mœurs nationales. Aussi est-ce la plus jeune des nations qui nous offre les journaux les plus anciennement établis, des feuilles politiques déjà plus que centenaires. On

peut dire que les Américains ont eu des journaux dès qu'ils ont pu les imprimer. La presse, dont les débuts ont été si laborieux en Europe, n'a guère rencontré au delà de l'Atlantique d'autres obstacles à son développement que les difficultés matérielles, difficultés inévitables dans un pays nouveau, où tout était à créer, et où la politique jalouse de l'Angleterre, étouffant à dessein le moindre germe d'industrie, tournait opiniâtrément tous les esprits vers les occupations agricoles. Ce n'est pas sans surprise que l'historien voit apparaître les journaux dans les colonies anglaises dès les premières années du XVIII[e] siècle. C'est une preuve irrécusable, et de l'activité intellectuelle de cette société naissante, et de la rapidité avec laquelle les idées et les usages se transmettaient déjà de la métropole au continent américain.

En 1704 le journal était encore une nouveauté en Angleterre. La presse, poursuivie avec acharnement par les Stuarts, n'avait commencé à respirer qu'en 1688. Aucun journal n'avait d'existence assise, de clientèle étendue, de réputation faite. La première feuille quotidienne paraissait à Londres depuis trois ans seulement. S'il en était ainsi dans la riche et populeuse Angleterre, où de si grands intérêts commerciaux avaient besoin de la publicité, et avec une capitale comme Londres, qui était déjà la ville la plus peuplée du monde, quelles chances d'existence pou-

vait avoir un journal dans les colonies d'Amérique ? La population totale des *plantations*, comme on les appelait alors, atteignait déjà 200 000 âmes ; mais cette population, disséminée sur trois cents lieues de de côtes, se répartissait entre dix ou onze colonies, dont quelques-unes encore à l'état d'enfance, et qui formaient toutes autant de sociétés distinctes, gouvernées par des administrations séparées, régies par des lois différentes, et sans relations entre elles. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre, qui composaient le groupe le plus considérable, n'avaient ensemble que 80 000 habitants, et Boston, qui, par le nombre de ses habitants, par l'activité de son commerce, par les ressources qu'elle offrait, tenait, sans conteste, le premier rang parmi les cités américaines, Boston ne comptait pas plus de 8000 âmes. La population d'ailleurs n'était pas seulement clair-semée, elle était pauvre et privée des industries les plus indispensables. Le journal ne peut exister sans l'imprimerie, et rien n'était plus facile que de compter les presses qui fonctionnaient alors sur le continent américain. En 1671, soixante-quatre ans après le premier établissement des Anglais dans la Virginie, le gouverneur, sir William Berkeley, disait dans un rapport : « Grâces en soient rendues à Dieu, nous n'avons ici ni écoles gratuites, ni imprimerie, et j'espère que nous n'en aurons point d'ici cent ans ; car l'instruction a

mis au monde l'indocilité, les hérésies et les sectes, et l'imprimerie a propagé, avec tous ces maux, les attaques contre les gouvernements. » Le vœu de Berkeley faillit être exaucé; soixante ans s'écoulèrent encore avant que la Virginie, la plus peuplée et la plus riche des colonies, eût une seule imprimerie. La plupart des autres colonies n'en eurent guère que vers le milieu du XVIIIe siècle. Non-seulement les fondateurs des premières imprimeries avaient presque tous commencé ou complété leur apprentissage à Londres, mais ils étaient obligés de faire venir d'Angleterre leur matériel et leurs caractères. Franklin est le seul Américain qui ait pu fondre des caractères d'imprimerie avant la guerre de l'indépendance; il y parvint par l'aiguillon de la nécessité et à l'aide de procédés de son invention.

Cependant l'imprimerie n'est pas la seule condition indispensable à l'existence d'un journal : un service de poste n'est pas moins nécessaire. A moins d'avoir une très-grande ville pour berceau, le journal végète et étouffe au lieu où il a pris naissance, s'il n'a les moyens de se répandre au dehors et d'aller chercher au loin le curieux et l'oisif. Au commencement du XVIIIe siècle, il n'y avait en Amérique que trois localités qui méritassent le nom de villes, Boston, New-York, Philadelphie, et il n'existait aucune communication entre elles. Ces trois villes n'avaient de nou-

velles les unes des autres que par les navires de Boston qui allaient aux Bermudes ou à la Jamaïque chercher le sucre, la mélasse et le rhum, et qui, soit à l'aller, soit au retour, faisaient escale à Philadelphie ou à New-York. Pendant l'hiver, aucune communication n'avait lieu par mer, et n'était possible par terre. Cet ensemble de circonstances défavorables n'empêcha pas pourtant les journaux de naître sur le continent américain ; mais on ne s'étonnera point que l'histoire des premiers efforts de la presse ne se puisse séparer ici de l'histoire de l'imprimerie et de l'histoire de la poste.

En 1638, un ministre dissident d'Angleterre, le révérend John Glover, envoya en présent à l'université que les colons venaient de fonder à Cambridge un assortiment de caractères d'imprimerie. Les marchands d'Amsterdam, par pure charité et en vue de venir en aide à la foi protestante, donnèrent à l'université une somme de 40 livres sterling pour acheter une presse ; des souscriptions firent le reste. Parmi les premiers colons se trouvait un ouvrier imprimeur, Stephen Daye, qui manœuvra cette presse, mais qui ne tarda point à succomber à la rigueur du climat. Thomas Green, à qui l'on doit la publication de quelques écrits de théologie et de quelques livres classiques pour l'université, est vraiment le premier qui

ait introduit l'imprimerie en Amérique. Il eut pour successeurs non-seulement son fils aîné, Barthélemy Green, qui fut longtemps le seul imprimeur de Boston, et qui devait y imprimer le premier journal américain, mais toute une lignée de petits-enfants qui propagèrent son art dans la Nouvelle-Angleterre. On trouve quelqu'un des descendants de Thomas Green au berceau de quatorze ou quinze des plus anciens journaux des États-Unis.

C'est aux Campbell que revient l'honneur d'avoir organisé le premier service de postes; mais cette création se fit longtemps attendre. Le 5 novembre 1639, l'assemblée des colons du Massachusetts désigna, dans la ville naissante de Boston, la maison de Richard Fairbanks comme le lieu où seraient reçues en dépôt les lettres arrivées d'Europe ou à destination d'outre-mer. Fairbanks était rendu responsable des lettres remises à sa garde, et il lui était alloué un penny par lettre, comme dédommagement de ses peines. Chacun demeurait libre de recourir ou non à l'entremise de ce dépositaire. Il paraît que cette rétribution d'un penny était une lourde charge pour les premiers colons, car elle ne fut pas payée. Près de quarante ans plus tard, en 1677, on voit les principaux marchands de Boston se plaindre du grand nombre de lettres qui sont perdues : personne n'en veut prendre soin sans rétribution, on les entasse

pêle-mêle sur une table au milieu de la Bourse, à la merci du premier qui veut s'en emparer. Sur la demande des commerçants, la cour générale du Massachusetts nomma un dépositaire, chargé de recevoir les lettres apportées d'outre-mer par chaque navire et de les faire remettre à leurs destinataires ; mais il ne s'agissait encore que des lettres venues d'Europe où à destination d'Angleterre : de relations postales entre les diverses colonies, il n'en était pas question.

Ce n'est que sous Guillaume III qu'on voit naître quelque chose qui ressemble à un service de postes. En 1691, un certain Thomas Neale obtint du roi, par lettres patentes, l'autorisation d'établir dans les principaux ports des *plantations* des bureaux pour recevoir et expédier les lettres et dépêches, suivant un tarif qui serait arrêté par les assemblées coloniales, et à la charge de transporter gratuitement les correspondances relatives au service public. Les bénéfices éventuels de l'entreprise devaient revenir à Thomas Neale; mais l'administration et la nomination des agents furent réservées à un directeur général (*post-master-general*) désigné lui-même par le directeur général des postes d'Angleterre. La spéculation de Neale fut très-malheureuse, malgré le monopole dont les assemblées coloniales investirent son entreprise et malgré les subventions qu'elles lui votèrent en plusieurs occasions. Dans le Massachusetts, les recettes

arrivaient à peine à couvrir le tiers des dépenses ; le service y fut organisé en 1693 par l'Écossais Duncan Campbell, et dix ans plus tard, en 1703, on voit le directeur des postes, John Campbell, successeur de Duncan, réclamer de l'assemblée coloniale des mesures pour assurer l'observation du monopole des postes et une allocation annuelle pour couvrir l'insuffisance régulière des recettes. C'est ce John Campbell qui, ne recevant pas le salaire attribué à ses fonctions, et obligé de faire marcher la postè à ses frais, eut l'idée de publier un journal pour se créer une source de revenus, et se faire un titre de plus à la bienveillance des autorités du Massachusetts.

Le célèbre ministre John Cotton avait importé d'Angleterre en Amérique l'habitude d'adresser le jeudi à ses paroissiens une allocution où il expliquait quelque point d'histoire ou de morale pris dans la Bible : c'est ce qu'on appelait la *leçon* (*lecture*), et l'usage s'en est conservé à Boston. L'affluence qu'attirait chaque jeudi le désir d'entendre le plus éloquent et le plus renommé des prédicateurs puritains détermina l'assemblée ou *cour générale* du Massachusetts à établir ce jour-là à Boston un franc-marché. Les colons prirent donc l'habitude de se rendre à Boston le jeudi. Aussitôt après la leçon, on se répandait sur le marché pour causer des affaires de la colonie, pour échanger les nouvelles locales, pour s'informer des nouvelles

d'outre-mer. Par suite, on avait fixé à ce jour-là le départ de la poste pour les autres colonies. Ce concours de monde, cette curiosité universelle, donnèrent à John Campbell l'idée de son entreprise. Directeur des postes, il était le premier au courant des nouvelles d'Europe : les courriers lui apprenaient les on dit de toute la colonie ; les jours de marché, sa maison ne désemplissait pas de visiteurs qui venaient apporter ou retirer leurs lettres. Il s'avisa qu'il y aurait peut-être quelque profit pour lui à imprimer et à mettre en vente une feuille volante contenant les actes et ordonnances des autorités, les bruits de la colonie et le résumé des nouvelles d'outre-mer. C'est ainsi que naquit le premier journal américain, le *Boston News-Letter* (*Lettre de nouvelles de Boston*), dont le titre rappelle les feuilles manuscrites qui ont précédé les journaux et en ont donné l'idée. Quant à l'imprimeur, nous avons vu que John Campbell n'avait pas le choix : il n'y avait pas encore à Boston d'autre imprimerie que celle de Barthélemy Green, fils aîné de Thomas Green, imprimeur de l'université de Cambridge. Le *Boston News-Letter* fut donc imprimé par Barthélemy Green, et la vente en fut confiée au papetier Nicolas Boone, dont la boutique était située en face de la maison de prière où se faisait la leçon du jeudi. Le premier numéro parut le jeudi 24 avril 1704.

Il est probable que Campbell avait reçu les en-

couragements des autorités locales, car il semble avoir cru qu'en publiant le *Boston News-Letter* tous les jeudis, il remplissait une sorte de service public. Non-seulement il parle de sa mission (*trust*), mais dans les nombreuses pétitions qu'il adresse à la cour générale pour obtenir une subvention en faveur de la poste, la publication de son journal est presque le premier titre qu'il mette en avant : « Depuis deux ans, dit-il dans une pétition de 1706, le pétitionnaire s'est imposé pour le bien public la charge et la dépense d'imprimer chaque semaine une lettre de nouvelles, contenant les événements du dehors et de l'intérieur, et l'a publiée à un prix plus modéré qu'on ne le fait dans une partie de l'Angleterre, quoique les frais soient ici quatre fois plus considérables. Cependant le pétitionnaire n'a point reçu encore un encouragement suffisant pour défrayer les charges indispensables de son œuvre. » Les plaintes réitérées de Campbell montrent que son entreprise n'était pas des plus lucratives ; elle fut en outre traversée par des malheurs. Le grand incendie du 9 octobre 1711, qui consuma une partie considérable de Boston, détruisit les bureaux de la poste, la maison que Campbell venait de rebâtir, son mobilier, la presse et le matériel d'imprimerie qu'il avait achetés.

Campbell, sans se décourager, eut de nouveau recours aux presses de Barthélemy Green, et le *Boston*

News-Letter n'éprouva aucune interruption ; la collection en existe encore, et elle a été consultée avec fruit par les annalistes de Boston quand ils ont voulu écrire l'histoire de leur ville. Les feuilles sont numérotées et se succèdent régulièrement de semaine en semaine, mais le format varie perpétuellement de l'in-folio à l'in-quarto, et même à l'in-octavo. Campbell en donne ingénument la raison dans son numéro 577, en date du 2 mai 1715 : Si l'entrepreneur, dit-il, recevait un encouragement convenable, soit sous la forme d'un traitement, soit par un nombre suffisant de souscripteurs qui s'engageraient pour l'année entière, il donnerait une feuille par semaine pour répandre les nouvelles ; mais, faute de l'un ou de l'autre de ces encouragements, il est réduit à faire de son mieux. » Quand la publication du journal coïncidait avec l'arrivée d'un navire d'Europe, on donnait une pleine feuille aux abonnés ; on se réduisait par économie à l'in-octavo quand les nouvelles chômaient. Peu à peu les annonces vinrent se joindre aux nouvelles ; elles finirent par rendre lucrative une entreprise d'abord onéreuse, et lorsqu'en 1718 Campbell fut remplacé dans ses fonctions de directeur des postes, il n'en continua pas moins à publier son journal.

Le *Boston News-Letter* demeura près de seize ans le seul journal américain. Ce n'est qu'en 1719 qu'André Bradford, qui cumulait à Philadelphie le métier

d'imprimeur-libraire et les fonctions de directeur des postes, suivit l'exemple que lui avait donné Campbell, et publia, le 19 décembre, l'*American Weekly Mercury*, le premier journal qu'ait eu la Pennsylvanie. D'autres journaux ne devaient pas tarder à naître. Le successeur de Campbell dans la direction des postes, William Brooker, fit paraître, le 18 décembre 1720, la *Gazette de Boston*. M. Thomas, dans son *Histoire de l'imprimerie américaine*, fait remonter au 21 décembre 1719 l'apparition de la *Gazette*, qui aurait été, suivant lui, le second journal non-seulement de Boston, mais de l'Amérique. Cette publication fut un coup sensible pour le vieux Campbell, qui, dans sa feuille, s'exprima en ces termes sur le compte de son concurrent : « Je plains les lecteurs du nouveau journal ; ses feuilles sentent la bière forte bien plus que l'huile studieuse ; ce n'est pas là une lecture pour les honnêtes gens. » Malgré la concurrence de la *Gazette*, le *Boston News-Letter*, ou, comme on l'appelait habituellement en constatant son droit d'aînesse, le *vieux journal*, demeura une bonne affaire : Campbell ne s'en défit qu'en 1722. Il céda tous ses droits à son imprimeur, Barthélemy Green. Il vécut encore six ans, et la date précise de sa mort nous est donnée par le journal qu'il avait fondé. On lit dans le *Boston News-Letter* du 7 mars 1728 : « Lundi dernier, 4 courant, est mort ici, à l'âge de 75 ans, John Campbell,

écuyer, jadis directeur des postes en cette ville, éditeur du *Boston News-Letter* pendant longues années, et l'un des juges de paix de Sa Majesté pour le comté de Suffolk. »

La *Gazette* avait déjà changé de mains. En quittant la direction des postes, William Brooker céda son journal à son successeur. Pour constater ses relations avec la poste, la *Gazette* paraissait avec une vignette représentant d'une part un navire, et de l'autre un postillon sonnant du cor. Elle demeura le journal de la poste jusqu'en 1732. Un nouveau directeur nommé Husk, n'ayant pu s'arranger avec son prédécesseur, publia à son compte une feuille qu'il intitula *The Post-Boy (le Postillon)*, et qui prit pour vignette le postillon sonnant du cor, ne laissant que le navire à la *Gazette*. Celle-ci avait été acquise par l'imprimeur Thomas Green, frère cadet de Barthélemy, qui continua de la publier jusqu'en 1752. Appelé dans le Connecticut pour y être l'imprimeur officiel de la colonie, Green céda son journal à un de ses confrères, à Kneeland. Le nouveau propriétaire fit prendre à la *Gazette* un sous-titre d'une longueur interminable : il l'intitula « *Weekly Advertiser (l'Annonceur hebdomadaire)*, contenant les nouvelles les plus fraîches de l'intérieur et d'outre-mer. » Ce sous-titre d'*Advertiser* finit par prédominer, et nous verrons un journal s'emparer du titre de *Gazette de Boston* et faire oublier com-

plétement la feuille qui la première avait porté ce nom.

La *Gazette de Boston* se bornait, comme le *News-Letter*, auquel elle faisait concurrence, à publier les ordonnances administratives, à enregistrer les faits locaux, les arrivages et le prix des denrées. Elle n'accompagnait les nouvelles d'aucun commentaire, et ne soumettait les actes de l'autorité à aucune discussion. Elle répondait donc imparfaitement à l'idée que nous nous faisons d'un journal. Sept mois après son apparition, on vit naître à Boston une feuille qui devait au contraire publier des articles originaux et intervenir activement dans les affaires locales, mais qui allait aussi pour la première fois mettre la presse aux prises avec la justice et attirer sur elle les rigueurs de la loi.

Il y avait alors à Boston un fabricant de chandelles nommé Josiah Franklin, homme intelligent et industrieux, instruit dans les matières théologiques, estimé de toute la ville pour sa probité rigide et sa piété. Fils d'un cultivateur aisé du comté d'Oxford en Angleterre, Josiah Franklin devint presbytérien vers les dernières années du règne de Charles II, et en 1682, lorsque l'on crut au renouvellement des persécutions contre les non-conformistes, il passa en Amérique. Il y épousa en secondes noces la fille d'un des plus anciens émigrants de la Nouvelle-Angleterre, d'un des

patriarches de la colonie, de Peter Folger, que Cotton Mather mentionne dans ses *Magnalia Christi* parmi les serviteurs les plus éprouvés du Christ. Arrivé à l'aisance par son industrie, Josiah Franklin envoya James, l'aîné de ses fils, faire dans la mère patrie l'apprentissage du métier d'imprimeur. James revint d'Angleterre en 1711 avec une presse, des caractères et un matériel complet, et s'établit à Boston. Il eut pour premier apprenti son frère cadet, alors dans sa treizième année, enfant studieux, d'un esprit vif et pénétrant que l'on avait destiné au métier de coutelier, et qui obtint, à force d'instances, d'être employé dans l'imprimerie de son frère. Les loisirs de James Franklin furent plus d'une fois consacrés à publier des ballades ou complaintes sur les événements du jour, premiers essais de cet enfant qui débutait par des chansons, et qui devait finir par être le représentant glorieux et l'un des législateurs de son pays. A la fin de 1720, James Franklin fut chargé d'imprimer les premiers numéros de la *Gazette de Boston*, mais ce travail lui fut ôté presque aussitôt pour être donné à Thomas Green. Le ressentiment de ce procédé fut sans doute au nombre des causes qui suggérèrent au jeune imprimeur, homme d'esprit, mais emporté, opiniâtre et vindicatif, l'idée de publier un journal pour son propre compte.

Les encouragements ne durent pas lui manquer au

sein de sa propre famille. Josiah Franklin avait été rejoint en Amérique par son frère Benjamin. Celui-ci s'était toute sa vie occupé de politique plus qu'il ne convenait peut-être à un homme de sa condition, et plus qu'il n'avait été avantageux à ses intérêts. Il avait employé une partie de son avoir à faire collection de tous les pamphlets et de toutes les brochures relatives aux affaires d'Angleterre qui avaient paru de 1641 à 1717. Il avait en outre pris des notes étendues sur les événements de chaque jour, grâce à un système de sténographie dont il était l'inventeur. Enfin il avait, à ses loisirs, composé plusieurs ouvrages de piété destinés à ne jamais voir le jour. L'oncle Benjamin était l'oracle de la famille ; c'était lui qui s'était chargé en quelque sorte de l'éducation du plus jeune des fils de Josiah, de son filleul Benjamin. Il avait enseigné à celui-ci son système de sténographie, et il récompensait l'aptitude et l'assiduité de son élève en lui racontant une foule d'anecdotes sur les hommes et les choses du temps. Très-pieux, mais un peu porté à la controverse, il développait chez son neveu le goût de la discussion et la subtilité naturelle à un esprit pénétrant. Un tel homme ne devait pas s'effrayer d'un journal. En outre, plusieurs des gens les plus considérés de la ville se réunissaient fréquemment chez les Franklin ; les uns étaient attirés par l'esprit de Benjamin, les autres estimaient dans Josiah le gendre de Pierre

Folger, l'homme d'un sens droit et juste, toujours de bon conseil. Dans ces assemblées, on causait des événements et des préoccupations du jour : on devait aisément en écrire. Sept mois après la publication de la *Gazette de Boston*, le 17 juillet 1721, on vit paraître le premier numéro du *Courrier de la Nouvelle-Angleterre* (*New-England Courant*). Dès le premier jour, le nouveau journal différa sensiblement de ses deux devanciers. Ceux-ci ne contenaient que des nouvelles locales, des extraits des lettres d'outre-mer, les prix des marchés et quelques annonces, jamais aucun article de fond. Le *Courrier*, au contraire, fut exclusivement composé d'articles originaux, de courtes dissertations de morale ou de littérature. L'Angleterre avait vu fleurir, de 1709 à 1718, *le Babillard*, *le Spectateur*, *le Tuteur*, tous ces recueils de critique et de morale tués bientôt par une législation fiscale, mais dont l'existence éphémère a suffi pour immortaliser les noms de Swift, de Steele et d'Addison. Ce fut un journal du même genre que voulurent faire les Franklin : la mode retardait de dix ans d'un hémisphère à l'autre.

Le jeune Benjamin, qui avait eu assez de crédit pour faire imprimer ses ballades par son frère, contribua peut-être de ses avis à faire donner au *Courrier* ce caractère didactique. Lui-même a raconté quelle impression profonde produisit sur lui la lecture d'un

volume dépareillé du *Spectateur* que le hasard lui fit rencontrer à cette époque, et par quel travail acharné il arriva à s'assimiler complétement les idées et jusqu'au style et à la manière d'Addison. C'était là l'occupation de ses nuits ; le jour était employé à composer et à tirer le journal, ou bien à le porter en ville aux abonnés. L'apprenti ne tarda point pourtant à devenir un des principaux rédacteurs du *Courrier*. Le soir, en se retirant, il déposait sous la porte de l'imprimerie des articles non signés qui étaient recueillis le lendemain ; il assistait impassible, mais le cœur plein de joie, aux discussions que ces articles anonymes soulevaient entre les amis de la famille, et il avait presque toujours le plaisir de les voir insérer dans le *Courrier*. Bientôt il lui arriva de se trahir, et il fut admis au conseil. Rien ne permet aujourd'hui de reconnaître la part qui revient à Franklin dans les essais sous forme d'articles ou de lettres, et dans les courts paragraphes qui remplissent les premiers numéros du *Courrier*. Cette égalité de ton tourne à l'éloge du journal autant qu'à celui du jeune auteur : ni l'esprit ni même le talent d'écrire ne manquaient aux collaborateurs de Franklin. Le *Courrier* contient sur les poëtes du temps des appréciations où un jugement sévère est assaisonné de gaieté, et qui sont de bons articles de critique à la façon anglaise ; mais la morale y tient beaucoup plus de place que la littérature ;

les vices du temps sont censurés avec verve, quelquefois avec brutalité, et le ton est le plus habituellement celui de la satire. Ni le gouvernement, ni le clergé puritain ne sont ménagés; toutefois on évitait avec quelque soin les personnalités, et il est rare de rencontrer un nom propre dans le *Courrier*; la critique demeure presque toujours générale, mais elle arrive parfois à la rudesse et à la violence, et même ne hait pas toujours les gros mots. Néanmoins, à tout prendre, et surtout à le comparer aux journaux qui suivirent et même aux journaux américains de notre temps, le *Courrier* n'offre rien de très-répréhensible.

On n'en jugeait point ainsi alors, et les Franklin se firent immédiatement beaucoup d'ennemis. La suprême influence dans la colonie appartenait encore au clergé presbytérien. Toutes les affaires importantes se décidaient dans les réunions des ministres : nul candidat n'arrivait aux honneurs municipaux ou aux assemblées législatives que de leur gré et avec leur appui. Ils ne se bornaient pas à contrôler la marche du gouvernement, ils censuraient la conduite des particuliers, mettant les citoyens à l'index, qui pour une opinion hétérodoxe, qui pour sa négligence à venir aux offices, qui pour la tiédeur de sa foi. Cette domination de la chaire n'avait pas toujours produit d'heureux effets : il n'y avait pas bien longtemps encore que

toute la colonie avait été bouleversée, toutes les familles mises en alarme et le sang innocent répandu à flots, par suite de l'accusation de sorcellerie portée par des ministres contre quelques infortunés. Aussi, quoique la ferveur religieuse fût loin de s'assoupir, un certain nombre d'esprits commençaient à être impatients du joug, et ils trouvaient appui chez tous les dissidents. Les ministres défendaient énergiquement leur pouvoir contesté, et menaçaient volontiers de recourir à l'emploi de la force, à l'exil et à la persécution, pour rétablir l'unité de foi et ramener le respect de leurs décisions. Une intolérance passionnée était encore un trait distinctif du puritanisme. Les Franklin avaient de tout autres idées. Non-seulement leur père et leur oncle avaient souffert pour leur foi religieuse, mais leur grand-père maternel, Pierre Folger, avait toujours été partisan de la tolérance; il avait même publié en 1675 une pièce de vers où il réclamait la liberté de conscience pour les quakers, les anabaptistes et autres sectaires, alors cruellement persécutés par les puritains du Massachusetts. Par tradition et par principes, les Franklin étaient donc les adversaires du joug que la chaire faisait peser sur la population, et surtout de la contrainte morale, de l'hypocrisie que devait s'imposer quiconque avait une étincelle d'ambition : ils firent la guerre aux faux dévots et à la confusion du sacré et du profane. Aussi ne tardèrent-

ils point à être considérés comme des impies, comme des ennemis du Seigneur, et les réunions qui avaient lieu chez James Franklin furent baptisées du nom de *club des libres penseurs*, et même de *club des diables d'enfer*. Le doyen des ministres puritains, le vieil Increase Mather, alors âgé de quatre-vingts ans, avait été au nombre des premiers souscripteurs du *Courrier*; mais dès le troisième numéro il y reconnut l'inspiration de Satan, et il refusa de le recevoir. Ce fut bien pis quand le *Courrier* entra en lutte directe avec le clergé sur une question médicale. Les ministres, les deux Mather à leur tête, recommandaient chaudement la pratique de l'inoculation; les médecins la combattaient comme une innovation dangereuse, et le *Courrier*, sous prétexte d'impartialité, servait d'organe à ces derniers. La controverse s'aigrit et entraîna même des désordres quand la passion populaire se mit de la partie. Increase Mather ne put y tenir, et le 24 janvier il fulmina dans la *Gazette de Boston* une véritable excommunication contre le *Courrier*. Cette pièce extraordinaire, qu'il signa de son nom et qui était un appel direct aux rigueurs du pouvoir civil, se terminait ainsi : « Moi qui ai vu ce qu'était la Nouvelle-Angleterre à ses commencements, je ne puis qu'être confondu de la dégradation de cette terre. Je me souviens du temps où le gouvernement civil aurait pris des mesures efficaces pour supprimer un

pamphlet maudit comme celui-là. Si ces mesures ne sont prises, j'ai bien peur que quelque *terrible jugement* ne pèse sur ce pays, que la *colère de Dieu ne se lève*, et qu'il n'y ait point de remède. Je ne puis m'empêcher de prendre en pitié ce pauvre *Franklin* ; il est bien *jeune* encore, mais peut-être aura-t-il *bientôt* à comparaître devant le trône et au jugement de DIEU, et quelle excuse donnera-t-il alors pour avoir imprimé des choses si indignes et si abominables ? Et je dois en conscience inviter les abonnés du *Courrier* à réfléchir aux conséquences d'être *complices des crimes d'autrui*, et à ne plus soutenir ce *journal de perdition*. »

Les Franklin s'empressèrent de réimprimer l'excommunication d'Increase Mather avec tout son luxe de *capitales* et d'*italiques* comminatoires : ils répondirent sur le ton du badinage, et, quinze jours après, ils informèrent malicieusement Mather et le public qu'il leur était venu quarante nouveaux abonnés depuis le commencement du mois. Ils avaient jusqu'ici les rieurs de leur côté, mais ils ne devaient pas braver impunément un parti qui était en possession du pouvoir. La session de la cour générale [1] arriva, et le *Courrier* du 11 juin 1722 ayant lancé un sarcasme contre les lenteurs des autorités en une circonstance insignifiante,

1. La cour générale était l'assemblée législative du Massachussets : elle était divisée en deux chambres.

James Franklin fut cité dès le lendemain devant la cour générale, et condamné à la prison comme coupable d'avoir publié des articles contenant « des réflexions audacieuses sur le gouvernement de Sa Majesté, sur l'administration de cette province, sur le sacerdoce, les églises et l'université, qui tendent à remplir de vanité l'esprit du lecteur au grand déshonneur de Dieu et au détriment des bonnes âmes. »

Cette condamnation de James Franklin est surtout remarquable en ce qu'elle fut l'œuvre du pouvoir populaire. Ce fut la cour générale qui s'arrogea le droit de juger et de condamner l'écrivain, et elle le frappa, non-seulement sans l'intervention du jury, mais sans aucune forme de procès, sans débat contradictoire, et sans dire où elle puisait cette autorité. C'est la première affaire où la liberté de la presse se soit trouvée en jeu en Amérique. Les législatures coloniales, à l'imitation du parlement anglais, n'hésitèrent jamais à se croire affranchies, vis-à-vis des écrivains, de toutes les formes établies, et même du principe fondamental de la loi anglaise, qui est le jugement par jury; mais les mœurs furent plus fortes qu'elles, et la révolution qui consacra l'indépendance des États-Unis consacra du même coup la liberté absolue de la presse.

James Franklin demeura un mois en prison, et le *Courrier* fut dirigé dans cet intervalle par le jeune

Benjamin, qui sut, comme il le dit, trouver l'occasion de « donner sur les doigts à leurs adversaires. » James, qui, de sa prison, encourageait les vivacités de son frère, était loin de songer à modifier le ton de son journal. Le premier numéro qui fut publié après sa sortie de prison parut avec cette épigraphe, tirée d'un sermon célèbre du temps : « Et voici qu'après avoir anathématisé un homme et l'avoir abandonné au démon, quand le démon n'a pas pu ou n'a pas voulu le prendre, ils envoient le shérif et le geôlier ramasser les restes du démon. » On juge aisément de la glose qui accompagnait un pareil texte. C'était d'abord le vingt-neuvième chapitre de la grande charte, avec le commentaire tout entier de lord Coke, puis d'innombrables citations de jurisconsultes et de membres du parlement sur la liberté individuelle et sur la liberté de la presse. Ce fut le point de départ d'une polémique nouvelle, plus ardente encore que la première, et qui ajouta à l'irritation des adversaires du *Courrier*. Ceux-ci mirent à profit le ressentiment des autorités et l'influence du clergé, et six mois ne s'étaient pas écoulés, que James Franklin se vit un second démêlé avec la cour générale. L'accusation s'empara cette fois d'un article sur l'*hypocrisie*, où l'on maltraitait les hypocrites de toute sorte, mais où il n'était fait mention d'aucun nom propre ni d'aucune classe de personnes. Voici le passage le plus

saillant de l'article coupable ; il semble bien difficile d'y démêler la moindre allusion : « On a raison de dire que la religion est la chose essentielle, mais trop de religion est pire que pas du tout. Le monde regorge de fourbes et de scélérats; mais de tous les fourbes le pire est le fourbe religieux, et les scélératesses commises sous le manteau de la religion sont les plus exécrables de toutes. On assure que l'honnêteté morale ne suffit pas à conduire par elle-même un homme au ciel; soit, je suis sûr pourtant que personne n'y entre sans la posséder. — Renfermerais-tu de pareilles gens dans ton sein, ô Nouvelle-Angleterre? Plût au ciel qu'il ne s'en rencontrât aucun! mais, hélas! je le crains, le nombre n'en est que trop grand. Certains disent : Trouvez-moi un honnête homme qui se conduise en tout comme un dévot? Qui aurait cru qu'une pareille distinction fût possible? C'est que le pays tout entier porte la peine des coquineries de quelques loups revêtus de la peau d'agneaux, et, grâce à eux, nous sommes représentés partout comme un ramassis de fourbes et d'hypocrites. »

Voilà l'article qui mit en émoi toute la ville de Boston, et qui souleva la colère de la législature du Massachusetts. On ne saurait croire quelle passion fut déployée en cette occasion. L'article coupable parut le lundi 14 janvier 1723; le soir du même jour, la chambre basse de la cour générale nomma une

commission pour étudier l'affaire et présenter un rapport et des conclusions; le 15, le rapport fut fait et les conclusions votées; le 16, le bill fut adopté par l'autre chambre et sanctionné par le gouverneur, et il fut signifié le 17 à James Franklin. Le rapport de la commission existe encore dans les archives législatives du Massachusetts; il est ainsi conçu :

« La commission nommée pour prendre en considération le journal intitulé : *Courrier de la Nouvelle-Angleterre* et publié le lundi 14 de ce mois, est humblement d'avis :

« Que la tendance du journal est de tourner la religion en ridicule et de déverser sur elle le mépris; qu'il y est fait un abus profane des saintes Écritures, que les fidèles ministres de l'Évangile y sont l'objet de critiques injurieuses, que le gouvernement de Sa Majesté est outragé, et la paix et le bon ordre des sujets de Sa Majesté dans cette province troublés par ledit *Courrier*. Pour prévenir le retour de semblables délits, la commission propose humblement qu'il soit fait à James Franklin, imprimeur et éditeur dudit journal, sévères défenses d'imprimer ou de publier le *Courrier de la Nouvelle-Angleterre*, ni aucun pamphlet ou journal analogue, sans l'avoir soumis d'abord à la révision du secrétaire de cette province, et les juges de session de Sa Majesté pour le comté de Suffolk, à leur prochaine réunion, sont invités à exiger dudit Fran-

klin caution suffisante de se bien conduire pendant douze mois. »

La peine dont on frappait James Franklin était hors de proportion avec l'offense commise : l'opinion publique en jugea ainsi dès lors; mais ce qui frappa surtout les colons, profondément imbus des idées anglaises, c'est qu'au mépris des principes fondamentaux de la législation britannique, l'éditeur du *Courrier* venait d'être pour la seconde fois condamné sans avoir été entendu et sans être jugé par ses pairs. Non-seulement il n'y avait pas de liberté possible pour la presse, mais il n'y avait plus de sécurité pour aucun citoyen, si les assemblées législatives usurpaient le pouvoir des cours de justice, et s'arrogeaient le droit de rendre des arrêts en dehors de toutes les formes consacrées. La mesure qui atteignait James Franklin causa donc une émotion extrême, et du Massachusetts cette impression se répandit bientôt dans les autres provinces, malgré la difficulté des communications. André Bradford, qui publiait à Philadelphie le *Mercure américain*, reproduisit dans son numéro du 26 février le texte de la décision rendue contre Franklin, et fit suivre ce document de l'article à la fois violent et satirique que voici :

« Punir d'abord et s'informer ensuite, c'est, de l'avis de lord Coke, renverser les notions de la justice. Voici pourtant une sentence sévère portée contre

M. Franklin, sentence qui va jusqu'à lui enlever partie de son gagne-pain, sans qu'il soit admis à donner aucune explication. Ce vote contre le *Courrier* est propre à faire croire aux gens mal informés que l'assemblée du Massachusetts est entièrement composée de tyrans et de bigots qui font de la religion l'instrument même de la ruine du peuple. Cela paraîtrait d'autant plus vraisemblable, que la lettre du *Courrier* censurée par l'assemblée peint au naturel et démasque les hypocrites qui se parent de religion, et de fait les politiques les plus en renom de cette province, tels que l'infâme gouverneur Dudley et sa famille, ont toujours été remarquables pour leur hypocrisie, et c'est l'opinion générale dans le Massachusetts que quelques-uns des hommes au pouvoir n'y ont été élevés que pour être comme une verge entre les mains du Très-Haut et châtier les péchés du peuple.

« Nous n'avons pu nous empêcher de faire entendre ces vérités, par compassion pour les malheureux habitants de cette province, qui doivent désormais renoncer à faire usage de leur bon sens et de leur raison, et se soumettre à la tyrannie du joug clérical et de l'hypocrisie.

« *P. S.* Des lettres particulières de Boston nous informent que les boulangers de cette ville appréhendent de n'avoir plus permission de faire et de vendre du pain sans soumettre préalablement la pâte

à l'inspection et aux balances du secrétaire général. »

La décision de la cour générale, qui soumettait le *Courrier* à la censure préalable, jeta James Franklin dans une grande perplexité. Il sortit d'embarras au moyen d'une de ces supercheries auxquelles se prête la jurisprudence anglaise. Le numero du 11 février contint la déclaration suivante : « Le précédent éditeur de ce journal a reconnu que la nécessité d'aller soumettre tous les manuscrits et toutes les nouvelles publiques au secrétaire du gouvernement entraînerait tant d'inconvénients, que les bénéfices de la publication disparaîtraient : il a donc entièrement abandonné son entreprise. » Ce numéro portait en effet la signature de Benjamin Franklin le jeune. Celui-ci, même après son départ de Boston, demeura l'éditeur nominal du *Courrier* tant que le journal vécut, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1727. Non-seulement la cour générale du Massachusetts ne s'offensa point d'une supercherie qui mettait à néant une de ses décisions; mais, intimidée sans doute par le mauvais effet de sa première campagne contre la presse, elle s'abstint de toute poursuite ultérieure, quoique le *Courrier* n'eût rien rabattu de la vivacité de son langage ni de l'âpreté de sa polémique. Cependant, si ce journal ne baissa point le ton, il perdit son meilleur rédacteur ; celui dont la collaboration donne seule aujourd'hui à la col-

lection du *Courrier* un intérêt historique. Huit mois après la seconde condamnation du journal, Benjamin Franklin quitta Boston. Des démêlés avec son frère aîné furent la cause déterminante, mais ne furent pas l'unique raison de son départ. Josiah Franklin s'alarmait de l'ardeur que son jeune fils apportait dans les luttes de la presse ; il croyait découvrir en lui un irrésistible penchant pour la médisance et la satire, et l'avertissait sans cesse de se tenir en garde contre ces deux défauts. Ce père sensé n'était pas seul de son avis. Bien des gens prenaient mauvaise opinion de ce tout jeune homme déjà si batailleur, et déploraient qu'il ne consacrât son intelligence et son esprit « qu'à ridiculiser et vilipender son prochain. » Franklin d'ailleurs ne se contentait pas d'écrire; il parlait, il recherchait ardemment les occasions de controverse, afin de faire briller la subtilité et la causticité de son esprit. Dans un pays où la dévotion était générale et où elle atteignait si aisément au fanatisme, il mettait la discussion sur les matières religieuses, et débattait les questions de foi avec plus d'ardeur que de prudence et de jugement. Aussi les bonnes âmes le montraient-elles au doigt comme un jeune homme sans religion et même comme un athée. Franklin s'alarma et se fatigua de cette situation, et quelques dégoûts qu'il essuya chez son frère le déterminèrent à quitter furtivement Boston dans l'été de 1723. Franklin, du reste,

n'était pas perdu pour le journalisme : nous le retrouverons à Philadelphie.

Le *Courrier* vécut encore quatre années; il ne cessa de paraître qu'en 1727. A cette époque, James Franklin, qui faisait de médiocres affaires à Boston, où plusieurs imprimeries avaient été fondées, se résolut à quitter cette ville. Il émigra dans la colonie de Rhode-Island, où il n'y avait point encore d'imprimeur, et s'établit à Newport, qui demeura jusqu'à la révolution la seconde ville de la Nouvelle-Angleterre. Il y publia, à partir de septembre 1732, la *Gazette de Rhode-Island*. Il mourut deux ans et demi après, en février 1735; mais après une courte interruption son journal fut repris par sa veuve et par ses héritiers. Le départ de James Franklin de Boston mit fin à l'existence du *Courrier;* néanmoins le succès qu'avait obtenu ce journal avait déjà engagé Barthélemy Green, demeuré propriétaire du *Boston News-Letter*, à publier concurremment avec cette feuille, remplie exclusivement de nouvelles et d'annonces, un journal politique et portant à peu près le même titre : ce fut le *Weekly News-Letter;* dont le premier numéro parut le 5 janvier 1727. Green réunit bientôt ses deux journaux en un seul, sous le nom de *Boston Weekly News-Letter*; mais tout en ayant la prétention de faire un journal politique, il s'efforça de vivre en paix avec tout le monde, et ne

se permit aucune des témérités qui avaient valu au *Courrier* une dangereuse célébrité. On n'eut jamais le moindre écart à reprocher à Barthélemy Green ; c'est ce qu'attesterait au besoin l'épitaphe du digne imprimeur, qu'on lit encore dans le cimetière de Boston : « Il eut soin de ne rien publier qui pût donner offense, et qui fût léger ou nuisible. » Le *Boston News-Letter* sortit des mains de la famille Green en 1769, pour passer entre celles de Draper, imprimeur en titre de la cour générale, qui le fondit avec la *Gazette du Massachusetts*, dont il était propriétaire Le nouveau journal, qui réunissait les titres de ses deux devanciers, continua de paraître le jeudi.

Au moment où le plus ancien des journaux américains essayait de se transformer, le 27 mars 1727 paraissait le *New-England Journal*, qui fut imprimé conjointement par Thomas Green et Samuel Kneeland pendant près de vingt-cinq ans. L'un des premiers numéros de ce journal mentionne aux nouvelles locales la mort, à l'âge de soixante-dix-sept ans, de l'oncle de Franklin, Benjamin Franklin, « chrétien rare et exemplaire. » L'apparition du *New-England Journal* coïncide avec la naissance du grand mouvement religieux dont les prédicateurs méthodistes Edwards et Whitefield furent les principaux propagateurs, et qui arriva à son apogée en 1740. Ce fut comme une recrudescence et comme un rajeunissement du puri-

tanisme : on faillit voir renaître les passions religieuses, la rigueur ascétique et l'austère discipline des anciens jours. Le *New-England Journal* fut l'organe de ce mouvement extraordinaire ; c'est dire assez que la controverse religieuse et la théologie y tinrent une grande place. « Notre but, disent les éditeurs dans le premier numéro, est de mettre sous les yeux du public tous les renseignements édifiants que nous pourrons recueillir. » En conséquence, ils publiaient de nombreux extraits des ouvrages de piété, et surtout des livres qui pouvaient jeter quelque lumière sur l'état du protestantisme dans le monde, sur ses progrès ou ses souffrances. Du reste, le *New-England Journal* était assez bien fait ; si l'élément religieux y prédominait, les nouvelles étrangères et les nouvelles locales n'en étaient pas moins recueillies et classées avec soin. C'est le premier journal américain qui se soit astreint à enregistrer régulièrement les décès et les naissances, pour permettre aux statisticiens de suivre les mouvements de la population. A l'imitation du *Courrier*, il publiait de temps en temps des essais philosophiques ou littéraires. La tradition rapporte cette part de la rédaction du journal à un prédicateur alors en vogue, le docteur Byles, et à Matthew Adams, ce protecteur bienveillant qui avait mis sa bibliothèque à la disposition de Franklin tout enfant, et à qui celui-ci a consacré dans ses mémoires

quelques lignes reconnaissantes. D'après tout ce qui précède, on voit que la politique ne tenait qu'une place secondaire dans le *New-England Journal*, qui ressemblait, plus exactement encore que le *Courrier*, au *Spectateur* et aux autres journaux didactiques de l'Angleterre.

On en peut dire autant du *Weekly Rehearsal* dont le premier numéro parut le 27 septembre 1731. Ce journal fut fondé et rédigé presque en entier par un homme qui jouait un rôle considérable dans la Nouvelle-Angleterre, par Jérémy Gridley, jurisconsulte profond et bon écrivain, d'opinions libérales, mais très-royalistes, et qui eut cette singulière fortune d'instruire et de former pour le barreau plusieurs des promoteurs de l'indépendance américaine. Procureur général du Massachusetts, député à la législature, colonel de la milice, président de la société maritime, grand maître des francs-maçons, Jérémy Gridley ne put longtemps cumuler tant de fonctions avec la rédaction d'un journal. Il se défit du *Weekly Rehearsal*, au bout d'un an, en le cédant à son imprimeur, Thomas Fleet. Celui-ci était un radical anglais qui s'était fait plus d'une affaire à Londres pour ses opinions démocratiques et son hostilité contre le haut clergé; en butte à des poursuites pour quelques propos malsonnants tenus à l'occasion d'une procession tory, il émigra en Amérique et s'établit à Boston, où

ses descendants existent encore. Fleet avait vu à l'œuvre la presse anglaise; aussi, dès qu'il eut acquis le *Rehearsal*, il s'empressa de transformer complétement ce journal. Il changea son nom contre celui d'*Evening Post*, il lui fit prendre le format, l'aspect et la distribution des journaux de Londres. L'*Evening Post* vécut vingt-trois ans entre les mains de Fleet et des fils de celui-ci. L'impartialité de sa rédaction, le mérite de ses articles politiques, l'abondance et la variété de ses renseignements, le choix de ses nouvelles, assuraient à l'*Evening Post* le premier rang parmi les feuilles politiques de la Nouvelle-Angleterre. Il eût été à la tête de toute la presse américaine, si Benjamin Franklin n'était rentré dans la carrière.

CHAPITRE II.

Benjamin Franklin. — La *Gazette de Pennsylvanie*. — Son rôle politique. — Franklin directeur des postes. — Son influence. — Son opinion sur la liberté de la presse. — Sur les devoirs des journalistes. — Sa retraite. — Statistique de la presse américaine au milieu du XVIII[e] siècle.

Nous avons vu Franklin quitter Boston dans l'été de 1723. C'est dans les mémoires de ce grand homme qu'il faut lire l'intéressante et instructive histoire des épreuves qui l'attendaient à Philadelphie d'abord, et ensuite en Angleterre. Cinq ans plus tard, nous retrouvons Franklin de retour à Philadelphie, établi sur la place du Marché, à la fois imprimeur, libraire et papetier, et faisant aussitôt, grâce à sa bonne conduite et à son activité, une rude concurrence à son ancien patron Keimer, et même à André Bradford. Dès que Franklin se vit à la tête d'une imprimerie, en face de

caractères souvent inactifs et de papier blanc, la démangeaison d'écrire le reprit, et il rêva de faire un journal. Il y en avait déjà un à Philadelphie, l'*American Mercury*, établi en 1720 par André Bradford, mais cette circonstance était loin de décourager Franklin. « Je fondais, dit-il, mes espérances sur ce que l'unique journal qui existât alors était tout à fait insignifiant, fort mal administré, dépourvu de tout agrément, et rapportait pourtant de l'argent à Bradford. » Franklin ne sut pas tenir son dessein secret, en attendant qu'il eût réuni les moyens d'exécution nécessaires, et Keimer, averti par une indiscrétion, s'empressa de devancer son jeune concurrent. Il distribua immédiatement dans Philadelphie un prospectus rempli des plus belles promesses, et fit paraître, dès les premiers jours de 1729, un journal qui portait ce titre monstrueux : *l'Instructeur universel dans tous les arts et toutes les sciences, ou Gazette pennsylvanienne*. Un homme moins avisé que Franklin eût été fort embarrassé ; en vrai journaliste, il avait sa vengeance toute prête. Il se fit le collaborateur bénévole de Bradford, pour relever le journal de celui-ci et arrêter l'essor de la feuille rivale. L'*American Mercury* publia, sous le titre de *the Busy-Body* (*l'Officieux*), une série d'articles sur les mœurs, les usages et les ridicules du pays, véritable galerie de satires morales, où l'imitation d'Addison est manifeste pour le style

et pour les idées. L'allure en est assez vive et la langue en est bonne, mais le fond est des plus minces. Cinq ou six de ces articles sont l'œuvre exclusive de Franklin ; pour les autres, il fut aidé ou même suppléé par son ami Breintnall. Les deux collaborateurs, du reste, ne s'étaient point proposé de corriger la société, mais de se créer un cadre pour jeter le ridicule à pleines mains sur le prospectus comme sur le journal de Keimer, et ils arrêtèrent tout net le développement de *l'Instructeur universel*.

Keimer ne put soutenir longtemps la lutte : à l'expiration du troisième trimestre, il fit offrir à Franklin, pour une bagatelle, son journal et ses quatre-vingt-dix abonnés. Franklin accepta immédiatement le marché : Keimer en était pour son mauvais procédé, et se trouvait lui avoir épargné tous les frais de premier établissement. Le premier numéro de la *Gazette de Pennsylvanie*, car tout le reste du titre disparut, qui soit sorti des presses de Franklin, est le quarantième, publié le 25 septembre 1729. Le jeune imprimeur résolut de métamorphoser complétement le journal dont il était devenu maître, il y mit même une sorte de coquetterie : il se servit de papier bien collé et bien blanc, il fit choix de son plus beau caractère, et soigna extrêmement l'impression ; il ne voulut pas seulement être lisible, il voulut être

agréable à l'œil. On n'avait encore rien vu de semblable comme typographie dans la province, où les publications du gouvernement étaient faites sur du papier gris et sale, et étaient souvent inintelligibles à force de fautes d'impression; mais la *Gazette de Pennsylvanie* ne se recommanda pas seulement par la beauté de l'exécution matérielle : elle eut tout de suite une politique très-nette. Franklin n'ignorait pas, après l'expérience de ce qu'il avait vu à Boston, quel puissant moyen d'influence et d'action, quel admirable instrument est un journal entre des mains fermes, prudentes et honnêtes. Aussi n'hésita-t-il point à prendre part dans les querelles politiques qui divisaient alors la Pennsylvanie.

Une lutte assez vive venait de s'engager entre le gouverneur Burnet et l'assemblée, lutte qui devait se continuer sous les gouverneurs suivants. Burnet, conformément à ses instructions, réclamait comme gouverneur un traitement fixe de mille livres sterling une fois voté. L'assemblée, sans chicaner sur le chiffre, voulait que ce traitement fût voté tous les ans avec les dépenses ordinaires. « Elle regardait l'obligation qu'on voulait lui imposer comme contraire à la charte de la province et à la grande charte. Elle croyait à la nécessité d'une dépendance mutuelle entre le gouverneur et les gouvernés. Rendre le gouverneur indépendant ne pouvait manquer d'être dangereux et funeste

pour la liberté de la province ; c'était le plus court chemin vers la tyrannie. On croyait d'ailleurs que la province n'en demeurait pas moins dans la dépendance de la couronne, lorsque le gouverneur à son tour dépendait de ses administrés et de sa propre conduite pour un traitement libéral, puisque les actes qu'il pouvait être contraint de sanctionner avaient besoin pour être valables de l'approbation de la métropole. » Dès le 2 octobre 1729, c'est-à-dire dès le second numéro qu'il publia, Franklin se prononça de la façon la plus catégorique pour l'assemblée dans un article qu'il rédigea lui-même et dont la lecture est encore curieuse. Ceux qui savent que le gouvernement anglais voyait de très-mauvais œil les assemblées coloniales débattre sans cesse leurs droits et leurs franchises, et les colons discuter sur la politique au lieu de planter du tabac et du coton, ne peuvent s'empêcher de prendre pour autant d'épigrammes les compliments un peu ironiques que Franklin adresse à la mère patrie. Après avoir loué le gouverneur de l'honorable fidélité avec laquelle il suivait les instructions qui lui étaient envoyées d'Angleterre, Franklin poursuivait ainsi : « L'amour et le dévouement de cette province pour la dynastie actuelle sont trop connus pour qu'on puisse seulement soupçonner sa fidélité. On nous permettra donc de donner aussi quelques éloges à cette assemblée qui continue à soutenir si résolûment ce

qu'*elle croit* être son droit, le droit du peuple qu'elle représente, et cela en dépit des manœuvres et des menaces d'un gouverneur renommé pour son adresse et son habileté politique, soutenu par des instructions venues d'Angleterre, et puissamment aidé par cet avantage assuré à sa politique de pouvoir attirer à son parti les hommes influents par la libre disposition de tant de postes qui donnent honneur et profit. Notre heureuse mère patrie remarquera peut-être avec satisfaction que, si ses coqs belliqueux et ses limiers incomparables perdent de leur feu et de leur intrépidité naturelle, quand ils sont transportés sous un autre climat comme ce peuple l'a été, — du moins ses *fils*, même à l'extrémité du monde, même à la troisième et quatrième génération, conservent encore cet ardent amour de la liberté et cet indomptable courage, qui de tout temps ont si glorieusement distingué les Bretons et les Anglais entre tous les hommes. »

Cette déclaration de principes donna pour abonnés à Franklin tous les membres de l'assemblée ; elle lui fit en outre des recrues dans le gros du parti populaire, et fut pour lui la source de divers avantages. « Les hommes importants de la province, dit-il, voyant un journal entre les mains de gens qui savaient aussi se servir d'une plume, jugèrent à propos de m'être agréables et de me venir en aide. » Franklin en effet ne tarda pas à devenir l'imprimeur de l'assemblée,

puis le rédacteur de ses procès-verbaux. Lorsque la province émit du papier-monnaie, ce fut lui qui fut chargé de l'imprimer, ce qui lui valut par contre-coup l'impression du papier-monnaie des provinces voisines. Aucun autre imprimeur n'aurait pu faire aussi bien que lui et à si bon compte ; pourtant on n'eût peut-être pas songé à lui sans son journal. A la différence de la plupart des hommes qui rejettent volontiers loin d'eux l'échelle dont ils se sont servis, Franklin aima toujours son métier et lui demeura reconnaissant. Quand il enregistre dans ses mémoires quelqu'un de ces petits avantages qui furent pour lui autant de pas vers la fortune, il ne manque jamais de s'écrier : « Voilà ce que me valut d'avoir appris quelque peu à écrivasser ! (*to scribble.*) »

La *Gazette de Pennsylvanie* eut bientôt un grand nombre d'abonnés, et le propriétaire de l'*American Mercury* en prit naturellement ombrage. Bradford, qui était directeur des postes, ne craignit pas, pour nuire à son concurrent, d'interdire aux courriers de se charger de la *Gazette*, et de prendre aucune lettre, aucune dépêche à l'adresse de Franklin. Celui-ci trouva le procédé peu loyal, et il le déjoua en gagnant à prix d'argent les courriers. Néanmoins le public demeura convaincu que le journal de Franklin était confiné dans Philadelphie, et qu'il avait par conséquent une circulation moins étendue que le journal de la poste,

qui pouvait aller partout. Par suite de cette opinion, presque toutes les annonces étaient portées au *Mercury*, et Bradford se faisait ainsi à peu de frais un beau revenu. Après d'inutiles efforts, Franklin finit par s'adresser au directeur général des postes, et réclama contre l'usage exclusif de la poste que Bradford s'attribuait au préjudice de ses concurrents et du public. Le directeur général lui donna gain de cause, et on lit dans la *Gazette* du 28 juillet 1735 l'avis suivant : « Grâce à l'indulgence de l'honorable colonel Spotswood, directeur général des postes, l'imprimeur de ce journal est autorisé à expédier la *Gazette* franche de port sur tout le parcours de la route postale, de la Virginie à la Nouvelle-Angleterre. » Deux ans plus tard, en 1737, Spotswood, mécontent de la négligence que Bradford apportait dans son service et de la façon irrégulière dont il tenait ses comptes, le destitua et offrit la direction des postes à Franklin, qui l'accepta dans l'intérêt de son journal. « Les appointements étaient minces, dit-il, mais les facilités de correspondance que me donnait cette position me permirent d'améliorer mon journal, augmentèrent le nombre des abonnés et multiplièrent les annonces, si bien que la *Gazette* finit par me rapporter un gros revenu. » Le préjugé qui avait été préjudiciable à Franklin opérait désormais en sa faveur ; le *Mercury* perdit ce que gagnait la *Gazette*, et, satisfait de ce

retour de la fortune, Franklin ne songea point à rendre à Bradford le tour que celui-ci lui avait joué en mettant l'interdit sur son journal.

On sera peut-être curieux de savoir quelles étaient la célérité et la régularité de cette poste dont la faveur faisait et défaisait la fortune des journaux. Nous voyons par un avis inséré dans le *Boston-News-Letter* qu'à la fin de 1714 on établit un service postal entre Boston et New-York, les deux plus grandes villes des colonies. Tous les quinze jours, des courriers partaient de chacun des deux points extrêmes pour se rencontrer alternativement à Saybrook et à Hartford, les deux principaux centres de population du Connecticut, et y échanger leurs sacs de lettres. Chacun de ces courriers distribuait lui-même le long de la route les lettres des stations intermédiaires. Les choses étaient moins avancées encore en Pennsylvanie, ainsi que le prouve l'avis suivant inséré dans la *Gazette*, à la date du 27 octobre 1737, pour annoncer l'entrée en fonctions de Franklin : « Avis est donné au public que le bureau de la poste est établi maintenant chez Benjamin Franklin, rue du Marché, et qu'Henry Pratt est nommé courrier de la poste pour toutes les étapes entre Philadelphie et Newport, en Virginie. Il part vers le commencement de chaque mois et revient au bout de vingt-quatre jours. Les particuliers, les commerçants et autres peuvent être assurés qu'il trans-

portera soigneusement leurs lettres et exécutera fidèlement leurs commissions, ayant déposé à cette fin un bon cautionnement entre les mains de l'honorable colonel Spotswood, directeur général des postes pour toutes les possessions de Sa Majesté en Amérique. »
Six ans plus tard, en 1743, un léger progrès fut accompli : la poste partait de Philadelphie pour New-York tous les huit jours en été et tous les quinze jours en hiver; la poste pour la Virginie partait une fois par quinzaine en été et une fois par mois en hiver.

Revenons à la *Gazette de Pennsylvanie*. Franklin avait deux qualités qui ne se trouvent pas toujours réunies chez le même homme : il avait l'esprit à la fois inventif et pratique. Aussi son journal fut-il entre ses mains un puissant instrument de progrès, une tribune toujours au service de toute amélioration, de toute pensée utile. Il ne se bornait pas en effet à traiter les questions politiques, quoiqu'il fût l'âme du parti populaire; il étudiait avec soin les intérêts locaux. Dès que son attention était appelée sur un mal, il cherchait aussitôt le remède, faisant aussi bon accueil aux suggestions d'autrui qu'à ses inspirations propres et allant droit à l'application. C'est dans son journal qu'il émit plusieurs de ses idées les plus utiles; qu'il fit comprendre, par exemple, à ses concitoyens la nécessité de tenir prêts les moyens d'éteindre les incendies très-fréquents et très-désastreux dans une ville nouvelle et remplie

de constructions en bois. Il en résulta la formation de compagnies de pompiers, munies de pompes déposées en lieu sûr et toujours prêtes à fonctionner, institution que l'Angleterre a empruntée à l'Amérique, et la France à l'Angleterre. La sécurité des personnes et des propriétés n'avait d'autre garantie à Philadelphie que la surveillance négligente de la milice urbaine. On dut au journal de Franklin l'institution d'une garde de nuit permanente et les moyens de subvenir à cette dépense. Ce fut encore la *Gazette* qui appela l'attention des autorités provinciales et du gouvernement anglais sur la nécessité de mettre en état de défense les côtes et les frontières de la Pennsylvanie.

C'était là, après tout, d'assez grands intérêts, mais Franklin ne dédaignait pas non plus les petites réformes et les améliorations de détail. C'est ainsi qu'il fit paver le marché de Jersey, qui était proche de sa maison, puis sa rue, qui conduisait au marché, puis finalement la ville tout entière. La ville pavée, il s'agissait de la tenir propre. Franklin suggéra et fit adopter un système de cotisation pour faire balayer deux fois par semaine ces pavés dont on lui devait l'idée. Ce grand homme était peut-être plus fier de ces petits succès dus à son journal, que de ses plus belles découvertes en physique. Il rapporte ces victoires de sa plume avec complaisance, n'oubliant jamais de dire

que c'est à force de causer, et de barbouiller du papier qu'il a fait prévaloir telle ou telle réforme utile. Il nous raconte même, à propos d'une idée d'autrui, quelle était sa règle de conduite et sa petite tactique. Un de ses meilleurs amis, le docteur Bond, eut, en 1751, la pensée d'établir à Philadelphie un hôpital pour les malades indigents et les émigrants. Il se donna une peine extrême pour recueillir des souscriptions ; mais l'idée d'un hôpital était toute nouvelle en Amérique, on ne comprenait bien ni le projet lui-même ni les moyens d'exécution, et les démarches du docteur eurent peu de succès. Bond vint conter sa mésaventure à Franklin, ajoutant que si personne ne souscrivait, c'est que lui, Franklin, l'âme de toutes les améliorations, ne se mêlait pas de l'affaire. « Je questionnai le docteur, dit Franklin, sur la nature et sur l'utilité probable de son projet, et recevant de lui des explications satisfaisantes, non-seulement je m'inscrivis parmi les souscripteurs, mais j'entrai de grand cœur dans le dessein de provoquer les souscriptions d'autrui. Seulement, avant toute sollicitation individuelle, j'entrepris de préparer les esprits en écrivant sur ce sujet dans le journal ; ce qui était ma constante habitude en pareil cas, et ce que le docteur avait négligé de faire. » Franklin écrivit donc dans la *Gazette de Pennsylvanie* deux articles sur le projet du docteur Bond, puis ces deux articles furent réimprimés en bro-

chure et distribués. Les souscriptions affluèrent, et le premier hôpital américain fut fondé.

Si fécond cependant que fût l'esprit de Franklin, il n'avait pas toujours des réformes à proposer ou à patroner ; en outre les nouvelles chômaient quelquefois, la malle d'Angleterre n'arrivait qu'une fois par mois en été, et à de plus longs intervalles encore en hiver. Comment remplir le journal d'une malle à l'autre sans nouvelles d'outre-mer et sans discussions locales? Les autres feuilles d'Amérique faisaient flèche de tout bois, et on lit dans un journal de cette époque le séduisant appel que voici : « Tous les gens d'esprit, soit en cette ville, soit à la campagne, feraient plaisir à l'éditeur en lui envoyant par écrit et franc de port leurs réflexions. Nous désirons en effet que les affaires de la Nouvelle-Angleterre ne tombent pas dans un complet oubli, comme les affaires et l'histoire des anciens habitants de ce pays. Nous imprimerons ces communications avec soin, sur le plus beau papier possible et dans le format in-4°. » Franklin, quoique plus riche de son propre fonds, se trouvait aussi quelquefois en présence d'une page blanche ; mais il faisait tourner au profit de la morale ces lacunes de la politique. « Je considérais aussi mon journal, dit-il quelque part, comme un moyen de plus de répandre l'instruction, et dans cette vue j'y réimprimais fréquemment des extraits du *Spectateur* et d'autres écrits

moraux ; j'y publiais aussi parfois de petites pièces de ma façon qui avaient été composées pour être lues au sein de notre société littéraire. » Franklin cite particulièrement deux pièces de ce genre : « un dialogue socratique tendant à prouver qu'un homme vicieux, quels que soient ses dons naturels et ses talents, ne peut jamais être avec justesse qualifié d'homme de sens ; et un discours sur l'empire à exercer sur soi-même, ayant pour objet de montrer que la vertu n'est bien assurée qu'autant que la pratique du bien est passée en habitude, et ne rencontre plus l'opposition d'inclinations toutes contraires. » On voit, par les paroles mêmes que nous venons de citer, que Franklin conservait pour le *Spectateur* une admiration persévérante. L'imitation d'Addison est manifeste dans son journal : Franklin emprunte la manière, le ton, et jusqu'à la mise en scène de l'écrivain anglais. Ses articles sont de petits essais de morale, ou le développement de pensées philosophiques, parfois de simples lieux communs, médiocrement rajeunis. On trouve dans le nombre une couple de portraits à la façon de La Bruyère, et finement esquissés ; mais le cadre que Franklin affectionne est celui d'une lettre, et il prend à ravir le ton du badinage ou celui d'une malicieuse bonhomie. Il s'est adressé à lui-même une foule de lettres humoristiques sur des points de morale pratique et sur l'économie domestique. Un assez grand

nombre de ces articles ont été recueillis dans l'édition des œuvres complètes de Franklin, par M. Jared Sparks ; nous n'en citerons donc aucun, préférant nous en tenir à une annonce qui se trouve dans le numéro du 23 juin 1737 : « Il a été enlevé, il y a quelques mois, d'une des stallès de l'église, un livre de prières relié en rouge, doré et portant sur les deux couverts les initiales D et F (Deborah Franklin). La personne qui a pris ce livre est invitée à l'ouvrir, à y lire le huitième commandement, et à le replacer ensuite dans la stalle où il était, moyennant quoi il ne sera plus question de rien. » Nous ne savons si la femme de Franklin retrouva son livre de prières à sa place, mais l'avis au voleur méritait ce succès : il est caractéristique, et montre mieux que de longues citations la manière originale de cet excellent journaliste et le tour piquant qu'il savait donner à ses idées.

L'âge et l'expérience avaient corrigé chez Franklin, ce penchant à la satire et à la malignité qu'il s'accuse d'avoir trop écouté dans sa jeunesse ; aussi la *Gazette* ne lui attira-t-elle aucun des désagréments que le *Courrier* avait valus à son frère et à lui. Il publia même dans son journal, en 1757, sur la liberté de la parole et de la presse, un article dont les doctrines étonneraient bien ses successeurs de la presse américaine. Franklin avait d'autant plus de mérite à s'observer ainsi, qu'il était, comme les journalistes de tous

les temps et de tous les pays, en butte à de perpétuelles obsessions de la part de tous les gens qui avaient une rancune à satisfaire ou un amour-propre à soulager. Il rend témoignage lui-même de ces importunités intéressées et du soin avec lequel il se surveillait : « Dans la direction de mon journal, dit-il, je m'attachais à exclure toutes ces diffamations, toutes ces attaques personnelles qui, dans ces dernières années, ont fait si grand tort à notre pays. Toutes les fois qu'on me demandait l'insertion d'un article de ce genre, et que l'auteur, suivant l'usage, invoquait la liberté de la presse et comparait les journaux aux diligences où tout le monde a droit à une place pour son argent, je répondais invariablement que j'imprimerais cet article séparément si l'auteur le désirait, et lui fournirais autant d'exemplaires qu'il en voudrait distribuer lui-même, mais que je ne voulais pas prendre sur moi de répandre ses attaques ; que j'avais contracté vis-à-vis de mes abonnés l'engagement de leur fournir une lecture utile ou agréable, et que je ne pouvais, sans une injustice manifeste, remplir leur journal de querelles particulières qui ne les intéressaient en rien. »

Franklin écrivait ces lignes dans sa vieillesse, longtemps après avoir quitté la carrière ; et, quand il se rendait à lui-même ce témoignage, il ne pouvait se dissimuler que son exemple n'avait été suivi ni par ses contemporains, ni surtout par ses succes-

seurs. Aussi ajoute-t-il, peut-être par allusion aux attaques incessantes dont lui-même, dont Washington, dont les défenseurs les plus dévoués de l'indépendance furent l'objet de la part de la presse américaine : « Aujourd'hui la plupart de nos imprimeurs ne se font aucun scrupule de satisfaire et de flatter la malice des gens par de fausses accusations contre les plus nobles réputations du pays, et d'augmenter les animosités mutuelles jusqu'à provoquer des duels. De plus ils poussent l'indiscrétion jusqu'à publier sur le gouvernement des États voisins, et même sur la conduite des meilleurs alliés de la nation, des réflexions injurieuses qui peuvent entraîner les plus funestes conséquences. Je ne parle de tout ceci que pour faire réfléchir les jeunes imprimeurs, et pour les encourager à ne pas salir ainsi leurs presses, et à refuser avec fermeté de ternir par ces ignobles pratiques l'honneur de la profession. Ils peuvent voir, par mon exemple, qu'après tout cette ligne de conduite ne sera nullement préjudiciable à leurs intérêts. »

Franklin n'avait point en effet à se plaindre de la fortune : son journal, qui était déjà une entreprise assez lucrative, lui avait valu une clientèle nombreuse, les impressions de la législature coloniale et plusieurs commandes importantes ; il était l'imprimeur le plus occupé, non-seulement de la Pennsylvanie, mais des provinces voisines. L'*Almanach du*

bonhomme Richard, qu'il publia vingt-cinq ans, et dont il vendait, en dépit des contrefaçons et des imitations, le nombre presque incroyable de dix mille exemplaires, représentait à lui seul un revenu considérable dans un pays tout neuf où l'argent était rare; n'oublions pas non plus la direction des postes, à laquelle un traitement était attaché. Enfin, par l'influence croissante de la *Gazette*, des services rendus et de la fortune, Franklin, d'abord secrétaire-rédacteur de l'assemblée coloniale, était devenu député lui-même et l'âme du parti populaire. Dès qu'il fallait composer une commission ou remplir un poste de confiance, il était le premier sur lequel on jetât les yeux; aussi dut-il songer à se décharger d'une partie de ses occupations, et surtout de la direction de son imprimerie : il prit pour associé un Écossais du nom de David Hall. Cette association, qui commença en 1748, dura dix-huit ans. David Hall se consacra tout entier aux impressions, à la librairie et à la vente du papier : c'était en effet Franklin qui fournissait de papier plusieurs des imprimeurs américains, trop pauvres pour s'approvisionner directement en Angleterre. Franklin continua à s'occuper spécialement de la *Gazette*, car on voit, par sa correspondance avec sa femme, que même dans ses missions à la frontière, soit pour négocier avec les Indiens, soit comme commissaire de la province près de l'armée,

il se faisait suivre par ses lettres, ses journaux et les cancans de la province, ce qu'il appelle les histoires de X, Y, Z, et il gronde quand la bonne Deborah, trop occupée dans son ménage, a oublié de lui écrire et de lui envoyer les journaux des provinces du Nord. En 1757 seulement, lorsque Franklin reçut de l'assemblée de Pennsylvanie sa première mission en Angleterre, la *Gazette* tomba aux mains de David Hall; celui-ci la dirigea avec prudence et habileté, et en 1766, quand il eut complétement remboursé Franklin, il demeura seul maître de l'imprimerie et du journal qui en était une dépendance [1].

Même après cette séparation, Franklin ne rompit pas complétement avec la *Gazette de Pennsylvanie;* il y publia de loin en loin quelques lettres et quelques articles, lorsqu'il voulut donner son avis, ou lorsqu'il eut besoin d'intervenir dans les affaires intérieures de la province. Il aimait trop son métier pour y renoncer entièrement, et il connaissait trop bien le parti qu'on peut tirer de la publicité pour ne pas s'en servir au profit de la cause qu'il soutenait. Il suivait donc avec une attention extrême la presse anglaise, et ne manquait jamais d'adresser des rectifications à qui de

1. Dans une lettre adressée d'Amérique à Franklin à la fin de 1766, la *Gazette* est appelée le « journal de M. Hall, » et au commencement de 1767, Franklin parle de son association avec Hall comme expirée. David Hall mourut en 1772.

droit, quand on médisait de ses commettants, quand on mettait en doute la fidélité des Américains ou qu'on les tournait en ridicule. L'opposition anglaise appuyait les réclamations des colonies ; Franklin était en relation avec les journaux de l'opposition et leur fournissait des notes et des articles. C'est ainsi que le *Chrcnicle* de Londres publia en 1766 les lettres de Franklin à Shirley sur les taxes qu'on voulait imposer aux colonies; en 1767, une apologie des colonics accusées de favoriser la contrebande; en 1758, un exposé des griefs et des prétentions des Américains. On voit donc que, pour avoir passé les mers et avoir changé de théâtre, Franklin n'avait pas brisé sa plume. Cependant l'histoire de ce grand homme nc nous appartient plus, dès qu'il cesse d'être directeur de journal, et que ses relations avec la presse deviennent purement accidentelles; laissons-le donc suivre la brillante carrière dont la presse lui a ouvert l'entrée, et revenons à notre sujet.

Le premier-né de la presse avait attendu quinze ans l'apparition d'une feuille rivale; les vingt années qui suivirent furent plus fécondes. Fn 1740, il existait déjà quatorze journaux en Amérique. On en comptait cinq dans la seule ville de Boston : le *Boston Weekly News-Letter*, de Green l'aîné; la *Gazette de Boston*, de Thomas Green; le *New-England Journal*, de Thomas Green et Samuel Kneeland; le *Post-Boy* , jour-

nal de la direction des postes; enfin l'*Evening-Post*, de Thomas Fleet. New-York en avait deux : la *Gazette* et le *Journal*. Dans le Maryland, une *Gazette* avait été publiée à Annapolis, de 1727 à 1736, par William Parker. Après neuf années d'interruption, elle fut ressuscitée en 1745 par Jonas Green, et ne cessa plus de paraître régulièrement. La *Gazette de Maryland* existe encore, et se trouve le plus ancien des journaux américains. La Caroline du Sud avait une *Gazette* à Charlestown depuis 1731, le Rhode-Island une à Newport depuis 1732, la Virginie une également à Williamsburgh depuis 1736. La Pennsylvanie était, après le Massachusetts, la province la mieux partagée. On trouvait à Philadelphie la *Gazette* et le *Mercury*, qui devait en 1742 passer aux mains de William Bradford et devenir le *Journal de Pennsylvanie*, et à Germantown un journal allemand, fondé en 1739 par un nommé Sower. Ce dernier fait est curieux, mais il n'est pas le seul qui prouve que les Allemands affluaient déjà en Pennsylvanie, où ils forment aujourd'hui au moins la moitié de la population. Sur six imprimeries alors établies dans la colonie, deux n'imprimaient que l'allemand, deux imprimaient l'allemand et l'anglais, deux seulement étaient complétement anglaises. En 1743, un journal allemand fut établi à Philadelphie par un Allemand nommé Anthony Ambruster, à qui Franklin dut défendre de faire usage de

son nom. En 1751, un journal fut publié à Lancaster, moitié en allemand et moitié en anglais. Du reste, dès cette époque, quand on voulait qu'une annonce s'adressât à tout le monde, on était obligé de la publier à la fois en anglais et en hollandais, afin qu'elle fût comprise des Allemands de la Pennsylvanie et des riches familles hollandaises de la province de New-York.

A la date à laquelle nous sommes arrivés, et en présence de quatorze journaux, nous pouvons considérer la presse périodique comme bien établie en Amérique. Les années suivantes virent naître un nombre encore plus considérable de feuilles politiques : bientôt non-seulement chaque colonie, mais chaque ville un peu importante aura la sienne. Ce serait donc se perdre dans des détails infinis que de vouloir faire connaître l'origine et la fortune de ces feuilles, souvent insignifiantes et presque toujours éphémères. C'est l'histoire collective des journaux qu'il nous faut poursuivre désormais, en essayant de montrer le rôle de la presse dans les affaires intérieures des colonies et son influence sur les événements.

CHAPITRE III.

Luttes des assemblées coloniales contre les gouverneurs royaux en Virginie; — en Pennsylvanie; — à New-York. — Le *Journal de New-York*. — Procès de Pierre Zenger. — Les whigs et les tories du Massachusetts. — Samuel Adams. — L'*Indépendent Advertiser*. — La *Gazette de Boston*.

Les écrivains qui, soit en Angleterre, soit en France, se sont occupés des États-Unis, ne font presque tous commencer l'histoire des colonies américaines qu'à la veille même de leur rupture avec la métropole, à l'opposition que rencontra l'acte du timbre. Si les cent années qu'on néglige ainsi méritaient cet oubli, ne serait-ce point un légitime sujet de surprise que de trouver tant de décision, de fermeté et d'ensemble dans la résistance des colonies sur une question de principe? car il n'y avait rien d'excessif ni d'onéreux dans les impôts décrétés par le parlement.

Cette lutte juridique et légale qui précède la lutte à main armée, cette union, cette énergie, cette prudence soutenues pendant quinze ans, ne sont point le fait d'un peuple au berceau. La vérité est que la population des Etats-Unis n'en était pas à faire son apprentissage de la liberté. Cette société si jeune encore était, pour l'éducation politiqne, au niveau, sinon en avance de l'Angleterre elle-même. L'Amérique avait faiblement ressenti le contre-coup des révolutions de la métropole. Le puritanisme, faisant prévaloir dans la société civile les idées et les formes de son organisation religieuse, avait pu développer presque sans résistance les principes démocratiques qu'il contient en germe : la nécessité, cette incomparable maîtresse, avait enseigné aux colonies à s'administrer et à se défendre elles-mêmes. Enfin le pouvoir royal, représenté par des gouverneurs changés à tout instant et sans cesse incertains du lendemain, avait toujours été faible, précaire, hors d'état de mettre obstacle aux progrès de l'esprit de liberté.

Si le parlement d'Angleterre rencontra en Amérique des adversaires habiles et décidés qui ne faiblirent jamais et qui lui rendirent coup pour coup, c'est que la lutte contre la métropole avait été précédée, comme préparation et comme apprentissage, par la lutte obscure des assemblées provinciales contre les gouverneurs, qui représentaient ou la royauté ou les pro-

priétaires féodaux. Il n'était pas une assemblée coloniale qui ne prétendît, vis-à-vis du gouverneur, à tous les droits que le parlement anglais exerçait vis-à-vis de la couronne. Cette lutte commença avec les premières années du XVIIIe siècle, et se termina presque partout, vers le milieu du siècle, par le triomphe des assemblées. Le lendemain de leur victoire, les assemblées se trouvèrent en face du parlement et l'affrontèrent avec le même succès. Les journaux américains, qui exercèrent une influence décisive sur cette seconde lutte, avaient eu une part modeste, mais réelle, à la première.

Jefferson n'a point dédaigné d'écrire l'histoire des démêlés de la Virginie avec ses gouverneurs. Lui-même y avait pris une part active, et c'est la réputation d'écrivain et d'orateur qu'il s'y était faite qui lui valut d'être envoyé, malgré sa jeunesse, au congrès continental, pour y représenter la province. C'est également au milieu de ces luttes obscures que Patrick Henry acquit cette popularité qui lui permit d'exercer une action décisive sur l'esprit de ses compatriotes aux jours de la révolution. On connaît déja le rôle joué par Franklin dans l'histoire intérieure de la Pennsylvanie; deux ouvrages publiés par lui en Angleterre, et dont l'un eut à Londres même deux éditions, font connaître dans le plus grand détail tous les points en litige entre les colons et les descendants

de Penn, demeurés propriétaires de la province. Ces deux ouvrages sont en quelque sorte le résumé de la polémique soutenue pendant trente ans par Franklin en faveur du parti populaire, depuis le jour où il devint maître de la *Gazette de Pennsylvanie*. C'est l'influence acquise par Franklin, comme l'écrivain et la sentinelle vigilante du parti colonial, qui lui valut d'être envoyé à l'assemblée, et de voir chaque fois sa réélection combattue avec acharnement par les gouverneurs. On réussit enfin à l'écarter de l'assemblée; mais celle-ci le vengea noblement en le chargeant d'aller défendre à Londres, devant le conseil du roi et devant le parlement, les intérêts qu'on avait voulu priver de son appui.

Nulle part la lutte entre l'assemblée coloniale et les gouverneurs royaux ne fut plus vive et plus obstinée que dans la colonie de New-York. Cette lutte y trouvait pour aliments les traditions libérales soigneusement conservées par les riches propriétaires d'origine hollandaise, et la répulsion instinctive ressentie par cette partie de la population pour tout ce qui venait d'Angleterre. New-York, que la métropole avait dotée de franchises, qu'elle avait embellie de constructions dispendieuses, qu'elle avait comblée de faveurs de toutes sortes, New-York, résidence d'un gouverneur habituellement pris dans la haute aristocratie et d'un nombreux personnel de fonctionnaires,

New-York, garnison préférée des fils de famille, qui y menaient grand train, était toute dévouée à la couronne; Albany était dans des sentiments tout contraires, et le fonds de la population dans les campagnes appartenait tout entier à l'opposition. La lutte atteignit son apogée sous le gouvernement de William Cosby, de 1732 à 1736. William Bradford, père d'André Bradford, de Philadelphie, avait fondé, en 1725, un journal hebdomadaire, la *Gazette de New-York*. Ce journal était dans les intérêts du gouverneur, ou, comme on disait déjà, de la cour. Le chef de l'opposition, Rip Van Dam, dont le nom trahit assez l'origine hollandaise, encouragea un imprimeur de ses compatriotes, John Peter Zenger, à entrer à son tour dans la carrière. Le *New-York Weekly Journal (Journal hebdomadaire de New-York)* parut en 1733, et prit une attitude très-hostile vis-à-vis du gouverneur et de son conseil. Outre le *Journal*, on publiait de temps en temps des ballades où on tournait en ridicule les partisans de William Cosby dans la législature. Le gouverneur et le conseil prirent fort mal ces attaques, et, par un arrêté motivé déclarèrent que les nos 7, 47, 48 et 49 du journal de Zenger et deux des ballades publiées par le même imprimeur étaient attentatoires à la dignité du gouvernement de Sa Majesté, contenaient des outrages contre la législature et les personnes les plus distinguées de la colonie,

et tendaient à provoquer à la sédition et au trouble. En conséquence journaux et ballades furent condamnés à être brûlés par la main du bourreau. A l'ouverture de la session législative, en octobre 1734, l'assemblée fut invitée à voter une récompense pour arriver à découvrir les auteurs de ces libelles séditieux; mais les membres de l'opposition, qui goûtaient fort les articles du *Journal*, et qui passaient même pour les écrire, étaient en majorité dans l'assemblée, et on vota l'ordre du jour sur cette proposition. Alors le gouverneur et le conseil firent intenter directement des poursuites par le procureur général; Zenger fut arrêté et traduit devant la justice comme coupable de diffamation et de calomnie.

Ce procès mit toute la colonie en émoi. Les avocats de Zenger, Alexander et Smith, commencèrent par attaquer la compétence du tribunal. Au lieu d'avoir été nommés par la couronne et à vie, les juges avaient été nommés par le gouverneur Cosby seul, sans le concours du conseil, et par commission temporaire indéfiniment révocable. Les avocats prétendirent que les membres de la cour ne siégeaient pas en vertu d'une investiture légale, et n'offraient à l'accusé aucune garantie d'impartialité. La cour frappa de suspension les deux avocats, comme coupables d'offense envers elle. Zenger constitua deux nouveaux avocats, John Chambers de New-York, et le doyen du barreau de Philadelphie,

André Hamilton, qui fit le voyage tout exprès pour plaider cette cause. Une foule considérable accourut pour assister aux débats. Zenger se reconnut l'imprimeur et l'éditeur des journaux incriminés, il assuma la responsabilité de tous les articles, et il demanda à faire la preuve des faits articulés. Le président se refusa à laisser faire cette preuve, parce qu'elle ne pouvait qu'aggraver la diffamation. Il prétendit même, selon la jurisprudence qui prévalait alors en Angleterre, que le jury, juge du fait, devait se borner à constater si Zenger était ou non l'éditeur des articles incriminés, et laisser à la cour, juge du point de droit, l'appréciation du caractère diffamatoire de ces articles. André Hamilton soutint la thèse contraire. « Puisqu'on nous refuse de faire la preuve des faits, dit-il aux jurés, c'est votre conscience que nous invoquons en témoignage de nos assertions. Si vous croyez que nous avons dit vrai, souvenez-vous que vous avez le droit d'apprécier aussi bien que de constater les faits, et que c'est peut-être votre devoir d'user de ce droit. » Il termina par ces paroles : « La question qui se débat devant vous n'est pas seulement la cause d'un pauvre imprimeur, ni même celle de la colonie de New-York seule ; c'est la meilleure des causes, la cause de la liberté. Tout homme qui préfère l'indépendance à une vie d'esclavage bénira et honorera en vous les hommes dont l'impartial verdict, comme

un fondement inébranlable, aura assuré à nous, à notre postérité, à nos voisins ce droit que nous donnent et la nature et la dignité de notre pays, la liberté de combattre l'arbitraire en disant, en écrivant la vérité. » Le jury presque sans délibérer acquitta Zenger, et son verdict fut accueilli dans la salle par trois salves d'applaudissements : Zenger fut mis en liberté le lendemain, après huit mois de détention préventive. Le conseil municipal de New-York vota des remercîments à Hamilton, et lui conféra le droit de bourgeoisie « pour son habile et généreuse défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse. » Le diplôme de bourgeoisie fut présenté à Hamilton dans une boîte d'or du poids de cinq onces et demie ; sur le couvercle étaient gravées les armes de la ville avec cette inscription : *Demersæ leges, timefacta libertas tandem emergunt.* On lisait à l'intérieur : *Non nummis, virtute paratur*, et autour de la boîte ce mot de Cicéron : *Ita cuique eveniat ut de republica meruit.* Telle fut l'impression produite par ce procès, que, cinquante ans plus tard, Gouverneur Morris ne craignit pas d'appeler l'acquittement de Zenger « l'aube de la révolution américaine. »

Pierre Zenger mourut dans l'été de 1746 ; la publication de son journal fut continuée après lui par sa veuve et ensuite par son fils, John Zenger. La qualité d'organe de l'opposition semble du reste avoir valu

au *Journal de New-York* plus de popularité que d'argent, car, en tête du numéro du 25 février 1751, on lit l'avis au public qui suit :

« MM. les abonnés de la campagne sont instamment priés d'envoyer l'arriéré de ce qu'ils doivent ; s'ils ne s'acquittent promptement, je suspendrai l'envoi du journal, et je verrai à faire rentrer mon argent autrement. Quelques-uns de ces abonnés commodes sont en arrière de plus de sept années. Après les avoir servis tant d'années, je crois qu'il est temps et grand temps qu'ils me remboursent mes avances, car la vérité est, ils peuvent m'en croire, que j'ai usé mes habits jusqu'à la corde.

« *N. B.* Messieurs, si vous n'avez pas d'argent comptant par devers vous, pensez pourtant à votre imprimeur; quand vous aurez lu cet avis et que vous y aurez réfléchi, vous ne pouvez faire moins que de dire : « Allons, ma femme » (c'est aux gens mariés surtout que je m'adresse, mais que les célibataires en fassent leur profit), » allons, ma femme, envoyons à « ce pauvre imprimeur de la farine ou quelques jam- « bons, du beurre, du fromage ou de la volaille, etc.! » En attendant, je suis votre serviteur, JOHN ZENGER. »

Il ne semble point que cet appel attendrissant ait eu beaucoup de succès, et qu'à défaut de l'argent comptant, qui était alors fort rare dans les colonies, les provisions aient afflué chez Zenger, car dans le cou-

rant de l'année suivante il fut obligé de suspendre la publication du *Journal de New-York*. Cette publication ne fut reprise qu'après un intervalle de plusieurs années, à l'époque des premiers démêlés des colonies avec l'Angleterre, lorsque l'opposition sentit de nouveau le besoin d'un organe spécial. La presse n'était point un métier lucratif, car de 1740 à 1770 on voit naître et mourir à New-York douze ou quinze journaux dont quelques-uns n'ont pas vécu plus de deux ou trois ans. Un de ceux qui fournirent la carrière la plus longue fut le *Postillon hebdomadaire*, fondé en janvier 1743 par James Parker, et qui allait entrer dans sa dixième année, lorsque Parker se mit la justice à dos par un article contre l'église épiscopale, plus puissante à New-York que dans aucune autre colonie. C'est une lettre de Franklin qui nous apprend ce fait en même temps qu'elle nous revèle l'opinion de ce grand homme sur les procès de presse. La lettre est adressée à Cadwallader Colder, qui remplissait à New-York les fonctions de conseiller près le gouverneur, et qui fut même quelque temps vice-gouverneur: « J'apprends, écrit Franklin, que Parker a fait la sottise de publier dans son journal un article qui lui suscite bien des tracas. Je ne puis imaginer comment il s'est laissé aller à cette publication, car je le connais pour un croyant sincère et très-opposé à tout ce qu'on appelle *liberté de penser*. Il est maintenant fort

au regret de ce qu'il a fait et me demande d'intervenir près de vous pour que vous obteniez du gouverneur une ordonnance de non-lieu, promettant d'être très-circonspect à l'avenir et très-attentif à ne plus donner pour la politique ou la religion aucun sujet de plainte à vous et à vos amis, et je crois cette promesse très-sincère de sa part.... Quant à la cause de la religion, le meilleur service qu'on puisse lui rendre, à mon avis, est d'arrêter les poursuites ; car si l'on appréhende quelque fâcheux effet de la publication de cet article, l'éclat d'un procès et d'une condamnation lui donnera mille fois plus de publicité, tant est grande la curiosité des gens en pareil cas. Cet article est d'ailleurs une vieillerie qui a déjà été publiée, en Angleterre d'abord, ensuite ici (à Philadelphie), par André Bradford. Comme on n'y prit pas garde, cela tomba à plat et fut mis en oubli : il en arriverait encore autant aujourd'hui, si on faisait preuve de la même indifférence. »

La révolution de 1776 et le triomphe des idées démocratiques devaient seuls faire prévaloir cette doctrine de Franklin, qui est devenue la thèse favorite de tous les Américains et la règle de conduite de leur gouvernement; mais, avant 1776, elle avait contre elle l'opinion de tous les jurisconsultes et l'intérêt des autorités coloniales. La feuille de Parker cessa d'exister ; le même sort attendait encore plusieurs journaux.

Le Massachusetts, qui exerça une action si dé-

cisive dans la révolution et qui détermina la rupture avec la mère patrie, était aussi de toutes les colonies celle où les luttes politiques étaient les plus vives. Deux partis s'y étaient constitués de bonne heure, l'un favorable et l'autre contraire à la suprématie de la métropole et à l'autorité des gouverneurs envoyés par elle : ces partis, à l'imitation de ceux qui divisaient l'Angleterre, avaient pris les noms de tories et de whigs. Des relations, éphémères d'abord, mais qui se cimentèrent et devinrent plus régulières et plus étroites avec le temps, s'étaient nouées entre les partis anglais et les partis qui leur correspondaient en Amérique. Cependant pour les whigs d'Angleterre les questions de liberté n'étaient guère encore qu'une arme de parti, et si les traditions de 1688 leur servaient à la fois d'enseigne et de bouclier, il n'y avait chez eux aucune hostilité ni contre la royauté ni contre l'église établie. Les whigs d'Amérique prenaient plus au sérieux et avaient plus à cœur les principes qui leur étaient communs avec l'opposition anglaise : sans le savoir peut-être, et assurément sans mesurer toute la portée et toutes les conséquences de leurs doctrines, ils allaient beaucoup plus loin que leurs coreligionnaires apparents ; ils ne dataient pas seulement de 1688, ils dataient volontiers de 1640 et même de 1649. L'agitation religieuse, dont nous avons déjà parlé, avait eu pour objet de ramener à sa ferveur

première le puritanisme languissant et dégénéré : les Whitefield, les Davenport, les Crosswell, en prenant le rôle de missionnaires et de prédicateurs ambulants, en allant de village en village dénoncer la tiédeur et l'infidélité du clergé presbytérien, en proclamant partout du haut de la chaire la nécessité du *réveil* religieux, ne s'étaient proposé que de rétablir dans sa rigueur l'orthodoxie calviniste. Toutefois il était impossible de raviver le puritanisme et de restaurer la suprématie de l'autorité spirituelle dans les affaires civiles, sans faire revivre en même temps le vieil esprit des *pèlerins*, qui, identifiant la société politique avec la société religieuse, où toute autorité dérivait de l'élection et où la décision de la majorité faisait loi, avait abouti directement à la souveraineté du peuple. Aussi le grand mouvement religieux qui, au XVIIIe siècle, transforma la Nouvelle-Angleterre eut-il pour conséquence immédiate une résurrection du républicanisme. La génération qui prépara et qui accomplit dans le Massachusetts la révolution, arriva à la jeunesse et à la vie politique de 1740 à 1750. Cette génération, qui se croyait simplement libérale, était au fond républicaine : elle prétendait borner sa tâche à défendre les droits des colons et à repousser d'injustes empiétements ; mais la conséquence logique des principes qu'elle invoquait, c'était la négation absolue de l'autorité de la métropole, c'était l'indépendance. Une

part considérable dans la propagation de ces idées doit être rapportée à l'université d'Harvard, pépinière où se recrutait le clergé puritain, et qui conservait soigneusement comme le feu sacré les traditions des anciens jours. Les ouvrages d'Algernon Sidney, de Milton et de Locke y faisaient la base de l'enseignement du droit politique et du droit civil. C'est d'Harvard que sortirent presque simultanément : James Otis, délégué du Massachusetts au premier congrès révolutionnaire ; John Hancock, qui mit le premier son nom au bas de la déclaration d'indépendance ; Josiah Quincy, qui dès 1774 écrivait de Londres à ses concitoyens qu'il fallait « sceller leur témoignage de leur sang ; » Joseph Warren, qui tomba sur le premier champ de bataille de l'indépendance ; Samuel Adams, John Adams, Jonathan Mayhew, qui tous furent ou les précurseurs ou les directeurs du mouvement révolutionnaire.

L'esprit des *pèlerins* revivait tout entier en Samuel Adams ; la passion politique était entretenue et enflammée chez lui par la passion religieuse. Ni Endicott, ni Higginson, ni même aucun des indépendants du long parlement n'eut pour l'épiscopat et pour la royauté une haine plus vivace et plus vigoureuse : un fanatisme inexorable fut la source de tous ses écrits et la règle de toute sa conduite. Ce fut en 1743 qu'il soutint à Harvard son second examen pour la maî-

trise ès arts; il choisit pour sujet de thèse la question suivante : « Est-il légitime de résister au magistrat suprême, si la communauté ne peut être sauvée autrement? » C'était à mots couverts et sous le vêtement de l'école la question de la légitimité du droit d'insurrection. Samuel Adams se prononça pour l'affirmative. Il avait économisé une partie de la pension que ses parents lui faisaient à l'Université : à sa sortie, il employa cet argent à publier une brochure intitulée : *Englishmen's Rights*, où il revendiquait pour les colons tous les droits des citoyens anglais; mais l'important était de définir ces droits, et le pamphlet d'Adams, qui semblait n'être qu'un exposé des principes whigs, contenait en substance une théorie qui conduisait droit au républicanisme.

Le père de Samuel Adams le destinait au barreau; sa mère voulait le tourner vers le commerce : le jeune maître ès arts se consacra presque exclusivement à la politique. Il rassembla ses anciens camarades de l'Université et les compagnons de sa jeunesse, et forma une société où l'on débattait les affaires de la colonie. Le public ne se blessa point des opinions ardentes de ces jeunes gens, ni de la liberté et de la vivacité de leur langage; il n'y vit que l'exagération naturelle à leur âge, et il appela ironiquement les réunions présidées par Adams le *club des claqueurs de fouet*. Cependant Samuel Adams ne s'en tint pas à des paroles

il s'entendit avec les imprimeurs Rogers et Daniel Fowle pour la publication d'un journal auquel chacun des membres du club serait obligé de fournir à son tour un article. Ainsi naquit en 1748 l'*Indépendent Advertiser*, qui avait pour vignette l'image de la déesse de la liberté, et qui fixa immédiatement l'attention par l'attitude hostile qu'il prit vis-à-vis du gouverneur de la colonie. Au nombre des jeunes gens qui rédigeaient ou inspiraient ce journal était un homme remarquable, qui, en 1747, à l'âge de vingt-sept ans, avait été élu ministre d'une des principales paroisses de Boston. C'était le fondataire de la secte des unitaires, aujourd'hui en majorité dans le Massachusetts; c'était Jonathan Mayhew, le premier membre du clergé américain qui ait osé rejeter ouvertement le dogme de la Trinité. Mayhew, pour son début, prêcha et fit imprimer un sermon sur les droits du jugement individuel dans les matières de foi; mais, par une conséquence facile à prévoir, l'orateur qui revendiquait pour la conscience une indépendance sans contrôle dans le domaine spirituel devait admettre difficilement que l'homme ne fût pas aussi le souverain juge de ses obligations dans l'ordre temporel. Mayhew, qui rompait avec l'orthodoxie calviniste, ne devait pas s'incliner davantage devant le prestige de l'autorité monarchique. Le 30 janvier 1749, anniversaire séculaire de la mort de Charles Ier, avait été,

des deux côtés de l'Atlantique, pour la plupart des prédicateurs, l'occasion de payer un tribut d'hommages à la mémoire d'un prince infortuné, et, pour les théologiens anglicans, le prétexte d'exposer leurs théories favorites sur l'autorité royale. Le 30 janvier de l'année suivante, Mayhew prit à son tour pour sujet d'un sermon la *légitimité* de la mort de Charles Stuart : avec une amertume de langage digne des anciens indépendants, il soutint que ce prétendu martyr avait été un tyran, et qu'il avait mérité son sort par ses attentats contre la liberté civile et contre la vérité religieuse, et il qualifia de résistance légitime et glorieuse la conduite du parlement régicide. Ce discours produisit une immense sensation qui eut son contrecoup jusqu'en Angleterre; mais les plus avancés des dissidents l'envisagèrent eux-mêmes comme une hardiesse inutile et comme une imprudence. L'*Independent Advertiser*, au contraire, reproduisit ce sermon et le combla d'éloges : il tint la même conduite à propos de plusieurs des discours de Mayhew, et notamment d'un sermon prêché en 1754 à l'occasion d'une élection générale. Dans ce sermon, Mayhew, en feignant de combattre encore la monarchie absolue, et sans diriger d'attaque directe ni même de blâme contre une monarchie limitée, fit l'apologie du gouvernement républicain, qu'il présenta comme fondé sur la volonté et par l'autorité du peuple, et comme le seul gouver-

nement qui tende uniquement au bien-être et à la prospérité des nations.

Cette année 1754 vit la mort de l'*Independent Advertiser*. Le gouverneur avait obtenu la majorité dans la législature; il fit adopter un bill qui établissait certains droits de douanes. Ce vote fut amèrement blâmé par le journal, qui publia, sous le titre de *Monstre des Monstres*, une violente diatribe contre la législature. L'imprimeur du journal, Daniel Fowle, fut immédiatement arrêté, et, comme il se refusa à faire connaître l'auteur de l'article, il fut mis en jugement et condamné à un an d'emprisonnement. Cette mésaventure le dégoûta momentanément du métier : en 1756, Daniel Fowle quitta Boston, et se transporta à Portsmouth, où il établit la première presse qui ait fonctionné dans le New-Hampshire, et où il fit paraître, à partir du 7 octobre 1756, la *Gazette de New-Hampshire*, qu'il dirigea jusqu'à sa mort, arrivée en 1787, et qui existait encore, il y a quelques années, entre les mains de ses successeurs.

La place laissée vacante par l'*Independent Advertiser* fut immédiatement remplie. Les imprimeurs Edes et Gill firent paraître, en avril 1755, la *Gazette de Boston*, qu'Edes publia sans interruption jusqu'en 1798. Samuel Adams, éclairé par l'expérience et mûri par l'âge, en fut le principal rédacteur. La *Gazette de Boston* prit la même vignette et la même devise que

l'*Independent Advertiser*; mais elle ne commit aucune des imprudences gratuites qui avaient perdu ce journal : elle fut le défenseur non-seulement le plus ferme, mais aussi le plus habile des droits des colonies. Aussi devint-elle à la fois le point de ralliement des whigs contre les gouverneurs Barnard et Hutchinson, et du clergé dissident contre l'anglicanisme. Les ministres Mayhew et Cooper, étroitement unis avec tous les chefs des whigs, développaient en chaire les principes que leurs amis soutenaient dans la *Gazette*, et le journal combattit avee eux, de 1760 à 1764, le projet attribué à la métropole de vouloir établir dans la Nouvelle-Angleterre des évêques et toute la hiérarchie anglicane. La passion politique et la passion religieuse amenèrent ainsi, chacune à son tour, des auxiliaires à Samuel Adams, et groupèrent peu à peu autour de la *Gazette*, avec Mayhew et Cooper, le bouillant James Otis, devenu cher à tout le Massachusetts pour avoir osé plaider en 1758 l'illégalité du droit de perquisition que s'arrogeaient les employés des douanes; le jurisconsulte Oxenbridge Thacher, profondément versé dans les questions de droit administratif, de commerce et de finances ; l'opulent Samuel Dexter, qui mettait sa fortune et son esprit au service des lettres et de ses amis politiques ; John Adams, qui devait être le premier successeur de Washington ; James Bowdoin, et toute cette pléiade

d'orateurs, de légistes et de patriotes qui se prononcèrent pour l'indépendance dès le début de la lutte, qui ne désespérèrent point après les premiers revers, et que les Américains désignent par cette appellation collective : *les hommes de* 76, comme nous disons en France les hommes de 89.

CHAPITRE IV.

Lutte des colonies contre le parlement. — Les résolutions de Virginie. — Carroll et la *Gazette du Maryland*. — James Otis. — John Adams. — Les journaux royalistes dans le Maryland; — à New-York; — dans le Massachusetts. — Débuts d'Alexandre Hamilton. — La *Gazette de Boston*. — Les journaux séparatistes. — Rôle de la presse dans la guerre de l'Indépendance.

La conquête du Canada, consacrée par le traité de Paris en 1763, dissipa les inquiétudes qu'avait toujours inspirées aux Américains le voisinage de la domination française, et rendit moins nécessaire à leurs yeux la protection de la métropole. Cette sécurité, longtemps souhaitée, fut favorable au développement des sentiments d'indépendance qui fermentaient déjà dans quelques colonies, et dont l'acte du timbre détermina la première explosion. L'impulsion partit de la province où les théories politiques avaient été le

moins débattues et où elles semblaient devoir exercer le moins d'empire. Ce fut l'assemblée de Virginie qui donna le signal par la célèbre déclaration qui porte le nom de *Résolutions de Virginie*, et où les droits des colonies sont établis et les prétentions du parlement repoussées, en vertu des mêmes principes qui servirent, douze ans plus tard, de base à la déclaration d'indépendance. Ces résolutions furent proposées et défendues par un légiste dont l'éloquence est demeurée proverbiale aux États-Unis, par Patrick Henry; elles furent votées le 29 mai 1765. Le gouverneur se fit apporter par le secrétaire de l'assemblée le registre des délibérations; il en arracha lui-même le texte de la déclaration qu'il mit en pièces, et il prononça immédiatement la dissolution de l'assemblée. Cependant une copie des résolutions avait déjà été envoyée à Annapolis, à la *Gazette du Maryland*, qui s'empressa de publier ce document et qui y donna toute son approbation. Dans cette *Gazette du Maryland* écrivait alors Charles Carroll, qui fut un des signataires de la déclaration d'indépendance, et qui, comme plusieurs des hommes qui exercèrent une influence décisive sur la révolution américaine, devait à la France et aux idées françaises une partie de son éducation et de ses convictions. D'origine irlandaise, et catholique de naissance, Charles Carroll avait été envoyé tout enfant au célèbre collége de Saint-Omer, où fut élevé plus tard

O'Connell, et de là à Louis le Grand, puis enfin à Bourges, où il étudia le droit civil. Il avait ensuite passé deux ans à Londres, à Temple-Bar, pour apprendre la jurisprudence anglaise. Il venait de rentrer dans son pays natal à l'âge de vingt-sept ans, et de débuter avec éclat au barreau, quand l'acte du timbre le jeta dans la presse et fit de lui le chef de l'opposition dans le Maryland. C'est par le journal de Carroll que le texte des *Résolutions de Virginie* fut connu dans les colonies du centre. On s'arracha la *Gazette du Maryland*, et le président de l'assemblée de Pennsylvanie, Galloway, ne put s'en procurer un exemplaire pour l'envoyer à Franklin : il dut transcrire de sa main la copie qu'il avait. Franklin, que ses compatriotes consultaient, les exhorta à la résistance et reprit la plume pour les encourager. Il ne se borna pas à attaquer l'acte du timbre dans ceux des journaux anglais qui lui ouvrirent leurs colonnes; il adressa à la *Gazette de Pennsylvanie* plusieurs lettres où il traitait la question de l'impôt au point de vue du principe qui veut que toute taxe soit consentie. Tous ses amis prirent parti dans le même sens et devinrent les collaborateurs volontaires de la *Gazette de Pennsylvanie*. « Ce n'est pas seulement notre propriété que nous défendons, écrivait Charles Thomson, le voisin et l'ami de Franklin, c'est notre liberté, ce sont nos droits les plus essentiels qu'on détruit. » La question fut envi-

sagée au même point de vue par le parti populaire dans la Caroline du Sud. Il existait déjà deux journaux à Charleston, la *Gazette de la Caroline du Sud*, fondée le 8 janvier 1732 par Thomas Whitmarsh, et la *Gazette générale américaine*, établie en 1758 par Robert Wells. Un troisième journal, la *Gazette and Country journal*, fut créé en 1765 par Charles Crouch, uniquement pour combattre l'acte du timbre.

La déclaration de l'assemblée de Virginie ne fut connue dans la Nouvelle-Angleterre que par la publication qu'en fit le premier un journal de la colonie de Rhode-Island, le *Newport Mercury*[1]. Cette publication, qui fut considérée par les autorités anglaises presque comme un acte de trahison, faillit coûter l'existence à ce journal. Le *Mercury* ne s'en tint pas là cependant; il prit hautement parti pour les droits des colonies, et pendant toute la période révolutionnaire il fut l'organe du ministre puritain Ezra Stiles, des Ellery, des Vernon, des Ward, des Marchant et de tous les hommes qui, par leurs écrits, leurs discours et leur exemple, entraînèrent la population de Rhode-Island dans le parti de l'indépendance. Après

1. Ce journal avait été fondé à Newport en 1758 par James Franklin, fils du frère aîné de Benjamin : il fut continué après la mort de son fondateur par la veuve de celui-ci et par Samuel Hall. Il existe encore et se trouve aujourd'hui le doyen des journaux de la Nouvelle-Angleterre.

la colonie de Massachusetts, celle de Rhode-Island est celle qui, relativement au chiffre de sa population, a fourni le plus de soldats aux armées américaines de 1775 à 1782.

Si l'œuvre de Patrick Henry arriva tardivement à la connaissance des whigs du Massachusetts, elle les trouva du moins tout préparés à la résistance. Dès l'année précédente, sur la seule nouvelle des projets du ministère anglais, la *Gazette de Boston* s'était énergiquement prononcée, et Oxenbridge Thacher, dont la mort fut, en 1765, un deuil pour toute la colonie, avait publié, sous ce titre : *Sentiments d'un Anglo-Americain sur l'établissement des droits de douane dans les colonies*, un petit écrit dans lequel il ménageait fort peu le gouvernement de la métropole. Thacher avait emprunté l'épigraphe de ses articles à la fable de Phèdre : *l'Ane et les Voleurs*.

.... Ergo, quid refert mea
Cui serviam ? clitellas dum portem meas.

Cette épigramme résumait parfaitement la pensée de l'écrivain, qui concluait au retrait des impôts ou à la rupture du lien colonial. James Otis, dont l'intelligence allait s'éteindre vaincue par la passion, par la préoccupation de la lutte et par l'excès du travail, publia la même année 1764 son meilleur écrit, la célèbre brochure, *les Droits des colonies revendiqués et démon-*

très, dont John Adams a dit qu'elle était alors aussi familière à tous les Américains que leur alphabet. Otis prenait pour point de départ ce principe, « que l'autorité suprême ne peut enlever à aucun homme aucune part de sa propriété sans qu'il y ait consenti en personne ou par son représentant, » et il en concluait qu'aucune taxe ne peut être levée sur le peuple sans son consentement ou celui de ses députés. Mais si la Grande-Bretagne n'avait le droit de tirer de ses colonies aucun revenu, les dépenses que lui imposaient leur administration, leur défense et la protection de leur commerce étaient pour elle des charges sans compensation. La thèse d'Otis ne laissait à la métropole qu'une souveraineté nominale incapable d'aucun effet utile, et, malgré les protestations de l'écrivain, elle conduisait à une séparation. Lorsque l'acte du timbre eut été voté, Jonathan Mayhew, qu'attendait une mort prochaine, monta en chaire et prêcha sur les devoirs des chrétiens qu'il définit ainsi : « Défendre à tout prix leurs libertés religieuses et conserver soigneusement leurs droits civils. » Les émeutes de Boston suivirent de quinze jours ce sermon. Au même moment, John Adams, récemment sorti d'Harvard et qui venait de se faire inscrire au barreau de Boston, débuta dans la *Gazette de Boston* en y publiant un *Essai sur le droit canon et le droit féodal*, qui fut réimprimé comme brochure en Angleterre et y reçut les applaudisse-

ments intéressés de toutes les sectes dissidentes et de l'opposition parlementaire.

Cet *Essai* est un véritable pamphlet écrit avec toute l'ardeur de la jeunesse et au milieu des entraînements de la lutte ; le style en est vif et nerveux, et d'une éloquence quelquefois déclamatoire, mais où respirent la ferveur religieuse et la passion politique. John Adams célèbre avec enthousiasme les fondateurs de la Nouvelle-Angleterre, ces puritains si souvent honnis et ridiculisés par les courtisans comme des enthousiastes, comme des hommes superstitieux et comme des républicains, et de chacun de ces sujets de reproche il leur fait un titre d'éloges. Les auteurs qu'il invoque sont Hampden, Vane, Milton, Nedham, Harrington, les orateurs, les écrivains, les théoriciens du long parlement et de la république. L'objet de ces articles était de prouver que le droit canon et le droit féodal, présentés comme étant en vigueur en Angleterre et comme près d'être appliqués aux colonies, étaient les deux plus grands systèmes de tyrannie qui eussent jamais existé ; le gros de la démonstration roulait sur cette proposition, qu'au début et dans l'âge d'ignorance de l'espèce humaine, la monarchie avait été la forme universelle de gouvernement, mais que le peuple s'était rendu plus libre à mesure qu'il était devenu plus éclairé ; que l'amour du pouvoir, qui avait souvent engendré la servitude, avait aussi fait naître par

contre-coup la liberté. En effet, si cette passion avait toujours entraîné les rois, les nobles et les évêques à renverser par la violence et la fraude les bornes mises à leur autorité, toujours aussi elle avait eu pour résultat de provoquer dans les masses le désir de l'indépendance, et de susciter des efforts pour renfermer l'autorité des grands dans les limites de l'équité et de la raison. On imagine aisément les développements passionnés auxquels prêtait un pareil thème. Le jeune auteur, sans garder de vains ménagements et sans voiler sa pensée, se reposait sur le courage du peuple pour repousser la tyrannie du parlement britannique ; il faisait appel à la chaire, au barreau, aux universités, les suppliant de jeter tous ensemble le cri de liberté.

La sensation produite par ces articles fut profonde et s'accrut encore de tout le succès qu'il obtinrent en Angleterre, où lord Chatham, Burke et les chefs de l'opposition prêtaient leur appui moral à la résistance des colonies. John Adams acquit aussitôt une grande popularité, à laquelle il ajouta par de nouveaux écrits, et Samuel Adams seul put lui disputer le premier rang parmi les écrivains du parti populaire. La *Gazette de Boston* devint la directrice de l'opinion dans les colonies, le point d'appui de la résistance, et elle obtint même le dangereux honneur d'occuper d'elle le parlement anglais. Le ministère voulut, en 1767,

attirer sur l'audacieux journal les rigueurs de la législature. M. Grenville se leva un jour au sein de la Chambre des communes, et déclara qu'il prenait la parole pour appeler l'attention de la chambre sur un article de la *Gazette de Boston* qu'il avait entre les mains, article qui niait formellement l'autorité législative du parlement, et où les délits de rébellion et de haute trahison étaient manifestes, et il demanda que cet article fût lu et déféré à la justice de la chambre. L'opposition combattit cette motion et parvint à la faire rejeter. Le duc de Bedford, qui fit le même jour une motion analogue au sein de la Chambre des lords, n'eut pas plus de succès, et ce double échec fut l'avant-coureur du rappel de l'acte du timbre. Ce ne fut pas du reste la seule fois que la *Gazette de Boston* eut le privilége de défrayer les débats du parlement et la polémique des journaux anglais. Telle était l'influence que John Adams acquit par son active collaboration à la *Gazette*, par ses brochures, par sa participation à toutes les réunions et à toutes les démarches de l'opposition, que le gouvernement songea à le détacher du parti populaire, ou au moins à s'assurer sa neutralité. Un de ses amis les plus chers, quoique dans les rangs opposés, Jonathan Sewall, qui venait d'être nommé avocat général du Massachusetts, fut chargé en 1768 de lui offrir le poste honorable et lucratif d'avocat général près la cour d'amirauté. John

Adams, pauvre et déjà chargé de famille, répondit par un refus.

Il faut le reconnaître d'ailleurs, la population des colonies était unanime pour repousser l'acte du timbre et toute tentative d'établir un impôt direct au profit de la métropole : les hommes les plus modérés et les plus sincèrement attachés à la domination anglaise ne se séparaient pas sur ce point de leurs compatriotes, et si les colonies du sud n'employaient pas le langage ardent et agressif de la Nouvelle-Angleterre, elles n'étaient pas moins fermes dans leurs idées de résistance. Cependant des doutes naquirent plus tard, lorsque le parlement se fut restreint à établir des taxes indirectes, des droits de douane, en invoquant la suprématie commerciale que les colonies ne lui avaient jamais déniée, et lorsqu'on entrevit une lutte violente et la possibilité d'une séparation. Alors seulement la division se mit dans les rangs des colons, et un parti nombreux, qui comprenait l'élite du barreau et du clergé, se rattacha à la mère patrie, et lui demeura fidèle, même au prix des plus grands sacrifices et de l'exil.

Ce serait donc une erreur de penser que les droits de la métropole ne trouvèrent de défenseurs ni dans la population ni dans la presse. Aux États-Unis, où l'on paraît croire que pour justifier la révolution de 1776 il est nécessaire de la présenter comme accom-

plie par l'effort unanime du peuple, le jour de la justice peut n'être pas encore venu pour les *loyalistes* américains ; mais l'impartiale postérité doit tenir compte à ceux-ci de leurs efforts et de leurs travaux, et elle leur fera une place dans l'histoire de la lutte. C'est dans les provinces du sud que l'Angleterre conserva le plus de partisans : en Georgie, l'opinion loyaliste demeura maîtresse du terrain jusqu'au dernier jour de la guerre ; dans la Caroline du Sud, il fallut que l'opposition fondât un journal pour avoir un organe, et dans la Caroline du Nord ce ne fut que très-tard qu'un champion prit en main la cause populaire, encore était-ce un homme étranger à la province. Ce n'est qu'en 1773 que William Hooper, natif de Boston et ancien élève d'Harvard, qui était venu s'établir comme avocat au barreau de Wilmington, publia ses *Lettres de Hampden*.

Dans la Virginie, au contraire, les whigs se trouvèrent dès le premier jour en possesion du champ de bataille ; le parti tory n'avait ni écrivain ni journal à opposer aux trois hommes remarquables qui prêtaient à l'opposition le secours de leur plume. Jefferson, Richard Bland et Arthur Lee n'eurent donc pas d'adversaires. Néanmoins la Virginie, province tout agricole, où nul intérêt commercial n'était compromis, où nulle passion religieuse n'était allumée, se montra toujours assez tiède pour la cause révolutionnaire.

L'opinion publique y eût été plus hésitante encore, si quelque voix avait pu s'élever en faveur de la mère patrie. Dans le Maryland, un homme de savoir et d'esprit, un jurisconsulte renommé, l'avocat général Daniel Delany, combattit avec persévérance et talent pour les droits de la couronne, et tint tête à lui seul à Charles Carroll, à Stone, à Samuel Chase et à Paca, qui tous les quatre devaient signer la déclaration d'indépendance. Samuel Chase, caractère ardent et passionné, donna le signal de la démolition des bureaux du timbre et des bureaux de la douane. Après avoir soutenu la polémique la plus vive contre le maire et les autorités municipales d'Annapolis, il transporta la lutte des régions de la spéculation dans le domaine des faits, et quitta la plume pour servir la révolution de sa personne, soit au congrès, soit dans de nombreuses et importantes missions. L'âme de la lutte au sud de l'Hudson fut Charles Carroll, le plus riche particulier peut-être de toutes les colonies, et qui mit sans réserve au service de la cause américaine sa fortune, son influence, son temps et son talent, Dès le début de la querelle, il dit à Samuel Chase : « Nous n'en serons pas quittes sans les baïonnettes, » et toute sa conduite fut réglée d'après cette conviction. Personne n'aventurait un enjeu aussi considérable dans la lutte, personne ne fut plus promptement décidé et ne se prononça plus hautement et avec plus d'énergie. L'ardeur

de son cœur perçait jusque dans ses écrits. Un membre de la Chambre des communes, M. Graves, frère de l'amiral de ce nom, publia sur les troubles d'Amérique une lettre adressée à Charles Carroll, et dont l'objet était de tourner en ridicule toute idée d'une résistance de la part des colons. M. Graves prétendait que 6000 soldats anglais traverseraient le continent américain d'une extrémité à l'autre. Carroll fit à cette lettre une réponse passionnée qui était un véritable cri de guerre. Après avoir reproduit la bravade de Graves, il ajoutait : « Vos soldats traverseront l'Amérique? Soit! mais ils ne seront maîtres que du *terrain* sur lequel ils camperont. Devant eux, autour d'eux, ils ne trouveront que des ennemis. Si nous sommes battus en plaine, nous nous retirerons dans nos montagnes et nous vous braverons encore. Nos ressources croîtront avec nos besoins. La nécessité nous stimulera, jusqu'à ce que, lassée de combattre en vain et de lutter contre une résolution que victoires sur victoires ne sauraient dompter, l'Angleterre rappelle ses armées et se retire de la lice après d'immenses sacrifices. Non, notre parti est pris de supporter toutes les conquences du duel qui s'apprête : il nous en coûtera peut-être des flots de sang, mais nous ne doutons pas du succès. »

Dans la colonie de New-York, les deux chefs de l'opposition, Philip Schuyler et George Clinton,

étaient tous deux étrangers à la presse. On dut faire revivre le vieil organe des whigs, le *Journal de New-York*, dont nous avons raconté la triste fin entre les mains de John Zenger. Ce fut l'imprimeur John Holt qui se chargea de cette résurrection, et la plume fut tenue par un Écossais du nom de Mac Dougal. Le parti de la cour disposait au contraire de plusieurs journaux, et notamment de la *Gazette royale*, imprimée par James Rivington. La polémique de ces journaux était alimentée par des écrivains habiles, appartenant à la magistrature ou au clergé anglican: c'étaient l'avocat général Seabury, le révérend Samuel Chandler, le révérend John Vardill, auteur de satires politiques dans lesquelles les whigs étaient fort maltraités, le docteur Myles Cooper, président du collége du roi, et, le plus habile de tous, Isaac Wilkins, chef du parti royaliste dans la législature coloniale, écrivain et orateur distingué, dont il nous reste quelques discours vraiment remarquables, et qui ne jeta point sans succès dans la balance du côté de l'Angleterre le poids de son influence et de son talent. La province de New-York, fort endettée par suite des sacrifices qu'elle avait dû faire pour la conquête du Canada, n'avait pas été moins hostile que les autres colonies à l'acte du timbre qui menaçait son commerce; mais l'opposition perdit toute force dès qu'on eut obtenu satisfaction sur ce point: l'opinion publique, grâce

aux efforts des écrivains loyalistes, se calma de plus en plus, et l'assemblée garda constamment vis-à-vis de la métropole l'attitude la plus conciliante. Cette tiédeur de la législature et de la population faisait le désespoir des whigs, et Mac Dougal soulagea son mécontentement dans un véritable pamphlet intitulé : *Un Fils de la liberté aux habitants trahis de la bourgeoisie de New-York*. Cet écrit lui valut une arrestation en décembre 1769, et une détention de plusieurs mois qu'il prolongea volontairement par son refus de faire amende honorable. La cause populaire trouva de plus habiles et de plus heureux défenseurs dans Livingston, ancien gouverneur de New-Jersey, et dans le gendre de celui-ci, Jay, dont le nom indique assez l'origine française. Toutefois la partie était encore inégale entre les avocats et les adversaires de la couronne, lorsque l'équilibre fut rétabli par l'apparition d'un nouveau champion dans l'arène. C'était l'homme qui devait être l'ami, le confident et le coadjuteur fidèle de Washington, Alexandre Hamilton, écrivain, administrateur et soldat, qui mit au service de son pays une épée vaillante et un génie organisateur ; Hamilton, dont la mémoire était demeurée sans tache malgré les insinuations de l'envieux et vindicatif Jefferson, mais dont la gloire grandit à mesure que le temps et l'expérience font mieux apparaître ce qu'il y avait de désintéressement dans sa conduite, de pa-

triotisme et de sagesse dans ses opinions, de clairvoyance et presque de divination dans ses jugements. Plus la vérité se fera jour, et plus l'historien reconnaîtra qu'après le nom de Washington la révolution américaine n'en offre pas de plus pur que celui d'Hamilton. Le publiciste profond qui devait dans ses écrits jeter les bases de la constitution fédérale, et qui devait être le défenseur et le commentateur encore admiré des lois de son pays, débuta, comme jadis Franklin, par des chansons. Il est vrai qu'il avait alors seize ans. Fils d'un père écossais et d'une mère française, né en 1757 à l'île de Nevis, une des Antilles, Hamilton se trouvait à New-York pour faire ses études au moment où la révolution éclata. John Vardill, dans ses satires politiques, accablait de sarcasmes le parti populaire, et jetait à pleines mains le ridicule sur John Holt et le malheureux *Journal de New-York*. Hamilton adressa à Holt des réponses en vers burlesques, où il rendait coup pour coup à l'écrivain loyaliste, avec autant de verve que de gaieté. Ce fut là son entrée dans la carrière. Bientôt après, dans une réunion populaire, les avis étaient partagés et la discussion s'égarait, lorsqu'un tout jeune homme, encouragé par ses voisins, profita d'un moment de silence, et par l'éclat de sa parole, par la vigueur et la puissance de son argumentation, entraîna l'assemblée. C'était encore Hamilton. Il devint dès lors le

collaborateur assidu du *Journal de New-York*, et chaque semaine, rompit des lances contre son ancien professeur Myles Cooper. Celui-ci s'étonnait des progrès que faisait M. Jay, dont il estimait d'ailleurs le savoir et le talent; quelles furent sa surprise et son incrédulité lorsqu'on lui apprit que le polémiste redoutable auquel il avait affaire était un de ses élèves, qui même n'avait point encore tout à fait renoncé à profiter de ses leçons ! Cependant le parti loyaliste redoublait d'efforts : Isaac Wilkins, qui avait déjà publié un écrit remarquable sur la « contestation entre la Grande-Bretagne et ses colonies, » fit paraître, à la fin de 1774, en collaboration avec Seabury, deux attaques très-vives contre le congrès révolutionnaire. La première était intitulée : *Libres réflexions sur les mesures prises par le congrès continental*; la seconde : *Examen de la conduite du congrès par un fermier de Westchester*. Ces deux écrits, pleins de talent et d'habileté, et où les conséquences d'une rupture avec l'Angleterre étaient présentées avec force, produisirent une grande impression : le gouvernement anglais les fit réimprimer et distribuer à profusion dans les colonies, sans excepter le Massachusetts. Là le parti populaire répondit à cette distribution en mettant en pièces et en brûlant solennellement tous les exemplaires qu'il put trouver; mais brûler n'était pas répondre : Hamilton se chargea de cette tâche, et la

façon dont il s'en acquitta lui mérita les applaudissements de tout le parti, le plaça, malgré sa jeunesse, au premier rang des écrivains patriotes, et lui valut le surnom d'apologiste et de vengeur du congrès *(vindicator of congress)* que les journaux de Boston lui décernèrent.

A mesure que la querelle se prolongeait et s'aggravait entre les colonies et la mère patrie, la polémique des partis s'envenimait. Les chefs de l'opposition dans le Massachusetts ne se contentaient plus ni des philippiques acérées de leurs journaux, ni des correspondances qu'ils avaient organisées entre toutes les colonies, ni des circulaires et des manifestes qu'ils lançaient dans le public. Ils publièrent à Boston, en 1768, sous le nom de *Journal of Occurrences*, une espèce de compte rendu, moitié imprimé, moitié manuscrit, destiné uniquement à enregistrer jour par jour les agressions ou les petits excès dont pouvaient se rendre coupables les soldats des deux régiments cantonnés à Boston et les employés des douanes. Aucun moyen n'était négligé pour stimuler l'esprit public. Lors de la dernière guerre, Franklin avait publié dans la *Gazette de Pennsylvanie* du 9 mai 1754 un article sur un succès obtenu par les Français dans le Canada, et sur l'avantage que leur donnait l'unité de direction et de commandement; suivant son habitude de toujours traduire sa pensée en images et en

comparaisons pratiques, afin de la mieux fixer dans l'esprit des lecteurs, il avait mis au bas de son article, en guise de signature, une vignette en bois, représentant un serpent coupé par morceaux. Chàque tronçon du serpent contenait la lettre initiale d'une des colonies, et au centre on lisait en grosses capitales cette devise : *Join or die* (*s'unir ou périr*). Les journaux whigs allèrent déterrer cette vignette de Franklin, pour se l'approprier comme un signe de ralliement, et la plupart d'entre eux la reproduisirent régulièrement en tête de leurs colonnes, avec sa devise significative. La *Gazette de Boston* tenait toujours le premier rang parmi les adversaires du parlement britannique. Les vides laissés dans sa rédaction par la mort prématurée de Thacher et de Mayhew, par la démence de James Otis, avaient été promptement comblés : Josiah Quincy, Warren, le ministre puritain Chauncy, marchèrent hardiment dans la voie tracée par leurs devanciers. Samuel Adams redoublait de vivacité et d'efforts ; il apportait dans la lutte une persévérance infatigable, une vigilance de tous les instants, et cette habileté, cette souplesse qui s'allient plus communément qu'on ne croit avec le fanatisme. « Je ne connais pas sous le ciel, disait de lui le gouverneur Hutchinson, d'homme plus habile à tuer la réputation du prochain. » John Adams lui-même, quoique moins absolu dans ses idées que son

fougueux homonyme et d'un caractère plus calme, se laissait entraîner, par la contagion de l'exemple et l'échauffement de la lutte, à d'étranges violences de langage. Dans un tableau d'une éloquence presque sauvage, il comparait les administrateurs de la colonie à une volée de corbeaux abattue sur la Nouvelle-Angleterre, et dont l'avidité ne trouvait de bornes que dans la rapacité plus grande du vautour anglais, auquel il fallait laisser la plus grosse part. Pour expliquer l'opiniâtreté de l'Angleterre, il représentait Grenville, le chancelier de l'échiquier, en face d'un trésor vide et imaginant de taxer les colonies pour jeter une pâture aux cormorans affamés du parlement britannique. Il dépeignait Hutchinson en proie aux tiraillements de l'avarice, plus impérieux chez lui que ceux de la faim. Si tel était le langage que se permettait un homme éminent et d'un esprit élevé, on jugera facilement des excès auxquels se livraient les journaux de Boston. Le déchaînement de la presse du Massachusetts s'explique jusqu'à un certain point par les mesures de rigueur dont la ville de Boston était l'objet, par la fermeture violente de son port et la ruine de son commerce. Ce que l'on comprend moins aisément, ce sont les outrages prodigués par certains journaux aux patriotes les plus éprouvés. Il n'était pas jusqu'à Franklin, l'habile défenseur des colonies devant le parlement, qui ne fût souvent l'objet de

leurs attaques. On lui reprochait trop de temporisation et de mollesse, on l'accusait de vouloir, tout en servant les colonies, sauver sa place de directeur des postes de Pennsylvanie et la place de son fils, gouverneur de la province de New-Jersey. Bientôt la *Gazette* elle-même parut trop pâle à une portion du parti whig, et en 1769 le *Massachusetts Spy* fut fondé.

Ce journal représente le côté exagéré et violent de la révolution américaine. Les rédacteurs de la *Gazette de Boston*, malgré l'ardeur de leur polémique, n'arrivèrent que graduellement et assez tard à désirer l'indépendance de leur pays. Ils s'efforcèrent aussi longtemps que possible de prévenir toute agression matérielle et de renfermer la résistance dans les limites de la stricte légalité. Favorables en principe au régime républicain, ils eussent accepté la suprématie nominale de la monarchie anglaise, si elle avait respecté leur liberté religieuse et leurs franchises locales; ils se gardaient surtout d'attaquer les conditions essentielles du gouvernement, et tous, à l'exception de Samuel Adams, devaient plus tard se rallier franchement à la constitution fédérale. Un tout autre esprit animait les jeunes gens inexpérimentés et les théoriciens aventureux qui rédigeaient le *Massachusetts Spy*. Dès 1771, ce journal, sous la signature *Mutius Scevola*, proclamait la déchéance de toutes les autori-

tés, qualifiait le gouverneur Hutchinson d'intrus et d'usurpateur, et sommait l'assemblée de prendre en main l'administration de la province. Le *Massachusetts Spy* ne se contenta point de pousser de toutes ses forces à une rupture violente, de conseiller sans cesse le recours aux armes, et d'attaquer avec passion tous les hommes qui parlaient de conciliation, il se fit en outre l'écho de toutes les idées émises par la philosophie du XVIII[e] siècle sur les droits de l'homme, sur l'organisation du pouvoir et sur l'égalité universelle. Au nom de la liberté individuelle, ses rédacteurs eussent anéanti toute autorité et jusqu'à l'empire de la loi. La guerre, en tournant vers les opérations militaires l'attention de tous les esprits, enleva aux prédications du *Massachusetts Spy* tout le danger qu'elles pouvaient avoir. Au début des hostilités, on fut contraint de transporter ce journal dans la petite ville de Worcester, et à la paix, il s'y éteignit obscurément, après avoir essayé de se transformer en une revue. Une pérégrination semblable fut imposée par les succès des Anglais à un autre journal, à la *Gazette d'Essex*, fondée en 1768 à Salem par l'imprimeur Hall, transportée en 1775 à Cambridge sous le nom de *New England Chronicle*, et transférée à Boston en 1785. Ce journal mérite une mention, parce que sa collection offre peut-être le récit le meilleur et le plus complet de la guerre de l'Indépendance;

elle est extrêmement précieuse à consulter pour l'exactitude des faits et des dates, et pour une multitude de détails qui ne se trouvent point ailleurs. Nommons ici, par la même occasion, un autre journal que la querelle avec l'Angleterre fit naître dans une petite ville du Massachusetts, la *Gazette* créée à Newburyport par Thomas et Tinges.

On voit avec quelle rapidité croissait le nombre des journaux d'opposition ; le gouvernement anglais ne manquait point cependant de défenseurs, même dans le Massachusetts. John Mein, imprimeur et libraire à Boston, s'associa avec un antre imprimeur de la ville, John Fleming, pour publier le *Boston Chronicle*, dont le premier numéro parut en décembre 1767. Pour la grandeur du format, pour la beauté du papier, pour l'exécution typographique, le nouveau journal l'emportait sur toutes les feuilles de l'opposition : il eut de plus sur elles l'avantage immense de paraître deux fois par semaine au lieu d'une. Grâce à ses relations avec le gouvernement, il était aussi le plus vite et le mieux renseigné sur les affaires d'Europe ; il publiait des extraits des livres nouveaux et des articles littéraires intéressants. Il eut donc tout d'abord un assez grand succès. Les droits de la couronne y étaient défendus avec habileté et surtout avec verve. John Mein était lui-même un bon écrivain, plein de malice et de gaieté, et autour

de lui s'étaient groupés quelques gens d'esprit qui lui prêtaient un concours actif. C'était d'abord un négociant de Boston, Joseph Green, grand faiseur de petits vers et de bons mots, qui parodiait à ravir les sermons politiques du docteur Byles et des autres prédicateurs méthodistes, qui persiflait impitoyablement les francs-maçons, tous engagés dans l'opposition, et à qui le papier-monnaie du Massachusetts inspira les *Lamentations de M. Vieux-Cours*, contre-épreuve américaine de la complainte française sur la mort de *M. Crédit*. C'était ensuite un employé supérieur des douanes, Samuel Waterhouse, qui employait à défendre la mère patrie les loisirs forcés que lui faisait l'opposition, et qui excellait à saisir les ridicules des gens, enfin quelques jeunes officiers de la garnison de Boston. Le fanatisme religieux et politique des chefs des whigs, l'affectation qu'ils mettaient à copier les puritains, leurs déclamations, leurs perpétuelles harangues, leur ardeur à sauver tous les matins les droits du peuple et la patrie, étaient autant de sujets de moqueries pour le *Boston Ghronicle*, dont la verve railleuse n'épargnait ni les hommes ni les choses. Mais il en est, paraît-il, des journaux comme des enfants : quand ils ont trop d'esprit, ils vivent peu. Le parti populaire prit en une haine profonde le journal qui tournait en dérision ses chefs et ses principes, et à mesure que les pas-

sions s'échauffèrent, Mein, qui signait le *Chronicle* comme éditeur, se vit en butte à une animadversion dangereuse : il fut l'objet de menaces, et il finit par avoir des raisons sérieuses d'appréhender pour sa vie. Dans l'automne de 1769, il fut obligé de se cacher, et au mois de novembre il s'embarqua secrètement pour l'Angleterre, laissant à l'abandon sa librairie, qui fut fermée. Le gouvernement anglais le dédommagea de ses pertes, et l'employa dans les journaux de Londres, où il put impunément maltraiter les Américains. Après le départ de son associé, Fleming essaya de continuer la publication du *Boston Chronicle*, mais le soin de sa sûreté l'obligea d'y renoncer dans les premiers mois de 1770. Cet acte de prudence ne désarma point les ennemis que lui avait faits son journal, et en 1778 Fleming fut compris dans l'acte de proscription qui bannit du Massachusetts, sous peine de mort, les personnes demeurées fidèles à la cause royale, et qui confisqua leurs propriétés. Force lui fut d'aller rejoindre Mein en Angleterre.

Après la suspension du *Chronicle*, plusieurs des hommes importants de la province se réunirent pour fonder, dans l'intérêt de la cause royaliste, un journal ou plutôt une sorte de revue qui paraissait tous les samedis sans nouvelles, ni étrangères, ni locales, sans annonces, et qui contenait uniquement des arti-

cles politiques. Ce recueil fut appelé le *Censeur;* on fit venir pour le diriger un nommé Ézéchiel Russell, qui avait essayé sans succès de fonder un journal à Portsmouth dans le New-Hampshire. Il n'eut pas meilleure chance avec le *Censeur,* qui vécut à peine une année. Le *Censeur* mort, il ne resta plus au gouvernement d'autre organe que la *Gazette du Massachusetts*, publiée tous les lundis par les imprimeurs Mill et Hicks. La cause royaliste fut soutenue avec talent dans ce journal par plusieurs des hauts fonctionnaires et des personnages marquants de la province; presque tous les rédacteurs étaient ou des légistes, ou des hommes politiques habitués au maniement des affaires et qui avaient joué un rôle dans la colonie. On peut citer parmi les principaux le jurisconsulte Daniel Léonard, qui avait débuté par être whig; le lieutenant gouverneur André Ollivier; le doyen du conseil du Massachusetts, William Brattle, en qui John Adams trouva un rude jouteur, et l'avocat général Jonathan Sewall. La *Gazette du Massachusetts* dut à Daniel Léonard une série d'articles fort habiles, signés, suivant l'usage anglais, du pseudonyme latin de *Massachusettensis*, et qui firent une si grande impression, que les whigs jugèrent nécessaire d'en publier une réfutation en règle. Le soin de l'écrire fut confié à John Adams, qui prit à son tour le pseudonyme de *Novanglus*. Cette polémique remar-

quable, qu'on n'a pas dédaigné de réimprimer en 1823 comme un document capital pour l'histoire de la révolution, fut brusquement terminée par la journée de Lexington, qui vit couler le sang américain. A partir de ce moment, il fut impossible de rien publier en faveur de la cause royale sans attirer sur soi les violences populaires. Ce ne fut pas seulement à Boston que la terreur imposa silence aux écrivains loyalistes : à New-York, un rassemblement se forma et se porta sur le collége du roi pour saisir et jeter à l'eau le docteur Myles Cooper. Hamilton, averti de ce qui se passait, devança le rassemblement, et, du haut des marches du collége, il harangua la foule, la suppliant de ne pas déshonorer la cause américaine par un assassinat : il arrêta quelques instants cette multitude furieuse, et donna par là à son ancien maître le temps de s'échapper et de gagner un des bâtiments de guerre stationnés dans la rade. Hamilton réussit également à sauver la vie de Thurman, membre de la législature de New-York, mais il ne put préserver du pillage et de la destruction la maison et les ateliers de James Rivington, imprimeur de la *Gazette royale*. Ce furent ces excès, préludes de nombreux massacres et de proscriptions en masse, qui révoltèrent l'âme noble et généreuse d'Hamilton et le jetèrent dans la vie des camps. Pour se soustraire au spectacle de scènes qui eussent attristé son cœur et ébranlé ses

convictions, il déposa momentanément la plume et endossa l'habit du soldat.

Ces violences et ces persécutions, qui devaient redoubler de rigueur pendant la guerre, s'expliquent par les défections journalières que subissait la cause populaire. A mesure que la rupture avec la métropole devenait plus imminente et la nécessité de décider la querelle par les armes plus manifeste, le doute pénétrait dans les esprits et l'hésitation dans les cœurs. Les hommes modérés et réfléchis élevaient la voix pour prêcher la conciliation. Beaucoup de patriotes sincères croyaient la prospérité de l'Amérique attachée à son union avec la métropole, et étaient convaincus que, même si la guerre réussissait et conduisait à l'indépendance, on n'aboutirait par des flots de sang qu'à la ruine des colonies. Était-ce pour une question théorique où le droit paraissait douteux, qu'il fallait rompre avec l'Angleterre, au lendemain du jour où cette puissance avait dépensé des millions et un sang généreux pour délivrer les colonies du dangereux voisinage des Français et des missionnaires papistes du Canada? Toutes ces raisons et mille considérations secondaires agissaient fortement sur les esprits. A New-York, sur 2500 électeurs municipaux, on ne put jamais, en mars 1775, faire concourir plus de 929 votants à l'élection des délégués au congrès continental; dès qu'une force anglaise

parut, la ville et la colonie se prononcèrent en faveur de la métropole, et des milliers de volontaires s'enrôlèrent au service de la cause royale. Il en fut de même dans le New-Jersey, et le gouverneur de cette colonie, le propre fils de Franklin, surpris dans sa demeure et enlevé par une compagnie de partisans, refusa de jamais se rallier à la cause de l'insurrection, et émigra en Angleterre dès qu'il en eut la faculté. Dans la Georgie et les Carolines, la majorité appartenait incontestablement aux loyalistes. En Pennsylvanie, on vit se rattacher à la même cause l'homme le plus considérable de la province, Joseph Galloway. qui avait été le compagnon fidèle de Franklin pendant toute la lutte contre le gouvernement des propriétaires, qui avait été durant de longues années le président de l'assemblée provinciale, qui en 1765 avait pris parti en cette qualité contre l'acte du timbre, et qui avait siégé dans le congrés continental. Il en fut de même d'Allen, qui siégeait aussi dans le congrès, et de Duché, qui en était à la fois le secrétaire et le chapelain. John Dickinson, qui, en 1765, avait publié contre l'acte du timbre les *Lettres d'un fermier*, tant louées par Franklin et réimprimées en Angleterre, et qui, jusqu'en 1774, avait été le membre le plus actif et le plus influent du parti whig, combattit de toutes ses forces en 1776 la déclaration d'indépendance. Des hommes importants de la Pennsylvanie, Franklin et

Hopkinson seuls persévérèrent jusqu'au bout ; la délégation de la province au congrès se trouva également partagée au moment du vote sur l'indépendance, et Morton, qui fit pencher la balance, mourut de douleur un an après, en déclarant que depuis ce jour funeste il n'avait jamais goûté un instant de calme ni reposé paisiblement une nuit. La Virginie elle-même, la Virginie qui avait donné au mouvement révolutionnaire son généralissime et ses officiers supérieurs, au congrès ses orateurs et ses écrivains, la patrie de Washington, de Patrick Henry, de Jefferson, des frères Lee, de Madison, hésitait encore au 15 mars 1776, ainsi que l'atteste une lettre écrite par le colonel Joseph Read à Washington inquiet. Cette lettre nous apprend en même temps l'action puissante qu'exerçaient sur les esprits les écrits de Thomas Paine, et surtout sa brochure intitulée : *Common Sense (le Sens commun)*.

Le premier homme de guerre qui mit au service de la cause américaine son expérience et ses talents militaires fut un officier supérieur anglais, le général Lee. Par une coïncidence singulière, le premier écrivain qui accepta complétement la pensée et les conséquences d'une rupture absolue et qui écrivit le mot *indépendance*, contre lequel John Adams protestait encore à la veille de la journée de Lexington, fut aussi un écrivain anglais. Ce fut Thomas Paine, qui était établi en Pennsylvanie depuis quatre ou cinq ans au

plus, et qui, de juillet 1775 à juillet 1776, publia à Philadelphie un recueil mensuel, le *Pennsylvania Magazine or American Museum*, dans lequel il prêchait une séparation absolue avec l'Angleterre. A la fin de 1775, il écrivit dans la même intention sa célèbre brochure *Common Sense*, uniquement consacrée à démontrer les avantages de toute sorte que les colonies gagneraient à se déclarer et à se rendre indépendantes. Cette brochure, fort applaudie par les whigs, produisit une impression profonde, et il s'en vendit en quelques mois le nombre prodigieux de cent mille exemplaires. Ce succès encouragea Paine, à qui il donna à la fois un nom et de l'autorité : il renonça à son recueil pour publier de temps en temps, sous le titre de *Crise américaine*, de petits pamphlets reliés l'un à l'autre par la communauté du titre et par un numéro d'ordre. Il en parut dix ou douze, à des intervalles inégaux, chaque fois que des circonstances graves demandèrent qu'on stimulât l'esprit public, et tous les témoignages contemporains s'accordent à constater l'action efficace que plusieurs de ces écrits exercèrent sur l'opinion.

Toutefois, ce qui parle plus haut que ces témoignages, ce qui atteste invinciblement l'influence considérable exercée par la presse sur un des plus grands événements du XVIII[e] siècle, ce sont les hésitations mêmes des patriotes les plus sincères et la défection

de beaucoup d'entre eux. Il fallut de la part de la presse une prédication incessante et des efforts infatigables pour grouper et retenir la masse du peuple autour des chefs de l'opposition, pour prévenir et combattre les défaillances de l'opinion, pour entretenir la foi et l'ardeur dans les âmes à travers les épreuves d'une lutte prolongée. Il existait entre les colonies et la métropole bien des causes de désunion, mais il y avait aussi de puissants motifs de rapprochement, et la séparation pouvait être ajournée pour longtemps. Si l'on cherche attentivement quel était le fond des idées et des opinions dans la Nouvelle-Angleterre, on arrive aisément à se convaincre que l'*Essai sur le droit canon et le droit féodal* était l'expression fidèle de l'esprit public, et que d'une part le fanatisme puritain et les tendances démocratiques du Massachusetts, de l'autre l'intolérance religieuse et les institutions aristocratiques de l'Angleterre, créaient entre deux peuples sortis de la même souche un antagonisme inconciliable. On comprend à merveille que la Nouvelle-Angleterre, une fois engagée dans la lutte, y ait apporté toute l'énergie et toute la persévérance de la race anglo-saxonne, qu'elle ait entraîné et violenté en quelque sorte les autres colonies, qu'elle ait supporté presque à elle seule le poids de la guerre, et que l'indépendance ait été pour elle comme une représaille des persécutions autrefois subies par ses fondateurs.

Mais qui éveilla ce fanatisme religieux et politique alors qu'il sommeillait? qui évoqua ces souvenirs du passé? qui passionna pour des questions théoriques cette population de laboureurs et de marchands? qui l'anima d'un même esprit de sacrifice? sinon les hommes dont les noms se sont déjà tant de fois rencontrés sous notre plume.

On prend d'habitude la date de 1776 comme le début de la révolution américaine; nous dirions volontiers que cette date en marque le couronnement. C'est le 4 juillet 1776 que la déclaration d'indépendance fut définitivement votée. La même nuit, John Adams, dont l'éloquence avait emporté ce vote, écrivait à sa femme : « Hier a été décidée la plus grande question qui ait été débattue en Amérique, et jamais peut-être question plus grande n'a été agitée entre des hommes. Une résolution a été votée, sans le dissentiment d'une seule colonie, portant que les États-Unis sont et de droit doivent être des États libres et indépendants. Ce jour est maintenant passé. Le 4 juillet 1776 demeurera une époque mémorable dans l'histoire de l'Amérique. Je suis disposé à croire qu'il sera fêté par les générations à venir comme le grand anniversaire de la patrie. Il devrait être solennisé comme un jour de délivrance par des actes publics d'adoration envers le Dieu tout-puissant. Il devrait être, aujourd'hui et à tout jamais, célébré par des

pompes, des processions, des jeux, des réjouissances, par le son du canon et des cloches, par des feux d'artifice et des illuminations, et cela d'un bout du continent à l'autre. Vous allez croire que l'enthousiasme me transporte : il n'en est rien. Je sais parfaitement tout ce qu'il va coûter de labeur, de sang et d'argent pour soutenir cette déclaration, pour défendre et faire vivre ces États nouveaux ; et cependant à travers cette sombre perspective je puis voir que la fin vaut plus encore que tous les moyens qu'elle coûtera, je vois la postérité qui triomphe, quoique vous et moi puissions pleurer amèrement, et pourtant je ne suis pas sans espoir. » Le jour où une pareille lettre fut écrite par un père de famille à une femme justement adorée, le jour où de pareils sentiments étaient dans le cœur de tout un peuple, tout était consommé. La partie dramatique de la révolution, celle qui frappe les imaginations et se grave dans les mémoires, les vicissitudes de la guerre, les victoires et les revers, les alternatives de la joie et de la douleur, tout cela devait se dérouler encore pendant sept années ; mais déjà une barrière infranchissable s'élevait entre les colonies et la métropole. L'Angleterre eût remporté vingt victoires, ses armées eussent incendié toutes les villes, ses flottes détruit tous les ports des États-Unis, qu'elle n'aurait pu dompter la résistance des Américains ; pour avoir été retardé de quelques

années, pour avoir été acheté au prix de plus grands malheurs et par une plus grande effusion de sang, l'inévitable dénoûment de la lutte eût été l'indépendance de l'Amérique. L'épée de Washington ne fit que défendre une révolution déjà accomplie par l'opinion ; mais former cette opinion, briser un à un tous les liens que la tradition, l'habitude, l'affection, les souvenirs de famille, les services réciproques avaient établis entre les colonies et la métropole, éveiller dans le peuple le sentiment de ses droits et la conscience d'un avenir distinct de celui de l'Angleterre, habituer ce peuple à séparer dans l'idée de patrie la terre américaine de cette autre terre natale qu'il avait coutume d'appeler ses foyers *(home)* ou son vieux pays *(old country)*, l'amener à envisager de sang-froid et même à désirer une rupture, créer un esprit national américain, enfanter enfin l'indépendance morale, dont l'indépendance matérielle ne fut que la conséquence et la consécration, ce fut l'œuvre de la presse durant dix longues années, et, de l'avis de John Adams lui-même, « ce fut là vraiment la révolution américaine[1]. »

1. Nous avons vu que le nombre des journaux américains s'élevait à 14 en 1740; en 1771 il s'était déjà élevé à 25, et de 1771 à 1775 il monta à 37, quoique la presque totalité des journaux loyalistes eût disparu dans cet intervalle. Cet accroissement rapide du nombre des journaux est une preuve de la fermentation qui existait dans les esprits et de l'action exercée par la presse. Sur ces 37 jour

naux, 36 étaient simplement hebdomadaires. La présence du congrès continental dans les murs de Philadelphie avait déterminé les propriétaires d'un journal de cette ville, l'*Advertiser*, à faire paraître leur feuille trois fois par semaine. Les 37 journaux se décomposaient comme suit :

Sept dans le Massachusetts, dont cinq à Boston : le *Massachusetts Gazette and News-Letter*, de Draper, et le *Massachusetts Spy*, tous les jeudis ; l'*Evening Post*, la *Gazette de Boston*, la *Gazette du Massachusetts*, publiée par Mill et Hick, les lundis ; la *Gazette d'Essex*, à Salem ; le *Journal d'Essex*, à Newsburyport.

Cinq dans le Connecticut, savoir : le *Connecticut Journal and New-Haven Post-Boy*, publié par Thomas et Samuel Green depuis 1767, et qui était la continuation de la *Gazette de Connecticut*, fondée en 1755 par Parker. Ce journal existe encore. La *Gazette de Connecticut*, fondée à New-London en 1758, par Timothée Green, sous le nom de *New-London Summary*, et qui prit son nom actuel en 1773. Le *Connecticut Courant*, établi à Hartford en 1764, par Thomas Green ; le *New-England Journal*, fondé à New-Haven en 1767, et le *Norwich Packet*, créé en 1773 à Norwich, par John Trumbull. Tous ces journaux existent encore.

Un dans le New-Hampshire, la *Gazette du New-Hampshire*, fondée à Portsmouth en 1756, et qui est aujourd'hui la feuille la plus ancienne de la Nouvelle-Angleterre. A la fin de l'année 1775 parut à Exeter la *Nouvelle Gazette du New-Hampshire*.

Deux dans le Rhode-Island : le *Newport Mercury*, fondé à Newport en 1758, par James Franklin, neveu de Benjamin Franklin, et la *Gazette de Providence*, fondée en 1762.

Quatre dans le New-York, dont trois dans la capitale et un à Albany : c'étaient le *New-York Mercury*, le *New-York Journal*, le *New-York Gazetteer* et l'*Albany Post-Boy*, qui datait seulement de 1772.

Neuf en Pennsylvanie, dont sept à Philadelphie : la *Gazette de Pennsylvanie*, le *Journal de Pennsylvanie*, le *Pennsylvania Packet*, le *Pennsylvania Evening Post*, le *Mercure de Pennsylvanie*, et le *Journal*

allemand, de Miller; un à Germantown, le *Journal allemand*, de Sower, et un à Lancaster, moitié en allemand et moitié en anglais.

Deux dans le Maryland, la *Gazette de Maryland*, à Annapolis, et le *Journal du Maryland*, fondé à Baltimore en août 1773.

Un en Virginie, la *Gazette de Virginie*.

Deux dans la Caroline du Nord : la *Gazette de la Caroline du Nord*, fondée à Newbern en 1768, et le *Mercure du cap Fear*, établi à Wilmington en 1769.

Trois dans la Caroline du Sud; tous les trois à Charleston et portant tous les trois le nom de *Gazette* avec un intitulé différent.

Un en Georgie : la *Gazette de Georgie*, fondée à Savannah en 1763.

CHAPITRE V.

Décadence de la presse américaine après la guerre de l'Indépendance. — Retraite des écrivains les plus remarquables. — Regrets de Franklin. — Alexandre Hamilton. — Le *Fédéraliste*. — Contre-coup de la Révolution française aux États-Unis. — Jefferson. — Fisher Ames.—Polémique entre les démocrates et les fédéralistes.

La lutte de l'indépendance a été le plus beau temps de la presse américaine, peut-être même pourrait-on dire qu'en aucune occasion il n'a été donné à la presse périodique de jouer un rôle plus considérable et d'exercer sur les événements une influence plus décisive. Nous avons essayé de montrer avec quelle vivacité la querelle entre les colonies anglaises et la métropole se débattit dans les journaux avant de se vider sur les champs de bataille ; on demeure frappé néanmoins de la disproportion entre les moyens employés et le résultat obtenu. De ces feuilles éphé-

mères, publiées à de longs intervalles et vouées à une rapide destruction, quelques-unes à peine sont conservées aujourd'hui à la bibliothèque de la *Société historique du Massachusetts* et dans des collections particulières : à voir ces petits carrés de papier gris, imprimés avec des caractères de rebut, personne ne soupçonnerait en eux les instruments tout-puissants d'une révolution. Pourtant ce furent ces journaux qui instruisirent le peuple américain de ses droits, qui éveillèrent en lui le besoin de l'indépendance, et qui le jetèrent dans la lutte inégale d'où il devait sortir victorieux à force d'énergie et de persévérance.

Mais ce n'est pas seulement la grandeur des événements et l'importance des services rendus qui donnent un vif intérêt aux journaux de cette époque. Si la presse américaine eut alors une action si puissante sur les esprits, c'est qu'elle comptait dans ses rangs tous les hommes éminents des colonies. Il ne fut possible à personne de garder la neutralité, et tous ceux que le rang, la fortune, le savoir investissaient de quelque autorité, tous ceux qui pouvaient tenir une plume durent prendre parti sous l'une ou sous l'autre bannière. Pour leur part, les journaux populaires offrirent une réunion de talents qu'on verra rarement égaler : Franklin, les deux Adams, Jefferson, Jay, Hamilton, tous ces noms appartinrent à la presse avant d'appartenir à l'histoire. Après avoir préparé

la révolution par leurs écrits, ces hommes d'élite soutinrent pendant toute la durée de la guerre le courage de leurs concitoyens, et ce fut encore à eux qu'on s'adressa quand, au lendemain de la victoire, il fallut fonder un gouvernement. Ils déposèrent alors la plume pour devenir membres du congrès comme Carroll, Jay, Madison, ou ambassadeurs comme Franklin et Adams, ou ministres comme Jefferson et Hamilton, et la place qu'ils laissèrent vide dans les rangs de la presse ne fut pas remplie. Les gens instruits, bien élevés et capables de conduire les affaires, étaient peu nombreux dans les colonies : une grande partie des classes lettrées s'était prononcée contre la révolution, et la plupart des membres du barreau et du clergé avaient émigré ou étaient proscrits comme *loyalistes*. La jeune république n'eut donc pas trop, pour son gouvernement, pour ses chambres législatives, pour ses assemblées provinciales, de tous les hommes éminents qui avaient embrassé la cause populaire, et le recrutement de la presse devint de plus en plus malaisé.

Non-seulement les journaux tombèrent alors des mains des chefs de la révolution dans celles d'obscurs satellites ou de purs spéculateurs, mais les questions que les écrivains eurent à débattre perdirent en même temps de leur grandeur et de leur intérêt. Il ne s'agit plus désormais du salut de la nation, ni des libertés

publiques, consacrées par la victoire; les luttes des partis tinrent le premier rang avec leur cortége de passions envieuses et de sourdes intrigues; et les rivalités de personnes se firent jour par des polémiques acharnées. En outre les affaires intérieures des treize petits États qui composaient la confédération occupèrent dans les journaux une place de plus en plus considérable, et les querelles provinciales, toujours si fécondes en animosités et en scandales, achevèrent d'ôter à la presse américaine son autorité morale et sa dignité première. Aux argumentations savantes d'Hamilton, aux éloquentes philippiques d'Adams succédèrent des diatribes grossières, où le raisonnement disparaissait sous des flots d'injures : le moindre dissentiment sur une question locale semblait légitimer toutes les violences; et les personnalites, la diffamation même devinrent l'ordinaire ressource des écrivains contre leurs adversaires. Plusieurs voix s'élevèrent pourtant et protestèrent au nom des lettres contre cet abus de la presse. Francis Hopkinson, qui, avant d'être un des signataires de la déclaration d'indépendance, avait défendu les droits des colonies dans des pamphlets amusants et de spirituelles brochures, essaya de ramener la presse à la décence par le ridicule. De malicieuses satires qu'il laissa tomber de son siége de magistrat, *un Scandale dans une grande famille*, le *Projet d'une cour d'honneur*,

l'*Art de laver son linge sale*, vinrent à plusieurs reprises mettre fin à de déplorables polémiques et imposer silence à des journalistes diffamateurs. C'étaient là par malheur de courts temps d'arrêt, après lesquels l'esprit de parti prenait sa revanche en suscitant de nouveaux scandales.

Un écrivain plus habile et plus accrédité qu'Hopkinson, Franklin lui-même, fut impuissant à lutter contre le mal. C'était une douleur de tous les jours, pour ce patriarche de la presse américaine, de voir quels successeurs étaient entrés après lui dans la carrière, et comment s'en allait en lambeaux cette bonne réputation qu'il avait voulu faire à l'art d'imprimer. Son chagrin se traduit en plaintes amères à toutes les pages de sa correspondance : comme écrivain, il s'indignait de voir d'éhontés pamphlétaires déshonorer les lettres et compromettre par leurs excès une liberté salutaire ; comme patriote, il appréhendait que le retentissement de ces querelles ignobles et le spectacle de cette licence effrénée n'eussent pour effet d'affaiblir ou même de changer en mépris la sympathie que l'Europe avait d'abord témoignée pour la cause américaine. Dans les derniers jours de 1782, il écrivait de Passy à son ami Francis Hopkinson : « Vous avez bien raison de demeurer étranger à tous ces articles de personnalités qui se multiplient d'une façon si scandaleuse dans nos journaux. Le mal en est à ce

point, que je n'ose prêter ici à personne les journaux américains avant de les avoir lus, et d'avoir mis de côté ceux qui feraient honte à notre pays en provoquant sur notre compte, de la part des étrangers, la réflexion qu'inspira une fois à un homme comme il faut une querelle de café. Les deux adversaires, après s'être libéralement prodigué les noms de drôle, de misérable, de pendard et de coquin, se tournèrent vers leur voisin comme pour le faire juge entre eux : « Je ne sais rien ni de vous ni de vos affaires, leur « dit-il, je vois seulement que vous vous connaissez « parfaitement l'un l'autre. » Fidèle aux principes que, pour sa part, il avait toujours pratiqués, Franklin ajoute dans la même lettre : « Le directeur d'un journal devrait, à mon avis, se considérer comme responsable jusqu'à un certain point de la réputation de son pays, et refuser d'insérer des articles de nature à faire tort à cette réputation. Que les gens qui veulent imprimer le mal qu'ils ont à dire d'autrui fassent des brochures et les distribuent comme bon leur semble : il est absurde d'en fatiguer tout le monde, et c'est faire tort aux abonnés que de bourrer leur journal d'une littérature si malsaine et si désagréable. »

Franklin était encore en Europe quand il s'exprimait ainsi sur le compte des journaux américains. A son retour dans sa patrie, il trouva le mal bien plus grand encore qu'il ne l'avait imaginé. Ni la position

sociale, ni la renommée, ni l'éclat des services ne mettaient personne à l'abri des imputations les plus odieuses et les plus insensées. Non-seulement les journaux de Pennsylvanie faisaient activement leur partie dans ce concert d'injures et de calomnies qui s'élevait de la presse américaine; mais cette chère cité de Philadelphie, où Franklin se flattait d'avoir donné de si bons exemples et d'avoir répandu tant de bonnes maximes, était un des foyers principaux de la contagion. Les journaux n'y étaient ni plus retenus ni moins ingrats qu'ailleurs. Franklin eut beau se plaindre, et prier et prêcher : il ne gagna rien sur personne, et, tout gouverneur qu'il était, malgré son âge vénérable, malgré sa grande réputation, malgré l'estime universelle, il fut attaqué, bafoué, insulté comme le moindre des *aldermen* ou des députés. Cela ne laissa point de lui être sensible en dépit de toute sa philosophie, et à l'âge de quatre-vingt-deux ans il reprit la plume, sinon pour se plaindre, au moins pour prémunir ses concitoyens contre ce qui lui paraissait être un danger sérieux. Le dernier écrit qu'ait tracé cette main si ferme encore, mais que la mort allait bientôt glacer, est une critique ingénieuse des écarts de la presse; il a pour titre : *Notice sur le Tribunal suprême de Pennsylvanie, autrement dit le Tribunal de la presse*. C'est une satire allégorique, genre que Franklin a toujours affectionné. Elle est

trop longue et remplie de trop d'allusions pour qu'il soit possible d'en donner ici même une analyse. Les griefs de Franklin se trouvent d'ailleurs résumés d'une façon plus vive encore dans ce qu'on peut appeler son dernier article, publié quelques mois avant cette brochure. Franklin s'adressa sous un nom supposé au journal que lui-même avait fondé, à la *Gazette de Pennsylvanie*, rédigée alors par le fils de son ancien associé, David Hall, et demanda qu'on voulût bien y insérer une lettre qu'il prétendait avoir reçue d'un de ses amis de New-York. Il avait entendu dire, assurait-il, à l'éloge de la *Gazette de Pennsylvanie*, que, depuis cinquante ans qu'elle existait, *elle* n'avait pas publié un seul article diffamatoire; elle ne devait donc pas hésiter à insérer une lettre qui montrait quelle mauvaise réputation les excès de la presse pennsylvanienne faisaient à la province, et qui servirait peut-être d'avertissement à tous les écrivains des États-Unis. En effet, un journal d'Europe, accusé de calomnier souvent les Américains, avait pu alléguer, pour sa justification, qu'il n'avait rien imprimé de fâcheux sur leur compte qu'il ne l'eût emprunté tout au long aux journaux des États-Unis. Après cette introduction, destinée à piquer l'amour-propre national, venait la lettre du prétendu citoyen de New-York, caustique représaille des erreurs, des contradictions et des violences des journaux de Philadelphie.

New-York, 30 mars 1788.

La goutte, qui m'a tenu cinq mois captif, m'a donné tout loisir de lire ou de me faire lire les journaux de notre province, que vous avez eu l'obligeance de m'envoyer pour me distraire. Ma femme en a profité comme moi; elle prend plaisir à lire même les annonces : seulement elle ne s'explique pas comment on peut annoncer tant de plaisirs divers pour à peu près tous les soirs de la semaine, et la mise en vente, par si grandes quantités à la fois, de superfluités couteuses, d'articles de luxe et de belles choses, *toutes récemment importées d'Europe*, dans un pays dont tous les journaux retentissent au même moment de plaintes sur la *dureté des temps* et sur la rareté de l'argent. Je lui réponds que ces sortes de plaintes sont communes à tous les temps et à tous les pays, et datent du temps de Salomon. Alors, nous dit-on, l'argent était aussi commun à Jérusalem que les pavés dans les rues : et pourtant il n'y manquait pas de gens qui se plaignaient et qui s'attirèrent cette mercuriale du plus sage des princes: « Ne dites pas que les jours d'autrefois valaient mieux que ceux-ci, car c'est une chose dont vous ne savez rien. »

Pour moi il est une contradiction qui me frappe bien davantage : c'est celle qui existe entre le nom de votre ville, Philadelphie, la cité de l'amour fraternel, et l'esprit d'aigreur, de malveillance, de *haine* même, qui respire dans vos journaux. Je vois, en effet, par vos journaux, que la Pennsylvanie est divisée en deux partis, que chacun d'eux attribue tous les actes publics de l'autre à des motifs criminels, et qu'ils ne semblent même pas soupçonner l'un chez l'autre l'existence d'une étincelle d'honnêteté; que les anti-fédéralistes ne combattent le pacte fédéral que dans la crainte de perdre le pouvoir, les places ou les traitements dont ils

jouissent ou sur lesquels ils comptent; que les fédéralistes sont une bande de conspirateurs qui veulent établir la tyrannie aux dépens de la liberté et des propriétés de leurs concitoyens, et vivre largement des dépouilles du peuple. Je vois encore que vos juges de paix, quoique élus par leurs voisins, font un trafic honteux de leur position, et attisent les querelles afin de multiplier les vacations et de rançonner les gens assez fous pour les nommer. Je vois qu'on ne remédierait pas au mal en remettant la désignation de ces magistrats au conseil exécutif, qui, dominé par l'esprit de parti ou l'intérêt, fait tous les jours des nominations déplorables. Je lis en effet qu'un *mauvais ménétrier*, un *sycophante*, un *coquin*, a été nommé juge d'amirauté; qu'on lui a donné pour collègue une *vieille commère*, un *artisan de désordres*; qu'on leur a adjoint pour président un véritable *Jeffries*, etc., etc., et que tous trois, avec l'aide de *deux harpies*, l'inspecteur et le commissaire maritime, vont vivre aux dépens du commerce, et dépouiller les marchands de leur avoir par la force des armes, etc.

Les mêmes journaux m'apprennent encore que votre assemblée générale, quoique élue annuellement par le peuple, n'a point d'égard pour les droits des citoyens, mais que, dans des vues coupables ou par ignorance, elle fait des lois qui sont autant de violations manifestes de la constitution, afin de dépouiller les Pennsylvaniens de leurs propriétés et d'en faire litière à des étrangers et à des intrus; que votre conseil exécutif, soit qu'il redoute le ressentiment des électeurs, soit qu'il médite de les asservir, a conçu le projet de les désarmer et a donné des ordres à cet effet, et enfin que votre président [1], élu à l'unanimité à la fois par le conseil et

1. Il s'agit ici de Franklin lui-même qui, sous le titre de président du conseil exécutif, exerçait en Pennsylvanie les fonctions aujourd'hui attribuées au gouverneur.

par l'assemblée, est un *vieux scélérat*, qui a donné son adhésion au pacte fédéral uniquement pour ne pas regorger les sommes qu'il a escroquées au trésor des États-Unis.

Il y a manifestement dans tout ceci une bonne dose de contradiction : pourtant à lire pareilles choses dans vos propres journaux, un étranger, s'il ne croyait pas tout, pourrait en croire assez pour conclure que la Pennsylvanie a pour habitants un ramassis des coquins les plus pervers, les plus éhontés, les plus criminels et les plus querelleurs qui soient sous le ciel. En vérité, j'ai quelquefois pensé que tous ces articles étaient l'œuvre d'ennemis déguisés qui étaient venus écrire chez vous dans le dessein de déshonorer votre pays et de le rendre méprisable et odieux au monde entier. Puis je m'étonnais alors de l'imprudence de vos imprimeurs qui publient de semblables écrits. Toutefois il est une de vos contradictions qui me console un peu : quoique pendant la *vie* vous vous donniez tous, les uns aux autres, la perversité du démon, après la *mort* vous devenez tous des anges. Quand un de vous vient à mourir, c'est merveille de lire dans les gazettes à quel point vous avez été bons maris, bons pères, bons amis, bons citoyens et bons chrétiens : et le tout se termine par un quatrain qui vous assigne une belle place au ciel. J'en conclus qu'il fait bon *mourir* en Pennsylvanie, quoique ce soit le plus détestable pays pour y vivre.

Est-il besoin de dire que les épigrammes de Franklin ne corrigèrent point les journaux ? La fermentation était grande chez un peuple nouvellement appelé à l'indépendance et encore échauffé de la lutte ; les violences de la presse n'étaient que l'écho fidèle des passions populaires, et celles-ci parlaient trop

haut pour que la voix de la raison pût se faire entendre. Du reste, malgré des excès qui contristaient tous les esprits élevés et tous les bons citoyens, on n'aurait pu sans injustice envelopper toute la presse américaine dans un même arrêt de condamnation : quelques-uns de ses organes ne laissaient pas de rendre des services, et jusqu'en ce déclin rapide elle allait retrouver quelques jours d'éclat. Elle les dut à Alexandre Hamilton, qui, dans le tumulte des camps et accablé des occupations les plus diverses, trouvait le temps d'écrire pour éclairer ses concitoyens. La guerre avait révélé tous les inconvénient du gouvernement improvisé qui régissait les États-Unis. L'absence de toute direction, le défaut d'unité dans le commandement, les conflits entre le congrès et les assemblées d'état, de continuels tiraillements entre des autorités issues d'origines différentes, avaient en mainte occasion compromis la cause américaine. Hamilton fut un des premiers à se préoccuper du mal et à chercher le remède. Autour de lui, tous les esprits flottaient entre mille combinaisons chimériques; le plus grand nombre songeaient à affaiblir encore la débile autorité du congrès; les autres au contraire étaient prêts à faire bon marché de la souveraineté provinciale; quelques-uns même pensaient à une monarchie. L'œil pénétrant d'Hamilton vit le salut de l'Amérique dans un meilleur partage d'attri-

butions, qui laisserait l'administration aux assemblées locales et remettrait entièrement au congrès le règlement des intérêts généraux, — qui, en respectant l'indépendance mutuelle des anciennes colonies, substituerait une fédération durable à une alliance précaire. Il fonda un journal pour exposer ses idées, et il l'intitula le *Continentaliste* pour rendre hommage à sa thèse favorite de l'unité de la nation américaine. Plusieurs numéros de ce journal, ou plutôt de cette publication périodique, sont aujourd'hui introuvables; ceux que l'on a conservés suffisent à faire connaître les vues de l'auteur : Hamilton y mettait à nu tous les défauts du gouvernement alors subsistant, et il y posait les bases de la constitution qui régit aujourd'hui les États-Unis.

Au *Continentaliste* succédèrent les *Lettres de Phocion*, publiées dans un journal de New-York à propos d'une loi présentée au congrès et qui prononçait la peine de l'exil et de la confiscation contre tous les Américains demeurés fidèles à la métropole. Hamilton s'indigna qu'on voulût déshonorer la victoire populaire par d'inutiles proscriptions, et il combattit avec toute l'éloquence du cœur cette mesure de vengeance. Qui croirait aujourd'hui que cette intervention généreuse en faveur d'adversaires vaincus faillit lui coûter la vie? Telle était encore l'irritation laissée dans les esprits par la guerre, qu'une association de

jeunes gens se forma à New-York pour provoquer successivement Hamilton jusqu'à ce qu'il eût succombé. Par bonheur cet abominable complot vint à la connaissance d'un autre écrivain, de John Leydard, adversaire d'Hamilton dans la polémique provoquée par la loi, mais adversaire loyal, et qui fit honte à ces jeunes gens de leur indigne projet. Bientôt après se réunit la convention chargée de donner une constitution aux État-Unis : les travaux de cette assemblée firent naître un journal qui est demeuré un livre immortel; nous voulons parler du *Fédéraliste*, auquel concoururent Jay et Madison, mais dont la plus grande partie fut l'œuvre d'Hamilton. Cette publication eut à la fois pour objet de commenter et de défendre la constitution, d'en faire connaître l'esprit, d'en expliquer le mécanisme à la foule, et de réfuter les attaques contradictoires auxquelles le nouveau pacte fut en butte dès le premier jour. Mettre à la portée du vulgaire les plus hautes considérations de la politique n'est pas une tâche facile : Hamilton s'en acquitta avec un rare bonheur, et *le Fédéraliste*, chef-d'œuvre d'analyse, de clarté et de sagacité, vivra autant que la constitution dont il est le commentaire lumineux et dont il détermina l'adoption.

Ce fut là le dernier effort d'Hamilton, que la confiance de Washington, devenu président, appela aux plus importantes fonctions, et qui dut déposer la

plume. Après l'auteur du *Fédéraliste*, on ne trouve plus que deux écrivains qui méritent une mention, Fisher Ames et J. Quincy Adams. Celui-ci collabora à un journal de Boston sous les pseudonymes de Publicola et de Marcellus : sous cette dernière signature, il défendit la politique de neutralité que Washington eut la sagesse d'adopter et le courage de suivre, même aux dépens de sa popularité. Quant à Fisher Ames, né dans le Massachusetts en 1758, il débuta au barreau et dans la presse à l'âge de vingt-trois ans, et se fit tout aussitôt remarquer par ses talents. En 1788, il fit partie de la convention chargée de ratifier la constitution fédérale, et Boston le choisit pour son représentant au premier congrès. Par ses connaissances étendues, par son éloquence, par l'intégrité de son caractère, Fisher Ames s'acquit une haute considération et devint en peu de temps l'âme du parti fédéraliste et son chef dans la chambre des représentants ; il semblait appelé à jouer un rôle important, mais il fut trahi par une santé toujours défaillante. Il donna sa démission de député lorsque Washington quitta le pouvoir, et déclina la présidence de l'université d'Harvard comme une tâche trop lourde pour ses forces épuisées. Il continua pourtant de consacrer à la presse les intervalles de repos que lui laissa la maladie jusqu'à sa mort, arrivée en 1808. J. Quincy Adams et surtout Fisher Ames furent les écrivains

du parti fédéraliste, les défenseurs de la tradition puritaine, les adversaires de ce qu'on appelle aux États-Unis, non sans quelque raison, les idées françaises[1].

Si en France des différences profondes séparent l'Assemblée constituante de la Convention, élue moins de quatre ans après elle; de même aux États-Unis, on ne saurait sans erreur attribuer une parfaite communauté de vues et de doctrines aux *hommes de* 1776, et à ceux qui, vingt ans plus tard, se trouvèrent à la tête de l'opinion. La révolution américaine fut faite au nom d'idées entièrement anglaises : elle fut en quelque sorte une répétition de la révolution de 1648 ; précédée comme sa devancière d'une lutte *légale*, comme elle, elle fut le dénoûment violent d'une procédure que la force seule pouvait trancher. La suprématie anglaise fut déposée par les colons de la même façon et au même titre que la royauté l'avait été par le long parlement. Les deux Adams, Otis, Mayhew, Thacher, étaient des républicains, mais ils l'étaient surtout parce qu'ils étaient puritains, et que le puritanisme devait rejeter dans l'ordre temporel une hiérarchie qu'il n'admettait pas dans l'ordre spirituel. C'était pour eux une affaire de foi, presque autant qu'une affaire d'opinions : et il serait impossible de méconnaître le lien étroit qui unissait leurs doctrines

1. French Opinions.

politiques et leurs croyances religieuses. Tous étaient des hommes d'une piété exemplaire. Le plus jeune des acteurs principaux de la révolution, Hamilton n'était pas un puritain, mais c'était un presbytérien zélé, qui avait fait des études théologiques approfondies. « Soir et matin, raconte un de ses camarades d'université, le colonel Troup, il s'agenouillait pour prier. J'habitais la même chambre, et souvent je me suis senti vivement remué par la ferveur et l'éloquence de ses prières. »

Les hommes qui se prononcèrent les premiers et le plus résolûment pour une rupture avec la métropole, étaient les adversaires décidés de la royauté, de la pairie héréditaire et de l'épiscopat; mais, à part ces trois points, il n'y avait rien qui leur répugnât dans la constitution, dans l'organisation sociale, ni même dans les mœurs de l'Angleterre. Ils conservèrent soigneusement les institutions communales et provinciales, la législation, les tribunaux et jusqu'à la jurisprudence de la mère patrie. Ils admettaient que la liberté fût limitée au nom de la raison, de la justice et de l'intérêt de tous : la liberté de la presse n'entraînait pas, à leurs yeux, son impunité, pas plus que la liberté individuelle n'emporte le droit de tout faire. Profondément attachés au régime représentatif, ils reconnaissaient la souveraineté mais non l'omnipotence du peuple, et ils n'admettaient pas que cette souve-

raineté pût s'exercer utilement sans être déléguée : la nation était pour eux la source de tout pouvoir, mais c'était à la représentation nationale à tout faire, au nom et dans l'intérêt de la nation. Il leur suffisait que le gouvernement n'eût ni le droit ni les moyens d'intervenir dans le domaine de la conscience ; ils ne nourrissaient contre lui aucune défiance jalouse, et ils se montrèrent toujours disposés à l'armer de toute les prérogatives qui pouvaient lui être nécessaires pour diriger ou défendre la société. De là cette imputation de *royalisme*, si souvent dirigée contre les hommes éminents du parti fédéraliste, qu'on accusait de vouloir ressusciter sous le nom de présidence la tyrannie qu'ils avaient renversée.

Des idées toutes différentes se faisaient jour peu à peu au sein du peuple américain. La Révolution française eut son contre-coup aux États-Unis : elle y excita un enthousiasme qui ne tarda point à créér de graves embarras au gouvernement. Un parti puissant, à la tête duquel se plaça Jefferson, se forma pour réclamer une alliance offensive et défensive avec la république française. On sait à l'aide de quels moyens violents, deux ministres français, Genêt et Adet, entreprirent l'un après l'autre d'entraîner les États-Unis dans une guerre avec l'Angleterre, et comment, après avoir inutilement cherché à intimider Washington, ils essayèrent d'agir sur les élections. Un grand

nombre de journaux les secondèrent dans tous leurs efforts, et appuyèrent une tentative aussi contraire à l'indépendance qu'aux intérêts des États-Unis. C'est qu'il y avait chez le parti qui s'intitula *parti démocratique*, autre chose qu'une sympathie purement politique pour la France : il y avait aussi affinité de doctrines avec les révolutionnaires français. Si l'on étudie avec quelque soin les opinions politiques et religieuses de Jefferson, on leur trouvera une singulière analogie avec celles de Robespierre. En religion, Jefferson était théophilanthrope ; aussi fut-il l'avocat de la tolérance absolue, à une époque où les plus libéraux des Américains limitaient encore la tolérance aux sectes, chrétiennes et pensaient que la croyance à la divinité de Jésus-Christ était le moins qu'on pût exiger d'un citoyen. En politique, il était partisan de la liberté illimitée, de l'égalité absolue et du gouvernement direct du peuple par le peuple. L'existence d'un pouvoir central était à ses yeux un mal qui n'avait d'excuse que la nécessité : il fallait donc tenir en suspicion perpétuelle ce fléau des libertés publiques, lui retirer tout ce qu'il n'était pas indispensable de lui accorder, et faire intervenir directement l'action populaire chaque fois qu'on n'était pas arrêté par une impossibilité matérielle. Ces idées préconisées par Jefferson et le parti démocratique ont porté leurs fruits : à mesure qu'elles ont gagné du terrain, on a

vu partout abréger la durée des fonctions publiques pour favoriser le système de la *rotation des offices,* toutes les fonctions devenir électives, même les emplois de finances et les charges de judicature, les magistrats perdre l'inamovibilité et être soumis à la réélection au moins tous les sept ans ; enfin le système représentatif a partout fait place à l'action directe de la communauté.

C'était cette intervention de la multitude dans les affaires publiques que les fondateurs de l'Union américaine redoutaient comme le suprême danger de la confédération. La populace des grandes villes leur paraissait une armée permanente au service de toutes les ambitions, mais ils appréhendaient surtout l'irréflexion, la mobilité et la fougue des entraînements populaires. « La grande route de l'histoire, écrivait Fisher Ames, est toute blanche des tombeaux des républiques que la domination populaire a conduites à leur ruine. » Le parti fédéraliste combattit donc de toutes ses forces, au sein du congrès et dans la presse la propagation des idées françaises. Fisher Ames se signala dans ces luttes qui exigeaient autant de courage que de talent, car il y fallait affronter une inévitable impopularité : il ne craignait pas d'écrire qu'une ultra-démocratie n'était qu'une des formes de la tyrannie et ne valait guère mieux que l'enfer ; et à ceux qui invoquaient l'exemple de la France, il ré-

pondait : « Je ne vois en France que des assassins de la liberté, qui se cachent sous la dépouille sanglante de leur victime. » Cette polémique, où quelques individus s'honorèrent, mais où succomba le parti tout entier, est la dernière qui mérite une mention dans l'histoire.

CHAPITRE VI.

Les journaux américains au commencement du XIXe siècle. — L'*Aurora*. — Les journaux de la Nouvelle-Angleterre. — Curieuse statistique. — Inutile essai d'une législation sur la presse. — William Wirt. — Théodore Dwight. — Dissémination des journaux américains. — Leur mode de multiplication. — Statistique.

Quand les hommes éminents, qui faisaient encore de rares apparitions dans la presse, eurent tout à fait renoncé à écrire, le ton des journaux américains descendit au-dessous de tout ce qu'il est possible d'imaginer. Les plus forcenées et les plus ignobles de nos feuilles révolutionnaires en donneraient à peine une idée ; mais les excès qui furent en France l'œuvre de quelques bandits, et le produit passager de quelques mois de fièvre, furent en Amérique le langage habituel de la presse et formèrent le fonds de sa polémique. On a peine à comprendre comment un peuple civilisé

a pu, au milieu d'une tranquillité profonde et d'une prospérité croissante, supporter pendant de longues années, sans un invincible dégoût, un système régulier de diffamation et d'insultes contre tous ses fonctionnaires, tous ses magistrats et tous ses hommes publics. Aucun journal ne résista à la contagion, pas même la *Gazette nationale*, fondée en Virginie par Jefferson et Madison, et qui passa toutes les bornes dans ses attaques contre Washington et contre les chefs du parti fédéraliste. Néanmoins la palme de l'injure et de la calomnie appartint à un journal de Philadelphie, l'*Aurora*, rédigé, on a regret à le dire, par le petit-fils et le filleul de Franklin, Benjamin Franklin Bache, dernier et indigne héritier d'un nom glorieux. L'*Aurora*, publiée sous le patronage de Jefferson, et organe de toutes ses rancunes et de toutes ses passions, prit pour objet de ses attaques incessantes Washington, Jay, Adams, Hamilton, tous les hommes qui faisaient la force et l'honneur de la démocratie américaine. En 1797, elle imprima, avec de grands éloges, une lettre du célèbre Thomas Paine, en date de Paris ; et cette lettre, modèle d'aménité, en comparaison des articles de l'*Aurora*, permettra de juger de la polémique de cet étrange journal. Paine y disait d'Adams « qu'il n'avait jamais rien compris aux principes les plus élémentaires du gouvernement ; » il appelait Adams et Jay « ces traîtres dé-

guisés qui prennent le nom de fédéralistes ; il accusait Washington de s'être fait, pendant qu'il était général en chef, « le patron de la fraude et du péculat ; » enfin il terminait par cette apostrophe à Washington, élevé pour la seconde fois à la présidence par le suffrage unanime de la nation : « Quant à vous, traître à l'amitié privée, et hypocrite dans la vie publique, le monde ne pourra décider si vous êtes un apostat ou un imposteur, si vous avez déserté les bons principes, ou si vous avez jamais eu des principes d'aucune espèce.... Vous avez commencé votre carrière présidentielle par encourager les plus basses flatteries, et vous avez traversé l'Amérique d'un bout à l'autre en quête de l'adulation. » Disons tout de suite que l'*Aurora* eut le sort qu'elle méritait : elle n'enrichit aucun de ceux qui la rédigèrent. Elle passa des mains de Franklin Bache en celles de Duane sans devenir plus modérée ni plus prospère, et en 1811, en attaquant avec acharnement Madison et Gallatin, que l'unanimité de la nation allait élever aux fonctions de président et de vice-président, elle se mit en opposition si directe avec l'opinion publique, qu'elle fut l'objet d'un abandon universel. Jefferson essaya de lui venir en aide ; mais ce fut en vain qu'il fit appel à ses amis personnels, il ne put obtenir d'eux aucun sacrifice en faveur de l'*Aurora*.

Les journaux de la Nouvelle-Angleterre n'appor-

taient pas dans leur polémique plus de retenue et de décence que ceux de la Virginie ou de la Pennsylvanie. Un document officiel en fait foi. Elbridge Gerry, un des signataires de la déclaration d'indépendance et l'un des chefs du parti démocratique, avait été élu gouverneur de l'état de Massachusetts. Quoique son parti eût adopté comme un des points de son programme la liberté illimitée de la presse, Gerry voulut savoir à quoi s'en tenir sur les plaintes que beaucoup de bons esprits faisaient entendre au sujet de la licence des journaux, et il demanda un rapport au procureur général et à l'avocat général du Massachusetts. Ce rapport lui fut présenté dans les premiers jours de février 1812; il embrassait les journaux publiés à Boston depuis le 1er juin 1811. Il faut se rappeler qu'à cette époque les feuilles quotidiennes étaient l'exception : quelques-unes paraissaient trois fois, et le plus grand nombre une fois seulement par semaine. Les deux magistrats commençaient par faire observer qu'ils n'avaient pu se procurer de collections complètes des journaux soumis à leur examen; ils ajoutaient qu'ils n'avaient pas tenu compte des articles calomnieux dirigés contre des gouvernements autres que celui des États-Unis ou contre des étrangers de distinction, ni des imputations diffamatoires échangées de journaliste à journaliste. Malgré toutes ces défalcations, le rapport établissait que dans cette

courte période il avait paru dans les journaux de Boston 253 articles susceptibles de donner lieu à des procès en diffamation : à savoir, dans *la Verge* (*the Scourge*) 53, dans *la Sentinelle* 51, dans *la Gazette de Boston* 38, dans *le Répertoire* 34, dans *le Palladium* 18, dans *le Patriote* 9, dans *la Chronique* 8, dans *le Messager* 1, dans *le Yankee* 0. Le rapport donnait la date de tous les articles qu'il divisait en deux classes : les articles dont les auteurs auraient pu, en cas de poursuites, demander à faire la preuve, et ceux à propos desquels la preuve des faits n'était pas admissible. Cette statistique paraîtra sans doute une marque décisive de l'état d'abaissement dans lequel était tombée la presse américaine.

Toute législation eût été impuissante à arrêter un mal qui avait fait de tels progrès ; l'opinion publique d'ailleurs ne permettait pas qu'on essayât d'un semblable remède. Le président Adams, en butte aux attaques les plus odieuses pour être demeuré fidèle à la politique de Washington, avait bien obtenu du congrès une loi qui mettait au rang des délits les imputations calomnieuses contre les fonctionnaires publics, et qui autorisait le gouvernement à instituer des poursuites : mais le seul effet de cette loi avait été d'attirer sur ceux qui l'avaient présentée l'animadversion de toute la presse et de déterminer la défaite du parti fédéraliste. Jefferson avait été élu président, et, en

prenant le pouvoir, son premier acte avait été de faire abandonner les poursuites ordonnées par son prédécesseur. Ainsi la loi, sans être rapportée, avait été déchirée des mains mêmes de ceux qui auraient pu seuls l'invoquer. On ne pouvait songer à recommencer une pareille expérience, et depuis cinquante ans en effet il n'y a pas eu d'exemple de procès de presse intenté soit par les autorités fédérales, soit par les autorités d'aucun État. Les circonstances spéciales dans lesquelles l'Union américaine se trouve placée ont rendu la liberté illimitée et même les abus de la presse sans danger pour elle; mais si rien jusqu'ici n'est venu justifier les craintes exprimées au commencement de ce siècle par quelques-uns des hommes d'État américains les plus éclairés et les plus libéraux, on reconnaîtra du moins que les inquiétudes de ceux-ci étaient légitimes en présence des faits que nous venons de rapporter.

C'est à peine si dans cet abaissement général de la presse américaine on trouve une couple de noms en faveur desquels il soit possible de faire une exception. Nous citerons pourtant Théodore Dwight, qu'on pourrait considérer comme une sorte de trait d'union entre les écrivains d'autrefois et la presse contemporaine, car, né en 1765, il débuta dans la carrière sous les auspices d'Hamilton, de Fisher Ames, d'Oliver Walcott et des autres chefs du fédéralisme, et il n'est

mort qu'en 1846, à l'âge de quatre-vingt-un ans, après avoir appartenu à la presse pendant près d'un demi-siècle. Dwight, homme instruit, de convictions sincères et d'un caractère irréprochable, dirigea pendant plusieurs années à Hartfort *le Miroir (Mirror)*, le journal whig le plus influent du Connecticut. Sur les instances de ses amis politiques, il transporta sa résidence à New-York, où il fonda en 1817 le *Daily Advertiser*, qui existe encore sous le nom de *New-York Express*. Sous la même bannière que Dwight combattait William Wirt, avocat distingué du barreau de Richmond en Virginie. Wirt commença en août 1803, dans l'*Argus* de Richmond, une série de lettres ou d'articles évidemment imités du *Spectateur*, et qu'il signait *l'Espion anglais (British Spy)*. C'était un tableau assez piquant des mœurs et des usages de la Virginie, avec des portraits des hommes les plus influents de cet État, alors le premier de la confédération. Ces lettres eurent un immense succès, elles furent reproduites par un grand nombre de journaux des États du nord, et elles furent réunies en un volume. Pareille vogue accueillit les trente-trois lettres d'*un Vieux célibataire* (*Old Bachelor*) que le même écrivain adressa, de novembre 1810 à la fin de 1811, à l'*Enquirer* de Richmond, et qui, réunies en deux volumes, n'eurent pas moins de trois éditions. Wirt s'essaya aussi dans la politi-

que. En 1808, il défendit dans l'*Enquirer* et réussit à faire adopter par la Virginie la candidature de Madison à la présidence. Il eut en cette occasion une polémique acharnée à soutenir contre le parti démocratique, qui se croyait maître du terrain en Virginie, et dont la fraction la plus ardente, avec John Randolph à sa tête, ne craignait pas de demander hautement la dissolution de la confédération. Après avoir puissamment contribué à la nomination de Madison, Wirt continua à défendre sa politique dans la presse, et ne déposa la plume que lorsqu'il fut appelé à un poste dans la magistrature.

Wirt et Dwight lui-même étaient des hommes médiocres qui n'arrivèrent à la réputation que grâce à l'infériorité intellectuelle et morale de tous ceux qui écrivaient autour d'eux. La presse américaine était vouée à une incurable stérilité faute de pouvoir se recruter dans un pays où l'instruction primaire est universelle, mais où une éducation supérieure est encore une exception. Le développement des publications religieuses, qui forment la principale lecture du peuple américain, la controverse et la littérature biblique absorbaient l'activité du clergé, obligé de vivre de l'autel et tenu sans cesse sur la brèche par la multiplicité des sectes rivales. Quant aux gens de loi, tous ceux qui avaient quelque valeur faisaient une fortune rapide au barreau et dans la politique à raison de leurs

connaissances et de leurs aptitudes spéciales; et ceux qui ne réussissaient point à percer dans les États anciens étaient sûrs d'arriver au premier rang par le seul fait de leur émigration à l'ouest; il leur suffisait de se transporter dans les États nouveaux, au milieu des pionniers, pour posséder aussitôt l'influence politique, qu'ils n'avaient pu acquérir dans leur État natal. Ce n'était donc pas au sein du barreau que la presse pouvait se recruter : au milieu de cette population laborieuse et affairée, il n'existait point encore, et on aurait peine à trouver aujourd'hui même, une classe lettrée et oisive vouée aux plaisirs et aux travaux de l'intelligence, et capable de produire des écrivains. Ajoutons que, par une autre conséquence du même fait, il n'y avait pas non plus aux États-Unis de lecteurs exigeants dont la sévérité fît du mérite littéraire une condition de succès pour les journaux. Pourvu que le public ne se plaignît pas, et Dieu sait s'il était aisé à contenter! qu'importait tout le reste? Lorsque des besoins d'un ordre plus élevé commencèrent à se manifester dans les grandes villes du littoral de l'Atlantique, ils reçurent satisfaction par la création des *revues* et des *magazines*, dont la naissance fut une nouvelle cause de faiblesse pour les journaux. Les recueils périodiques enlevèrent en effet à la presse quotidienne le petit nombre d'écrivains de mérite qu'elle comptait dans son sein, et appelèrent à eux tous les jeunes ta-

lents. Si donc quelques hommes de valeur ont débuté dans la presse américaine, ils n'ont jamais fait que la traverser sans s'y fixer. C'est ainsi qu'Henry Wheaton, après avoir fait de 1812 à 1815 la fortune du *National Advocate* de New-York et avoir conquis à ce journal une grande influence pendant la guerre contre l'Angleterre, l'abandonna au bout de trois ans pour entrer dans la diplomatie, et n'écrivit plus que dans les *revues*. Vers la même époque, James Hall, qui, après avoir été soldat, est devenu un jurisconsulte éminent, fondait un journal à Shawneetown, dans l'Illinois; mais au bout de quelques années il déposait la plume pour entrer dans la politique, et il renonçait pour toujours à la presse.

La presse n'était donc point une carrière; elle n'aurait pu en devenir une que s'il était né aux États-Unis comme en Angleterre de grands journaux s'adressant à de nombreux lecteurs, disposant de capitaux considérables et capables par conséquent de rallier autour d'eux et de retenir les hommes de lettres. C'est ainsi que le *Times*, le *Chronicle*, le *Post*, ont été autant de foyers littéraires autour desquels se sont toujours groupés des hommes d'une incontestable valeur. Il n'en pouvait être de même en Amérique à cause de la division du pays en un grand nombre de petits États. Quelle que soit l'importance des questions de politique générale, celles-ci pâlissent toujours devant les ques-

tions d'intérêt local, qui s'adressent aux besoins ou aux passions de tous les jours. Les dissensions intérieures de l'État, les rivalités personnelles, les débats de l'assemblée, les élections locales, voilà quelles étaient partout les premières et constantes préoccupations du citoyen américain. Les lecteurs s'adressaient donc de préférence aux journaux de leur État, et quelquefois même seulement aux journaux de leur comté. Il en résultait que les journaux, même les mieux conduits, parqués dans un cercle excessivement restreint, ne pouvaient étendre leur clientèle ni acquérir, par l'accroissement de leurs lecteurs, les moyens de se développer et de se créer une influence sérieuse. Rien n'était plus aisé que d'établir un journal; point de nécessité de se faire autoriser, point de timbre, point de droit sur le papier, point d'impôt d'aucune sorte : il suffisait d'avoir à sa disposition, par argent ou par crédit, du papier et une imprimerie. Rien aussi n'était plus difficile que de donner au journal ainsi fondé un peu de notoriété et d'influence et une existence durable, parce qu'à chaque pas, dans la ville la plus proche et quelquefois dans le village voisin, il rencontrait des concurrents nés dans les mêmes conditions. Créé par la fantaisie et l'intérêt d'un individu, le journal demeurait nécessairement une œuvre toute personnelle; sa carrière reproduisait toutes les vicissitudes de la fortune du fondateur. Que celui-ci vînt à

s'enrichir ou à se fatiguer d'écrire, qu'il acceptât une place ou qu'il tombât malade, ou seulement qu'il fût pris de l'envie de voyager, c'en était fait du journal le plus prospère. Nous en avons déjà donné des exemples; on en pourrait citer des centaines. Il n'est point de ville aux États-Unis qui n'ait vu ainsi naître et mourir un nombre considérable de journaux, aussitôt remplacés par des successeurs également éphémères. Disséminés sur toute la surface du pays et atteignant même les points les plus reculés, croissant continuellement en nombre et en popularité, mêlés à tous les intérêts et à toutes les passions, affranchis de toute entrave, les journaux exercent en Amérique une influence sans réserve, mais cette influence appartient à la presse prise en masse; aucune feuille ne sort de la foule et ne peut revendiquer une place à part.

N'oublions pas d'ailleurs, pour être équitables, que la presse est placée aux États-Unis dans des conditions toutes spéciales, qui favorisent son développement rapide, mais qui lui rendent peu accessible la supériorité littéraire. En Europe, le journal, qui répond surtout à un besoin intellectuel, a devancé les annonces; en Amérique, ce sont les annonces qui enfantent les journaux, et ceux-ci se ressentent nécessairement de leur origine toute mercantile. Si dans le vieux monde, au sein de nos villes populeuses, l'affiche est encore le moyen de publicité le plus général et le plus sûr, il

n'en saurait être ainsi dans un pays tout neuf : aux États-Unis, l'affiche, quand elle n'est pas matériellement impossible, est improductive, parce que la population est clair-semée et disséminée sur de vastes étendues de terrain : il faut que l'annonce aille trouver le client jusque dans la solitude de la forêt ; elle est donc conduite nécessairement à emprunter la voie du journal, et où le journal n'existe pas, elle le fait naître. Le journal d'ailleurs est toujours le bienvenu au milieu des défrichements ; il est une mine de renseignements indispensables, il donne les jours de marché dans tout le district, il fait connaître le prix des denrées, il enseigne où l'on pourra trouver au plus près ce dont on a besoin ; en politique, il enregistre les décisions législatives et rappelle l'époque des élections, il indique les candidats en spécifiant leurs opinions et leurs titres : il sert à la fois d'almanach, d'annuaire et d'agenda, et souvent il est toute la bibliothèque du *squatter*. En France, le gouvernement ne se borne pas à nous gouverner ; c'est lui qui nous instruit de ce que nous avons à faire, qui nous renseigne sur ce que nous devons savoir, qui nous convoque quand nous devons nous réunir : peu s'en faut qu'il ne se charge du soin de nous loger et de nous nourrir. Un journal est donc pour nous un objet de luxe : en Amérique, où il est souvent le seul lien qui rattache au monde le colon isolé, le journal est un objet de première nécessité. Quand

les chênes séculaires sont tombés sous la cognée, quand le feu a déblayé la plaine et que des cabanes s'élèvent où le buffle et le daim avaient jusque-là régné sans partage, les pionniers réunissent leurs efforts pour bâtir la maison de Dieu. Quand, à côté du temple achevé, s'élève la maison d'école, le village est né, mais son existence est encore incomplète. Bientôt un homme arrive avec quelques livres de caractères dans une couple de caisses; cet homme s'intitule imprimeur, et le lendemain de sa venue il sera journaliste. Ce qu'il aura écrit le matin, il le composera le soir, souvent seul, quelquefois aidé d'un apprenti, de deux tout au plus; il fera lui-même le tirage, car il lui serait presque impossible de trouver un manœuvre pour l'assister, et le lendemain matin deux ou trois enfants iront vendre pour un sou une petite feuille de papier, imprimée d'un seul côté, dont la moitié, peut-être les trois quarts, seront occupés par les annonces les plus diverses. *L'Aigle*, le *Courrier* ou l'*Indépendant* de *** est né; le village est devenu ville. Après le temple, l'école; après l'école, le journal : tel est l'ordre invariable dans lequel les trois grands besoins de toute commune américaine reçoivent satisfaction. Quand le village s'est accru et qu'un peu de loisir fait éclore parmi les pionniers les discussions politiques, le journal prend couleur, et le parti contre lequel il se prononce fait des offres à quelque ouvrier imprimeur de

la ville la plus proche. Un second journal est créé, qui engage aussitôt avec son aîné une polémique acharnée. Un troisième naîtra bientôt, qui se dira indépendant et qui recueillera les souscriptions et les annonces des neutres et des indécis. Puis, à mesure que la population croîtra et que les annonces se multiplieront, chacun des trois journaux, au lieu de se publier tous les huit jours, paraîtra deux fois, puis trois fois par semaine; quelques années encore, et tous les trois seront quotidiens.

Voilà ce qui s'est passé depuis le commencement de ce siècle dans les États qui s'intitulent anciens parce qu'ils ont au moins cinquante ans d'existence; voilà ce qui se passe encore journellement dans les États nouveaux. Veut-on avoir une idée de cette rapide multiplication des journaux : les chiffres suivants paraîtront suffisamment éloquents. En 1775, il y avait aux États-Unis 37 journaux, dont 36 étaient hebdomadaires : un seul, l'*Advertiser* de Philadelphie, paraissait trois fois par semaine, parce qu'il se publiait dans la ville où siégeait le congrès; vingt-cinq ans plus tard, en 1800, on comptait déjà 200 journaux, dont 17 quotidiens; en 1810, 358; en 1828, 812; en 1839, 1555; en 1850, 2800, et aujourd'hui le nombre des feuilles américaines approcherait de 4000, si la période de calme que les États-Unis viennent de traverser n'avait coûté la vie à

quelques centaines de journaux, créés à l'occasion des grands débats sur la question de l'esclavage. Il importe de faire remarquer que cette multiplication inouïe des journaux n'est pas due uniquement au développement de la population et à sa dissémination sur un plus vaste territoire ; le nombre des journaux continue de s'accroître dans les États anciens, et d'autant plus rapidement même que ces États étaient déjà mieux pourvus. Ainsi l'État de New-York, qui avait 245 journaux en 1842, en avait 460 en 1850. Pareil fait s'est produit dans la Pennsylvanie, l'Ohio et le Massachusetts.

C'est ce qui résulte clairement du tableau suivant, qui fait connaître la date à laquelle chaque État est arrivé à une existence indépendante, et le nombre de journaux qu'il a possédés à diverses époques. Ce tableau permet de suivre de dix ans en dix ans le mouvement de la presse périodique. Pour les années 1840 et 1850, on a classé en trois colonnes différentes les journaux quotidiens, les journaux paraissant deux et trois fois par semaine, et les journaux simplement hebdomadaires. On remarquera que ces derniers forment l'immense majorité, même dans les États les plus riches et les plus peuplés.

ÉTATS.	Entrée dans l'Union.	Nombre de journaux : en 1775	en 1800	en 1810	en 1828	en 1834	en 1840 Quotidiens.	en 1840 Semi-hebdom.	en 1840 Hebdomad.	en 1850 Quotidiens.	en 1850 Semi-hebdom.	en 1850 Hebdomad.
Alabama	1819	»	»	»	10	20	3	1	24	6	5	48
Arkansas	1836	»	»	»	1	2	»	3	6	»	»	9
Californie	1850	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	3
Caroline du Nord	1776	»	»	10	20	22	»	1	26	»	5	40
Caroline du Sud	1776	3	»	10	16	21	3	2	12	7	5	27
Colombie	1776	»	»	6	9	11	3	6	5	5	5	8
Connecticut	1776	5	»	11	33	38	2	4	27	7	4	30
Delaware	1776	»	»	2	4	5	»	3	3	»	3	7
Floride	1845	»	»	»	2	5	»	»	10	»	1	9
Georgie	1776	1	»	13	18	29	5	5	24	5	3	37
Illinois	1818	»	»	»	4	12	3	2	38	8	4	84
Indiana	1816	»	»	1	17	31	»	4	69	9	2	95
Iowa	1846	»	»	»	»	»	»	»	4	»	2	25
Kentucky	1792	»	»	17	23	25	5	7	26	9	7	38
Louisiane	1812	»	»	11	9	31	11	2	21	11	6	37
Maine	1820	»	»	8	29	54	3	3	30	4	5	39
Maryland	1776	2	»	21	37	39	7	7	28	6	4	54
Massachusetts	1776	7	»	29	78	108	10	14	67	22	15	126
Michigan	1837	»	»	»	2	7	6	»	26	3	2	47
Mississipi	1817	»	»	4	6	21	2	1	28	»	4	46
Missouri	1821	»	»	1	5	10	6	5	24	5	4	45
New-Hampshire	1776	1	»	12	17	27	»	»	27	»	»	35
New-Jersey	1776	»	»	8	22	26	4	1	31	6	»	43
New-York	1776	4	»	66	161	267	34	13	198	51	21	308
Ohio	1802	»	»	14	66	131	9	7	107	26	10	201
Pennsylvanie	1776	9	»	71	185	220	12	10	165	24	3	261
Rhode-Island	1776	2	»	7	14	16	2	4	10	5	2	12
Tennessée	1796	»	»	6	8	26	2	6	38	8	2	36
Texas	1845	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	29
Vermont	1791	»	»	14	21	26	2	2	26	2	1	30
Virginie	1776	1	»	23	34	40	4	12	35	15	12	55
Wisconsin	1848	»	»	»	»	»	»	»	6	6	4	35

Veut-on connaître quelle a été la progression des journaux quotidiens. Le premier a été publié à Philadelphie en 1784, seize autres furent établis de 1784 à 1800; et leur nombre s'est élevé successivement à 27 en 1810; à 40 en 1828; à 90 en 1834; à 134 en 1840, et à 350 en 1850. Le recensement prochain indiquera, sans doute encore, une augmentation considérable dans le nombre des feuilles quotidiennes : c'est là le résultat naturel des transformations successives par lesquelles passent les journaux américains. Plus la population croîtra en nombre et en richesse, et plus s'accélérera le mouvement qui de toute feuille hebdomadaire tend à faire un journal quotidien.

Mais il ne suffit pas de faire connaître le nombre des journaux, il faut encore donner une idée de leur publicité. M. Thomas, dans son *Histoire de l'imprimerie*, estime que les journaux américains distribuaient 13 millions de feuilles en 1801, et 22 200 000 en 1810. Les auteurs de l'*American Almanac* évaluaient en 1834 de 70 à 80 millions le nombre de feuilles tirées annuellement par les journaux et les revues des États-Unis. Le tableau suivant, résumé des statistiques publiées par ordre du Congrès à la suite du recensement de 1850, permettra d'embrasser d'un coup d'œil le développement, vraiment gigantesque, que la publicité des jour-

naux américains a pris dans ces vingt dernières années :

			Exemplaires par numéro	Feuilles par an.
Journaux	quotidiens.	350 à	750 000 ou	235 000 000
—	paraissant trois fois par semaine. . .	150	75 000	11 700 000
—	paraissant deux fois par semaine. . .	125	80 000	8 320 000
—	hebdomadaires. . .	2000	2 875 000	149 500 000
—	semi-mensuels. . .	50	300 000	7 200 000
—	mensuels.	100	900 000	10 800 000
—	trimestriels.	25	20 000	80 000
	Totaux.	2800	5 000 000	422 600 000

CHAPITRE VII.

La presse contemporaine. — Amélioration matérielle et morale. — M. Robert Walsh. — W. C. Bryant. — Mme Child. — Conséquences de l'absence de capitale. — Les journaux de Washington. — Effets de la concurrence illimitée. — Les journaux à bon marché. — Le *Sun*. — La *Tribune*. — Le *New-York Herald*.

Les détails statistiques dans lesquels nous sommes entré attestent incontestablement de merveilleux progrès : on doit, pour être juste, ajouter que la presse américaine n'a point grandi sans s'améliorer. Nous avons été sévère pour elle, et il nous eût été facile d'accumuler les témoignages américains pour motiver une condamnation plus rigoureuse encore ; mais on ne saurait, sans manquer à l'équité, ne pas reconnaître qu'elle compte aujourd'hui dans son sein d'heureuses exceptions, et même qu'à la prendre en masse, elle n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était il y a trente

ans. L'homme à qui revient l'honneur d'être entré le premier dans la voie du progrès existe encore, il tient encore la plume, et c'est justice de payer à sa verte et laborieuse vieillesse le tribut d'hommage auquel elle a droit. M. Robert Walsh est né à Baltimore vers 1782. Fils d'un négociant aisé, il reçut une éducation libérale, et, ses études terminées, il vint en Europe pour compléter son instruction. Pendant plusieurs années, il parcourut la Grande-Bretagne, la France et une partie du continent; il se familiarisa avec la civilisation et les mœurs du vieux monde, et il vit partout le spectacle d'une presse lettrée et polie, pour qui l'observation des convenances et la courtoisie étaient des conditions d'existence. Ce spectacle ne fut pas perdu pour une intelligence d'élite et pour un esprit observateur. Revenu en Amérique en 1808, à l'âge de vingt-six ans, M. Walsh établit sa résidence à Philadelphie et se fit recevoir au barreau. Toutefois la presse était sa carrière naturelle, et il ne tarda point à y entrer. Immédiatement après son retour, il avait publié, sur le caractère et les tendances du gouvernement de Napoléon Ier, une brochure qui fit sensation aux États-Unis, et qui eut un grand retentissement en Angleterre. Ce succès lui ouvrit l'entrée du *Portfolio*, recueil mensuel alors fort en vogue. Deux ans plus tard, en 1811, il publia le premier numéro de la *Revue américaine*, recueil trimestriel

sur le modèle de la *Revue d'Édimbourg ;* mais il n'y avait point encore aux États-Unis assez d'esprits lettrés, assez de lecteurs d'élite pour faire subsister une publication de ce genre, et la première *revue* américaine put à peine achever sa seconde année. Sans se laisser décourager, M. Walsh fonda en 1817 un recueil mensuel consacré à la politique, à l'histoire et à la statistique, qu'il intitula l'*American Register*, et qu'il rédigea presque seul. Enfin en 1821 il s'associa avec M. William Fry pour fonder à Philadelphie, sous le nom de *Gazette nationale*, un petit journal du soir qui paraissait d'abord trois fois par semaine, mais qui devint bientôt quotidien. M. Walsh en fut le rédacteur en chef. Il y donna aussitôt l'exemple d'un langage élégant et poli, d'une polémique courtoise, qui savait allier la liberté de discussion avec le respect de toutes les convenances. En outre, s'inspirant de ce qu'il avait vu en Europe, M. Walsh ne laissa point envahir exclusivement son journal par la politique, les nouvelles locales et les annonces ; il fit une place, et une place considérable, à la littérature, aux sciences et aux beaux-arts. Il rendit compte des représentations théâtrales, il apprécia les livres publiés en Angleterre et aux États-Unis dans des articles qui attestaient beaucoup de savoir et de conscience, un sens très-droit et très-ferme. C'étaient là autant d'innovations, et elles obtinrent le succès qu'elles méri-

taient. Le public fut charmé de trouver dans un journal une lecture instructive et variée ; il fallut agrandir le format de la *Gazette nationale*, qui compta bientôt plus d'abonnés qu'aucun journal de Pennsylvanie, et qui commença même à se répandre dans les États voisins. C'est le premier et presque le seul exemple d'un journal américain qui ait trouvé des lecteurs en dehors de l'État dans lequel il se publiait. Pendant quinze ans, M. Walsh dirigea la *Gazette nationale*, et le succès de ce journal ne se démentit point. En 1837, obligé de se rendre en Europe pour rétablir sa santé altérée, M. Walsh vendit sa part de propriété ; il est venu se fixer en France, et après avoir été longtemps le correspondant parisien du *National Intelligencer* de Washington, il est aujourd'hui le correspondant très-lu et très-goûté du *Journal du commerce* de New-York.

Le succès de la *Gazette nationale* fut contagieux : il apprit au public qu'un journal pouvait être une œuvre honnête, sérieuse et utile ; il apprit aux écrivains que, pour arriver à la popularité, s'adresser à l'intelligence valait mieux que flatter les passions ; il rendit le public plus exigeant et les écrivains plus sévères pour eux-mêmes. Il fut donc véritablement le point de départ d'une réforme de la presse, et l'opinion publique ne s'y est point trompée : elle associe invariablement le nom de M. Walsh avec l'améliora-

tion qui s'est produite dans le ton et les habitudes de la presse depuis trente ans. C'est à New-York que M. Walsh trouva ses premiers imitateurs. Trois jeunes gens de talent, MM. Charles King, James Hamilton et Gulian G. Verplank, s'associèrent pour fonder le *New-York American*, qui se maintint pendant vingt ans au premier rang par l'habileté et l'honorabilité de sa rédaction, et qui exerça par contrecoup la plus salutaire influence sur les autres journaux de New-York. M. Charles King, qui en avait toujours été le rédacteur en chef, et qui en était resté le seul propriétaire, l'a réuni en mars 1845 au *Courrier and Inquirer*, qui est aujourd'hui une des feuilles les plus accréditées et les plus répandues des États-Unis. A Philadelphie, l'héritage de M. Walsh a été recueilli par M. Joseph Neal, né en 1807, dans le New-Hampshire, mais qui vint de bonne heure s'établir en Pennsylvanie. M. Neal prit en 1831 la direction du *Pennsylvanien*, dont il fit en très-peu de temps le journal le plus influent de l'État par un talent polémique qui unissait l'éclat et la vivacité à une extrême courtoisie. Au bout de treize ou quatorze ans, M. Neal, dont la santé avait succombé à l'excès de travail, s'est retiré du *Pennsylvanien* pour se borner à la direction d'un recueil littéraire auquel sa grande réputation a assuré aussitôt la popularité. Citons encore, comme ayant appartenu à la même école, un journaliste du

sud, P. H. Cruse, né à Baltimore en 1793, et mort du choléra en 1832. M. Cruse s'était destiné au barreau, mais un penchant irrésistible l'entraînait vers la carrière des lettres. Il délaissa le droit pour l'étude approfondie de l'antiquité, et quoiqu'il n'ait écrit que dans les *revues* et les journaux, il a laissé aux États-Unis la réputation d'un des écrivains les plus purs que l'Amérique ait produits. Il fut pendant près de dix ans le rédacteur en chef de l'*Américain* de Baltimore, auquel collaborait son ami Kennedy, comme lui déserteur du barreau, qui s'est fait connaître par des romans historiques avant de devenir un homme politique influent.

Les écrivains que nous venons de nommer appartenaient au parti whig. Dans les rangs opposés se trouve le poëte W. C. Bryant. Né en 1794 à Cummington, dans le Massachusetts, Bryant vint s'établir à New-York en 1825, et débuta dans la *Revue de New-York*, pour laquelle il écrivit plusieurs de ses poëmes et des articles de critique. En 1827, il devint un des propriétaires et le rédacteur en chef de l'*Evening Post*, fondé au commencement du siècle par Hamilton et Walcott, pour être l'organe dirigeant des fédéralistes et des whigs leurs héritiers, et dont Bryant fit bientôt le journal le plus important du parti démocratique. Bryant suivit dans l'*Evening Post* l'exemple donné par M. Walsh dans la *Gazette*

nationale; il fit une place considérable à la littérature, il s'associa même en 1832 le littérateur Leggett, afin de pouvoir se consacrer exclusivement à la politique. Depuis trente ans en effet, Bryant a pris une part très-active à toutes les luttes politiques, et il a exercé une incontestable influence sur l'opinion. Épousant avec ardeur les opinions démocratiques dans ce qu'elles avaient de plus absolu, il a été l'ennemi acharné de la banque des États-Unis, l'adversaire du pouvoir central et de ses prétentions à diriger lui-même des entreprises d'utilité publique, et le défenseur de la liberté illimitée des échanges. Seulement la vigueur et la droiture de son esprit l'ont toujours élevé au-dessus des passions et des préjugés de son parti, et il n'a cessé de réclamer, même pour ses adversaires, la plus entière liberté de discussion. Il a donc été conduit à combattre bien souvent ce qui est et ce qui demeurera aux États-Unis le fléau de la liberté, à savoir la tyrannie de la majorité, qui ne se contente pas de faire prévaloir sa volonté, mais qui veut trop souvent étouffer la voix du parti opposé. Il est demeuré pur de toutes les intrigues où sont trop souvent entrés des écrivains de son opinion, et avec un talent hors ligne qui aurait justifié toutes les prétentions, avec une influence que personne ne conteste, il n'a jamais voulu être qu'un simple écrivain. Le style de Bryant est clair, vif, animé; mais c'est à une évi-

dente sincérité et à un accent de profonde conviction que ses articles doivent surtout leur succès et leur autorité.

Pour clore la liste des écrivains qui se sont fait un nom dans la presse américaine, il nous faut mentionner encore Nathaniel P. Willis et Mme David Lee Child. Tous deux sont avant tout des littérateurs, mais c'est à la presse quotidienne qu'ils ont dû leur succès. N.-P. Willis, né en 1807, à Portland, dans le Massachusetts, n'avait écrit encore que dans les *magazines* lorsqu'il entreprit un voyage en Europe. Il parcourut successivement la France, l'Italie, la Grèce, l'Asie Mineure, et revint en Angleterre, où il séjourna deux ans. Pendant cette longue absence, il adressa au *Miroir* de New-York, sous le titre de *Coups de Crayon sur la route (Pencillings by the way)*, une série de lettres ou d'impressions de voyage qui eurent le plus grand succès. Réunies en volumes, ces lettres ont été goûtées en Angleterre presque autant qu'aux États-Unis, et ont eu plusieurs éditions. M. Willis est aujourd'hui le directeur de la *Feuille du foyer (Home Journal)*, journal hebdomadaire qui se publie à New-York et qui est consacré presque exclusivement à la littérature. Mme Child a débuté dans les lettres en 1824, sous le nom de miss Lydia Francis : elle n'avait pas encore vingt ans. Elle a publié d'abord des romans, *Hobomok*, les *Rebels*, et

un assez grand nombre d'ouvrages de morale et d'éducation. Devenue Mme Child, elle suivit son mari à New-York, et dans l'été de 1841 elle commença une série de lettres hebdomadaires dans le *Courrier* de Boston. Ces lettres, imitation américaine du *courrier de la semaine* de quelques feuilles parisiennes, étaient une chronique de New-York, mais avec une tendance morale très-manifeste. Elles roulaient sur tous les thèmes que peut suggérer à un esprit élevé, sincère et légèrement utopiste le tableau d'une grande ville à une époque de fermentation politique et religieuse. Par leur grâce familière et leur vivacité piquante, les *Lettres de New-York* charmèrent le public; elles furent reproduites par des journaux de tous les états et de toutes les nuances, elles furent longtemps l'événement de chaque semaine. Réunies en volumes, elles n'ont pas eu moins de succès sous cette forme : il s'en vendit vingt mille exemplaires en deux ou trois ans, et aujourd'hui encore elles sont continuellement réimprimées.

Nous ne pousserons pas plus loin ces détails qui suffisent à montrer combien il serait injuste d'envelopper aujourd'hui toute la presse américaine dans un même arrêt de condamnation. Il serait aisé, maintenant encore, de légitimer tous les reproches articulés contre les journaux des États-Unis, en s'appuyant

sur des faits ou des citations empruntés aux feuilles des États nouveaux ou des États d'esclaves ; mais ce serait manquer à l'équité que de ne pas admettre de nombreuses et honorables exceptions. Il existe aujourd'hui dans les États riverains de l'Atlantique et dans toute la Nouvelle-Angleterre des journaux sérieux, faits avec honnêteté, sinon avec un grand talent, et qui ont, chacun dans son cercle d'action, une incontestable importance. A New-York, nous citerons le *Courrier and Enquirer*, le *Journal of Commerce*, le *Commercial Advertiser*, l'*Evening Post;* à Boston, le *Courrier* et l'*Atlas;* à Philadelphie, l'*United north american Gazette* et le *Ledger*. Aucune des feuilles que nous venons de nommer n'a cependant, soit comme organe politique, soit comme entreprise commerciale, l'importance des grands journaux de Londres ou de Paris, et n'exerce, à beaucoup près, une action aussi directe et aussi puissante sur l'opinion publique.

La cause de cette infériorité inévitable, on le sait déjà, tient à la constitution politique du pays. Bien que les États-Unis forment une nation homogène, ils sont avant tout une agrégation de petits États, dont chacun a sa métropole particulière et son foyer d'activité. Il en résulte qu'aucune ville n'a une influence un peu sérieuse au delà d'un certain rayon, et surtout qu'il n'y a point de capitale en qui viennent se résu-

mer les forces vives du pays, et d'où puisse partir en retour une impulsion prépondérante. Les journaux de Washington, où réside le président et où siége le congrès, doivent à leur position particulière certains avantages et certaines charges; mais, à tout prendre, l'importance de ces journaux s'efface devant celle des principales feuilles des grandes villes du littoral. Il est même à remarquer que le gouvernement américain n'a point jusqu'ici éprouvé le besoin d'un organe officiel et n'a attribué à aucun journal le rôle qui en France est l'apanage du *Moniteur*. Tout au plus peut-on dire qu'il existe une feuille semi-officielle. Cette situation a longtemps appartenu au *National Intelligencer*, dont l'établissement remonte à 1800, à l'installation même du gouvernement fédéral dans la capitale nouvellement fondée, et qui fut créé pour exposer et défendre la politique léguée par Washington à ses premiers successeurs. Malgré son origine fédéraliste et sa prédilection incontestable pour les whigs, le *National Intelligencer* a conservé pendant près de quarante ans des rapports plus ou moins étroits avec la présidence; mais en 1829, après la complète disparition des hommes qui avaient débuté dans la politique sous les auspices des fondateurs de la confédération, lorsque les partis se dessinèrent d'une façon plus tranchée et que la faveur populaire sembla bannir pour longtemps les whigs du pouvoir,

les démocrates, victorieux avec le général Jackson, voulurent avoir à Washington un organe qui leur appartînt exclusivement, et *le Télégraphe* fut fondé à côté du *National Intelligencer*. Celui-ci, depuis lors, n'a plus été qu'un journal whig, rédigé avec talent et habileté, exclusivement consacré à la politique, — où l'on suit avec autant d'intelligence que d'exactitude le mouvement politique et littéraire de l'ancien monde, et qui se rapproche des journaux anglais plus qu'aucune feuille américaine. *Le Télégraphe*, qui avait remplacé le *National Intelligencer* dans le privilége des communications gouvernementales, a été à son tour dépossédé en 1834 par *le Globe*, auquel ont succédé depuis *l'Union* et *la République*. Maintenant presque chaque présidence voit naître un nouveau journal destiné à servir d'organe au ministère. Ce n'est pas que le gouvernement américain dispose de fonds à l'aide desquels il puisse contribuer à l'établissement d'un journal; mais au nombre des attributions du pouvoir exécutif est le droit de désigner l'imprimerie à laquelle sont confiées les publications officielles et les innombrables impressions que le congrès ordonne chaque année. Cette désignation équivaut à une fortune pour l'établissement qui en est l'objet, et aucun imprimeur ne croit acheter trop cher une pareille faveur en courant les chances de la fondation d'un journal à la rédaction duquel il est assuré

de voir concourir les hommes influents du parti dominant.

Placés au centre de la vie politique, les journaux de Washington peuvent suivre exactement les débats du congrès, en pressentir l'issue, en reproduire la physionomie : en outre ils sont à même, pendant toute la session, de recevoir les inspirations des chefs de parti, et ils se trouvent plus facilement et plus vite au courant des rivalités et des intrigues que ne manque jamais de faire naître l'approche d'une élection présidentielle. Cette double circonstance en rend la lecture indispensable aux hommes qui s'occupent de politique, elle leur assure une petite clientèle dans tous les États et leur donne ainsi un caractère d'universalité que n'ont point les journaux des autres villes. En effet, en dehors des chefs de partis qui ont intérêt à suivre le mouvement de l'opinion sur les divers points du territoire, et qui sont obligés de consulter assidûment les journaux des grandes villes, personne en Amérique n'a souci de ce qui se passe dans un autre État que le sien, de même qu'en France personne ne recherche les journaux du département voisin. C'est à peine si les feuilles des villes les plus considérables font exception à cette règle générale. Les journaux de Boston sont lus dans la Nouvelle-Angleterre, parce que le Massachusetts entraîne habituellement du côté où il penche le Maine, le Vermont et le Connecticut; les

journaux de New-York sont assez répandus dans les États du centre et au Canada ; ceux de Philadelphie pénètrent dans le sud et dans l'ouest : encore cela est il vrai surtout des feuilles publiées en allemand, qui trouvent chez les nouveaux colons un débouché assuré. Un journal de New-York, le *Herald*, qui s'était posé franchement en défenseur de l'esclavage, a dû à cette circonstance une clientèle assez étendue dans quelques villes du sud, et spécialement à Baltimore et à Charleston. On voit, en somme, que les journaux les plus favorisés ne dépassent point un cercle assez restreint. On peut résumer ainsi la répartition de leur tirage : six dixièmes dans la ville même où ils se publient, trois dixièmes dans l'État, un dixième au dehors.

A part les causes déjà indiquées, les règlements de la poste ont contribué à faire conserver à la presse américaine son caractère purement local. Jusqu'à ces dernières années, la taxe était proportionnelle à la distance, et le journal le moins coûteux de New-York serait revenu très-cher à un abonné de la Nouvelle-Orléans. Depuis 1853, la taxe est uniforme ; elle est de 1 cent ou un peu plus de 5 centimes pour tout le territoire des États-Unis, sans excepter la Californie ; mais elle n'est que d'un demi-cent dans l'intérieur de l'État où le journal se publie. Ajoutez que la poste ne distribue pas les journaux à domicile : il faut ou envoyer prendre chaque jour son journal, ou payer

aux employés des postes une rétribution supplémentaire. Il y a donc tout avantage sous le rapport du prix, de la commodité et de la célérité d'information, à prendre un journal de la ville que l'on habite, quelle qu'elle soit, de préférence aux journaux de Boston, New-York ou Philadelphie. Ceux-ci en effet, tout en coûtant 20 ou 25 pour 100 plus cher, sont nécessairement en retard sur les feuilles locales, qui se font expédier par le télégraphe les nouvelles importantes, les cours des fonds publics et les mouvements des marchés. Pour la majorité des habitants, les affaires locales ont d'ailleurs plus d'intérêt et d'importance que les nouvelles du dehors, et même que la politique fédérale. La meilleure preuve qu'on en puisse donner, c'est qu'il n'y a pas un seul journal qui n'accorde plus d'attention et plus de place aux débats de la législature de l'État qu'aux discussions du congrès. Les journaux de Washington sont les seuls qui publient régulièrement et *in extenso* les débats du congrès : les journaux des autres villes se contentent d'une analyse qui leur est envoyée par le télégraphe, et qui, dans les occasions les plus graves, ne dépasse guère une colonne. Seulement, quand il s'agit d'une de ces questions brûlantes qui ont le privilége de remuer l'opinion, ils manquent rarement de reproduire, d'après les feuilles de Washington, les discours des hommes considérables.

On doit comprendre maintenant que si, aux États-Unis, aucun journal n'a pu prendre le rôle ni acquérir l'importance des grands journaux européens, cela tient surtout aux conditions toutes spéciales dans lesquelles la presse américaine se trouve placée. Joignez-y une concurrence rendue très active par l'absence de toute entrave législative et de tout impôt, et la facilité de fonder un journal sans une avance de fonds considérable. New-York, qui, avec ses faubourgs et Brooklyn, présente une agglomération de 700 000 âmes, compte quinze journaux quotidiens, c'est-à-dire autant que Paris et Londres. Ces quinze journaux distribuent 130 000 feuilles par jour : six journaux à un et deux cents entrent pour les deux tiers dans ce chiffre; ce qui ne permet pas d'élever au-dessus de quatre ou cinq mille le tirage moyen des meilleurs journaux de New-York. Boston, avec 140 000 âmes, compte douze journaux quotidiens; Philadelphie, avec 340 000, en compte dix, et Baltimore six, avec 170 000. On peut évaluer à 15 000 numéros le tirage maximum des deux principaux journaux de Philadelphie; aucun journal de Boston n'a une vente supérieure à 10 000 exemplaires. Dans les États du sud, où la population est beaucoup moins dense, et où elle est pour moitié dans les liens de l'esclavage, les journaux sont à la fois beaucoup moins nombreux et beaucoup moins répandus qu'au nord. En somme, au témoignage de M. Ho-

race Greeley, directeur de l'un des principaux journaux de New-York, on ne saurait évaluer au delà d'un million de feuilles par jour le tirage total des deux cent cinquante journaux quotidiens des États-Unis, ce qui donne un tirage moyen de 4000 numéros par journal.

Avec une clientèle aussi peu considérable, les journaux américains, obligés par la concurrence à se vendre bon marché, ne peuvent faire que de faibles recettes et disposent de très-peu de ressources; aussi les conditions faites aux écrivains ne sont-elles pas de nature à retenir dans la presse les hommes à qui leur talent peut ouvrir une autre carrière. Le directeur d'un journal influent de New-York, interrogé à Londres en 1851 par la commission d'enquête sur le timbre, déclarait qu'il connaissait un écrivain en possession d'un traitement de 600 livres sterling, mais que c'était une exception : il évaluait de 100 livres à 300 le taux ordinaire des traitements dans les principaux journaux. Pour apprécier combien est faible cette rémunération d'un travail tout intellectuel, qui exige des connaissances étendues et certaines aptitudes spéciales, il suffit de se rappeler que le taux des salaires aux États-Unis est de beaucoup supérieur à ce qu'il est en Europe. Un écrivain attaché à la presse gagne moins à New-York qu'un ouvrier mécanicien ou qu'un ébéniste un peu habile. Les journaux à bon

marché, introduits, il y a vingt ans, aux États-Unis par une révolution toute semblable à celle qui s'accomplissait, à la même époque, dans la presse française, n'y ont pas, comme en France, amélioré la condition des écrivains. Il est probable que c'est de leur initiative que viendra cette réforme, mais elle ne se réalisera pas de quelque temps, parce que ces journaux sont encore à l'état d'exception, et surtout parce qu'ils s'adressent à un public spécial, qui n'a aucune exigence littéraire.

Le prix ordinaire des grands journaux quotidiens était jusqu'en 1833, de 6 cents (31 centimes 1/2) par numéro. A ce prix, un journal qui avait un millier d'abonnés et quelques annonces suffisait à ses dépenses. D'une industrie qui ne donnait que des profits très-médiocres, mais où les chances de perte étaient à peu près nulles, les journaux à bon marché ont fait une industrie précaire, mais où il est possible de réaliser d'énormes bénéfices. Leur concurrence a obligé les grands journaux à réduire leur prix à 3 ou 4 cents, et même un peu au-dessous, pour les personnes qui s'abonnent aux 313 numéros de l'année à raison de 8 ou de 10 dollars. A vrai dire, l'abonnement, qui était autrefois la règle générale, est aujourd'hui l'exception. C'est là le changement le plus radical apporté par les journaux à bon marché dans la situation de la presse américaine. Autrefois toute personne domiciliée dans

une ville et un peu connue recevait un journal sur sa simple demande; hors de la ville, il suffisait de consigner d'avance au bureau de poste de sa résidence le port du journal pendant un trimestre. La grande majorité des abonnés n'acquittaient le prix de leur abonnement qu'à la fin du trimestre, souvent même pas avant la fin de l'année. Cet état de choses entraînait pour les journaux de très-graves inconvénients : la nécessité de faire des avances considérables, une grande irrégularité dans les recettes, et des pertes fréquentes. Nombre d'abonnés, par oubli ou par mauvaise foi, faisaient banqueroute au journal. Un spéculateur intelligent s'avisa qu'en substituant à l'abonnement la vente au numéro, on dispenserait un journal de tous frais d'administration intérieure, de toute écriture et de toute comptabilité, et on le mettrait à l'abri des non-valeurs. Réduire le prix à la dernière limite du bon marché pour attirer l'acheteur, ne demander à une vente, même considérable, que de couvrir les frais généraux, et attendre son bénéfice uniquement des annonces, tels furent les principes qui présidèrent à cette transformation de la presse; mais pourrait-on, en réduisant le prix des journaux, compter sur un accroissement considérable dans le débit? Cet espoir était permis aux États-Unis plus que partout ailleurs à raison de deux circonstances spéciales, — la diffusion de l'instruction primaire et le suffrage universel.

Dans un pays où tout le monde sans exception sait lire et écrire, et où tout le monde est électeur, la lecture d'un journal est un besoin de première nécessité ; on peut même dire que c'est un besoin plus impérieux pour les classes inférieures que pour les classes élevées, attendu que le journal seul peut guider les premières dans l'exercice de leurs droits politiques. Les faits d'ailleurs ont répondu. Les 700 000 habitants de New-York et des environs absorbent 130 000 exemplaires des journaux quotidiens, c'est-à-dire qu'un citoyen sur trois achète ou reçoit un journal. Les feuilles du matin sont obligées d'avoir terminé leur tirage pour l'heure à laquelle les ouvriers vont déjeuner, parce que la lecture du journal est pour ceux-ci l'assaisonnement indispensable du premier repas.

Le succès récompense rarement les inventeurs ; les premiers journaux qu'on essaya de fonder à 1 cent le numéro ne parvinrent point à vivre ; une nouvelle tentative, en portant le prix à 2 cents, fut plus heureuse et provoqua des imitations. Le *Herald* et quelques autres feuilles réussirent à faire une concurrence victorieuse aux journaux d'un prix élevé, et, quand ces feuilles mêmes eurent pris racine, elles virent naître un concurrent à 1 cent, le *Sun*, qui se fit à son tour la part du lion. C'était là une spéculation hasardeuse s'il en fut. Quoique le *Sun* ne donnât que quatre pages d'impression au lieu de huit, le bénéfice

sur chaque feuille vendue était tellement faible, qu'il fallait une vente régulière de 40 000 numéros pour couvrir les frais généraux de l'entreprise. Comme le *Sun* est arrivé à une vente moyenne de 43 à 45 000 numéros, les annonces ont afflué dans ses bureaux, et il a fait la fortune de ses heureux fondateurs. On a vu pour la première fois aux États-Unis un journal assez riche pour se loger chez lui. La construction de l'immense édifice où le *Sun* a installé ses ateliers et ses bureaux a coûté 500 000 francs. Après s'être enrichi, le propriétaire du *Sun*, M. Benjamin Day, l'a vendu 250 000 dollars (1 250 000 francs), et ce prix n'a point paru excessif, puisque la vente quotidienne du journal couvre les dépenses et que les annonces, qui presque toutes sont affermées à l'année, donnent un bénéfice net de 1500 francs par jour de publication, c'est-à-dire d'environ 500 000 francs par an.

Sans approcher de pareils résultats, les journaux à 2 cents sont également des entreprises lucratives. Comme le *Sun*, ils attendent des annonces tout leur bénéfice, mais ils s'imposent pour la rédaction des sacrifices beaucoup plus considérables. Les deux plus prospères sont le *Herald* et *la Tribune*, qui, outre l'édition du matin, publient une édition du soir et une édition hebdomadaire, et dont le tirage total, sous ces diverses formes, s'élève jusqu'à 20 et 25 000 numéros. *La Tribune*, rédigée par M. Horace Greeley, date

de 1841. Le 11 avril 1853, jour où elle accomplissait sa douzième année, elle a pris le format des plus grands journaux de New-York, c'est-à-dire qu'elle a paru sur huit pages, et ses propriétaires, en annonçant ce changement, déclaraient que le coût seul du papier sur lequel ils imprimaient leur journal dépassait la valeur de l'abonnement. C'est donc uniquement le produit des annonces qui couvre les frais de rédaction et d'impression, ainsi que toutes les dépenses de l'entreprise. On rattache généralement *la Tribune* au parti whig; mais elle est avant tout l'organe des doctrines socialistes. Elle a été longtemps l'avocat assidu du fouriérisme, et il n'est guère d'utopie venue d'Europe qui ne trouve dans ses colonnes un accueil empressé. Le *Herald* est aujourd'hui avec le *Sun* le doyen de la presse à bon marché; mais ce n'est point à cette circonstance qu'il doit être incontestablement le journal américain le plus connu et le seul répandu en Europe. Le procédé employé par son fondateur a été des plus simples : sans attendre les abonnements, sans réclamer un échange que les exigences de la poste auraient rendu difficile et onéreux, il a adressé gratuitement son édition hebdomadaire aux principaux journaux d'Europe, aux clubs et aux cercles en renom. Il a poussé l'obligeance plus loin : il a fait pour l'Europe un tirage spécial de cette édition, afin d'y introduire un résumé des nouvelles américaines

de la semaine, condensées avec soin. Les journaux sont œuvre d'improvisation, on y aime la besogne facile et surtout la besogne toute faite ; les écrivains européens, généralement peu au courant des affaires américaines, ont transcrit purement et simplement les résumés du *Herald* en citant le journal auquel ils faisaient cet emprunt. Quand ils ont eu des jugements à porter sur ce qui se passait aux États-Unis, c'est dans le *Herald* qu'ils ont puisé leurs renseignements, ce sont ses opinions qu'ils ont adoptées ou combattues. Comme il n'y a guère que les journaux de Liverpool qui s'imposent la dépense de faire venir des journaux américains, le *Herald* s'est trouvé la seule feuille des États-Unis dont le nom se rencontrât jamais dans les feuilles européennes. Or, tous les articles où il était question du *Herald*, qu'ils fussent laudatifs ou désapprobateurs, ont toujours été soigneusement reproduits dans les éditions américaines du journal, afin de constater qu'il est lu et discuté au delà de l'Atlantique, et de diminuer, par le prestige de cette notoriété européenne, le discrédit dont il a à se plaindre aux États-Unis. Le *Herald* en effet, malgré son incontestable succès, n'a point d'autorité, et, tout en faisant la part de l'inimitié et de l'envie dans un pays de concurrence acharnée, il faut bien dire que l'opinion générale ne lui est point favorable. Il doit cette sévérité ou cette injustice aux nombreuses excentricités qui

ont signalé les premiers temps de son existence, excentricités qui ont contribué à son succès en éveillant la curiosité et en attirant de vive force l'attention, mais qui dépassaient souvent les bornes des convenances et du respect qu'on doit au public. En outre, le caractère agressif du fondateur du *Herald*, M. James Gordon Bennett, lui a valu de nombreuses et désagréables querelles, dont l'éclat fâcheux a rejailli défavorablement sur le journal. Néanmoins on doit reconnaître que le *Herald* a rendu de grands services à la presse américaine ; il l'a tirée violemment de sa torpeur et de sa somnolence, et c'est à lui qu'elle doit une bonne partie des progrès qu'elle a faits depuis vingt ans. M. Bennett, quelle que soit sa valeur morale, sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer, est incontestablement un homme d'esprit et d'initiative aussi bien qu'un journaliste habile. Ce n'est point seulement à force d'audace et d'excentricité qu'il a conquis des milliers de lecteurs et un succès croissant, ç'a été surtout en déployant une infatigable activité et en accomplissant des tours de force analogues à ceux de certains publicistes anglais. Il a su hardiment et à propos jeter l'argent par les fenêtres pour avoir la primeur des nouvelles importantes, pour donner en entier des documents dont les autres journaux n'avaient que de maigres analyses; c'est lui qui a imaginé d'envoyer des bateaux à vapeur au-devant

des paquebots européens, obligés d'aller toucher à Halifax avant de venir à New-York; c'est lui qui a fait du télégraphe électrique le collaborateur principal des journaux; c'est lui enfin qui a organisé le premier, sur une vaste échelle, tout un réseau de correspondances. Tous les propriétaires de journaux américains sont entrés dans cette voie, mais c'est à lui que doit rester l'honneur de l'avoir ouverte. Les excentricités sont demeurées ; on peut plaisanter de l'abus que le *Herald* fait des majuscules et des capitales, en mettant quinze ou vingt titres en grosses lettres, à un article ou une correspondance de dix lignes; on peut extraire de ses colonnes bien des vanteries bouffonnes et bien des diatribes : mais ce cynisme et ces hâbleries sont rachetées par un esprit vif et mordant, une verve railleuse et un grand fonds de bon sens écossais. Le *Herald* a fait souvent une guerre heureuse aux rêveries socialistes ou mystiques des deux continents, aux exagérations puritaines, aux hypocrisies de l'abolitionisme américain. En politique, il n'a d'autre couleur que le succès; mais tel est aussi le cas de la majeure partie des journaux américains : c'est ce qu'on appelle être indépendant.

CHAPITRE VIII.

Le budget d'un journal américain. — Distribution des matières. — Les annonces, leur nombre et leur disposition. — Emploi de la télégraphie. — Les correspondances. — Le bulletin commercial et financier. — Situation morale de la presse aux États-Unis. — — Liberté de la presse américaine. — Sa moralité. — La presse religieuse.

Il serait fort malaisé d'établir le budget d'un journal américain, parce que la quotité des recettes et la nature des dépenses varient à l'infini suivant les localités. Le prix d'abonnement des journaux de premier ordre est de 8 et 10 dollars (43 fr. 20 et 54 fr.), non compris les frais de poste, qui sont à la charge de l'abonné. C'est un prix plus élevé que celui des journaux français, puisque les feuilles américaines ne publient que 313 numéros par an et sont exemptes de tout impôt, tandis que les feuilles parisiennes publient 360 numéros et sont assujetties au timbre, qui

représente un tiers de la somme payée par le public. L'abonnement aux journaux à 2 cents est de 6 dollars. Le payement en est maintenant exigé d'avance, mais l'abonnement est devenu l'exception, au moins à l'intérieur des villes. Il y a dans chaque quartier des agents qui prennent à forfait un certain nombre d'exemplaires des journaux et qui se chargent de les placer, soit qu'ils les fassent crier dans la rue, soit qu'ils les colportent à domicile. Les lecteurs préfèrent s'adresser à eux, surtout dans les classes inférieures, parce qu'il leur est plus facile de faire tous les jours la dépense de 1 ou 2 cents que de payer en une fois le prix de l'abonnement, et parce que les agents se plient aux habitudes et aux exigences particulières de leurs pratiques. Quand un journal se vend bien, la remise de 30 pour 100 qu'il fait à ces intermédiaires obligés constitue un revenu assez lucratif, et l'on a vu un des agents du *Sun* de New-York vendre sa clientèle 700 dollars, ou près de 4000 francs. De leur côté, les journaux ont intérêt à favoriser un système qui simplifie leur comptabilité, qui leur assure une recette quotidienne et leur épargne les frais de distribution. Du reste, quelque rigoureuse économie qu'ils apportent dans leurs dépenses, le produit de l'abonnement ou de la vente représente à peine ce qu'ils donnent au public, et le plus souvent même ne couvre pas les frais matériels. Ce sont les annonces qui se

chargent de combler le déficit et de rendre un bénéfice possible. Aussi les annonces tiennent-elles la première place dans les feuilles des États-Unis comme dans les habitudes du public américain. Nous ne saurions nous faire une idée du développement qu'ont pris les annonces au delà de l'Atlantique. On se récrie bien souvent sur la prodigieuse quantité d'annonces que publient les journaux anglais, et les huit pages que le *Times* distribue à ses abonnés en sus de leur numéro régulier paraissent la dernière limite du possible. Cependant on n'évalue pas à plus de 2 millions par an le nombre des annonces publiées par tous les journaux anglais réunis, et en portant à 10 *millions* le nombre de celles que publient annuellement les feuilles américaines, on est plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité. Nous ne saurions trop le répéter, les journaux américains n'existent que par les annonces et que pour elles. On n'en saurait juger par les numéros des feuilles de Boston ou de New-York qui parviennent en Europe. Les journaux à 2 cents donnent à leurs lecteurs quatre pages de matière et quatre pages d'annonces; les journaux à 1 cent consacrent aux annonces trois pages sur quatre. A mesure que l'on s'éloigne des bords de l'Atlantique, où le public a certaines exigences littéraires et où la concurrence commande d'offrir quelque pâture au lecteur, la part faite aux annonces va toujours en augmentant. Ainsi

Saint-Louis du Missouri, ville de 44 000 âmes et métropole d'un État, possède un journal quotidien plus grand de format que le *Times*, imprimé en caractères beaucoup plus serrés et plus fins, mais qui est tout entier, sauf quatre colonnes, envahi par les annonces. Du reste, cette multiplication prodigieuse des annonces s'explique par l'absence de tout autre moyen de publicité et par un bon marché extrême. Une annonce de quatre lignes coûte 25 cents la première fois, et elle peut être répétée indéfiniment à raison de 12 cents par fois. Des arrangements interviennent en outre entre les habitués et le journal, et il n'est pas rare dans l'Ouest de voir le prix des annonces acquitté en nature. Cependant le mode le plus usité parmi les commerçants et les industriels consiste à louer à l'année un emplacement spécial et toujours le même, dans un journal. Le locataire dispose souverainement de l'espace qui lui est attribué par son marché ; il peut faire usage d'une petite vignette représentant un bateau à vapeur, un cheval, une charrue, une botte, suivant qu'il est armateur, éleveur, mécanicien ou bottier. Il peut faire imprimer son annonce en renversant les caractères de telle sorte qu'il faille retourner le journal pour la lire, ou diagonalement, la disposer en losange ou en rond, la rédiger en prose ou en vers : c'est pour lui une affaire de goût, et le journal, à qui ces fantaisies rapportent

le plus clair de son revenu, n'a garde de les décourager.

Si, dans les dépenses des journaux américains, les frais de rédaction entrent pour une très-faible part, les frais matériels sont assez considérables [1]. Une des plus fortes dépenses des journaux américains leur est imposée par les innombrables dépêches télégraphiques qui en remplissent les colonnes. En vain les tarifs du télégraphe sont-ils infiniment moins élevés aux États-Unis qu'en Europe, les frais demeurent très considérables. Les cinq journaux à 2 *cents* de New-York se sont associés pour recevoir en commun l'analyse des débats du congrès de Washington, le compte rendu des séances de l'assemblée législative à Albany, le résultat des élections, etc., et la dépense s'élève annuellement à 100 000 dollars, soit plus de 500 000 fr. Cela ne dispense pas chaque journal de consacrer des sommes très-fortes aux dépêches particulières qui lui

1. On nous permettra de citer à ce sujet quelques détails purement techniques. Le papier qu'emploient les éditeurs américains, si léger et si fin qu'il soit, est plus résistant qu'il ne paraît ; il est en général d'une nuance agréable à l'œil et propre à faire ressortir l'impression. Le caractère, quoique très-petit, est toujours fort lisible ; l'impression est nette et d'une belle venue. Le mérite est ici d'autant plus grand, qu'il s'augmente de la difficulté vaincue. La concurrence impose en effet l'obligation d'un tirage extrêmement rapide : il faut pouvoir mettre en vente une seconde ou une troisième édition une heure au plus tard après l'arrivée d'un paquebot d'Europe ou la réception d'une nouvelle importante. Aussi, sous ce

sont expédiées par ses correspondants. Comme les paquebots anglais doivent toucher à Halifax avant de venir à New-York, les feuilles de cette dernière ville envoient, à frais communs ou séparément, des bateaux à vapeur attendre les paquebots à la hauteur de Terre-Neuve, pour rapporter directement à New-York les paquets à leur adresse. Il n'est guère de journal américain qui n'entretienne à Halifax un correspondant chargé de lui transmettre par le télégraphe, aussitôt après l'arrivée de chaque paquebot, l'analyse des nouvelles d'Europe.

Après les dépêches télégraphiques, la dépense la plus considérable des journaux des États-Unis est leur correspondance. Non-seulement ils ont sur les points principaux du territoire des correspondants, avec mission de recourir au télégraphe et d'écrire chaque fois qu'un événement se produit, mais ils en ont également en Europe et dans toutes les villes un peu

rapport, les journaux des États-Unis laissent loin derrière eux leurs confrères européens et le *Times* lui-même. La *Tribune* et le *Herald* se servent de presses à cylindres horizontaux qui impriment régulièrement 10 000 exemplaires à l'heure ; mais les presses du *Sun*, qui paraissent jusqu'ici le dernier mot de la mécanique, peuvent tirer jusqu'à 20 000 feuilles à l'heure, et le tirage moyen de ces presses n'est jamais au-dessous de 18 000 feuilles. Elles impriment donc 5 à 6 feuilles par seconde : c'est une rapidité qui confond l'imagination. On n'obtient de pareils résultats qu'avec des machines puissantes, d'un établissement et d'un entretien très-coûteux, et qu'au prix d'une usure très-rapide du caractère.

importantes de l'Amérique du Sud. Les journaux anglais se contentent des nouvelles du continent européen : un journal américain est comme un panorama du monde entier; il enregistre ce qui se passe au Brésil, au Pérou, au Chili, avec autant de soin et autant de détails que les nouvelles de Paris et de Londres, et une lettre de Chine y fait quelquefois suite à une lettre de Constantinople. Le *Delta* et les autres grands journaux de la Nouvelle-Orléans publient tous les jours des nouvelles de la Californie et de tous les points de l'Amérique du Sud, qu'ils se procurent régulièrement au prix de dépenses énormes, envoyant au besoin des exprès, avec ordre de noliser des navires quand les moyens de transport ordinaires manquent, ou sont trop lents. Quant aux nouvelles transatlantiques, ces mêmes journaux les publient toujours avant l'arrivée des malles; elles leur sont transmises par le télégraphe d'Halifax, de Boston, de New-York, de Philadelphie, de tous les points où peut aborder un navire venant d'Europe.

Cette multitude de correspondances et de dépêches ne contribue pas médiocrement à l'aspect étrange que les feuilles des États-Unis présentent à l'œil du lecteur européen. Rien ne diffère plus d'un journal français qu'un journal anglais : cependant, avec un peu d'habitude, on se reconnaît aisément au milieu des immenses colonnes du *Times* ou du *Chronicle*;

chaque matière a sa place spéciale, où l'on est assuré de retrouver tous les jours les faits du même ordre. Rien de pareil dans les journaux américains; quand on les ouvre, l'œil se noie dans une mer de caractères microscopiques où rien ne le guide, où rien ne lui sert de point de repère. Point de classement méthodique des matières; aucune différence dans les caractères employés ne vient détacher l'un de l'autre des articles sans rapport entre eux, et appeler l'attention sur les parties importantes du journal. Des annonces au commencement, des annonces au milieu, des annonces à la fin, voilà ce qu'on aperçoit d'abord. De distance en distance, le haut d'une colonne est bariolé de sept ou huit titres à la suite desquels se trouve une note d'autant de lignes; quelquefois il s'agit simplement d'une dépêche dont on a dépecé et retourné le texte avant de le donner purement et simplement. Trois colonnes plus loin, vous pouvez retrouver de nouveaux détails sur le même fait, ou une variante de la même dépêche, et rien autre chose que le caprice du journaliste ou de l'imprimeur ne peut vous expliquer pourquoi un article est à telle place de préférence à telle autre. Quant à l'article *éditorial*, c'est-à-dire à l'article qu'on pourrait appeler le *premier New-York* ou le *premier Philadelphie*, il est toujours extrêmement court : il est très-rare qu'il excède une demi-colonne ou trois quarts de colonne.

Il est suivi d'une multitude de petits paragraphes encore plus courts, qui traitent des matières les plus diverses. En revanche, une même question fait quelquefois l'objet de trois ou quatre notes successives qu'on n'a pas pris la peine de fondre en un seul article. Les nouvelles locales sont données à profusion, avec une abondance et une minutie de détails qui impatienteraient un lecteur français. A la suite des nouvelles locales, il est rare de ne pas rencontrer deux ou trois listes de candidats, car les élections sont perpétuelles : élections fédérales, élections pour l'Etat, pour le comté, pour la ville; élections de députés, d'*aldermen*, de juges, de collecteurs de taxes, d'inspecteurs de la voirie, etc. Un citoyen exact et zélé a toujours quelqu'un à élire à quelque chose entre son déjeuner et son dîner, et il faut que son journal lui fasse connaître les candidats au poste vacant. Viennent ensuite des statistiques où l'on compare les résultats des élections avec ceux des élections précédentes, pour savoir qui des whigs ou des démocrates a gagné ou perdu des voix. Enfin, une grande place est réservée aux nouvelles commerciales, et l'esprit pratique de la nation américaine se retrouve là tout entier. Rien n'est plus lucide, plus sensé, plus nourri de faits et d'arguments que les articles où l'on rend compte du mouvement des valeurs, où l'on apprécie la situation des affaires. Les nouvelles sont

classées avec ordre et méthode, résumées avec une concision qui n'ôte rien à la clarté. Quant aux variations des fonds et des denrées sur toutes les places des deux mondes, elles sont scrupuleusement enregistrées, parce que le moindre oubli, le moindre retard, mécontenteraient gravement les gens d'affaires. Presque chaque ligne de cette partie du journal représente une dépêche télégraphique, et lorsqu'on voit ces cotes, qui offrent pour la plupart l'aspect de véritables hiéroglyphes, remplir deux et trois colonnes, et quelquefois davantage, on est effrayé des dépenses que cette accumulation de renseignements impose aux journaux américains. Lorsque les diverses matières que nous avons énumérées ne suffisent pas, avec les annonces, à remplir le journal, l'éditeur *bouche le trou*, car c'est là la véritable expression à employer, avec tout ce qui lui tombe sous la main, avec des pièces de vers, avec des citations empruntées aux bons auteurs, quelquefois avec un roman, qu'il découpe en morceaux, suivant les besoins de l'imprimerie. En somme, si l'on retranchait d'un journal américain tout ce qui est oiseux et dépourvu d'intérêt, tout ce qui sent le caquetage de petite ville, il resterait souvent assez peu de chose à lire, et un écrivain anglais avait le droit de dire que toutes les nouvelles du plus grand journal des États-Unis tiendraient dans une seule page du *Times* ou du *Daily-News*.

Nous ne saurions terminer ces observations sur la presse politique des États-Unis sans dire quelques mots de sa situation morale. Ici encore la vérité ne permet point de conclusion trop absolue. Comme instrument de publicité, la presse américaine joue un rôle immense : on peut dire qu'elle fait partie de la vie même de la nation, et qu'elle est le complément nécessaire de ses institutions politiques. C'est la presse seule qui anime et vivifie cet immense système électif; c'est elle seule qui suscite et entretient les compétitions, sans lesquelles les élections dégénéreraient souvent en de pures formalités; c'est elle seule qui, en attachant une signification à des noms propres, en associant une nomination au triomphe d'une idée ou d'un parti, appelle au scrutin les masses populaires. A un autre point de vue, le journal n'a pas moins d'importance : lecture des classes laborieuses, il est le grand éducateur du peuple; c'est lui qui instruit l'ouvrier de ses droits, qui le guide dans l'exercice de ses prérogatives civiques, qui le renseigne sur les hommes et les choses, qui combat et qui trop souvent fortifie ses préjugé. Dans un pays de suffrage universel, quiconque dispose des masses est maître des destinées nationales ; lors donc que la majorité de la presse s'accorde à pousser la nation dans une voie, vers la paix ou la guerre, vers l'annexion du Texas ou la conquête de la Californie, et qu'aucun événe-

ment imprévu ne vient absorber l'attention publique, cette incessante prédication finit toujours par déterminer un mouvement d'opinion auquel rien ne résiste. C'est là un pouvoir immense, mais chaque journal n'en possède qu'une minime fraction, et qui ne suffit point à faire un piédestal à un homme. La collaboration à un journal, même considérable, ne donne donc point aux États-Unis ce prestige qui, en Europe, s'attache aux écrivains politiques : elle mène rarement à l'influence, plus rarement encore à la renommée.

On pourrait citer, comme preuve de l'importance acquise par les écrivains, la présence de plusieurs journalistes au sein du congrès. Il est certain qu'en 1851 on en comptait six dans la chambre des représentants et quatre dans le sénat, ce qui est beaucoup plus significatif; mais il est douteux que ces représentants et ces sénateurs aient été élus uniquement comme écrivains. En outre, la carrière politique est aux États-Unis la moins fructueuse de toutes; elle ne tente guère ceux qui ont une fortune faite, et encore moins ceux qui ont une fortune à faire. Dans les États nouveaux, on est quelquefois embarrassé pour trouver quelqu'un qui veuille quitter tous les ans sa famille et ses affaires pour aller à trois ou quatre cents lieues, siéger au congrès, et quiconque veut bien consacrer son temps à la politique est sûr d'y arriver promptement à la si-

tuation de chef de parti. Seulement, s'il est aisé de devenir une notabilité sur les bords de l'Illinois ou de l'Arkansas, il faut franchir encore bien des échelons avant de faire entendre sa voix de la confédération entière, comme les Clay, les Calhoun et les Webster. Entreprise toute personnelle, un journal aux États-Unis n'a d'autorité et de valeur que celles qu'il reçoit de l'écrivain qui en est le principal rédacteur, et celui-ci à son tour est jugé sur son œuvre. Dans les plus grandes villes, un homme de mérite qui conduit habilement et honnêtement un journal est sûr d'obtenir l'estime et la considération, mais il arriverait plus vite à la notoriété et à l'influence par la chaire ou par le barreau. Si, sur le littoral de l'Atlantique, il faut pour écrire dans la presse des connaissances et de l'aptitude, — dans les solitudes de l'Ouest, le journaliste pourra n'être qu'un spéculateur sans éducation, et il sera apprécié suivant ses mérites. La statistique que nous avons donnée plus haut prouve que les deux tiers des journaux américains sont des feuilles hebdomadaires, c'est-à-dire de ces journaux à l'état rudimentaire dont nous avons expliqué la naissance, et dans lesquels un seul homme est à la fois rédacteur, compositeur et imprimeur. Partageant les travaux, les habitudes et les passions des populations rudes et turbulentes au milieu desquelles ils vivent, ces journalistes improvisés se font les échos fidèles des pionniers ou des

planteurs qui les entourent : leur unique tâche est de servir des inimitiés de clocher, et comme la lutte politique se complique souvent de rivalités d'intérêt personnel, ils en viennent très-vite à l'injure et aux violences, bientôt après aux voies de fait. De là ces provocations fréquentes, ces duels et même ces assassinats qu'enregistrent trop souvent les feuilles du nouveau monde. On croit faire le procès de la presse américaine en représentant le journaliste écrivant avec des pistolets chargés sur son bureau, et ne sortant qu'armé jusqu'aux dents : ce portrait, qui peut être vrai sur les rives du Mississipi, qui ne serait qu'une fantaisie sur le bord de l'Océan, est simplement la condamnation des mœurs violentes de l'Ouest et du Sud. Si les journalistes se battent plus souvent et sont plus fréquemment assassinés que leurs voisins, c'est parce qu'ils sont plus en évidence, et que leur profession leur crée plus d'inimitiés.

Demander si la presse est libre aux États-Unis peut sembler une question paradoxale : on est cependant fondé à la faire. A défaut d'entraves législatives, les journaux américains sont dans la dépendance absolue d'un maître capricieux et despotique qui est tout le monde. Ce qui fait la grandeur et la noblesse des lettres, c'est la mission que l'écrivain semble avoir reçue d'éclairer et de guider l'opinion, et de la ramener au vrai quand elle s'égare. Malheureusement

le public est prompt à former ses jugements; il obéit à ses instincts plutôt qu'à la raison, et il faut quelque temps pour le détromper. Ce temps manque toujours à la presse américaine. N'ayant pas d'abonnés, elle n'a pas, comme les journaux européens, une clientèle captive qui assure son existence pendant la durée d'une crise; elle vit au jour le jour de la vente de ses numéros : lorsque la foule mécontente délaisse la feuille qui a été l'objet de sa prédilection, lorsque les crieurs et les agents restreignent leurs achats, la famine frappe à la porte, et le journal est obligé de se condamner au silence, ou de changer d'opinion et de hurler avec les loups. Il a souvent pour céder ainsi un mobile plus impérieux encore que la crainte de la ruine. La multitude est aussi absolue dans ses exigences que le despotisme, et elle n'a pas besoin comme celui-ci de recourir à l'hypocrisie. On a vu plus d'une fois aux États-Unis la populace envahir les bureaux d'un journal et les mettre à sac pour étouffer une contradiction qui déplaisait. Les journaux catholiques ont eu mille persécutions à endurer, et il est rare que du sein du parti vainqueur il ne sorte pas des menaces à l'adresse des journaux qui ont défendu et qui soutiennent encore l'opinion qui a succombé. Vingt fois l'écrivain le plus écouté du parti démocratique, Bryant, a dû élever la voix et réclamer pour ses adversaires la liberté de la contradic-

tion. Lorsque la question du Nicaragua, assoupie plutôt que résolue par le traité Clayton-Bulwer, passionnait l'opinion publique et que les têtes tournaient à la guerre, le *National Intelligencer* garda un silence absolu. Ce mutisme fut d'autant plus remarqué, que ce journal, en relations alors avec le ministère des affaires étrangères, était plus en état qu'aucun autre d'éclairer le public et d'exprimer un avis sur la question en litige entre les États-Unis et l'Angleterre. Interpellé par ses confrères, le *National Intelligencer* se contenta de répondre : « Il est des sujets sur lesquels un journal quelconque ne peut entreprendre de dire la vérité sans risquer moins que la pendaison. » En enregistrant cet aveu, le *Journal du Commerce* de New-York le faisait suivre des réflexions suivantes : « On a souvent remarqué, et il est parfaitement vrai que l'opinion est moins libre, et que la presse est plus enchaînée dans ce pays que dans aucun autre en possession d'institutions libérales. La presse des États-Unis a la licence sans avoir la liberté ; elle sert d'organe à bien des calomnies, mais à fort peu de vérités. Elle a le courage de falsifier et de défigurer, et elle n'a pas l'énergie d'exprimer des opinions qui ne seraient point agréables à certaines cliques, ou qui seraient contraires au courant des préjugés aveugles. » Nous nous en tiendrons à cette appréciation, dont la sincérité ne saurait

être suspecte, puisqu'elle émane d'une plume américaine.

Il est une justice à rendre aux journaux des États-Unis, c'est qu'ils sont généralement irréprochables au point de vue de la morale. Tout ce qui peut porter atteinte à la religion ou blesser une oreille délicate est soigneusement banni de leurs colonnes. Ils ont sous ce rapport des scrupules qui leur font honneur, et ils sont soutenus dans cette voie par le public. On a fait deux ou trois tentatives pour établir à New-York de petits journaux consacrés aux gaillardises et destinés à vivre de scandale : ils sont morts en naissant. L'expérience a rassuré les Américains sur les prétendus dangers que la liberté de la presse ferait courir aux mœurs. Il y a dix ou douze ans quelques membres du clergé s'alarmèrent fort de la vogue immense qu'obtenait la publication par livraisons du *Juif Errant* et d'autres romans équivoques traduits du français. Cette vogue fut passagère : au bout de deux ou trois ans, toutes ces publications ne donnaient plus que de la perte à leurs éditeurs, et on signalait un accroissement notable dans la vente des *magazines* et des publications irréprochables. Il en est de l'esprit comme de l'estomac, qui ne peut supporter longtemps qu'une nourriture saine et fortifiante. Les journaux américains ont créé et entretenu dans les classes laborieuses le besoin de lire, et ce

besoin, qui a accepté d'abord toute pâture, sert puissamment aujourd'hui la cause de la morale et de la vérité.

Ceci nous amène naturellement à faire connaître un des éléments les plus recommandables de la presse américaine : nous voulons parler des journaux religieux qui se publient en grand nombre et avec un remarquable succès. Ces journaux [1] sont destinés à fournir le dimanche une lecture instructive et morale aux familles, et ils sont rédigés avec beaucoup de soin. Presque tous contiennent une grande quantité de nouvelles politiques ou littéraires, mais sous la forme de résumés très-serrés. La plus grande partie du journal est consacrée aux nouvelles religieuses, soit de l'intérieur de la confédération, soit des pays étrangers. Un espace est également réservé à la polémique. Ces feuilles absorbent toute l'activité intellectuelle du clergé américain, et quoiqu'elles soient créées et soutenues par l'amour de la controverse qu'entretient aux États-Unis la rivalité des sectes religieuses, et que la théologie y tienne forcément une grande place, on ne peut disconvenir qu'elles n'offrent un réel intérêt à ceux qui aiment les lectures sérieuses. Il existait depuis longtemps aux États-

1. D'un format in-4, imprimé très-fin, pouvant contenir la valeur de 150 pages in-12 ; ils paraissent une fois par semaine et ne coûtent que 2 dollars par an.

Unis des recueils consacrés spécialement aux matières de piété; mais le premier journal religieux rédigé sur le plan que toutes les publications du même genre ont adopté a été fondé à Boston en 1816 par le révérend Sydney E. Morse; il portait le titre de *Boston Recorder*. Il n'a point tardé à avoir beaucoup d'imitateurs, parce que chaque secte a voulu avoir son organe. C'est ainsi qu'à New-York seulement se publient: l'*Observer*, l'*Evangelist*, le *Christian Advocate*, le *Presbyterian*, l'*Independant* qui tous ont un très-grand nombre d'abonnés. Il existe aujourd'hui aux États-Unis 120 journaux de ce genre, et on ne peut évaluer à moins de 500 000 exemplaires leur tirage de chaque semaine.

Nous avons à peine besoin de dire qu'il existe aux États-Unis, comme en Angleterre, un très-grand nombre de journaux spéciaux. Toute doctrine inconnue, toute opinion naissante a recours à la presse pour conquérir la faveur publique, et tout novateur commence par fonder un journal. La tempérance, l'abolition de l'esclavage, la franc-maçonnerie, l'agriculture, les sciences, la pédagogie, ont enfanté et enfantent tous les jours une multitude de feuilles. Il n'est point jusqu'aux sauvages qui n'aient des journaux rédigés dans leur langue : les Choctaws en ont un, les Cherokees en ont deux. L'immigration européenne a donné également naissance à des feuilles

françaises, italiennes et allemandes. Les journaux allemands sont aujourd'hui au nombre de plus de cent; quelques-uns d'entre eux semblent n'avoir d'autre objet que de continuer en Amérique une polémique devenue impossible en Europe : ils sont exclusivement envahis par l'exposition des doctrines les plus contraires à tout esprit religieux et à tout ordre social. Ils obtiennent d'ailleurs le succès qu'ils méritent. Quelque haine que l'émigrant allemand ait apportée contre la société, une fois qu'il a un champ à mettre en culture et une famille à nourrir, il oublie ses préjugés; il délaisse la politique pour la cognée ou la charrue, et s'il ouvre un journal, ce n'est point pour y lire quelque tirade contre les tyrans ou contre la superstition, c'est pour y chercher le prix courant du froment et des salaisons.

CHAPITRE IX.

La presse périodique. — Le premier *Magazine* américain. — Franklin. — Longue succession d'efforts inutiles. — Le *Portfolio*. — Dennie. — L'*Anthologie*. — Le *Dial*. — Le *Knickerbocker*. — Les Recueils scientifiques. — Benjamin Silliman.

Les commencements de la presse périodique ont été aux États-Unis plus pénibles et plus laborieux que ceux de la presse quotidienne. De longues années s'écoulèrent avant qu'un seul recueil mensuel, du genre de ceux qui sont aujourd'hui si répandus en Amérique, réussît à vivre. Cependant c'est un nom illustre, celui de Franklin, qui s'offre le premier à nous. Franklin fut séduit par le succès qu'obtenait en Angleterre le *Gentleman's Magazine*, qui date de 1731 et qui existe encore, et dès 1741 il publia à Philadelphie, sous le titre de *The general Magazine and Historical Chronicle*, le premier numéro d'un

recueil analogue. Franklin attachait beaucoup d'importance à cet essai. Une publication mensuelle lui paraissait avoir beaucoup d'avantages sur le journal; il y voyait un moyen précieux de répandre l'instruction parmi les masses, de combattre les préjugés, et de mettre, par des résumés substantiels, le public au courant de toutes les questions propres à l'intéresser. Il apporta donc un soin infini à la composition de son recueil, mais ce fut peine perdue : il lui fallut, faute de souscripteurs, s'arrêter après le sixième numéro. Un recueil rival, qu'un certain John Webbe s'était empressé de créer sous le titre d'*American Magazine*, était déjà mort après le second numéro. Deux tentatives furent essayées en 1757 et en 1769 pour faire revivre l'*American Magazine* : toutes deux furent également malheureuses. En juillet 1771, Aitkin fonda à Philadelphie le *Pennsylvania Magazine*, ou *American Monthly Museum*, dans lequel écrivirent Thomas Paine et Francis Hopkinson. Ce recueil acquit, grâce à leur collaboration, une certaine popularité, mais il dut suspendre sa publication en juillet 1776, lorsque éclata la guerre de l'indépendance. Au lendemain de la paix, en 1787, Matthew Carey ressuscita l'*American Museum*, qui ne put prolonger son existence au delà de 1798.

Les essais tentés dans la Nouvelle-Angleterre pendant la même période ne furent pas couronnés de plus

de succès. L'année 1743 vit naître à Boston deux recueils hebdomadaires, le *Boston Weekly Magazine* et le *Christian History*, qui ne publièrent qu'un très-petit nombre de numéros, puis un recueil mensuel, l'*American Magazine and Historical Chronicle*, qui ne vécut que trois ans et quatre mois. Le *New England Magazine*, créé en 1758, le *Censor*, créé en 1771, le *Royal American Magazine*, fondé en 1774, moururent tous dans l'année qui les avait vus naître. Le *Massachusetts Magazine*, né en 1789, ne put dépasser l'année 1796.

Il faut arriver jusqu'au commencement de ce siècle pour rencontrer aux États-Unis des recueils mensuels qui aient eu une existence sérieuse et une véritable valeur littéraire. En 1800, la démission du secrétaire d'État Pickering entraîna celle de Joseph Dennie, ancien avocat de Boston, à qui Pickering avait fait donner une petite place à Philadelphie. Dennie, esprit cultivé et causeur séduisant, fort recherché dans les salons et amoureux des lettres, s'était plié malaisément aux exigences d'une situation officielle : il dit de grand cœur adieu à la politique, et résolut de ne demander qu'à sa plume ses moyens d'existence. Il fut avec le romancier Brockden Brown, le premier Américain qui fit franchement profession de n'être qu'un homme de lettres, et son exemple fut longtemps avant de trouver des imitateurs. Il fonda en 1801 le

Portfolio, recueil hebdomadaire qu'il rendit mensuel en 1809, et qui obtint un rapide succès. Ecrivain recherché et un peu prétentieux, Dennie rachetait ces défauts par infiniment de vivacité et d'esprit : il eut d'ailleurs pour collaborateurs des hommes de mérite. John Quincy Adams publia dans le *Portfolio* de curieuses lettres sur la condition sociale et industrielle de la Prusse ; Robert Walsh y fit ses débuts ; Nicholas Biddle, le célèbre directeur de la banque des États-Unis, et James E. Hall y travaillèrent assidûment. Dennie mourut en 1812, mais le recueil qu'il avait fondé lui survécut, et ne cessa de paraître qu'en 1820.

Depuis 1813, le *Portfolio* avait un concurrent redoutable dans l'*Analectic Magazine*, fondé également à Philadelphie par Moses Thomas, et auquel collaboraient Washington Irving, le romancier Paulding, et le célèbre ornithologiste Wilson. Le succès de l'*Analectic Magazine* fut très-grand et s'étendit à toutes les parties de la confédération ; mais les frais étaient excessifs [1]. Malgré le grand nombre des souscripteurs, il fut impossible d'y faire face, et l'*Analectic Magazine* cessa de paraître après huit ou neuf ans d'existence. Il avait cependant ouvert la voie que des successeurs plus heureux ont parcourue avec honneur et

1. Le journal distribuait chaque mois à ses abonnés un cahier de 100 pages in-8, orné de planches et de gravures originales.

profit. Aujourd'hui encore les *magazines* de Philadelphie l'emportent de beaucoup sur ceux de New-York et de Boston par la variété de la rédaction, par la beauté des gravures, et par le nombre des abonnés. Les plus prospères sont *le Livre des dames* (*the Lady's Book*), et le *Graham's Magazine*. Tous deux ont commencé très-modestement et ne vivaient d'abord que des dépouilles d'autrui, choisissant dans les divers recueils publiés en Angleterre et aux États-Unis, et surtout dans les *magazines* anglais, les matériaux de leurs numéros mensuels. A mesure que leur clientèle s'est étendue et que leurs ressources ont augmenté, ils ont joint à ces articles d'emprunt un nombre de plus en plus considérable d'articles originaux, et ils ont fini par s'attacher à grands frais les meilleurs écrivains des États-Unis. Aujourd'hui le *Graham's Magazine* est presque exclusivement composé d'articles et de romans inédits : c'est pour ce recueil que Fenimore Cooper a écrit les *Ilots de la Baie*[1] ; il donne régulièrement à ses abonnés des gravures qui pour la magnificence et le fini égalent les plus belles productions des graveurs européens. C'est le plus répandu de tous les recueils américains, car il tire au delà de 35 000 numéros. Le *Livre des dames* a environ 30 000 lecteurs ; le *Godey's Magazine* et le

1. *The Islets of the Gulph*. C'est un court roman.

Sartain's Magazine, qui se publient également à Philadelphie, en ont chacun de 15 000 à 20 000.

New-York n'a possédé aucun recueil littéraire digne de mention jusqu'en 1824, époque où fut fondé l'*Atlantic Magazine*, qui ne tarda pas à échanger ce titre contre celui de *New-York Monthly Review*, et qui dut quelques années de succès à la collaboration d'un écrivain spirituel, Robert C. Sands, et du poëte Bryant. C'est aussi dans ce recueil que Dana a publié son premier poëme, *le Corbeau mourant* (*the Dying Raven*). En 1832, le romancier C. F. Hoffmann fonda le *Knickerbocker Magazine*, qui passa bientôt de ses mains dans celles de Timothée Flint, puis dans celles du rédacteur en chef actuel, Lewis Gaylord Clark. Le *Knickerbocker* a été un des recueils les plus brillants des États-Unis ; il a eu pour collaborateurs assidus Washington Irving, Paulding, William Ware, qui y a publié son roman épistolaire de *Zénobie*, Bryant et Longfellow. C'est dans ses colonnes qu'ont débuté, comme critiques ou comme auteurs de nouvelles, presque tous les jeunes écrivains qui, depuis vingt ans, sont arrivés à la réputation aux États-Unis. Le *Magazine* de New-York le plus estimé et le plus répandu après le *Knickerbocker*, est celui de Putnam qui a près de 25 000 abonnés. La *Revue démocratique*, fondée à Washington en 1837 par M. O'Sullivan et transférée à New-York en 1841,

est le recueil politique qui a eu le plus de succès aux États-Unis : elle a été dirigée à la fois avec habileté, dignité et bon goût. Le parti whig a cru devoir lui opposer un recueil mensuel qui se publie également à New-York : c'est la *Revue américaine*, établie en 1844 par George H. Colton.

A Boston se publient les recueils mensuels les plus anciennement fondés. Le premier en date est l'*American Baptist Magazine*, établi en 1803 par le révérend Thomas Baldwin. Après lui vient le *Missionary Herald*, qui ne porte ce nom que depuis 1820, et qui a été formé en 1808 par la réunion du *Missionary Magazine*, fondé en 1805, avec une publication rivale, le *Panoplist*, créé en 1806. Ces deux recueils, dont la circulation est très-grande, ont surtout, comme le titre l'indique suffisamment, un caractère religieux, et sont presque exclusivement rédigés par des membres du clergé protestant. Les recueils purement littéraires ont eu beaucoup plus de peine à se faire une place. En 1803, Phineas Adams forma à Boston, sous le nom de *Club de l'anthologie*, une réunion de jeunes gens qui avait pour objet la culture des lettres et la discussion des matières philosophiques. Les principaux membres de cette société littéraire étaient le professeur Ticknor, connu depuis pour son *Histoire de la littérature espagnole*, l'aîné des deux Éverett, William Tudor, les docteurs Bigelow et Gardner, les

ministres Buckminster, Thatcher et Émerson, père du philosophe. Un recueil fut fondé, sous le nom d'*Anthologie*, pour publier les productions des membres de la Société ; il parut jusqu'en 1811. La guerre éclata alors avec la Grande-Bretagne, et l'élection de Madison à la présidence fut l'occasion d'une lutte acharnée entre les partis : au milieu de cette crise, la plupart des membres du club se dispersèrent ou se jetèrent dans la vie politique, et l'*Anthologie* discontinua sa publication. Ce recueil paraît avoir eu quelque valeur ; mais son principal titre est d'avoir été le berceau de la revue la plus estimable que possèdent les États-Unis, la *Revue de l'Amérique du Nord*, qui a eu, on le verra, les mêmes fondateurs.

Aucun des recueils mensuels publiés à Boston ne s'est distingué jusqu'ici par un mérite exceptionnel. Le seul qui ait fixé l'attention et exercé une action sur les esprits n'a eu qu'une existence éphémère, c'est le *Dial*, recueil philosophique et littéraire, établi en 1840 par Ralph Waldo Émerson, et qui fut rédigé presque entièrement par lui et la célèbre Marguerite Fuller : le *Dial* ne vécut que quatre années.

Dans les États à esclaves, on ne trouve à mentionner que le *Southern Literary Messenger*, fondé en 1834 à Richmond, par T. W. White, et qui, à la mort du fondateur, est passé entre les mains de M. B. B. Minor. La collaboration de quelques écri-

vains distingués de la Virginie et des hommes politiques les plus influents des États du sud ont donné de l'importance et de la valeur à ce recueil, qui se soutient honorablement à côté des publications analogues de New-York et de Philadelphie.

L'agriculture, la pédagogie, la jurisprudence et la médecine comptent aux États-Unis des organes spéciaux qui acquerront plus de valeur à mesure que les institutions scientifiques, en se développant, leur fourniront des collaborateurs plus assidus et plus nombreux. L'économie politique et la statistique sont représentées par deux recueils mensuels excellents : la *Revue de de Bow*, qui se publie à la Nouvelle-Orléans depuis 1846, et le *Magasin du marchand*, fondé à New-York en juillet 1835 par M. Freeman Hunt. M. de Bow a entrepris la tâche difficile de défendre l'esclavage au nom et par les armes de la science économique : il y usera sans doute inutilement un savoir étendu, un esprit pénétrant et un grand talent de dialecticien. Une meilleure fortune est réservée à ses travaux de statistique. M. de Bow a été chargé de diriger le recensement de 1850, et il en a résumé les résultats en un petit volume rempli des détails les plus instructifs. Le *Magasin du marchand*, de M. Hunt, est incontestablement le meilleur recueil d'économie politique qui existe dans aucune langue et dans aucun pays. La science

théorique y occupe une place suffisante, et il est impossible d'imaginer rien de plus clair, de plus net et de plus substantiel que les travaux consacrés à suivre le mouvement de la richesse dans l'ancien et le nouveau monde. Il ne paraît nulle part un document statistique, un renseignement précieux, un livre instructif, qui ne soit ou reproduit, ou analysé et commenté dans ce recueil empreint à chaque ligne de l'esprit pratique et du génie commercial des Américains.

On ne saurait non plus donner trop d'éloges au *Journal américain des sciences et des arts*, publié à New-Haven par MM. Silliman père et fils, et qui tient aux États-Unis la même place que les *Annales de physique et de chimie* et les *Annales des ponts et chaussées* en France. Le recueil de MM. Silliman a paru longtemps quatre fois par an ; il paraît maintenant tous les deux mois, et un inévitable progrès en fera une publication mensuelle. C'est une œuvre de dévouement et de patriotisme qui fait honneur au pays qui l'a vu naître et aux hommes qui l'ont entreprise. Les États-Unis ne comptaient en 1817 qu'un seul recueil purement scientifique, le *Journal de minéralogie*, que la santé défaillante de son directeur condamnait à une disparition prochaine. Un homme de mérite, le colonel Gibbs, rencontrant M. Silliman, professeur de chimie, de minéralogie et de géologie, au collége de Yale, à New-Haven, lui témoigna qu'il

y allait de l'honneur des savants américains de ne pas laisser la science sans organe aux Etats-Unis. M. Silliman se laissa convaincre, et, après s'être assuré le concours d'un certain nombre d'écrivains, il fit paraître en juillet 1818 le premier numéro de son journal. En assumant cette tâche, il avait, dit-il, le sentiment que l'œuvre qu'il entreprenait absorberait sa vie entière, et une expérience de trente-cinq années lui a fait voir qu'il ne s'était pas trompé. Toutes les difficultés se réunirent en effet pour entraver son entreprise. Au bout d'un an, le *Journal* n'avait encore que 350 abonnés, et comme les recettes ne couvraient pas les dépenses, les éditeurs avec qui on avait traité ne voulurent pas continuer. Il fallut que M. Silliman leur garantît le remboursement de leurs frais, et empruntât en son nom personnel à une banque la somme nécessaire pour servir de fonds de roulement. Après le dixième volume, en février 1826, les éditeurs mirent M. Silliman en demeure de discontinuer la publication ou d'en prendre toutes les charges à son compte. Les frais avaient absorbé tous les produits du recueil qui s'était agrandi, et de nouveaux fonds étaient nécessaires. Confiant dans son œuvre et convaincu de la nécessité de la persévérance, M. Silliman racheta sur sa fortune personnelle les exemplaires disponibles, remboursa les éditeurs, et se chargea désormais d'administrer aussi bien que de rédiger son

recueil. Depuis lors, le *Journal des sciences et des arts* a continué sans interruption sa publication; mais malgré le soin merveilleux avec lequel il est fait, malgré sa grande et légitime réputation, il a eté plus profitable à la science qu'à son propriétaire. Il n'a jamais eu mille abonnés payants, et a rarement dépassé le chiffre de sept à huit cents; pendant bien des années, il a été complétement improductif, et maintenant encore, il ne fait guère que couvrir ses frais matériels. M. Silliman et son fils, qu'il s'est associé en 1838, se trouvent donc avoir donné gratuitement à la science leur temps, leurs peines et leurs travaux personnels. Il faut ajouter à leur honneur que le résultat aurait pu être tout autre, si le moindre calcul d'intérêt personnel avait dirigé leur administration. Non-seulement ils ont continuellement augmenté le nombre de feuilles qu'ils donnaient aux souscripteurs, mais il est impossible de rien imaginer de plus beau et de plus achevé que leur journal, sous le rapport du papier, des caractères et de l'exécution typographique; et les gravures et les planches qui accompagnent chaque livraison sont de véritables œuvres d'art. En outre, ils ont accepté et ils continuent des échanges onéreux avec presque toutes les publications scientifiques du monde, et jamais aux États-Unis, les fondateurs d'un collége, d'une bibliothèque ou d'une académie, ne se sont adressés à eux sans recevoir

gratuitement la collection complète de leur publication. Ce sont là des faits auxquels on ne saurait donner trop de retentissement, parce qu'ils honorent l'humanité. Il est beau de voir, au fond d'une université, dans une petite ville des États-Unis, deux hommes consacrer leur vie entière et le modeste salaire qu'ils gagnent par leur savoir et leur travail, à élever un monument à la science, s'épuisant dans un labeur sans relâche pour maintenir leur pays au niveau des autres nations. Cependant on aurait tort de ne voir dans une pareille abnégation et dans un désintéressement si obstiné que le fruit du patriotisme ou l'inspiration d'une âme généreuse : le sentiment religieux a rendu les sacrifices faciles. Familiers avec l'esprit qui anime encore les classes élevées de la Nouvelle-Angleterre, nous n'avons pas été surpris de lire à la fin de la préface du cinquantième volume du *Journal des sciences* les lignes touchantes que voici : « Quand nous remontons le cours des années écoulées, et que nous songeons aux relations d'autrefois, une foule de pensées s'éveillent en nous, et le souvenir des collaborateurs qui ne sont plus jette une ombre épaisse sur le regard avec lequel nous embrassons le passé. L'attente de l'heure de la délivrance, quand viendra notre tour d'être appelés, arrête l'élan de notre pensée, et modère la confiance que la santé et l'intégrité de nos forces nous inspireraient sans doute, si nous

n'étions avertis presque chaque jour par la mort d'un contemporain, d'un collaborateur, d'un ami ou d'un patron. Le moment même où nous écrivons est attristé par un semblable événement, mais nous continuerons à travailler, nous ferons en sorte d'être trouvés au poste que le devoir nous assigne, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à faire pour nous, remettant nos espérances pour une vie future entre les mains de celui qui nous a placés au milieu des splendeurs de ce bas monde, et qui n'a pas pris moins de soins pour notre passage dans un monde meilleur. » Depuis que ces lignes ont été écrites, plusieurs années se sont écoulées sans que les efforts de M. Silliman se soient ralentis, et les amis de la science espèrent qu'il pourra continuer longtemps encore son utile et honorable entreprise.

Nous ne pouvons quitter ce sujet sans donner quelques chiffres qui feront juger de l'accroissement des recueils mensuels aux États-Unis : on en comptait 26 seulement en 1810, 140 en 1835, et 175 en 1850 : le nombre actuel de ces recueils ne saurait être évalué au-dessous de 200.

CHAPITRE X.

Les Revues en Amérique. — Circonstances qui s'opposent à leur prospérité. — La *Revue de l'Amérique du Nord.* — Les deux Éverett. — Dana. — Jared Sparks. — La *Revue du Sud.* — M. Brownson. — Les Revues religieuses. — Renaissance des études bibliques. — Edward Robinson.

Les recueils trimestriels auxquels, en Amérique comme en Angleterre, le nom de *revues* est plus spécialement affecté, sont de date récente aux États-Unis, et ont eu beaucoup de peine à se faire une place dans les rangs de la presse. Il semble même difficile qu'ils acquièrent jamais une vitalité réelle. Ils sont voués par nature aux discussions philosophiques et littéraires, et le contenu en est trop grave et trop sérieux pour un peuple qui, à aucun degré, n'a le goût de la métaphysique, et qui ne cherche dans la lecture qu'une distraction ou un moyen d'instruction

rapide : en outre ils ont le tort, impardonnable en Amérique, d'être devancés sur toutes les questions par les recueils mensuels, et ils ne rachètent pas toujours ce retard inévitable par la supériorité de la rédaction. Mais le principal obstacle qui a arrêté le développement des recueils trimestriels aux États-Unis a été la concurrence qu'ils ont toujours rencontrée dans les *revues* anglaises. Il n'est en effet aucune de celles-ci qui, aussitôt après la publication à Londres ou à Édimbourg, et dans les quarante-huit heures qui suivent l'arrivée en Amérique, ne soit réimprimée à Boston, à New-Haven, à New-York et à Philadelphie. Or, comme les libraires américains qui se livrent à cette spéculation médiocrement honnête n'ont à supporter que les frais du papier et de l'impression, la *Revue d'Edimbourg*, la *Quarterly Review*, la *Revue de Westminster* non-seulement se vendent aux États-Unis meilleur marché qu'en Angleterre, mais y coûtent moins cher que les *revues* américaines, qui, outre leurs frais matériels, ont un personnel de rédaction à payer. La *North British Review* et le *Christian Observer* de Londres, organes des deux partis entre lesquels se divise l'Église anglicane, et qu'on appelle la haute et la basse Église, sont également réimprimés aux États-Unis aussitôt après la publication. Il en est de même du reste de la plupart des *magazines* anglais, et spécialement du *Blackwood's Magazine*,

recueil radical qui a plus d'abonnés en Amérique qu'en Angleterre, sans que ses propriétaires et ses rédacteurs en tirent le moindre profit. Il existe en outre aux États-Unis diverses publications périodiques, telles que le *Magasin éclectique*, le *Magasin international*, le *Magasin de Harper*, le *Littell's Living Age*, qui ont pour unique destination de reproduire les meilleurs articles des recueils de Londres et d'Édimbourg. Ces réimpressions des publications étrangères ont fait aux recueils nationaux une concurrence d'autant plus irrésistible que les Américains ont été moins prompts à secouer le joug de l'Angleterre en littérature qu'en politique.

Nous avons eu déjà occasion de dire que le premier essai d'une *revue* américaine fut l'œuvre de M. Robert Walsh, qui, en 1811, fonda à Philadelphie l'*American Review of History and Politics*. Cette tentative était prématurée et le moment était d'autant moins favorable, que la guerre absorbait l'attention de tous les esprits. Le recueil de M. Walsh ne vécut que deux années. Une existence aussi courte fut le partage du *General Repertory and Review*, recueil de littérature et de théologie établi à la fin de 1812, à Cambridge près de Boston, par Andrews Norton avec le concours des professeurs de la plus florissante université du Massachusetts. La publication s'arrêta après le quatrième numéro. Enfin en 1815 naquit la

Revue de l'Amérique du Nord, la plus ancienne et la plus prospère des *revues* américaines, et la seule jusqu'ici qui ait marqué sa trace. Faire l'histoire de cette *revue*, c'est presque faire l'histoire de la littérature aux États-Unis. Elle a eu pour fondateur un des membres de l'ancien club de l'Anthologie, William Tudor, qui en commença la publication avec ses ressources personnelles. Au bout de deux ans, il céda son droit de propriété à Willard Phillips, ou plutôt au club de l'Anthologie, reconstitué sous le nom de club de l'Amérique du Nord, et dont les membres les plus actifs étaient Édouard E. Channing, Richard H. Dana et Jared Sparks, l'historien de Washington, alors répétiteur à l'université d'Harvard. A la fin de 1819, M. Edward Éverett, qui voyageait en Europe, fut élu professeur de littérature grecque à Harvard, et revint en Amérique après quatre ans d'absence. La rédaction en chef de la *Revue de l'Amérique du Nord* lui fut aussitôt confiée. M. Edward Éverett, qui depuis la mort de Daniel Webster est le premier orateur des Etats-Unis, qui a été tour à tour secrétaire d'État et ambassadeur à Londres, jouit d'une réputation plus grande encore comme écrivain que comme homme politique. Profondément versé dans la connaissance de l'antiquité, il possède en outre la plupart des langues de l'Europe. C'est un écrivain ingénieux et disert dont le style abondant et flexible

convient merveilleusement à la critique littéraire, et un savoir étendu lui fournit une mine inépuisable de rapprochements heureux et d'instructives comparaisons. C'est sous sa direction que la *Revue de l'Amérique du Nord* a jeté le plus d'éclat. Dans le cours de quatre années, il écrivit pour elle près de cinquante articles, c'est-à dire à peu près la moitié du recueil. Plusieurs de ces articles, notamment ceux sur la Grèce moderne, que M. Éverett venait de visiter, et sur la littérature anglaise contemporaine, eurent l'honneur d'être reproduits et commentés en Angleterre. Aux États-Unis, la vogue fut très-grande : il fallut réimprimer jusqu'à trois fois certains *numéros*. Ce succès attira sur M. Éverett l'attention publique, et à la fin de 1823 il fut élu membre du congrès pour le Massachusetts ; il avait alors vingt-neuf ans. Il résigna la rédaction en chef du recueil entre les mains de Jared Sparks, mais il en demeura encore pendant près de dix ans un des collaborateurs les plus assidus. On évalue à près de soixante le nombre des articles qu'il a publiés pendant cette période, et qui sont le fruit des heures qu'il a pu dérober à une vie politique des mieux remplies. M. Jared Sparks dirigea la *Revue de l'Amérique du Nord* jusqu'à la fin de l'année 1829 : il abandonna alors la rédaction en chef pour se consacrer à ses travaux historiques, et pour commencer la publication en douze volumes de la *Corres-*

pondance diplomatique de la révolution américaine, qui a été suivie de la *Vie de Washington*. Depuis l'achèvement de ces grands travaux, c'est-à-dire depuis 1839, M. Sparks est professeur d'histoire ancienne et moderne à Harvard. Il eut pour successeur dans la direction de la *revue*, M. Alexandre Éverett.

Plus âgé que son frère de quatre ans, M. Alexandre Éverett, né à Boston en 1790, débuta dans l'*Anthologie* presque au sôrtir du collége. Il entra de bonne heure dans la carrière politique, où son savoir étendu et sa rare capacité hâtèrent ses progrès. Dès 1818, il fut envoyé en Hollande avec le titre de chargé d'affaires, et il y demeura jusqu'en 1824. Les loisirs de ses fonctions officielles furent consacrés par lui à des études sur l'économie politique, qui aboutirent à la publication d'une réfutation de Malthus. Il adressa en outre d'Amsterdam au recueil que dirigeait son frère quelques articles sur la littérature et la philosophie françaises au XVIII[e] siècle, dont il avait fait une étude spéciale. En 1824, il alla représenter son pays à Madrid, où il continua d'écrire sur l'économie politique. Le service le plus grand qu'il ait rendu aux lettres pendant son séjour à Madrid a été d'user de sa situation et de son crédit pour ouvrir à Washington Irving, à Prescott, à Ticknor et à Longfellow les archives et les bibliothèques de l'Espagne, et de contribuer ainsi à faire naître trois ouvrages remarquables :

la *Vie de Christophe Colomb*, l'*Histoire d'Isabelle et de Ferdinand*, et l'*Histoire de la littérature espagnole*. De retour aux États-Unis à la fin de 1829, il acquit la propriété de la *Revue de l'Amérique du Nord*, où il traita personnellement les questions d'économie sociale et de politique intérieure. Supérieur peut-être à son frère Edward pour la profondeur du savoir et la portée d'esprit, M. Alexandre Éverett est toujours demeuré au-dessous de lui comme critique et comme écrivain. Il céda sa *revue* au docteur Palfrey en 1835 pour rentrer dans la politique active, et depuis lors il n'a guère écrit que dans la *Revue de Boston* ou dans la *Revue démocratique* de New-York. Des mains du docteur Palfrey, la *Revue de l'Amérique du Nord* est passée, en 1842, dans celles de M. Francis Bowen.

Outre Jared Sparks et les deux Éverett, presque tous les écrivains éminents des États-Unis ont collaboré à la *Revue de l'Amérique du Nord*. Elle a compté parmi ses rédacteurs le célèbre jurisconsulte Story, M. Henry Wheaton, connu par ses écrits sur le droit international et par son *Histoire des invasions des Normands*, Daniel Webster, l'historien Prescott, qui, au retour de ses voyages, y publia des articles sur la littérature italienne et sur l'Espagne, et l'émule de Prescott, M. Bancroft. Le premier poëme de M. Cullen Bryant, *Thanatopsis*, a paru en 1818 dans la *Revue de l'Amérique du Nord*. Un nom glo-

rieux manque à cette liste, celui de Fenimore Cooper, dont cette *revue* critiqua amèrement le premier roman américain, l'*Espion*, et pour qui elle est toujours demeurée fort injuste. La critique littéraire, dans la *Revue de l'Amérique du Nord*, était confiée à Richard H. Dana, qui fut le premier en Amérique à s'affranchir de la tutelle des aristarques anglais. Les écrivains de la *Quarterly Review* et de la *Revue d'Édimbourg* étaient encore à cette époque les fidèles gardiens de la tradition du XVIII[e] siècle : ils ne juraient que par Pope et par les contemporains de la reine Anne, et pendant qu'ils conservaient à des productions aussi glaciales que régulières une admiration exclusive, ils accueillaient avec une impitoyable sévérité les débuts de Byron, de Moore et de toute l'école nouvelle. Comme il arrive toujours, les littérateurs de Boston, les universitaires d'Harvard et de Cambridge renchérissaient encore sur les rigueurs de Jeffrey. Dana rompit avec les défenseurs de la règle, et tout en blâmant la recherche, la prétention et les écarts des premiers essais de Moore, il osa trouver à louer et chez Moore et chez Byron ; au grand scandale de tous les classiques, il se fit le prôneur de Wordsworth, de Coleridge et de Southey. A ceux qui reprochaient aux poëtes lakistes de s'affranchir de toute règle, de déserter la réalité et de se perdre continuellement dans les régions du mysticisme et de l'ab-

straction, Dana répondait en défendant le droit de la poésie à poursuivre l'idéal et à s'aider de l'imagination pour s'élever par delà le monde sensible. Trop libéral et trop éclairé pour apporter dans le jugement des œuvres de goût un esprit étroit et des préventions exclusives, Edward Éverett s'affranchit, comme Dana, de tous les préjugés du passé. Longfellow, qui vint ensuite, renchérit sur tous les deux et appliqua à la critique les règles d'une esthétique obscure et raffinée qui ressemblait trop à une importation malheureuse de la métaphysique allemande. Tout au contraire, le docteur Cheeve, ministre congrégationaliste à Salem, qui débuta dans la *Revue de l'Amérique du Nord* en 1832, apporta dans la critique littéraire toutes les qualités d'un esprit à la fois ferme et pénétrant et une grande sûreté de jugement unie à une diction élégante. M. Cheeve a considérablement écrit sur la littérature et la théologie dans les recueils périodiques de la Nouvelle-Angleterre. Beaucoup plus jeune que ses devanciers, M. E. Whipple, qui n'a commencé à écrire qu'en 1843, a fait preuve d'une facilité élégante et spirituelle, mais sa critique est essentiellement laudative.

La *Revue de l'Amérique du Nord* n'a pas rendu moins de services aux études philosophiques qu'à la liitérature. Au commencement de ce siècle, les doctrines de Locke régnaient encore sans partage dans

toutes les écoles de la Nouvelle-Angleterre ; c'est à peine si dans quelques cours de timides emprunts faits à Reid et à Dugald-Stewart venaient mitiger la philosophie dominante. La première attaque contre l'école sensualiste partit de la *Revue de l'Amérique du Nord ;* elle était l'œuvre d'un jeune étudiant en théologie d'Andover, James Marsh, aujourd'hui docteur en théologie et président de l'Université du Vermont, où il professe la philosophie. Esprit vigoureux et lucide, M. Marsh entreprit de réhabiliter le spiritualisme dans des articles qui remuèrent les universités et les séminaires. Il fut suivi bientôt dans cette voie par Orestes Brownson, qui se déclara ouvertement le disciple de M. Cousin et de l'école spiritualiste française ; par le docteur Walker, professeur de philosophie à Harvard ; par le révérend Théodore Parker, et par un métaphysicien original et profond, le révérend W. R. Greene. La défaite de la philosophie sensualiste fut complète, et l'honneur d'avoir porté le premier coup appartient à la *Revue de l'Amérique du Nord*. Cependant les spiritualistes victorieux n'ont pas tardé à être dépassés et compromis par les *transcendentalistes*, qui, sur les traces de Ralph Waldo Émerson, sont allés se perdre dans les nébuleuses régions du mysticisme. Ces exagérés n'ont pas eu d'adversaire plus habile et plus résolu que M. Francis Bowen; qui a pris, en 1842, la direction

de la *Revue de l'Amérique du Nord.* M. Bowen, dont toutes les études ont porté sur la métaphysique et sur la philosophie du droit, est un esprit net et pénétrant, un logicien vigoureux et un écrivain plein de nerf. Il a fait une guerre acharnée au *transcendentalisme,* qu'il définit un mélange de prétentions, de sentimentalité et de déraison, et sa polémique contre Emerson et son école est ce que la philosophie a produit de plus solide aux États-Unis.

La *Revue de l'Amérique du Nord* est le seul recueil trimestriel qui ait parcouru une longue carrière; on ne trouve à mentionner à côté d'elle que des publications éphémères ou de fondation toute récente. La *Revue américaine,* établie en 1827 à Philadelphie par M. Robert Walsh, et rédigée dix années par lui avec un grand succès, disparut en 1837, lorsque son fondateur quitta les États-Unis pour l'Europe. La *Revue trimestrielle du Sud* a eu une existence plus courte encore. Ce recueil avait dû pourtant un grand éclat à la collaboration de quelques hommes de talent tels que Hugh Legaré, Stephen Elliott et W. G. Simms. Legaré, né à Charleston en 1792 et tué par accident en 1843, lorsqu'il était ministre de la guerre sous la présidence de M. Tyler, était d'origine française. Il vint en 1818 à Paris pour étudier la philosophie et le droit, et il passa ensuite quelque temps à l'université d'Édimbourg. A son retour aux États-Unis, il débuta

dans le barreau à Charleston et se plaça immédiatement au premier rang des avocats et des hommes politiques de la Caroline du sud. Lorsque la *Revue trimestrielle du Sud* fut créée en 1827 à Charleston pour défendre les intérêts et les opinions des États du sud en matière de politique et de finances, Legaré en devint le principal collaborateur, et ses articles en firent le succès. Legaré a été souvent mis en balance, aux États-Unis, avec Edward Éverett ; le savoir de tous les deux était immense, et si le second avait dans le style plus de souplesse et d'éclat, le premier passait pour avoir un talent plus ferme et plus vigoureux. La *Revue du Sud* ne survécut point au départ de Legaré pour Bruxelles, où il fut envoyé en 1833 comme chargé d'affaires. Elle a été ressuscitée en 1842 par le révérend Whittaker, mais elle n'a point jusqu'ici jeté un vif éclat. La *Revue du Massachusetts*, qui se publie à Boston, l'*American Register* de Stryker, et les autres recueils trimestriels de la Nouvelle-Angleterre n'ont jamais pu s'élever au-dessus de la médiocrité. Une seule *revue* eut un moment de vogue dû à l'attrait de la curiosité, c'est la *Revue trimestrielle de Brownson* ainsi appelée du nom de son fondateur. M. Orestes Brownson, né dans le Vermont en 1802, est un des écrivains les plus remarquables et, à tort ou à raison, les plus discrédités des États-Unis. En politique, il a été tour à tour whig et démocrate ; en

philosophie, il a professé, puis combattu l'éclectisme; en religion, il a été successivement déiste, universaliste, unitaire, et depuis 1844 il est catholique ultramontain. On a dit malignement de lui que si tous ses écrits et ses discours étaient recueillis et classés chronologiquement, depuis *Charles Elwood*, le roman qui fut son début dans les lettres, jusqu'à son dernier article en faveur du catholicisme, ils formeraient l'étude psychologique la plus curieuse et la plus intéressante. Ce qu'on ne lui conteste point, c'est un grand savoir, beaucoup de subtilité et de ressources d'esprit, un talent puissant et nerveux.

C'est M. Brownson qui fit connaître aux Etats-Unis, vers 1830, les travaux de l'école philosophique française. Il ne jurait alors que par Royer-Collard, Cousin et Jouffroy, qu'il a fort attaqués depuis. S'étant associé de toutes ses forces à la réaction qui se produisit alors en Amérique contre la philosophie de Locke, il écrivit dans le *Christian Examiner*, sur la métaphysique, des articles éloquents et fort remarqués. En 1836, il publia ses *Vues nouvelles sur le Christianisme, la Société et l'Église*, qui signalèrent sa rupture avec les unitaires, et en 1838 il commença la *Revue de Boston*, qu'il rédigea presque seul, pendant cinq années, avec un talent et une originalité qui lui valurent une grande réputation. La métaphysique, la théologie et la politique étaient ses sujets de

prédilection, et il y déployait une égale supériorité. A la fin de 1842, il se décidu à fondre la *Revue de Boston* avec la *Revue démocratique* de New-York; mais il ne put s'accorder avec les directeurs de ce recueil, et en 1844 il ressuscita son ancienne *revue*, qu'il a depuis lors rédigée presque seul, et qui a naturellement reflété toutes les variations de son fondateur.

Les seuls recueils trimestriels qui aient une existence assurée aux États-Unis sont ceux qui s'adressent à une secte religieuse en particulier, et dans lesquels la littérature et la philosophie cèdent la première place à la théologie. Les *revues* religieuses réunissent, en effet, les deux conditions qui peuvent donner de la vitalité et de la valeur à une publication périodique, d'une part une clientèle fidèle, de l'autre des traditions et l'esprit de suite. Le départ ou la mort d'un homme ne suffit pas pour faire périr le recueil le plus florissant : il se trouve toujours quelque membre du clergé ou quelque professeur de séminaire pour reprendre et poursuivre l'œuvre commencée. On ne sera donc point surpris de trouver aux États-Unis des *revues* religieuses qui comptent déjà de longues années, et au double point de vue du mérite littéraire et de l'influence, elles l'emportent peut-être sur les recueils politiques et littéraires. La plus ancienne est aujourle *Christian Examiner*, établi en 1818, mais qui

succédait immédiatement au *Christian Disciple*, fondé à Boston en 1812 par Noah Worcester, un des premiers apôtres de la doctrine unitaire. Le *Christian Examiner* a eu dans la Nouvelle-Angleterre une popularité et une influence qui s'expliquent par la collaboration de tous les membres éminents du clergé unitaire. Le docteur Dewey, qui était le métaphysicien de la secte, Channing, qui en était le moraliste, les deux Ware, qui en étaient les théologiens, ont été pendant de longues années les rédacteurs assidus de l'*Examiner*, et c'est à côté d'eux que M. Brownson a débuté dans la carrière des lettres. Le *Répertoire biblique*, qui se publie depuis 1824, est l'organe d'une école théologique renommée, le collége de Princeton. La *Revue chrétienne*, établie en 1835, a eu pour rédacteurs principaux les docteurs Wayland, Scars, Williams, et autres notabilités du clergé baptiste. Le *New-Englander* a été fondé en 1843, à New-Haven, par les congrégationalistes. Néanmoins, tous ces recueils s'effacent devant une *revue* qui a droit à une mention spéciale à cause de l'action puissante qu'elle a exercée.

Les études théologiques ont toujours été florissantes aux États-Unis : la rivalité des sectes n'a pas faiblement contribué à ce résultat en entretenant une vive émulation entre les membres des différents clergés ; mais ici encore l'impulsion venait des universités et

des écoles d'Angleterre, envahies depuis longtemps par le relâchement et la routine. La théologie semblait avoir presque entièrement pour objet la controverse, surtout la controverse avec le catholicisme, et quoique l'étude de l'hébreu fût cultivée plus généralement et avec plus de succès aux États-Unis qu'en Angleterre et en France, elle était invariablement ramenée à l'interprétation littérale des textes sacrés. Les commentaires sur la Bible pullulaient, mais les commentateurs semblaient n'envisager les deux Testaments que comme matière obligée de sermons et de lectures édifiantes, et leurs écrits n'étaient pour la plupart que de longues dissertations morales, émaillées de citations plus ou moins nombreuses. Quant aux immenses travaux dont les livres saints ont été l'objet en Allemagne depuis soixante ans, s'ils n'étaient pas tout à fait inconnus aux États-Unis, ils y étaient peu compris et peu goûtés. Une véritable révolution s'est enfin accomplie, il y a trente ans, dans les études théologiques. Elle a été l'œuvre de deux hommes et d'une *revue*. Edward Robinson, né dans la Nouvelle-Angleterre en 1796, se destina de bonne heure au ministère sacré. Après avoir terminé une éducation brillante, il s'appliqua tout entier à l'étude de la théologie et des antiquités judaïques. Doué d'une volonté peu commune et d'une incroyable puissance de travail, il épuisa bientôt, dans un labeur sans re-

lâche, toutes les ressources que les États-Unis offraient à l'instruction d'un hébraïsant; il recourut alors aux travaux de l'érudition allemande, qui lui devinrent promptement familiers. Appelé malgré sa grande jeunesse à professer au séminaire d'Andover, dont il devait faire la première école théologique des États-Unis, il enflamma de son ardeur les jeunes disciples qui se pressaient autour de lui. Il publia coup sur coup divers écrits qui furent lus avidement dans les universités de la Nouvelle-Angleterre, et provoquèrent des travaux analogues. Le mouvement imprimé par Robinson fut secondé par son ami Moses Stuart, auteur de savants ouvrages sur la langue et la littérature hébraïques. Tous les deux cependant comprirent que des livres isolés ne suffiraient pas pour commencer la réforme des études théologiques, et que des publications périodiques seraient un moyen d'action infiniment plus puissant. Ils fondèrent en 1831, à Andover, un recueil trimestriel sous le nom de *American Biblical Repository*. L'objet de cette *revue* était de faire connaître aux étudiants des universités américaines les résultats les plus importants et les moins contestables de la critique germanique, et de suivre le mouvement des études théologiques dans le monde. Longtemps elle fut rédigée presque entièrement par Robinson et par Stuart, et comme elle embrassait l'exégèse, la philologie et l'archéologie

hébraïques, l'interprétation des livres saints et toutes les branches de l'érudition biblique, elle imposa à ces deux savants hommes des efforts extraordinaires. Le résultat obtenu fut très-grand. Le *Biblical Repository* pénétra dans toutes les écoles de théologie, et y détermina la rénovation de l'enseignement. La réputation du *Repository* ne demeura pas longtemps circonscrite dans les limites des États-Unis : elle s'étendit jusqu'en Europe. Après la publication des premiers numéros, un professeur de l'université anglaise de Cambridge, le docteur Lee, reconnaissait que l'Angleterre n'avait aucun recueil ni même aucun livre qui fût comparable à cette publication américaine. Quelques années plus tard, le célèbre professeur de théologie de l'université de Halle, Tholuck, proclamait le *Biblical Repository* un livre vraiment classique. La direction de ce recueil n'empêchait pas Robinson de poursuivre un grand ouvrage, les *Recherches bibliques (Biblical Researches)*, qui devaient être le résumé de tous ses travaux, et qui ont obtenu l'admiration de Ritter et de toute l'Allemagne savante. Désireux d'y mettre la dernière main et de vérifier par lui-même la géographie des lieux saints, Robinson partit à la fin de 1837 pour Jérusalem; mais son absence se prolongea plus qu'il n'avait pensé, car, après avoir visité la Palestine et la Syrie, il passa deux années entières à Berlin pour revoir et compléter son livre.

A son retour à Andover en 1843, il annonça, sous le titre de *Bibliotheca sacra*, la publication d'un recueil trimestriel, exclusivement consacré à l'exégèse, qu'il rédigea seul pendant six ans. Après le départ de Robinson, Stuart, aidé des professeurs Park et Shepard et des autres membres du séminaire d'Andover, avait continué avec un succès croissant la publication du *Biblical Repository*. Après avoir absorbé en 1836 un recueil du même genre, le *Quarterly Observer*, le *Repository* absorba en 1839 l'*American Spectator*, et en 1850 ce fut le tour de la *Bibliotheca sacra* elle-même. Le *Biblical Repository* est toujours au premier rang des recueils théologiques des Etats-Unis, et on a plusieurs fois imprimé en Angleterre, avec un grand succès, un choix de ses meilleurs articles.

Nous voilà arrivé au terme de la tâche difficile que nous nous étions imposée. Nous nous sommes efforcé de dire le bien et le mal sur la presse périodique des États-Unis avec une équitable impartialité, et quoique nous n'ayons dissimulé ni les écarts des publicistes américains, ni les progrès qu'il leur reste à accomplir, nous croyons que l'opinion qui demeurera dans les esprits sera plutôt favorable que contraire. La presse américaine n'est encore aujourd'hui qu'un levier puissant, mais elle contient déjà tous les germes

d'un grand mouvement intellectuel. A mesure qu'une prospérité sans exemple augmentera et fortifiera aux Etats-Unis les classes qui peuvent élever leurs idées au-dessus du culte des intérêts matériels, des besoins nouveaux se révéleront, qui ne trouveront leur satisfaction que dans les jouissances de l'esprit. Alors les lettres tiendront dans la vie des Américains la place qui leur revient de droit chez toutes les nations civilisées, et la presse, qui aura préparé et rendu possible ce triomphe de l'esprit sur la matière, en recueillera sa bonne part.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

DEUXIÈME PARTIE.

LA PRESSE AMÉRICAINE.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Ch. Lahure, imprimeur du Sénat et de la Cour de Cassation,
rue de Vaugirard, 9, près de l'Odéon.

